

**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St., / 11, rue Laurier
Place du Portage, Phase III
Core 0A1/Noyau 0A1
Gatineau
Québec
K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Title - Sujet IT SERVICES SUPPLY CHAIN PROJECT		
Solicitation No. - N° de l'invitation 47060-136911/A		Date 2013-01-18
Client Reference No. - N° de référence du client 47060-136911		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$EL-615-25342		
File No. - N° de dossier 615el.47060-136911	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2013-02-11		Time Zone Fuseau horaire Eastern Daylight Saving Time EDT
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Aubin, Marc A.		Buyer Id - Id de l'acheteur 627el
Telephone No. - N° de téléphone (819) 956-1436 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Voir ci-joint		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services - EL Division/Services
professionnels en informatique - division EL
4C2, Place du Portage
Gatineau
Québec
K1A 0S5

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

DEMANDE DE SOUMISSIONS

**POUR LES CONTRATS CONCLUS DANS LE CADRE DE
L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA)
POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE
CENTRÉS SUR LES TÂCHES (SPICT)**

**DIVERSES CATÉGORIES ET DIVERS NIVEAUX DE SERVICES
PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE
(VOIR LE PRÉSENT DOCUMENT)**

REQUIS PAR

L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA (ASFC)

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX	.....
1.1 Introduction	.....
1.2 Sommaire	.....
1.3 Compte rendu	.....
PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES	.....
2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées	.....
2.2 Présentation des soumissions	.....
2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission	.....
2.4 Lois applicables	.....
2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions	.....
2.6 Fondement du titre du Canada sur le matériel protégé par le droit d'auteur	.....
2.7 Données volumétriques	.....
PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	.....
3.1 Instructions pour la préparation des soumissions	.....

3.2	Section I : Soumission technique	.....
3.3	Section II : Soumission financière	.....
3.4	Section III : Attestations	.....
PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION		.....
4.1	Procédures d'évaluation	.....
4.2	Évaluation technique	.....
4.3	Évaluation financière	.....
4.4	Méthode de sélection	.....
PARTIE 5 - ATTESTATIONS		.....
5.1	Attestations préalables à l'attribution du contrat	.....
5.2	Programme de contrats fédéraux - Attestation	.....
5.3	Attestation pour ancien fonctionnaire	.....
PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES		.....
6.1	Exigences relatives à la sécurité	.....
6.2	Capacité financière	.....
PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT		.....
7.1	Besoin	.....
7.2	[Option 1] Autorisation de tâches (à utiliser si plus d'un contrat est attribué)	.....
7.2	[Option 2] Autorisation de tâches (à utiliser si un seul contrat est attribué)	.....
7.3	Garantie des travaux minimums	.....
7.4	Clauses et conditions uniformisées	.....
7.5	Exigences relatives à la sécurité	.....
7.6	Durée du contrat	.....

7.7 Responsables	.....
7.8 Paiement	.....
7.9 Instructions relatives à la facturation	.....
7.10 Attestations	.....
7.11 Lois applicables	.....
7.12 Matériel protégé par le droit d'auteur	.....
7.13 Ordre de priorité des documents	.....
7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)	.....
7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)	.....
7.15 Exigences en matière d'assurances	.....
7.16 Limitation de la responsabilité - gestion de l'information ou technologie de l'information	.....
7.17 Entrepreneur - coentreprise	.....
7.18 Services professionnels - général	.....
7.19 Préservation des supports électroniques	.....
7.20 Déclarations garanties	.....
7.21 Accès aux biens et aux installations du Canada	.....
7.22 Responsabilités relatives au protocole d'identification	.....
7.23 Services de transition à la fin du contrat	.....
7.24 Résiliation pour des raisons de commodité	.....
7.25 Manipulation de renseignements personnels	.....

Liste des annexes du contrat subséquent

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

47060-136911

File No. - N° du dossier

615el47060-136911

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Annexe A Base de paiement
Annexe B Énoncé des travaux

Appendice A de l'annexe B - Procédures d'attribution de tâches
Appendice B de l'annexe B - Formulaire d'acceptation et d'autorisation de tâches
Appendice C de l'annexe B - Tableaux de réponse à l'étape de la demande de tâche
Appendice D de l'annexe B - Attestations à l'étape de l'autorisation de tâches

Annexe C Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité

Liste des documents joints à la partie 3 (Instructions pour la préparation des soumissions)

- Document joint A : Soumission financière
- Document joint B : Critères d'évaluation des soumissions
- Document joint C : Formulaire de présentation des soumissions

DEMANDE DE SOUMISSIONS

**POUR LES CONTRATS CONCLUS DANS LE CADRE DE
L'ARRANGEMENT EN MATIÈRE D'APPROVISIONNEMENT (AMA)
POUR DES SERVICES PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE
CENTRÉS SUR LES TÂCHES (SPICT)**

**DIVERSES CATÉGORIES ET DIVERS NIVEAUX DE SERVICES
PROFESSIONNELS EN INFORMATIQUE
(VOIR LE PRÉSENT DOCUMENT)**

REQUIS PAR

L'AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA (ASFC)

PARTIE 1 - RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

Dans le cadre du présent document, on énumère les modalités qui s'appliquent à l'invitation de cette soumission. Le document comporte sept parties, en plus des annexes et des documents joints, comme suit :

- Partie 1 Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
- Partie 2 Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions. On y précise qu'en présentant une soumission, le soumissionnaire s'engage à respecter les clauses et conditions énoncées dans toutes les parties de la demande de soumissions;
- Partie 3 Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leurs soumissions;
- Partie 4 Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, s'il y a lieu, ainsi que la méthode de sélection;
- Partie 5 Attestations : comprend les attestations à fournir;
- Partie 6 Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences : comprend des exigences particulières auxquelles les soumissionnaires doivent répondre;
- Partie 7 Clauses du contrat subséquent : contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent la base de paiement, l'énoncé des travaux et ses appendices, et la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité.

Les documents joints comprennent le formulaire de présentation des soumissions (document joint C), les critères d'évaluation des soumissions (document joint B) et la soumission financière (document joint A).

1.2 Sommaire

- (a) La présente demande de soumissions est émise afin de satisfaire au besoin de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) (le « **client** ») pour des services professionnels en informatique centrés sur les tâches (SPICT) dans le cadre de l'arrangement en matière d'approvisionnement (AMA).
- (b) La présente demande de soumissions devrait donner lieu à l'attribution d'au plus trois contrats dans chacun des sept volets. Chaque contrat visera les travaux d'un seul volet et sera d'une durée de deux ans, en plus de cinq options irrévocables d'une année chacune, ce qui permettra au Canada de prolonger la durée du contrat.
- (c) Ce besoin comporte des exigences relatives à la sécurité. Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter la Partie 6, Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et autres exigences, et la Partie 7, Clauses du contrat subséquent. Les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité pour les demandes de soumissions de TPSGC » (<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca>) sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.
- (d) Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce, de l'Accord de libre-échange nord-américain, de l'Accord de libre-échange Canada-Chili, de l'Accord sur le commerce intérieur, de l'Accord de libre-échange Canada-Pérou, de l'Accord de libre-échange Canada-Colombie et de l'Accord de libre-échange Canada-Panama, s'il est en vigueur.
- (e) Seuls les titulaires d'un AMA pour les SPICT qui détiennent actuellement un AMA pour des SPICT pour le niveau 2 dans la région de la capitale nationale dans le cadre de la série d'arrangement en matière d'approvisionnement n° EN578-055605/D peuvent soumissionner. L'arrangement en matière d'approvisionnement pour des SPICT n° EN578-055605/D est incorporé par renvoi et fait partie de la présente demande de soumissions, comme s'il y était formellement reproduit, et est assujéti aux conditions contenues dans la présente demande de soumissions. Les conditions en lettres majuscules qui ne sont pas définies dans la présente demande de soumissions ont le sens qui leur a été donné dans l'AMA pour les SPICT.
- (f) Les titulaires d'un AMA invités à soumissionner à titre de coentreprise doivent présenter une soumission à ce titre et ne doivent pas former une autre coentreprise pour soumissionner. Toute coentreprise doit déjà avoir été sélectionnée dans le cadre de l'AMA n° EN578-055605/D au moment de la clôture des soumissions pour pouvoir présenter une soumission.
- (g) Voici les catégories de personnel, divisées par volet, qui peuvent être requises sur demande, conformément à l'Annexe B de l'AMA pour des SPICT.

VOLET 1 – Architecture de projet

CATÉGORIE DE PERSONNEL	NIVEAU DE COMPÉTENCE	NOMBRE DE RESSOURCES REQUISES
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	84
Analyste de système	Niveau 3	42
Architecte WEB	Niveau 3	59
Architecte d'affaires	Niveau 3	25
Architecte de la GI	Niveau 3	25
Architecte de la technologie	Niveau 3	25
Architecte-conseil de l'organisation	Niveau 3	42
Rédacteur technique	Niveau 3	17

VOLET 2 – SAP

CATÉGORIE DE PERSONNEL	NIVEAU DE COMPÉTENCE	NOMBRE DE RESSOURCES REQUISES PAR ANNÉE
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	Niveau 3	25
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	Niveau 2	8
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 2	8
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	Niveau 2	8
Analyste fonctionnel PGI	Niveau 2	59
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 3	8

VOLET 3 – Gestion de projet

CATÉGORIE DE PERSONNEL	NIVEAU DE COMPÉTENCE	NOMBRE DE RESSOURCES REQUISES PAR ANNÉE
Gestionnaire de projet	Niveau 3	47
Gestionnaire de projet	Niveau 2	17
Coordonnateur de projet	Niveau 3	17

VOLET 4 – Réseau

CATÉGORIE DE PERSONNEL	NIVEAU DE COMPÉTENCE	NOMBRE DE RESSOURCES REQUISES PAR ANNÉE
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 1	17
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 2	8
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 1	8
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 2	17
Analyste de réseau	Niveau 2	8

VOLET 5 – Activités

CATÉGORIE DE PERSONNEL	NIVEAU DE COMPÉTENCE	NOMBRE DE RESSOURCES REQUISES PAR ANNÉE
Analyste des activités	Niveau 3	8
Conseiller d'affaires	Niveau 3	8
Conseiller en RO	Niveau 3	8
Conseiller en gestion du changement	Niveau 3	34

VOLET 6 – Infrastructure

CATÉGORIE DE PERSONNEL	NIVEAU DE COMPÉTENCE	NOMBRE DE RESSOURCES REQUISES PAR ANNÉE
Architecte de la GI	Niveau 3	8
Administrateur de bases de données	Niveau 3	34
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	Niveau 3	2
Architecte de la technologie (services de terminal)	Niveau 2	4
Architecte de la technologie (intégrateur)	Niveau 3	8
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 2	25
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 3	4
Testeur	Niveau 2	42
Testeur	Niveau 3	25
Architecte d'applications et de logiciels	Niveau 3	21

VOLET 7 – Services communs

CATÉGORIE DE PERSONNEL	NIVEAU DE COMPÉTENCE	NOMBRE DE RESSOURCES REQUISES PAR ANNÉE
Architecte d'application et de logiciels	Niveau 3	59
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 2	42
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 3	168
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	126
Analyste de système	Niveau 2	42
Analyste de système	Niveau 3	76
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	42

1.3 Compte rendu

Après l'attribution du contrat, les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

- (a) Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des Clauses et conditions uniformisées d'achat publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.
- (c) Le document « 2003 (2012-11-19), Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels » est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante. En cas de divergence entre les clauses du document 2003 et du présent document, ce dernier prévaut.
- (d) Le paragraphe 5(4) du document « 2003, Instructions uniformisées - biens ou services - besoins concurrentiels » est modifié comme suit :
 - (i) Supprimer : soixante (60) jours
 - (ii) Insérer : cent quatre-vingts (180) jours

2.2 Présentation des soumissions

- (a) Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de TPSGC au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.
- (b) En raison du caractère de la demande de soumissions, les soumissions transmises par télécopieur ou par courrier électronique à l'intention de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada ne seront pas acceptées.

2.3 Demandes de renseignements - en période de soumission

- (a) Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins 10 jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.
- (b) Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permettrait pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.4 Lois applicables

- (a) Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que le soumissionnaire accepte les lois applicables indiquées. On demande aux soumissionnaires d'indiquer, dans le Formulaire de présentation des soumissions, la province ou le territoire canadien dans lequel ils souhaitent obtenir tout contrat subséquent.

2.5 Améliorations apportées au besoin pendant la demande de soumissions

Les soumissionnaires qui estiment qu'ils peuvent améliorer, techniquement ou technologiquement, le devis descriptif ou l'énoncé des travaux contenus dans la demande de soumissions, sont invités à fournir des suggestions par écrit à l'autorité contractante identifiée dans la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent indiquer clairement les améliorations suggérées et les motifs qui les justifient. Les suggestions, qui ne restreignent pas la concurrence ou qui ne favorisent pas un soumissionnaire en particulier, seront examinées à la condition qu'elles soient soumises à l'autorité contractante conformément au paragraphe intitulé « Demandes de renseignements - en période de soumission ». Le Canada aura le droit d'accepter ou de rejeter n'importe quelle ou la totalité des suggestions proposées.

2.6 Fondement du titre du Canada sur le matériel protégé par le droit d'auteur

Le Canada a déterminé que tout matériel protégé par le droit d'auteur découlant de l'exécution des travaux prévus au contrat appartiendra au Canada, conformément à l'article 6.5 de la Politique sur le titre de propriété intellectuelle découlant des marchés d'acquisition de l'État du Conseil du Trésor. Certains des produits livrables déterminés à l'article 6.0 de l'Annexe B, Énoncé des travaux, constituent des exemples de matériel protégé par le droit d'auteur (comme il est décrit à la section intitulée « Matériel protégé par le droit d'auteur » des présents articles de convention).

2.7 Données volumétriques

Les données relatives au nombre approximatif de ressources requises ont été fournies aux soumissionnaires pour les aider à préparer leur soumission. L'inclusion de ces données dans la présente demande de soumissions ne signifie pas que le Canada s'engage à ce que l'utilisation future cadre avec ces données. Elles sont fournies strictement à titre informatif.

PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

- (a) **Copies de la soumission** : Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission, pour chaque volet, en sections distinctes, comme suit :
- (i) Section I : Soumission technique (quatre copies papier et deux copies électroniques sur CD ou DVD)
 - (ii) Section II : Soumission financière (une copie papier et une copie électronique sur CD ou DVD)
 - (iii) Section III : Attestations (une copie papier et une copie électronique sur CD ou DVD)
- En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.
- Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.
- (b) Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :
- (i) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
 - (ii) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions;
 - (iii) inclure, au début de chaque volume de la soumission, une page titre comprenant le titre, la date, le numéro de l'invitation à soumissionner, le nom et l'adresse du soumissionnaire et les coordonnées de la personne-ressource;
 - (iv) inclure une table des matières.
- (c) **Politique d'achats écologiques du Canada** : En avril 2006, le Canada a publié une politique exigeant des agences et des ministères fédéraux qu'ils prennent les mesures nécessaires pour tenir compte des facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement. Voir la Politique d'achats écologiques, qui se trouve à l'adresse suivante : <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.htm>.
- Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, on encourage les soumissionnaires à :
- (i) utiliser du papier contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable ou contenant au moins 30 % de matières recyclées;
 - (ii) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.
- (d) **Présentation d'une seule soumission par un groupe soumissionnaire** :
- (i) Une seule soumission peut contenir des propositions visant à obtenir un contrat dans un ou plusieurs volets. Cependant, une soumission ne peut pas contenir une proposition visant à obtenir plus d'un contrat dans un volet donné.

- (ii) La présentation de toute soumission provenant d'un ou plusieurs membres d'un même groupe soumissionnaire en réponse à la présente demande de soumissions est interdite. Si les membres d'un groupe soumissionnaire prennent part à la présentation de soumissions supplémentaires, le Canada rejettera toutes les soumissions.
- (iii) Pour les besoins du présent article, le terme « **groupe soumissionnaire** » désigne toutes les entités (qu'il s'agisse d'une ou de plusieurs personnes physiques, de sociétés, de partenariats, de sociétés à responsabilité limitée, etc.) liées entre elles. Peu importe la province ou le territoire où les entités ont été constituées en société ou formées juridiquement, on considère que les entités sont « **liées** » dans le cadre de la présente demande de soumissions :
- (A) s'il s'agit de la même personne morale (c'est-à-dire la même personne physique, société ou société à responsabilité limitée, le même partenariat, etc.);
 - (B) s'il s'agit de « personnes liées » ou de « personnes affiliées » au sens de la *Loi de l'impôt sur le revenu*;
 - (C) si les entités entretiennent une relation fiduciaire (découlant d'un arrangement entre agences ou toute autre forme de relation fiduciaire) ou en ont entretenu une au cours des deux années précédant la clôture des soumissions;
 - (D) si les entités ne sont pas dépendantes l'une de l'autre ou d'un même tiers.
- (e) Soumissions présentées par une coentreprise : Sauf indication contraire, au moins un membre d'une coentreprise doit répondre à toute exigence obligatoire de la présente demande de soumissions. Les membres de la coentreprise ne peuvent cependant pas mettre ensemble leurs capacités pour répondre à toute exigence obligatoire de la présente demande de soumissions. Chaque fois qu'il doit faire la preuve qu'il répond à une exigence obligatoire, le soumissionnaire doit indiquer quel membre de la coentreprise y répond. Tout soumissionnaire ayant des questions sur la façon dont la soumission d'une coentreprise sera évaluée devrait soulever ces questions dans le cadre du processus de demande de renseignements le plus tôt possible pendant la période de soumission.

Exemple : Un soumissionnaire est une coentreprise formée des membres X, Y et Z. Si la demande de soumissions exige du soumissionnaire (a) qu'il possède trois ans d'expérience en prestation de services de maintenance et (b) qu'il possède deux ans d'expérience en intégration de matériel à des réseaux complexes, chacune de ces deux exigences peut être respectée par un membre différent de la coentreprise. Cependant, pour une exigence donnée, comme l'exigence relative au trois ans d'expérience en prestation de services de maintenance, le soumissionnaire ne peut pas indiquer que chaque membre, soit X, Y et Z, possède un an d'expérience pour un total de trois ans. Une telle réponse serait déclarée non conforme.

3.2 Section I : Soumission technique

La soumission technique comprend ce qui suit :

- (i) **Formulaire de présentation des soumissions** : Les soumissionnaires devraient joindre le formulaire de présentation des soumissions (document joint C) à leurs soumissions. Il fournit une forme commune selon laquelle les soumissionnaires peuvent fournir les renseignements exigés dans le cadre de l'évaluation et de l'attribution du contrat, tels que le nom d'une personne-ressource, le numéro d'entreprise - approvisionnement du soumissionnaire, le statut du soumissionnaire en vertu du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi, etc. L'utilisation de ce formulaire pour fournir

les renseignements n'est pas obligatoire, mais elle est recommandée. Si le Canada considère que les renseignements requis par le formulaire de présentation des soumissions sont incomplets ou doivent être corrigés, le Canada accordera au soumissionnaire la chance de compléter ou de corriger ces renseignements.

- (ii) **Formulaire de justification à l'appui de la conformité technique** : La soumission technique doit prouver la conformité, aux articles du document joint B, qui constitue le format demandé pour fournir la justification. La justification ne doit pas être une simple répétition du besoin, mais doit expliquer et démontrer la façon dont le soumissionnaire satisfera aux exigences et exécutera les travaux exigés. Il n'est pas suffisant de simplement déclarer que le soumissionnaire, ou la solution ou les produits qu'il propose, est conforme. Lorsque le Canada détermine que la justification n'est pas complète, le soumissionnaire sera jugé non conforme et sa soumission sera rejetée. La justification peut mentionner des documents supplémentaires joints à la soumission. Cette information peut être mentionnée dans la colonne « Réponse du soumissionnaire » du document joint B, où les soumissionnaires doivent inclure l'endroit précis où se trouvent les documents d'accompagnement, y compris le titre du document et les numéros de page et d'alinéa. Lorsque la référence n'est pas suffisamment précise, le Canada peut demander que le soumissionnaire dirige le Canada vers l'endroit approprié dans le document.
- (iv) **Coordonnées de la personne-ressource d'un client** : À la demande du Canada, le soumissionnaire doit citer des clients en référence, qui doivent confirmer les faits précisés dans la soumission du soumissionnaire, comme il est indiqué dans le document joint B. Les soumissionnaires doivent remplir les appendices A et B du document joint B pour le critère ou l'exigence obligatoire 2 (O2) de chaque volet. Pour chaque client cité en référence, le soumissionnaire doit, au minimum, fournir le nom et le numéro de téléphone ou l'adresse électronique d'une personne-ressource. Les soumissionnaires doivent en outre indiquer le titre de la personne-ressource. En cas de contradiction entre les renseignements fournis par le client et ceux qui figurent dans la soumission, ce sont les premiers qui seront utilisés dans le cadre de l'évaluation. Si la personne nommée n'est pas disponible au moment voulu pendant la période d'évaluation, le soumissionnaire peut fournir le nom et les coordonnées d'une autre personne chez le même client.
- (v) **Profil d'entreprise** : On demande au soumissionnaire de fournir un profil d'entreprise qui devrait comprendre un aperçu de l'entreprise et des sous-traitants ainsi que des agents autorisés du soumissionnaire qui seraient appelés à participer, en son nom, à l'exécution des travaux. Le soumissionnaire doit donner une brève description de la taille, de la structure organisationnelle, des activités et des principaux clients de son entreprise et indiquer le nombre d'années d'exploitation ainsi que le nombre d'employés et leur répartition géographique. Ces renseignements ne sont demandés qu'à titre informatif et ne seront pas évalués.

3.3 Section II : Soumission financière

- (a) **Prix** : Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec le document joint A de la présente demande de soumissions. Le montant total de la taxe sur les produits et services ou de la taxe de vente harmonisée doit être indiqué séparément, s'il y a lieu. Les soumissionnaires doivent proposer un taux quotidien ferme tout inclus unique en dollars canadiens dans chaque cellule où un champ des tableaux de prix doit être rempli.
- (b) Les taux quotidiens fermes du soumissionnaire pour la période initiale du contrat ne doivent pas être supérieurs aux tarifs indiqués à l'annexe C de la partie A, Tableaux des taux quotidiens du

titulaire d'un AMA. Les titulaires d'AMA peuvent offrir un pourcentage de rabais sur leurs taux quotidiens. Les tarifs proposés pour toute période d'option ne doivent pas être inférieurs aux tarifs correspondants proposés pour la période initiale du contrat. Les soumissions qui ne respecteront pas cette condition seront jugées inadmissibles

- (c) **Tous les coûts doivent être compris** : La soumission financière doit indiquer tous les coûts relatifs au besoin décrit dans la présente demande de soumissions pour toute la durée du contrat, y compris toute année d'option. Il incombe entièrement au soumissionnaire d'indiquer tout le matériel, les logiciels, les périphériques, le câblage et les composantes nécessaires pour satisfaire aux exigences de la présente demande de soumissions, ainsi que les prix de ces articles.
- (d) **Prix nuls** : On demande aux soumissionnaires d'entrer « 0,00 \$ » pour tout article qu'il ne compte pas facturer ou qui a déjà été ajouté à d'autres prix dans le tableau. Si le soumissionnaire laisse le champ vierge, le Canada considérera le prix comme étant « 0,00 \$ » aux fins d'évaluation et pourrait demander que le soumissionnaire confirme que le prix est bel et bien 0,00 \$. Aucun soumissionnaire ne sera autorisé à ajouter ou à modifier un prix durant cette confirmation. Si le soumissionnaire refuse de confirmer que le prix d'un champ vierge est de 0,00 \$, sa soumission sera déclarée non recevable.

3.4 Section III : Attestations

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la partie 5.

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

DOCUMENT JOINT A

SOUSSION FINANCIÈRE

VOLET 1

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	\$
Analyste de système	Niveau 3	\$
Architecte WEB	Niveau 3	\$
Architecte d'affaires	Niveau 3	\$
Architecte de la GI	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie	Niveau 3	\$
Architecte-conseil de l'organisation	Niveau 3	\$
Rédacteur technique	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	\$
Analyste de système	Niveau 3	\$
Architecte WEB	Niveau 3	\$
Architecte d'affaires	Niveau 3	\$
Architecte de la GI	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie	Niveau 3	\$
Architecte-conseil de l'organisation	Niveau 3	\$
Rédacteur technique	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	\$
Analyste de système	Niveau 3	\$
Architecte WEB	Niveau 3	\$
Architecte d'affaires	Niveau 3	\$
Architecte de la GI	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie	Niveau 3	\$
Architecte-conseil de l'organisation	Niveau 3	\$
Rédacteur technique	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	\$
Analyste de système	Niveau 3	\$
Architecte WEB	Niveau 3	\$
Architecte d'affaires	Niveau 3	\$
Architecte de la GI	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie	Niveau 3	\$
Architecte-conseil de l'organisation	Niveau 3	\$
Rédacteur technique	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	\$
Analyste de système	Niveau 3	\$
Architecte WEB	Niveau 3	\$
Architecte d'affaires	Niveau 3	\$
Architecte de la GI	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie	Niveau 3	\$
Architecte-conseil de l'organisation	Niveau 3	\$
Rédacteur technique	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	\$
Analyste de système	Niveau 3	\$
Architecte WEB	Niveau 3	\$
Architecte d'affaires	Niveau 3	\$
Architecte de la GI	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie	Niveau 3	\$
Architecte-conseil de l'organisation	Niveau 3	\$
Rédacteur technique	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

VOLET 2

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	Niveau 3	\$
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	Niveau 2	\$
Analyste fonctionnel PGI	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	Niveau 3	\$
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	Niveau 2	\$
Analyste fonctionnel PGI	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	Niveau 3	\$
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	Niveau 2	\$
Analyste fonctionnel PGI	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	Niveau 3	\$
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	Niveau 2	\$
Analyste fonctionnel PGI	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

615el47060-136911

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

47060-136911

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	Niveau 3	\$
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	Niveau 2	\$
Analyste fonctionnel PGI	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	Niveau 3	\$
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	Niveau 2	\$
Analyste fonctionnel PGI	Niveau 2	\$
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

VOLET 3

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Gestionnaire de projet	Niveau 3	\$
Gestionnaire de projet	Niveau 2	\$
Coordonnateur de projet	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Gestionnaire de projet	Niveau 3	\$
Gestionnaire de projet	Niveau 2	\$
Coordonnateur de projet	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Gestionnaire de projet	Niveau 3	\$
Gestionnaire de projet	Niveau 2	\$
Coordonnateur de projet	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Gestionnaire de projet	Niveau 3	\$
Gestionnaire de projet	Niveau 2	\$
Coordonnateur de projet	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Gestionnaire de projet	Niveau 3	\$
Gestionnaire de projet	Niveau 2	\$
Coordonnateur de projet	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

47060-136911

File No. - N° du dossier

615el47060-136911

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Gestionnaire de projet	Niveau 3	\$
Gestionnaire de projet	Niveau 2	\$
Coordonnateur de projet	Niveau 3	\$

VOLET 4

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 1	\$
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 2	\$
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 1	\$
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 2	\$
Analyste de réseau	Niveau 2	\$

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 1	\$
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 2	\$
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 1	\$
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 2	\$
Analyste de réseau	Niveau 2	\$

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 1	\$
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 2	\$
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 1	\$
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 2	\$
Analyste de réseau	Niveau 2	\$

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 1	\$
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 2	\$
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 1	\$
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 2	\$
Analyste de réseau	Niveau 2	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 1	\$
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 2	\$
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 1	\$
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 2	\$
Analyste de réseau	Niveau 2	\$

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 1	\$
Spécialiste, service de dépannage	Niveau 2	\$
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 1	\$
Spécialiste, soutien des opérations	Niveau 2	\$
Analyste de réseau	Niveau 2	\$

VOLET 5

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Analyste des activités	Niveau 3	\$
Conseiller d'affaires	Niveau 3	\$
Conseiller en RO	Niveau 3	\$
Conseiller en gestion du changement	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Analyste des activités	Niveau 3	\$
Conseiller d'affaires	Niveau 3	\$
Conseiller en RO	Niveau 3	\$
Conseiller en gestion du changement	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Analyste des activités	Niveau 3	\$
Conseiller d'affaires	Niveau 3	\$
Conseiller en RO	Niveau 3	\$
Conseiller en gestion du changement	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Analyste des activités	Niveau 3	\$
Conseiller d'affaires	Niveau 3	\$
Conseiller en RO	Niveau 3	\$
Conseiller en gestion du changement	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Analyste des activités	Niveau 3	\$
Conseiller d'affaires	Niveau 3	\$
Conseiller en RO	Niveau 3	\$
Conseiller en gestion du changement	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615e1

Client Ref. No. - N° de réf. du client

47060-136911

File No. - N° du dossier

615e147060-136911

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Analyste des activités	Niveau 3	\$
Conseiller d'affaires	Niveau 3	\$
Conseiller en RO	Niveau 3	\$
Conseiller en gestion du changement	Niveau 3	\$

VOLET 6

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte de la GI	Niveau 3	\$
Administrateur de bases de données	Niveau 3	\$
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie (services de terminal)	Niveau 2	\$
Architecte de la technologie (intégrateur)	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 2	\$
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 3	\$
Testeur	Niveau 2	\$
Testeur	Niveau 3	\$
Architecte d'applications et de logiciel	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte de la GI	Niveau 3	\$
Administrateur de bases de données	Niveau 3	\$
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie (services de terminal)	Niveau 2	\$
Architecte de la technologie (intégrateur)	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 2	\$
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 3	\$
Testeur	Niveau 2	\$
Testeur	Niveau 3	\$
Architecte d'applications et de logiciel	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte de la GI	Niveau 3	\$
Administrateur de bases de données	Niveau 3	\$
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie (services de terminal)	Niveau 2	\$
Architecte de la technologie (intégrateur)	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 2	\$
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 3	\$
Testeur	Niveau 2	\$
Testeur	Niveau 3	\$
Architecte d'applications et de logiciel	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte de la GI	Niveau 3	\$
Administrateur de bases de données	Niveau 3	\$
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie (services de terminal)	Niveau 2	\$
Architecte de la technologie (intégrateur)	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 2	\$
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 3	\$
Testeur	Niveau 2	\$
Testeur	Niveau 3	\$
Architecte d'applications et de logiciel	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte de la GI	Niveau 3	\$
Administrateur de bases de données	Niveau 3	\$
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie (services de terminal)	Niveau 2	\$
Architecte de la technologie (intégrateur)	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 2	\$
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 3	\$
Testeur	Niveau 2	\$
Testeur	Niveau 3	\$
Architecte d'applications et de logiciel	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte de la GI	Niveau 3	\$
Administrateur de bases de données	Niveau 3	\$
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie (services de terminal)	Niveau 2	\$
Architecte de la technologie (intégrateur)	Niveau 3	\$
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 2	\$
Architecte de la technologie (génie)	Niveau 3	\$
Testeur	Niveau 2	\$
Testeur	Niveau 3	\$
Architecte d'applications et de logiciel	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

VOLET 7

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	\$
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 2	\$
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 3	\$
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	\$
Analyste de système	Niveau 2	\$
Analyste de système	Niveau 3	\$
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	\$
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 2	\$
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 3	\$
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	\$
Analyste de système	Niveau 2	\$
Analyste de système	Niveau 3	\$
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)		
Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	\$
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 2	\$
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 3	\$
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	\$
Analyste de système	Niveau 2	\$
Analyste de système	Niveau 3	\$
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

615el47060-136911

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	\$
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 2	\$
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 3	\$
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	\$
Analyste de système	Niveau 2	\$
Analyste de système	Niveau 3	\$
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	\$
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 2	\$
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 3	\$
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	\$
Analyste de système	Niveau 2	\$
Analyste de système	Niveau 3	\$
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	\$

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégories de ressources	Niveau	Taux quotidien ferme proposé
Architecte d'application et de logiciel	Niveau 3	\$
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 2	\$
Programmeur / Analyste (Java)	Niveau 3	\$
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	\$
Analyste de système	Niveau 2	\$
Analyste de système	Niveau 3	\$
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	Niveau 3	\$

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

DOCUMENT JOINT B

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

(voir le document ci-joint)

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

DOCUMENT JOINT C**FORMULAIRES DU SOUMISSIONNAIRE**

FORMULAIRE DE PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS		
Dénomination sociale du soumissionnaire		
Représentant autorisé du soumissionnaire aux fins d'évaluation (p. ex., pour des précisions)	Nom	
	Titre	
	Adresse	
	N° de téléphone	
	N° de télécopieur	
	Courriel	
Numéro d'entreprise-approvisionnement (NEA) [voir les <i>Instructions et conditions uniformisées</i> de 2003]		
Compétence du contrat : Province du Canada choisie par le soumissionnaire et qui aura les compétences sur tout contrat subséquent (si différente de celle précisée dans la demande)		
Anciens fonctionnaires Pour obtenir une définition d'« ancien fonctionnaire », voir la clause intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire », dans la partie 5 de la demande de soumissions.		
Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire touchant une pension tel que le définit la demande de soumissions? Oui ____ Non ____ Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 5, intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire ».		
Le soumissionnaire est-il un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs? Oui ____ Non ____ Si oui, fournir l'information requise dans la clause de la partie 5, intitulée « Attestation pour ancien fonctionnaire ».		

<p>Attestation du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme) :</p> <p>Si le soumissionnaire n'y est pas assujéti, en indiquer la raison à droite. Si le soumissionnaire ne fait pas partie des exceptions énumérées à droite, les exigences du Programme s'appliquent et le soumissionnaire doit :</p> <p>(a) transmettre au ministère des RHDC le formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en œuvre de l'équité en matière d'emploi, DUMENT SIGNÉ; ou</p> <p>(b) indiquer son numéro d'attestation valide confirmant qu'il se conforme au Programme.</p> <p>Les soumissionnaires doivent joindre à leur soumission l'attestation relative au Programme ou le formulaire LAB 1168 signé. Si cette information n'accompagne pas la soumission, elle doit être fournie sur demande de l'autorité contractante durant l'évaluation.</p>	<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste également, au nom du soumissionnaire, que ce dernier <i>[cocher la case appropriée]</i> :</p> <p>(a) n'est pas assujéti aux exigences du Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi (le Programme), puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel;</p> <p>(b) n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la <i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i>;</p> <p>(c) est assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à temps plein ou à temps partiel au Canada, mais il n'a pas obtenu auparavant un numéro d'attestation du ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences (RHDC) (n'ayant pas soumissionné des marchés de 200 000 \$ ou plus); dans ce cas, un certificat d'engagement dûment signé est joint à la présente); OU</p> <p>(d) est assujéti au Programme et possède un numéro d'attestation valide, à savoir le numéro : _____ (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré « non admissible » par le ministère RHDC).</p>
<p>Nombre d'ETP [Les soumissionnaires doivent indiquer (pour tous les volets applicables) le nombre total de postes à temps plein qu'ils devraient créer et maintenir si le contrat leur est attribué. Ces renseignements sont fournis à titre d'information seulement et ne seront pas utilisés lors de l'évaluation.]</p>	
<p>Niveau d'attestation de sécurité du soumissionnaire [indiquer le niveau et la date d'attribution]</p>	
<p>En apposant ma signature ci-après, j'atteste, au nom du soumissionnaire, que j'ai lu la demande de propositions (DP) en entier, y compris les documents incorporés par renvoi dans la DP et que :</p> <p>1. le soumissionnaire considère qu'il a les compétences et que ses produits sont en mesure de satisfaire les exigences obligatoires décrites dans la demande de soumissions;</p> <p>2. cette soumission est valide pour la période exigée dans la demande de soumissions;</p> <p>3. si un contrat est attribué au soumissionnaire, ce dernier se conformera à toutes les modalités énoncées dans les clauses concernant le contrat subséquent et comprises dans la demande de soumissions.</p>	
<p>Signature du représentant autorisé du soumissionnaire</p>	

PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- (a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- La méthodologie d'évaluation comporte plusieurs phases, qui sont décrites ci-après. Même si l'évaluation et la sélection découleront par phases, ce n'est pas parce que le Canada passe à une phase ultérieure que cela voudra dire pour autant qu'il a décidé que le soumissionnaire a réussi toutes les phases antérieures. Le Canada se réserve le droit d'exécuter parallèlement certaines phases de l'évaluation.
- (b) Une équipe constituée de représentants du client et de TPSGC évaluera les soumissions au nom du Canada. Le Canada peut faire appel à des experts-conseils ou à toutes personnes-ressources du gouvernement pour évaluer les soumissions. Chaque membre de l'équipe chargée de l'évaluation ne participera pas nécessairement à tous les aspects de l'évaluation.
- (c) En plus de n'importe quels autres délais prescrits dans la demande de soumissions :
- (i) **Demandes de précisions** : si le Canada demande des précisions au soumissionnaire sur sa soumission ou qu'il veut vérifier la soumission, le soumissionnaire disposera d'un délai de 2 jours ouvrables (ou d'un délai plus long précisé par écrit par l'autorité contractante) pour fournir les renseignements nécessaires au Canada. À défaut de respecter ce délai, sa soumission sera jugée non recevable.
 - (ii) **Prolongation du délai** : si le soumissionnaire a besoin de davantage de temps, l'autorité contractante, à sa seule discrétion, peut accorder une prolongation du délai.

4.2 Évaluation technique

- (a) Une évaluation technique distincte sera effectuée pour chaque volet :
- (i) **Évaluation des critères techniques obligatoires** :
Chaque soumission fera l'objet d'un examen pour en déterminer la conformité aux exigences obligatoires de la demande de soumissions. Tous les éléments de la demande de soumissions qui constituent des exigences obligatoires sont désignés précisément par les termes « doit », « doivent » ou « obligatoire ». Les soumissions qui ne respectent pas chacune des exigences obligatoires seront déclarées irrecevables et rejetées. Les critères obligatoires sont décrits au document joint B - Critères d'évaluation des soumissions.
 - (ii) **Critères techniques cotés** :
Chaque soumission sera cotée en attribuant une note aux exigences cotées, qui sont précisées dans la demande de soumissions par le terme « cotées » ou par voie de référence à une note. Les soumissions qui ne sont pas complètes et qui ne contiennent pas tous les renseignements exigés dans la demande de soumissions seront cotées en conséquence. Les critères cotés sont décrits au document joint B - Critères d'évaluation des soumissions.
 - (iii) **Contrôle des références** :

Le Canada effectuera les contrôles de références par courriel (sauf si la personne référence n'est accessible que par téléphone. Le Canada n'attribuera pas de points ou considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté à moins que les réponses soient reçues dans un délai de 5 jours ouvrables. Le troisième jour ouvrable après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en avisera le soumissionnaire par courriel pour que ce dernier puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de 5 jours prescrit. En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne référence et celle fournie par le soumissionnaire, l'information donnée par la personne référence sera l'information évaluée. On n'accordera aucun point ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si la personne donnée en référence n'est pas un client du soumissionnaire (c.-à-d., le client référence ne peut pas être un client d'un affilié du soumissionnaire). De la même façon, on n'accordera aucun point ou on considérera qu'un critère obligatoire n'est pas respecté si le client est lui-même un affilié ou une autre entité qui entretient des liens de dépendance avec le soumissionnaire. Des références de l'État seront acceptées.

(iv) Nombre de ressources évaluées :

Aucune ressource ne sera évaluée dans le cadre de la présente demande de soumissions. Toutes les ressources proposées ne seront évaluées qu'une fois qu'on aura demandé à l'entrepreneur d'accomplir des tâches précises. Après l'attribution du contrat, le processus d'autorisation de tâche sera appliqué conformément à l'article 7.2, Autorisation de tâche, de la Partie 7 – Clauses du contrat subséquent et de l'Appendice C de l'Annexe B. Quand un formulaire d'autorisation de tâche sera émis, l'entrepreneur devra proposer une ressource pour satisfaire le besoin précis d'après l'énoncé des travaux du formulaire d'autorisation de tâche. La ressource proposée sera alors évaluée par rapport aux critères de l'énoncé des travaux du contrat, conformément à l'Appendice C de l'Annexe B.

4.3 Évaluation financière

- (a) L'évaluation financière sera effectuée d'après les taux quotidiens fermes indiqués dans les soumissions recevables. Une évaluation financière distincte sera effectuée pour chaque volet.
- (b) Deux méthodes d'évaluation financière peuvent être utilisées pour le présent besoin. La première méthode sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables [voir l'alinéa 4.3c)], tandis que la deuxième méthode sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables [voir l'alinéa 4.3d)].
- (c) Évaluation financière – Méthode 1 : La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si trois soumissions ou plus sont jugées recevables :

(i) ÉTAPE 1 – DÉTERMINER LES MÉDIANES INFÉRIEURES ET SUPÉRIEURES POUR CHAQUE PÉRIODE ET CHAQUE CATÉGORIE DE RESSOURCES PAR VOLET :

L'autorité contractante établira, pour chaque période et chaque catégorie de ressources de chaque volet, la fourchette médiane selon les taux quotidiens fermes fournis par les soumissionnaires dont la soumission est jugée recevable sur le plan technique. Pour chaque période et chaque catégorie de ressources de chaque volet, on calculera la médiane à l'aide de la fonction connexe dans *Microsoft Excel*. Cette médiane permettra d'établir une fourchette qui prendra en compte un taux médian inférieur correspondant à une valeur de moins (-) 20 % de la médiane et un taux médian supérieur correspondant à une valeur de plus (+) 30 % de la médiane. À titre informatif, lorsqu'un nombre pair de soumissions sont jugées recevables sur le plan technique, la moyenne des deux taux médians sera utilisée pour calculer la fourchette médiane, alors que dans le cas d'un

nombre impair de soumissions jugées recevables sur le plan technique, le taux médian sera utilisé.

(ii) **ÉTAPE 2 – ATTRIBUER LES POINTS** : Pour chaque période et chaque catégorie de ressources de chaque volet, les points seront attribués de la façon suivante :

- (A) Le soumissionnaire ne recevra aucun point s'il propose, pour une période et une catégorie de ressources données, un taux quotidien ferme qui est inférieur à la limite de la médiane inférieure, ou supérieur à la limite médiane supérieure établie pour cette période et cette catégorie de ressources.
- (B) Le soumissionnaire dont le taux quotidien ferme entre dans la fourchette des médianes supérieure et inférieure obtiendra des points d'après la formule suivante, qui seront arrondis à deux décimales :

$$\frac{\text{Taux quotidien ferme le plus bas proposé dans la fourchette des médianes}}{\text{Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire}} \times \text{Points attribués au tableau 1 ci-dessous}$$

dans la fourchette des médianes

- (C) Le soumissionnaire dont le taux quotidien ferme proposé est compris dans la fourchette médiane établie et qui est le taux quotidien ferme proposé le plus bas obtiendra les points prévus dans le tableau 1 ci-dessous.

TABLEAU 1								
VOLET 1								
CATÉGORIES DE RESSOURCES	NIVEAU	POINTS ATTRIBUÉS						TOTAL DES POINTS
		PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	PÉRIODE D'OPTION 3	PÉRIODE D'OPTION 4	PÉRIODE D'OPTION 5	
Architecte d'application et de logiciel	3	240	120	120	120	120	120	840
Analyste de système	3	120	60	60	60	60	60	420
Architecte WEB	3	169	85	85	85	85	85	594
Architecte d'affaires	3	71	36	36	36	36	36	251
Architecte de la GI	3	71	36	36	36	36	36	251
Architecte de la technologie	3	71	36	36	36	36	36	251
Architecte-conseil de l'organisation	3	120	60	60	60	60	60	420
Rédacteur	3	49	25	25	25	25	25	174

technique								
MAXIMUM DE POINTS DE L'ÉVALUATION FINANCIÈRE POUR LE VOLET 1								3 201
VOLET 2								
CATÉGORIES DE RESSOURCES	NIVEAU	POINTS ATTRIBUÉS						TOTAL DES POINTS
		PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	PÉRIODE D'OPTION 3	PÉRIODE D'OPTION 4	PÉRIODE D'OPTION 5	
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	3	71	36	36	36	36	36	251
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	2	23	12	12	12	12	12	83
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	2	23	12	12	12	12	12	83
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	2	23	12	12	12	12	12	83
Analyste fonctionnel PGI	2	169	85	85	85	85	85	594
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	3	23	12	12	12	12	12	83
MAXIMUM DE POINTS DE L'ÉVALUATION FINANCIÈRE POUR LE VOLET 2								1 117
VOLET 3								
CATÉGORIES DE RESSOURCES	NIVEAU	POINTS ATTRIBUÉS						TOTAL DES POINTS
		PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	PÉRIODE D'OPTION 3	PÉRIODE D'OPTION 4	PÉRIODE D'OPTION 5	
Gestionnaire de projet	3	120	60	60	60	60	60	420
Gestionnaire de projet	2	49	25	25	25	25	25	174
Coordonnateur	3	49	25	25	25	25	25	174

de projet								
MAXIMUM DE POINTS DE L'ÉVALUATION FINANCIÈRE POUR LE VOLET 3								768
VOLET 4								
CATÉGORIES DE RESSOURCES	NIVEAU	POINTS ATTRIBUÉS						TOTAL DES POINTS
		PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	PÉRIODE D'OPTION 3	PÉRIODE D'OPTION 4	PÉRIODE D'OPTION 5	
Spécialiste, service de dépannage	1	49	25	25	25	25	25	174
Spécialiste, service de dépannage	2	23	12	12	12	12	12	83
Spécialiste, soutien des opérations	1	23	12	12	12	12	12	83
Spécialiste, soutien des opérations	2	49	25	25	25	25	25	174
Analyste de réseau	2	23	12	12	12	12	12	83
MAXIMUM DE POINTS DE L'ÉVALUATION FINANCIÈRE POUR LE VOLET 4								597
VOLET 5								
CATÉGORIES DE RESSOURCES	NIVEAU	POINTS ATTRIBUÉS						TOTAL DES POINTS
		PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	PÉRIODE D'OPTION 3	PÉRIODE D'OPTION 4	PÉRIODE D'OPTION 5	
Analyste des activités	3	23	12	12	12	12	12	83
Conseiller d'affaires	3	23	12	12	12	12	12	83
Conseiller en RO	3	23	12	12	12	12	12	83
Conseiller en gestion du changement	3	97	49	49	49	49	49	342
MAXIMUM DE POINTS DE L'ÉVALUATION FINANCIÈRE POUR LE VOLET 5								591
VOLET 6								
CATÉGORIES DE RESSOURCES	NIVEAU	POINTS ATTRIBUÉS						TOTAL DES POINTS
		PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	PÉRIODE D'OPTION 3	PÉRIODE D'OPTION 4	PÉRIODE D'OPTION 5	

Architecte de la GI	3	23	12	12	12	12	12	83
Administrateur de bases de données	3	97	49	49	49	49	49	342
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	3	23	12	12	12	12	12	83
Architecte de la technologie (services de terminal)	2	11	6	6	6	6	6	41
Architecte de la technologie (intégrateur)	3	23	12	12	12	12	12	83
Architecte de la technologie (génie)	2	71	36	36	36	36	36	251
Architecte de la technologie (génie)	3	11	6	6	6	6	6	41
Testeur	2	120	60	60	60	60	60	420
Testeur	3	71	36	36	36	36	36	251
Architecte d'application et de logiciel	3	60	30	30	30	30	30	210
MAXIMUM DE POINTS DE L'ÉVALUATION FINANCIÈRE POUR LE VOLET 6								1 805

VOLET 7

CATÉGORIES DE RESSOURCES	NIVEAU	POINTS ATTRIBUÉS						TOTAL DES POINTS
		PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)	PÉRIODE D'OPTION 1	PÉRIODE D'OPTION 2	PÉRIODE D'OPTION 3	PÉRIODE D'OPTION 4	PÉRIODE D'OPTION 5	
Architecte d'application et de logiciel	3	169	85	85	85	85	85	594
Programmeur / Analyste (Java)	2	120	60	60	60	60	60	420
Programmeur / Analyste (Java)	3	480	240	240	240	240	240	1 680
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	3	360	180	180	180	180	180	1 260

Analyste de système	2	120	60	60	60	60	60	420
Analyste de système	3	217	109	109	109	109	109	762
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	3	120	60	60	60	60	60	420
MAXIMUM DE POINTS DE L'ÉVALUATION FINANCIÈRE POUR LE VOLET 7								5 556

- (iii) **ÉTAPE 3 – CALCUL DE LA NOTE FINANCIÈRE TOTALE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 2 pour chaque période et chaque catégorie de ressources de chaque volet, et on arrondira le total à deux décimales près pour obtenir la note financière totale. Un exemple d'évaluation financière effectuée à l'aide de la méthode 1 est fourni ci-après :

TABLEAU 2							
EXEMPLE D'UNE ÉVALUATION FINANCIÈRE – MÉTHODE 1							
Catégorie de ressource	Points	Soumissionnaire 1		Soumissionnaire 2		Soumissionnaire 3	
		Année 1	Année 2	Année 1	Année 2	Année 1	Année 2
Programmeur	150 (75 pts. par an)	400 \$	400 \$	420 \$	450 \$	450 \$	450 \$
Analyste des activités	100 (50 pts. par an)	600 \$	600 \$	600 \$	620 \$	650 \$	820 \$
Gestionnaire de projet	50 (25 pts. par an)	555 \$	900 \$	750 \$	800 \$	700 \$	800 \$
TOTAL	300						
ÉTAPE 1 – ÉTABLISSEMENT DES MÉDIANES INFÉRIEURES ET SUPÉRIEURES POUR CHAQUE PÉRIODE ET CHAQUE CATÉGORIE DE RESSOURCES							
(Médiane 1)	En ce qui concerne la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de la première année serait 420 \$. La limite médiane inférieure serait 336 \$ et la limite médiane supérieure serait 546 \$.						
(Médiane 2)	En ce qui concerne la catégorie de ressources des programmeurs, la médiane de la deuxième année serait 450 \$. La limite médiane inférieure serait 360 \$ et la limite médiane supérieure serait 585 \$.						
(Médiane 3)	En ce qui concerne la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de la première année serait 600 \$. La limite médiane inférieure serait 480 \$ et la limite médiane supérieure serait 780 \$.						
(Médiane 4)	En ce qui concerne la catégorie de ressources des analystes des activités, la médiane de la deuxième année serait 620 \$. La limite médiane inférieure serait 496 \$ et la limite médiane supérieure serait 806 \$.						
(Médiane 5)	En ce qui concerne la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de la première année serait 700 \$. La limite médiane inférieure serait 560 \$ et la limite médiane supérieure serait 910 \$.						
(Médiane 6)	En ce qui concerne la catégorie de ressources des gestionnaires de projet, la médiane de la deuxième année serait 800 \$. La limite médiane inférieure serait 640 \$ et la limite médiane supérieure serait 1 040 \$.						

ÉTAPE 2 – ATTRIBUTION DES POINTS**Soumissionnaire 1 :**

Programmeur – Année 1	= 75 points (taux le plus bas dans la fourchette des médianes inférieure et supérieure)
Programmeur – Année 2	= 75 points (taux le plus bas dans la fourchette des médianes inférieure et supérieure)
Analyste des activités - Année 1	= 50 points (taux le plus bas dans la fourchette des médianes inférieure et supérieure)
Analyste des activités – Année 2	= 50 points (taux le plus bas dans la fourchette des médianes inférieure et supérieure)
Gestionnaire de projet – Année 1	= 0 point (en dehors de la fourchette des médianes inférieure et supérieure)
Gestionnaire de projet – Année 2	= 22,22 points (d'après le calcul suivant = (taux le plus bas de 800 \$/ Taux proposé par le soumissionnaire de 900 \$) multiplié par 25 pts)

Soumissionnaire 2 :

Programmeur – Année 1	= 71,43 points (d'après le calcul suivant = (taux le plus bas de 400 \$/ Taux proposé par le soumissionnaire de 420 \$) multiplié par 75 pts)
Programmeur – Année 2	= 66,67 points (d'après le calcul suivant = (taux le plus bas de 400 \$/ Taux proposé par le soumissionnaire de 450 \$) multiplié par 75 pts)
Analyste des activités – Année 1	= 50 points (taux le plus bas dans la fourchette des médianes inférieure et supérieure)
Analyste des activités – Année 2	= 48,39 points (d'après le calcul suivant = (taux le plus bas de 600 \$/ Taux proposé par le soumissionnaire de 620 \$) multiplié par 50 pts)
Gestionnaire de projet – Année 1	= 23,33 points (d'après le calcul suivant = (taux le plus bas de 700 \$/ Taux proposé par le soumissionnaire de 750 \$) multiplié par 25 pts)
Gestionnaire de projet – Année 2	= 25 points (taux le plus bas dans la fourchette des médianes inférieure et supérieure)

Soumissionnaire 3:

Programmeur – Année 1	= 66,67 points (d'après le calcul suivant = (taux le plus bas de 400 \$/ Taux proposé par le soumissionnaire de 450 \$) multiplié par 75 pts)
Programmeur – Année 2	= 66,67 points (d'après le calcul suivant = (taux le plus bas de 400 \$/ Taux proposé par le soumissionnaire de 450 \$) multiplié par 75 pts)
Analyste des activités – Année 1	= 46,15 points (d'après le calcul suivant = (taux le plus bas de 600 \$/ Taux proposé par le soumissionnaire de 650 \$) multiplié par 75 pts)
Analyste des activités – Année 2	= 0 point (en dehors de la fourchette des médianes inférieure et supérieure)
Gestionnaire de projet – Année 1	= 25 points (taux le plus bas dans la fourchette des médianes inférieure et supérieure)
Gestionnaire de projet – Année 2	= 25 points (taux le plus bas dans la fourchette des médianes inférieure et supérieure)

ÉTAPE 3 – CALCUL DE LA NOTE FINANCIÈRE TOTALE**Soumissionnaire 1**

75 + 75 + 50 + 50 + 0 + 22,22 = Total de 272,22 points sur un total possible de 300 points

Soumissionnaire 2

71,43 + 66,67 + 50 + 48,39 + 23,33 + 25 = Total de 284,82 points sur un total possible de 300 points

Soumissionnaire 3

66,67 + 66,67 + 46,15 + 0 + 25 + 25 = Total de 229,49 points sur un total possible de 300 points

- (d) **Évaluation financière – Méthode 2** : La méthode d'évaluation financière suivante sera utilisée si moins de trois soumissions sont jugées recevables :

- (i) **ÉTAPE 1 – COMPARAISON DES MOYENNES** : Si un maximum de deux contrats peut être attribué à la suite de la présente demande de soumissions, cette étape fera partie de l'évaluation lorsque seulement deux soumissions seront jugées recevables. S'il n'y a qu'une seule soumission, cette étape n'aura pas lieu.

Pour chaque soumission, les taux fournis pour chaque catégorie de ressources d'un volet seront additionnés, et ce total sera divisé par le nombre total de catégories de ressources, ce qui donnera un taux moyen total pour la période. Une fois que tous les taux moyens totaux seront déterminés, le Canada déterminera la différence en pourcentage entre les taux moyens totaux des deux soumissions (le pourcentage de delta) pour chaque période donnée au moyen de la formule suivante : soustraire le taux moyen total le plus faible du taux moyen total le plus élevé, puis diviser le résultat par le taux moyen total le plus faible (voir l'exemple ci-après). Si un pourcentage de delta est supérieur à 30 % pour une période donnée, la soumission qui contient le taux moyen total le plus élevé qui a généré le pourcentage de delta sera jugée non recevable.

TABLEAU 3

EXEMPLE DE COMPARAISON DES MOYENNES DANS LA MÉTHODE 2

ÉTAPE 1

Catégorie de ressources	Soumissionnaire 1		Soumissionnaire 2	
	Année 1	Année 2	Année 1	Année 2
Programmeur	80,000.00 \$	80,000.00 \$	85,000.00 \$	90,000.00 \$
Analyste des activités	1 000,00 \$	1 000,00 \$	1 400,00 \$	1 650,00 \$
Gestionnaire de projet	1 200,00 \$	1 200,00 \$	1 300,00 \$	1 650,00 \$
Total	3 000,00 \$	3 000,00 \$	3 550,00 \$	4 200,00 \$
Taux moyen total (total divisé par trois catégories de ressources)	1 000,00 \$	1 000,00 \$	1 183,33 \$	1 400,00 \$
Taux le plus faible	1 000,00 \$	1 000,00 \$		
Taux le plus élevé			1 183,33 \$	1 400,00 \$
Taux le plus élevé moins taux le plus faible divisé par taux le plus faible équivaut au pourcentage de delta			18,3 %	40 %

Dans l'exemple ci-dessus, la soumission du soumissionnaire 2 serait jugée non recevable, car elle contient le taux moyen total le plus élevé qui a généré un pourcentage de delta supérieur à 30 %.

- (ii) **ÉTAPE 2 – ATTRIBUTION DES POINTS** : Pour chaque période et chaque catégorie de ressources de chaque volet, les points seront attribués de la façon suivante :

- (A) Les points seront attribués en fonction des calculs ci-dessous, et le total sera arrondi à deux décimales près.

Plus faible taux quotidien ferme proposé x Points maximaux attribués
Taux quotidien ferme proposé par le soumissionnaire dans le Tableau 1 ci-dessus

- (B) Le soumissionnaire ayant proposé le plus faible taux quotidien ferme se verra attribuer les points maximaux prévus dans le Tableau 1 ci-dessus.

- (iii) **ÉTAPE 3 – CALCUL DE LA NOTE FINANCIÈRE TOTALE** : On additionnera les points attribués à l'ÉTAPE 2 pour chaque période et chaque catégorie de ressources, et on arrondira le total à deux décimales près pour obtenir la note financière totale.

(e) Justification des taux pour les services professionnels

D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposeront parfois des taux pour une ou plusieurs catégories de ressources au moment de la soumission qu'ils refuseront plus tard de respecter, en affirmant que ces taux ne leur permettent pas de recouvrer les frais ou de rentabiliser leurs activités. Lors de l'évaluation des taux proposés pour les services professionnels, le Canada peut, sans toutefois y être obligé, demander une justification des prix, conformément au présent article. Si le Canada demande une justification des prix, tous les soumissionnaires dont la soumission est recevable et contient un taux qui est au moins 20 % inférieur au taux médian proposé dans l'ensemble des soumissions recevables pour la ou les catégories de ressources appropriées devront la fournir. Si le Canada demande une justification des prix, les éléments suivants doivent être présentés :

- (i) une facture (avec le numéro de série du contrat connexe) démontrant que le soumissionnaire a récemment fourni et facturé des services similaires à ceux qui seraient fournis par cette catégorie de ressources à un autre client (qui n'a aucun lien de dépendance avec le soumissionnaire), et que ces services, rendus dans la région de la capitale nationale pendant au moins trois mois au cours de la période de douze mois précédant la date de clôture de la demande de soumissions, ont été facturés à un taux quotidien égal ou inférieur à celui proposé au Canada;
- (ii) relativement à la facture mentionnée en i), un contrat signé par le client du soumissionnaire, ou une lettre de recommandation signée par celui-ci, qui comprend au moins 50 % des tâches énumérées dans l'Énoncé des travaux du présent document pour la catégorie de ressource examinée en raison d'un taux déraisonnablement bas;
- (iii) en ce qui concerne chaque contrat cité en référence, un curriculum vitae, pour chacune des ressources qui ont travaillé dans le cadre de ce contrat, qui montre que la ressource répondrait aux exigences obligatoires relatives à la catégorie de ressource et obtiendrait la note de passage requise pour cette catégorie de ressource;
- (iv) le nom, le numéro de téléphone et, si possible, l'adresse électronique du client facturé pour chaque ressource, afin que le Canada puisse vérifier les faits présentés relativement aux catégories touchées.

Lorsque le Canada demande une justification des taux proposés pour une catégorie de ressources particulière, il incombe entièrement au soumissionnaire de présenter des renseignements (décrits ci-dessus ou demandés par le Canada, notamment des renseignements qui permettraient au Canada de vérifier les renseignements avec les ressources proposées) qui permettront au Canada de déterminer s'il peut compter en toute confiance sur la capacité du soumissionnaire à offrir les services requis aux taux indiqués. Si le Canada considère que les

renseignements fournis par le soumissionnaire ne permettent pas de justifier le recours à des taux déraisonnablement faibles, la soumission sera jugée non recevable.

4.4 Méthode de sélection

(a) Le processus de sélection suivant sera entrepris pour chaque volet :

- (i) Pour être déclarée recevable, une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions, satisfaire à tous les critères d'évaluation obligatoires et obtenir la note de passage indiquée pour les critères cotés dans la soumission.
- (ii) La soumission recevable obtenant la note totale la plus élevée sera recommandée pour l'attribution du contrat. La note technique finale possible est de 60, tandis que la note financière finale possible est de 40.

- (A) Calcul de la note technique finale : Pour chaque volet, la note technique finale sera calculée pour chaque soumission recevable en convertissant la note technique totale obtenue pour les critères techniques cotés à l'aide de la formule suivante (le résultat est arrondi à deux décimales près) :

$$\frac{\text{Note technique totale}}{\text{Points techniques maximaux (voir les points techniques maximaux pour chaque volet du document joint B)}} \times 60 = \text{Note technique finale}$$

- (B) Calcul de la note financière finale : Pour chaque volet, la note financière finale sera calculée pour chaque soumission recevable en convertissant la note financière totale obtenue lors de l'évaluation financière à l'aide de la formule suivante (le résultat est arrondi à deux décimales près) :

$$\frac{\text{Note financière totale}}{\text{Points financiers maximaux (voir les points financiers maximaux pour chaque volet)}} \times 40 = \text{Note financière finale}$$

- (C) Calcul de la note totale du soumissionnaire : Pour chaque volet, la note totale du soumissionnaire sera calculée pour chaque soumission recevable à l'aide de la formule suivante :

$$\text{Note technique finale} + \text{Note financière finale} = \text{Note totale du soumissionnaire}$$

- (iii) Dans l'éventualité où des soumissionnaires obtiendraient la même note totale dans un volet donné, le soumissionnaire ayant obtenu la note financière finale la plus élevée sera classé au premier rang.

(b) Lorsque plus d'un contrat est attribué pour un volet, chaque contrat pour ce volet particulier sera attribué selon un montant de financement précisé à l'article intitulé « Limitation des dépenses » et calculé en fonction de ce qui suit :

- (i) Lorsqu'un contrat est attribué, le montant de la limitation des dépenses sera déterminé à la discrétion du Canada.
- (ii) Lorsque deux contrats sont attribués, le montant de la limitation des dépenses de chaque contrat sera déterminé conformément à ce qui suit :
 - (A) Le soumissionnaire ayant obtenu la note totale la plus élevée recevra 55 % du financement affecté initialement à ce volet.
 - (B) Le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième note totale la plus élevée recevra 45 % du financement affecté initialement à ce volet.

-
- (iii) Lorsque trois contrats sont attribués, le montant de la limitation des dépenses de chaque contrat sera déterminé conformément à ce qui suit :
- (A) Le soumissionnaire ayant obtenu la note totale la plus élevée recevra 45 % du financement affecté initialement à ce volet.
 - (B) Le soumissionnaire ayant obtenu la deuxième note totale la plus élevée recevra 30 % du financement affecté initialement à ce volet.
 - (C) Le soumissionnaire ayant obtenu la troisième note totale la plus élevée recevra 25 % du financement affecté initialement à ce volet.
- (c) Les soumissionnaires devraient prendre note que toutes les attributions de contrat sont assujetties au processus d'approbation interne du Canada, qui comprend une exigence relative à l'approbation du financement de tout contrat proposé. Même si un soumissionnaire a été recommandé pour l'attribution d'un contrat, un contrat sera attribué uniquement si l'approbation interne est obtenue conformément aux politiques internes du Canada. Si l'approbation n'est pas obtenue, aucun contrat ne sera attribué.

PARTIE 5 - ATTESTATIONS

Le Canada pourra vérifier l'authenticité des attestations fournies par les soumissionnaires pendant la période d'évaluation des soumissions (avant l'attribution d'un contrat) et après l'attribution du contrat. L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour s'assurer que les soumissionnaires respectent les attestations avant l'attribution d'un contrat. La soumission sera déclarée non recevable si on constate que le soumissionnaire a fait de fausses déclarations, sciemment ou non. Le défaut de respecter les attestations ou de donner suite à la demande de renseignements supplémentaires de l'autorité contractante aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

5.1 Attestations préalables à l'attribution du contrat

Pour qu'un contrat leur soit attribué, les soumissionnaires doivent fournir les attestations exigées. Le Canada déclarera une soumission non recevable si les attestations exigées ne sont pas remplies et fournies tel que demandé.

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec la soumission, mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie ou fournie comme demandé, l'autorité contractante en informera le soumissionnaire et lui donnera un délai afin de se conformer aux exigences. Le défaut de répondre à la demande de l'autorité contractante et de se conformer aux exigences dans les délais prévus aura pour conséquence que la soumission sera déclarée non recevable.

5.2 Programme de contrats fédéraux - Attestation

- (a) En vertu du Programme de contrats fédéraux (PCF), certains fournisseurs soumissionnant pour des contrats du gouvernement fédéral d'une valeur de 200 000 \$ ou plus (incluant toutes les taxes applicables) doivent s'engager officiellement à mettre en oeuvre un programme d'équité en matière d'emploi. Il s'agit d'une condition préalable à l'attribution du contrat. Si le soumissionnaire est assujéti au Programme, la preuve de son engagement doit être fournie avant l'attribution du contrat.
- (b) Les fournisseurs qui ont été déclarés entrepreneurs non admissibles par Ressources humaines et Développement social Canada (RHDSC) n'ont plus le droit d'obtenir des contrats du gouvernement au-delà du seuil prévu par le *Règlement sur les marchés de l'État* pour les demandes de soumissions. Les fournisseurs peuvent être déclarés entrepreneurs non admissibles soit parce que RHDSC a constaté leur non-conformité ou ils se sont retirés volontairement du Programme pour une raison autre que la réduction de leur effectif de moins de 100 employés. Toute soumission présentée par un entrepreneur non admissible sera déclarée non recevable.
- (c) Si le soumissionnaire n'est pas visé par les exceptions énumérées aux paragraphes (d)(i) ou (ii) ci-bas, ou qu'il n'a pas de numéro d'attestation valide confirmant son adhésion au Programme, il doit télécopier (819-953-8768) un exemplaire signé du formulaire LAB 1168, Attestation d'engagement pour la mise en oeuvre de l'équité en matière d'emploi, à la Direction générale du travail de RHDSC.
- (d) On demande que chaque soumissionnaire indique dans sa soumission soit qu'il :
 - (i) n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il compte un effectif de moins de 100 employés permanents à temps plein ou à temps partiel au Canada;

- (ii) n'est pas assujéti au Programme, puisqu'il est un employeur réglementé en vertu de la *Loi sur l'équité en matière d'emploi*;
 - (iii) est assujéti aux exigences du Programme, puisqu'il compte un effectif de 100 employés permanents ou plus à plein temps ou à temps partiel au Canada, mais n'a pas obtenu de numéro d'attestation de RHDSC (puisque'il n'a jamais soumissionné pour des contrats de 200 000 \$ ou plus). Dans ce cas, une attestation d'engagement dûment signée est exigée;
 - (iv) est assujéti au Programme et possède un numéro d'attestation valide (c.-à-d. qu'il n'a pas été déclaré entrepreneur non admissible par RHDSC).
- (e) Des renseignements supplémentaires sur le Programme sont offerts sur le site Web de RHDSC, à l'adresse suivante : <http://www.rhdcc.gc.ca/fra/travail/egalite/pcf/index.shtml>.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire de présentation des soumissions pour fournir les renseignements relatifs à leur statut en vertu de ce programme. Dans le cas de coentreprises, ces renseignements doivent être fournis par chacun des membres de la coentreprise.

5.3 Attestation pour ancien fonctionnaire

- (a) Les contrats attribués à des anciens fonctionnaires qui touchent une pension ou qui ont reçu un paiement forfaitaire doivent résister à l'examen scrupuleux du public et constituer une dépense équitable des fonds publics. Afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor sur les contrats avec des anciens fonctionnaires, les soumissionnaires doivent fournir l'information exigée ci-dessous.
- (b) Aux fins de cette clause,
- (i) « **ancien fonctionnaire** » signifie un ancien employé d'un ministère au sens de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, L.R., 1985, c. F-11, un ancien membre des Forces armées canadiennes ou de la Gendarmerie royale du Canada. Un ancien fonctionnaire peut être :
 - (A) un individu;
 - (B) un individu qui s'est incorporé;
 - (C) une société de personnes constituée d'anciens fonctionnaires; ou
 - (D) une entreprise à propriétaire unique ou une entité dans laquelle la personne visée détient un intérêt important ou majoritaire.
 - (ii) « **période du paiement forfaitaire** » signifie la période mesurée en semaines de salaire à l'égard de laquelle un paiement a été fait pour faciliter la transition vers la retraite ou un autre emploi par suite de la mise en place des divers programmes visant à réduire la taille de la fonction publique. La période du paiement forfaitaire ne comprend pas la période visée par l'allocation de fin de services, qui se mesure de façon similaire.
 - (iii) « **pension** » signifie, dans le contexte de la formule de réduction des honoraires, une pension ou une allocation annuelle versée en vertu de la *Loi sur la pension dans la fonction publique* (LPFP), L.R., 1985, ch. P-36, et toute augmentation versée en vertu de la *Loi sur les prestations de retraite supplémentaires*, L.R., 1985, ch. S-24, dans la mesure où elle touche la LPFP. La pension ne comprend pas les pensions payables conformément à la *Loi sur la pension de retraite des Forces canadiennes*, L.R., 1985, ch. C-17, à la *Loi sur la continuation de la pension des services de défense*, 1970, ch. D-3, à la *Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada*, 1970, ch. R-10, et à la *Loi sur la pension de retraite de la Gendarmerie royale du*

Canada, L.R., 1985, ch. R-11, à la Loi sur les allocations de retraite des parlementaires, L.R., 1985, ch. M-5, et à la partie de la pension versée conformément à la Loi sur le Régime de pensions du Canada, L.R., 1985, ch. C-8.

- (c) Si le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire touchant une pension tel qu'il est défini ci-haut, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :
- (i) le nom de l'ancien fonctionnaire;
 - (ii) la date de cessation d'emploi de la fonction publique ou de la retraite.
- (d) Si le soumissionnaire est un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire en vertu des dispositions d'un programme de réduction des effectifs, le soumissionnaire doit fournir l'information suivante :
- (iv) le nom de l'ancien fonctionnaire;
 - (v) les conditions de l'incitatif versé sous forme de paiement forfaitaire;
 - (vi) la date de cessation d'emploi;
 - (vii) le montant du paiement forfaitaire;
 - (viii) le taux de rémunération qui a servi au calcul du paiement forfaitaire;
 - (ix) la période correspondant au paiement forfaitaire, incluant la date du début, d'achèvement et le nombre de semaines;
 - (x) le numéro et montant (honoraires professionnels) d'autres contrats assujettis aux conditions d'un programme de réduction des effectifs.
- (e) Pour tous les contrats attribués pendant la période du paiement forfaitaire, le montant total des honoraires qui peut être payé à un ancien fonctionnaire qui a reçu un paiement forfaitaire est limité à 5 000 \$, incluant la taxe sur les produits et services ou la taxe de vente harmonisée.
- (f) En déposant une soumission, le soumissionnaire atteste que l'information fournie par le soumissionnaire pour répondre aux exigences plus haut est exacte et complète.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : On demande aux soumissionnaires d'utiliser le formulaire de présentation des soumissions pour fournir les renseignements demandés par cette clause.

PARTIE 6 - EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ, EXIGENCES FINANCIÈRES ET AUTRES EXIGENCES

6.1 Exigences relatives à la sécurité

- (a) Avant l'attribution d'un contrat, les conditions suivantes doivent être respectées :
 - (i) le soumissionnaire doit détenir une attestation de sécurité d'organisme valable comme indiquée à la Partie 7 - Clauses du contrat subséquent;
- (b) Le Canada ne retardera l'attribution d'aucun contrat pour permettre aux soumissionnaires d'obtenir l'attestation de sécurité nécessaire.
- (c) Pour de plus amples renseignements sur les exigences relatives à la sécurité, les soumissionnaires devraient consulter le document « Exigences de sécurité dans les demandes de soumissions de TPSGC - Instructions pour les soumissionnaires » sur le site Web Documents uniformisés d'approvisionnement ministériels.
- (d) Si le soumissionnaire est une coentreprise, chaque membre de la coentreprise doit répondre aux exigences relatives à la sécurité.

6.2 Capacité financière

- (a) La clause du guide des CCUA A9033T (2011-05-16) Capacité financière s'applique, à la différence que l'article 3 est supprimé et est remplacé par : « Si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, chaque société mère, y compris la société mère ultime, devra fournir l'information financière demandée en 1(a) à (f). L'information financière fournie par une société mère ne dégage pas pour autant le soumissionnaire de l'obligation de présenter ses propres renseignements financiers; toutefois, si le soumissionnaire est une filiale d'une autre entreprise, et dans le cours normal des affaires les renseignements financiers ne sont pas générés distinctement pour la filiale, les renseignements financiers de la société-mère doivent être fournis. Si le Canada juge que le soumissionnaire ne possède pas la capacité financière, mais que la société-mère possède cette capacité, ou que le Canada ne peut évaluer la capacité financière du soumissionnaire puisque son information financière fait partie intégrante de celle de la société-mère, le Canada peut, à sa seule discrétion, attribuer le contrat au soumissionnaire sous réserve que la société-mère fournisse une garantie au Canada. »
- (b) Dans le cas de coentreprises, chaque membre de la coentreprise doit respecter les exigences relatives aux capacités financières.

PARTIE 7 - CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.

7.1 Besoin

- (a) _____ (« **l'entrepreneur** ») consent à fournir au client avec les services décrits dans le contrat, y compris l'Énoncé des travaux, conformément au contrat et aux prix énoncés dans le contrat. Cela comprend la prestation de services professionnels, sur demande par le Canada à au moins un emplacement précisé par le Canada, à l'exception des lieux soumis aux ententes sur les revendications territoriales globales.
- (b) **Client** : Dans le cadre du contrat, le « **client** » est l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).
- (c) **Nouvelle désignation ou réorganisation du client** : La nouvelle désignation, la restructuration, le réaménagement ou le remaniement du client n'aura aucune incidence sur l'obligation de l'entrepreneur en ce qui a trait à l'exécution des travaux (et ne donnera pas lieu non plus au paiement d'honoraires supplémentaires). La restructuration, le réaménagement et le remaniement du client s'entendent également de sa privatisation, de sa fusion avec une autre entité et de sa dissolution, lorsque cette dissolution est suivie de la création d'une ou de plusieurs autres entités dont la mission est similaire à celle du client d'origine. Peu importe le type de réorganisation, le Canada peut désigner un autre ministère ou un autre organisme gouvernemental comme autorité contractante ou responsable technique, conformément aux nouveaux rôles et aux nouvelles responsabilités découlant de la réorganisation.
- (d) **Définition des termes** : Les termes et expressions définis dans les conditions générales ou les conditions générales supplémentaires et qui sont utilisés dans ce contrat ont le sens qui leur a été attribué dans ces conditions. L'expression « utilisateur identifié » dans l'arrangement en matière d'approvisionnement fait référence au client. De plus, « produit livrable » ou « produits livrables » comprend toute la documentation décrite dans le présent contrat.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Selon le nombre de contrats attribués à la suite de la présente demande de soumissions, l'un des deux articles suivants sera inclus dans le contrat :

7.2 Autorisation de tâche (à utiliser si plus d'un contrat est attribué)

- (a) **Autorisations de tâche sur demande** : La totalité ou une partie des travaux du contrat seront réalisés sur demande, au moyen d'une autorisation de tâche. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâche doivent être conformes à la portée du contrat.
- (b) **Attribution des autorisations de tâche** : Plus d'un contrat a été attribué pour ce besoin. Par conséquent, l'attribution des autorisations de tâche dans le cadre de la série de contrats sera conforme à ce qui suit :
 - (i) Au moment où la série de contrats a été attribuée, chaque entrepreneur a reçu un montant de financement précisé dans l'article intitulé « Limitation des dépenses » en ce qui concerne les autorisations de tâche, selon le processus d'évaluation décrit dans la demande de soumissions qui a mené à l'attribution de la série de contrats.
 - (ii) Le Canada utilisera une méthode de rotation pour attribuer les autorisations de tâche; cette méthode sera fondée sur le solde des fonds alloués à chacun des contrats.

-
- (iii) Le Canada enverra le premier projet d'autorisation de tâche à l'entrepreneur détenant le plus gros montant. Si le même montant a été alloué à plus d'un entrepreneur, l'autorisation de tâche sera attribuée à l'entrepreneur classé au premier rang selon le processus d'évaluation décrit dans la demande de soumissions qui a mené à l'attribution de la série de contrats.
 - (iv) L'entrepreneur qui a reçu un projet d'autorisation de tâche disposera du délai établi dans le paragraphe ci-dessous intitulé « Réponse de l'entrepreneur à un projet d'autorisation de tâche » pour répondre à l'autorité contractante.
 - (v) Si l'entrepreneur qui a reçu un projet d'autorisation de tâche ne répond pas dans le délai prévu ou confirme par écrit qu'il refuse ou n'est pas en mesure d'exécuter la tâche, le projet d'autorisation de tâche sera présenté à l'entrepreneur suivant dont le solde des fonds alloués est le plus élevé.
 - (vi) Le processus d'envoi du projet d'autorisation de tâche à l'entrepreneur dont le solde des fonds alloués est le plus élevé se poursuivra jusqu'à ce que le Canada annule le besoin associé à la tâche ou que l'autorisation de tâche soit attribuée à l'un des entrepreneurs. Si aucun des entrepreneurs n'est en mesure d'exécuter la tâche (conformément aux modalités de la série de contrats attribués), le Canada peut faire exécuter les travaux requis autrement.
 - (vii) Une fois que l'autorisation de tâche aura été attribuée, sa valeur (et toute modification subséquente qui accroît ou réduit la valeur) sera soustraite des fonds alloués à l'entrepreneur.
 - (viii) Lorsqu'une nouvelle tâche devra être exécutée, le projet d'autorisation de tâche sera envoyé à l'entrepreneur dont le solde des fonds alloués est le plus élevé. Si plus d'un entrepreneur dispose du même solde de fonds alloués (c.-à-d. que plusieurs entrepreneurs disposent de montants égaux), le projet d'autorisation de tâche sera envoyé à celui qui s'est classé au premier rang selon le processus d'évaluation décrit dans la demande de soumissions. Lorsque l'un des contrats de la série est modifié pour ajouter des fonds réservés aux autorisations de tâche, les autres contrats de la série (c.-à-d. ceux qui sont encore en vigueur) seront aussi modifiés pour ajouter un montant proportionnel aux fonds alloués au départ pour les autorisations de tâche dans chaque contrat (par exemple, si trois contrats ont été attribués, que les fonds alloués étaient respectivement de 2 M\$, de 1 M\$ et de 750 000 \$ pour les autorisations de tâche, et qu'un montant de 200 000 \$ est ajouté au premier contrat, 100 000 \$ seront alors ajoutés au deuxième contrat, et 75 000 \$ seront ajoutés au troisième).
- (c) **Processus d'attribution d'une autorisation de tâche** : Les processus d'attribution, d'évaluation et d'approbation des autorisations de tâche ainsi que le processus de réponse aux autorisations de tâche sont décrits aux appendices A, B, C et D de l'Annexe B.
 - (d) **Autorisation d'attribuer une autorisation de tâche** : Les autorisations de tâche d'une valeur égale ou inférieure à (**à déterminer au moment de l'attribution du contrat**) [taxe sur les produits et services (TPS) ou taxe de vente harmonisée (TVH) incluse] peuvent être attribuées par le responsable technique. Les autorisations de tâche d'une valeur supérieure à ce montant doivent être attribuées directement par l'autorité contractante. À tout moment, sur présentation d'un avis écrit à l'entrepreneur, l'autorité contractante peut suspendre l'autorisation du responsable technique d'attribuer des autorisations de tâche.
 - (e) **Frais pour les travaux liés à une autorisation de tâche** : L'entrepreneur ne doit pas facturer au Canada les coûts excédant le prix établi dans l'autorisation de tâche, à moins qu'il n'ait apporté une modification à l'autorisation de tâche autorisant les dépenses supplémentaires. Le Canada ne payera pas l'entrepreneur pour tout changement apporté aux dessins, ou pour toute

modification ou interprétation des travaux, à moins qu'ils n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

(f) Regroupement d'autorisations de tâche à des fins administratives : Le contrat peut être modifié à l'occasion afin de tenir compte de l'ensemble des autorisations de tâche attribuées et approuvées par l'autorité contractante à ce jour, et de documenter le travail effectué dans le cadre de ces autorisations de tâche à des fins administratives.

(g) Période des services : Aucune autorisation de tâche ne peut être attribuée après la date d'échéance du contrat.

(h) Rapports d'utilisation périodique :

(i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des documents sur les services fournis au gouvernement fédéral conformément à des autorisations de tâche valides attribuées dans le cadre du contrat. Il doit également fournir ces données au Canada, conformément aux exigences en matière de rapports décrites ci-après. Lorsque des renseignements exigés ne sont pas fournis, l'entrepreneur doit en indiquer la raison. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ». L'entrepreneur doit présenter à l'autorité contractante les rapports d'utilisation périodique tous les trimestres. À l'occasion, l'autorité contractante peut aussi demander un rapport provisoire pendant une période de référence.

(ii) Voici la répartition des trimestres :

- (A) Du 1^{er} avril au 30 juin
- (B) Du 1^{er} juillet au 30 septembre
- (C) Du 1^{er} octobre au 31 décembre
- (D) Du 1^{er} janvier au 31 mars

Les données doivent être transmises à l'autorité contractante au plus tard 20 jours civils après la période de référence.

(iii) Chaque rapport doit contenir les renseignements suivants pour chaque autorisation de tâche valide attribuée (dans leur version modifiée) :

- (A) le numéro de l'autorisation de tâche et le numéro de la version modifiée, le cas échéant;
- (B) le nom ou une brève description de la tâche;
- (C) le nom et la catégorie de ressources de chaque ressource participant à l'exécution de l'autorisation de tâche, le cas échéant;
- (D) le coût total estimatif indiqué dans l'autorisation de tâche (TPS ou TVH en sus);
- (E) le montant total (TPS ou TVH en sus) dépensé jusqu'à présent;
- (F) la date de commencement et la date d'achèvement;
- (G) l'état d'avancement, s'il y a lieu (p. ex. indiquez si les travaux sont en cours, ou si le Canada a annulé ou suspendu l'autorisation de tâche).

(iv) Chaque rapport doit également contenir les renseignements cumulatifs suivants pour chaque autorisation de tâche valide attribuée (dans leur version modifiée) :

- (A) le montant (TPS ou TVH en sus) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les autorisations de tâche approuvées;
- (B) le montant total (TPS ou TVH en sus) dépensé jusqu'à présent pour toutes les autorisations de tâche valides attribuées.
- (i) Dans une autorisation de tâche particulière, le Canada peut inclure une des deux conditions suivantes, ou les deux, dans le formulaire d'autorisation de tâche figurant à l'Appendice B ou à l'Annexe B (article 6), ainsi que d'autres conditions exigées par l'ASFC :
- (1) Dans le cadre de l'exécution de la présente autorisation de tâche, l'entrepreneur peut avoir accès à de l'information et à du matériel susceptibles de mener à un conflit d'intérêts ou de lui conférer un avantage indu en ce qui concerne sa participation à des demandes de soumissions futures. En présentant une proposition de prix, l'entrepreneur reconnaît qu'un tel rôle peut, à la seule discrétion de l'État, l'empêcher lui-même ainsi que ses entités associées, ses employés, ses agents ou ses sous-traitants de participer à de tels contrats ou de telles demandes de soumissions.
- (2) L'entrepreneur doit obtenir de chaque ressource proposée une entente de confidentialité remplie et signée (dans le formulaire ci-dessous) et leur fournir sa proposition de prix afin qu'elle soit jugée recevable.

Entente de confidentialité

Je soussigné(e), _____ (nom de la ressource proposée), reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____ (nom de l'entrepreneur), je peux avoir accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, en vertu du contrat portant le numéro de série 47060-136911 conclu entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, et l'ASFC, y compris des renseignements confidentiels ou protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux conçus, générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de l'application la présente entente, les renseignements comprennent notamment l'ensemble des documents, des instructions, des lignes directrices, des données, des éléments matériels, des avis ou d'autres renseignements reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat. J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit, les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale émise par le Canada, pour prévenir la divulgation de ces renseignements ou l'accès à ces renseignements en violation de la présente entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et que ces renseignements doivent demeurer la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de la présente entente demeure en vigueur après l'achèvement du contrat portant le numéro de série 47060-136911.

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615e1

Client Ref. No. - N° de réf. du client

47060-136911

File No. - N° du dossier

615e147060-136911

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Signature

Date

(j) Exigences en matière de rapports supplémentaires

- (i) Les exigences en matière de rapports seront précisées dans chaque autorisation de tâche attribuée et pourront notamment comprendre une combinaison des éléments suivants :
 - (A) des feuilles de temps ou d'autres rapports relatifs à la saisie du temps;
 - (B) des factures;
 - (C) des rapports écrits sur l'état d'avancement de la prestation de services particuliers et de l'accomplissement de tâches attribuées;
 - (D) d'autres rapports connexes.
- (ii) Des copies des feuilles de temps signées de toutes les ressources affectées qui indiquent le nombre réel d'heures de travail effectuées et les travaux exécutés relativement à chaque élément de l'autorisation de tâche devront être fournies. L'ASFC acceptera seulement les coûts relatifs aux travaux réellement effectués et conformes aux feuilles de temps signées.
- (iii) L'entrepreneur doit fournir d'autres mises à jour ponctuelles écrites ou orales sur l'état d'avancement de toute autorisation de tâche à la demande du responsable technique.
- (iv) Il incombe à l'entrepreneur de faciliter et d'entretenir la communication régulière avec le responsable technique. En outre, il doit informer immédiatement le responsable technique des enjeux, des problèmes ou des préoccupations concernant les travaux exécutés dans le cadre de toute autorisation de tâche à mesure qu'ils surviennent.

7.2 Autorisation de tâche (à utiliser si un seul contrat est attribué)

- (a) **Objectif de l'autorisation de tâche** : Dans le cadre du contrat, les services qui doivent être fournis sur demande seront commandés par le Canada à l'aide d'une autorisation de tâche. Les travaux décrits dans l'autorisation de tâche doivent être conformes à la portée du contrat.
- (b) **Processus d'attribution des autorisations de tâche** : Les processus d'attribution, d'évaluation et d'approbation des autorisations de tâche ainsi que le processus de réponse aux autorisations de tâche sont décrits aux appendices A, B, C et D de l'Annexe B.
- (c) **Autorisation d'attribuer une autorisation de tâche** : Les autorisations de tâche d'une valeur égale ou inférieure à **(à déterminer au moment de l'attribution du contrat)** [TPS ou TVH incluse] peuvent être attribuées par le responsable technique. Les autorisations de tâche d'une valeur supérieure à ce montant doivent être attribuées directement par l'autorité contractante. À tout moment, sur présentation d'un avis écrit à l'entrepreneur, l'autorité contractante peut suspendre l'autorisation du responsable technique d'attribuer des autorisations de tâche.
- (d) **Frais pour les travaux liés à une autorisation de tâche** : L'entrepreneur ne doit pas facturer au Canada les coûts excédant le prix établi dans l'autorisation de tâche, à moins qu'il n'ait apporté une modification à l'autorisation de tâche autorisant les dépenses supplémentaires. Le Canada ne payera pas l'entrepreneur pour tout changement apporté aux dessins, ou pour toute modification ou interprétation des travaux, à moins qu'ils n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.
- (e) **Propositions de prix des autorisations de tâche** : L'entrepreneur doit présenter une proposition de prix recevable en réponse à chaque formulaire d'autorisation de tâche que le Canada lui attribue. Cependant, en plus des autres droits du Canada de mettre fin au contrat, celui-ci peut immédiatement et sans autre avis résilier le contrat pour manquement,

conformément aux conditions générales si, à au moins trois reprises pendant la période du contrat, l'entrepreneur n'a pas répondu à une autorisation de tâche ou n'a pas soumis de proposition de prix recevable à la réception d'un formulaire d'autorisation de tâche. Une proposition de prix recevable doit être soumise dans le délai indiqué dans le formulaire d'autorisation de tâche et respecter toutes les exigences de l'autorisation de tâche attribuée, notamment préciser le nombre de ressources qui respectent les exigences minimales en matière d'expérience et d'autres exigences des catégories de ressources indiquées dans l'autorisation de tâche, et les prix ne doivent pas dépasser les taux de l'Annexe A.

- (f) **Regroupement d'autorisations de tâche à des fins administratives** : Le contrat peut être modifié à l'occasion afin de tenir compte de l'ensemble des autorisations de tâche attribuées et approuvées par l'autorité contractante à ce jour, et de documenter le travail effectué dans le cadre de ces autorisations de tâche à des fins administratives.
- (g) **Période des services** : Aucune autorisation de tâche ne peut être attribuée après la date d'expiration du contrat.
- (h) **Rapports d'utilisation périodique** :
- (i) L'entrepreneur doit compiler et tenir à jour des documents sur les services fournis au gouvernement fédéral conformément à des autorisations de tâche valides attribuées dans le cadre du contrat. Il doit également fournir ces données au Canada, conformément aux exigences en matière de rapports décrites ci-après. Lorsque des renseignements exigés ne sont pas fournis, l'entrepreneur doit en indiquer la raison. Si aucun service n'a été fourni pendant une période donnée, l'entrepreneur doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ». L'entrepreneur doit présenter à l'autorité contractante les rapports d'utilisation périodique tous les trimestres. À l'occasion, l'autorité contractante peut aussi demander un rapport provisoire pendant une période de référence.
- (ii) Voici la répartition des trimestres :
- (A) Du 1^{er} avril au 30 juin
- (B) Du 1^{er} juillet au 30 septembre
- (C) Du 1^{er} octobre au 31 décembre
- (D) Du 1^{er} janvier au 31 mars
- Les données doivent être transmises à l'autorité contractante au plus tard 20 jours civils après la période de référence.
- (iii) Chaque rapport doit contenir les renseignements suivants pour chaque autorisation de tâche valide attribuée (dans leur version modifiée) :
- (A) le numéro de l'autorisation de tâche et le numéro de la version modifiée, le cas échéant;
- (B) le nom ou une brève description de la tâche;
- (C) le nom et la catégorie de ressources de chaque ressource participant à l'exécution de l'autorisation de tâche, le cas échéant;
- (D) le coût total estimatif indiqué dans l'autorisation de tâche (TPS ou TVH en sus);
- (E) le montant total (TPS ou TVH en sus) dépensé jusqu'à présent;
- (F) la date de commencement et la date d'achèvement;

- (G) l'état d'avancement, s'il y a lieu (p. ex. indiquer si les travaux sont en cours, ou si le Canada a annulé ou suspendu l'autorisation de tâche).
- (iv) Chaque rapport doit également contenir les renseignements cumulatifs suivants pour chaque autorisation de tâche valide attribuée (dans leur version modifiée) :
- (A) le montant (TPS ou TVH en sus) précisé dans le contrat (selon la dernière modification, s'il y a lieu) qui correspond à la responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur pour toutes les autorisations de tâche approuvées;
- (B) le montant total (TPS ou TVH en sus) dépensé jusqu'à présent pour toutes les autorisations de tâche valides attribuées.
- (i) Dans une autorisation de tâche particulière, le Canada peut inclure une des deux conditions suivantes, ou les deux, dans le formulaire d'autorisation de tâche figurant à l'Appendice B ou à l'Annexe B (article 6), ainsi que d'autres conditions exigées par l'ASFC :
- (1) Dans le cadre de l'exécution de la présente autorisation de tâche, l'entrepreneur peut avoir accès à de l'information et à du matériel susceptibles de mener à un conflit d'intérêts ou de lui conférer un avantage indu en ce qui concerne sa participation à des demandes de soumissions futures. En présentant une proposition de prix, l'entrepreneur reconnaît qu'un tel rôle peut, à la seule discrétion de l'État, l'empêcher lui-même ainsi que ses entités associées, ses employés, ses agents ou ses sous-traitants de participer à de tels contrats ou de telles demandes de soumissions.
- (2) L'entrepreneur doit obtenir de chaque ressource proposée une entente de confidentialité remplie et signée (dans le formulaire ci-dessous) et leur fournir sa proposition de prix afin qu'elle soit jugée recevable.

Entente de confidentialité

Je soussigné(e), _____ (nom de la ressource proposée), reconnais que, dans le cadre de mon travail à titre d'employé ou de sous-traitant de _____ (nom de l'entrepreneur), je peux avoir accès à des renseignements fournis par ou pour le Canada relativement aux travaux, en vertu du contrat portant le numéro de série 47060-136911 conclu entre Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par la ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux, et l'ASFC, y compris des renseignements confidentiels ou protégés par des droits de propriété intellectuelle appartenant à des tiers, ainsi que ceux conçus, générés ou produits par l'entrepreneur pour l'exécution des travaux. Aux fins de l'application la présente entente, les renseignements comprennent notamment l'ensemble des documents, des instructions, des lignes directrices, des données, des éléments matériels, des avis ou des autres renseignements reçus verbalement, sous forme imprimée ou électronique ou autre, et considérés ou non comme exclusifs ou de nature délicate, qui sont divulgués à une personne ou dont une personne prend connaissance pendant l'exécution du contrat. J'accepte de ne pas reproduire, copier, utiliser, divulguer, diffuser ou publier, en tout ou en partie, de quelque manière ou forme que ce soit, les renseignements décrits ci-dessus sauf à une personne employée par le Canada qui est autorisée à y avoir accès. Je m'engage à protéger les renseignements et à prendre toutes les mesures nécessaires et appropriées, y compris celles énoncées dans toute instruction écrite ou orale émise par le Canada, pour prévenir la divulgation de ces renseignements ou l'accès à ces renseignements en violation de la présente entente.

Je reconnais également que les renseignements fournis à l'entrepreneur par ou pour le Canada ne doivent être utilisés qu'aux seules fins du contrat et que ces renseignements doivent demeurer la propriété du Canada ou d'un tiers, selon le cas.

J'accepte que l'obligation de la présente entente demeure en vigueur après l'achèvement du contrat portant le numéro de série 47060-136911.

Signature

Date

- (j) Exigences supplémentaires en matière de rapports
- (i) Les exigences en matière de rapports seront précisées dans chaque autorisation de tâche attribuée et pourront notamment comprendre une combinaison des éléments suivants :
- (A) des feuilles de temps ou d'autres rapports relatifs à la saisie du temps;
 - (B) des factures;
 - (C) des rapports écrits sur l'état d'avancement de la prestation de services particuliers et de l'accomplissement de tâches attribuées;
 - (D) d'autres rapports connexes.
- (ii) Des copies des feuilles de temps signées de toutes les ressources affectées qui indiquent le nombre réel d'heures de travail effectuées et les travaux exécutés relativement à chaque élément de l'autorisation de tâche devront être fournies. L'ASFC acceptera seulement les coûts relatifs aux travaux réellement effectués et conformes aux feuilles de temps signées.
- (iii) L'entrepreneur doit fournir d'autres mises à jour ponctuelles écrites ou orales sur l'état d'avancement de toute autorisation de tâche à la demande du responsable technique.
- (iv) Il incombe à l'entrepreneur de faciliter et d'entretenir la communication régulière avec le responsable technique. En outre, il doit informer immédiatement le responsable technique des enjeux, des problèmes ou des préoccupations concernant les travaux exécutés dans le cadre de toute autorisation de tâche à mesure qu'ils surviennent.

7.3 Garantie des travaux minimums

- (a) Dans la présente clause, on entend par :
- (i) la « valeur maximale du contrat » est le montant indiqué à la clause « Limite des dépenses » du contrat (TPS et TVH en sus);
 - (ii) la « valeur minimale du contrat » correspond à 1 % de la valeur maximale du contrat à la date de l'attribution du contrat.
- (b) En vertu du présent contrat, le Canada est tenu de demander des travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat ou à son choix, de payer l'entrepreneur à la fin du contrat conformément au paragraphe c), sauf pour les cas prévus au paragraphe d). En contrepartie, l'entrepreneur convient de se tenir prêt, pendant toute la durée du contrat, à exécuter les travaux décrits dans le contrat. La responsabilité maximale du Canada à l'égard des travaux exécutés dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la valeur maximale du contrat, à moins d'une augmentation autorisée par écrit par l'autorité contractante.

-
- (c) Si le Canada ne demande pas de travaux pour un montant correspondant à la valeur minimale du contrat pendant la période du contrat, le Canada paiera à l'entrepreneur la différence entre la valeur minimale du contrat et le coût total des travaux demandés.
- (d) Conformément à cet article, le Canada n'aura aucune obligation à l'égard de l'entrepreneur si le Canada résilie l'ensemble du contrat :
- (i) pour manquement;
 - (ii) pour des raisons pratiques à la suite de la décision ou de la recommandation d'un tribunal ou d'une cour, énonçant que le contrat peut être résilié, faire l'objet d'une autre demande de soumissions ou être attribué à un autre fournisseur;
 - (iii) pour des raisons de commodité dans les soixante (60) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat.

7.4 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le guide des *Clauses et conditions uniformisées d'achat* (<http://sacc.tpsgc.gc.ca/sacc/index-f.jsp>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

(a) **Conditions générales**

- (i) 2035 (2012-11-19), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

(b) **Conditions générales supplémentaires**

Les conditions générales supplémentaires qui suivent :

- (i) 4002 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires - Services d'élaboration ou de modification de logiciels;
- (ii) 4006 (2010-08-16), Conditions générales supplémentaires - L'entrepreneur détient les droits de propriété intellectuelle sur les renseignements originaux;

s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

7.5 Exigences relatives à la sécurité

L'ASFC procédera à l'évaluation de la cote de fiabilité de tout le personnel de l'entrepreneur proposé en réponse à un formulaire d'autorisation de tâche, conformément aux procédures décrites à l'appendice A de l'annexe B.

Les exigences suivantes relatives à la sécurité (LVERS et clauses connexes), tel qu'indiqué à l'annexe A de la partie B de l'arrangement en matière d'approvisionnement, s'appliquent au contrat.

- (a) L'entrepreneur doit détenir en permanence, pendant l'exécution du contrat, une cote de sécurité d'installation valable au niveau SECRET, délivrée par la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC) de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).
- (b) Les membres du personnel de l'entrepreneur devant avoir accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉ/CLASSIFIÉS, ou à des établissements de travail dont l'accès est réglementé, doivent TOUS détenir une cote de sécurité du personnel valable au niveau FIABILITÉ, CONFIDENTIEL ou SECRET, délivrée ou approuvée par la DSIC de TPSGC.

- (c) L'entrepreneur NE DOIT PAS emporter de renseignements PROTÉGÉS/CLASSIFIÉS hors des établissements de travail visés; et l'entrepreneur doit s'assurer que son personnel est au courant de cette restriction et qu'il l'a respectée.
- (d) Les contrats de sous-traitance comportant des exigences relatives à la sécurité NE doivent pas être attribués sans l'autorisation écrite préalable de la DSIC de TPSGC.
- (e) L'entrepreneur ou l'offrant doit respecter les dispositions :
 - (i) de la Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité EN578-055605/B, reproduite ci-joint à l'Annexe C;
 - (ii) du Manuel de la sécurité industrielle (dernière édition).

7.6 Durée du contrat

- (a) **Durée du contrat** : La « **durée du contrat** » est la période pendant laquelle l'entrepreneur doit effectuer les travaux, qui comprend :
 - (i) la « **période initiale du contrat** », qui débute à la date d'attribution du contrat et se termine deux années plus tard; et
 - (ii) la « **période de prolongation de ce contrat** », si le Canada décide de se prévaloir des options énoncées dans le contrat.
- (b) **Option de prolongation du contrat**
 - (i) L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable de prolonger la durée du contrat pour au plus cinq périodes supplémentaires d'une année chacune, selon les mêmes conditions. L'entrepreneur accepte que pendant la période de prolongation du contrat, il sera payé conformément aux dispositions applicables prévues à la Base de paiement.
 - (ii) Le Canada peut exercer cette option à n'importe quel moment, en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur avant la date d'expiration du contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

7.7 Responsables

(a) Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est :

Nom de l'autorité contractante : Marc Aubin

Titre : Spécialiste en approvisionnement

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Direction générale des approvisionnements

Direction de l'acquisition de systèmes informatiques et de télécommunications

11, rue Laurier, Gatineau (Québec)

Téléphone : 819-956-5419

Courriel : nabil.ghaddab@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus suite à des demandes ou des instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

(b) Responsable technique

Le responsable technique pour le contrat est :

Remarque à l'intention des soumissionnaires : Le responsable technique sera identifié au moment de l'attribution du contrat.

Nom : _____
 Titre : _____
 Organisation: _____
 Adresse : _____
 Téléphone : _____
 Télécopieur : _____
 Courriel : _____

Le responsable technique représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le responsable technique; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante. Un responsable technique temporaire ou un nouveau responsable technique peut être désigné dans le contrat si un avis est donné par l'autorité contractante.

(d) Représentant de l'entrepreneur

Remarque à l'intention de soumissionnaires : Le représentant de l'entrepreneur, l'autorité contractante, le responsable technique et la personne-ressource seront identifiés lors de l'attribution du contrat.

7.8 Paiement

(a) Base de paiement

- (i) **Services professionnels fournis dans le cadre d'une autorisation de tâches avec un prix maximum :** Pour les services exigés par le Canada (y compris le travail en dehors des journées normales et le travail sur appel), en conformité avec une AT approuvée, le Canada paiera à l'entrepreneur, de façon rétroactive, jusqu'à concurrence du prix maximum pour l'AT, pour les heures réellement travaillées et la rémunération minimale applicable relativement au travail sur appel ainsi que pour tout produit livrable issu de ce travail, conformément aux taux quotidiens fermes tout compris établis à l'Annexe A, Base de paiement, TPS ou TVH en sus. Les périodes de travail de moins d'une journée seront calculées au prorata, une journée normale de travail étant de 7,5 heures.
- (ii) Lorsque le contrat comprend des exigences pour lesquelles des postes distincts n'ont pas été créés dans l'Annexe A, Base de paiement, les prix de ces exigences sont inclus dans les taux quotidiens payables en vertu de l'AT ou des AT relatives aux travaux en question.
- (ii) **Frais de voyage et de subsistance préautorisés :** Le Canada ne remboursera pas les frais de déplacement ou de subsistance liés à l'exécution des travaux.
- (vi) **Attribution concurrentielle :** L'entrepreneur reconnaît que ce contrat a été attribué selon le régime concurrentiel. Aucuns frais supplémentaires ne seront versés à

l'entrepreneur pour les erreurs, les oublis, les idées fausses ou les mauvaises estimations qu'il aura commis lors de sa soumission.

(viii) Taux pour les services professionnels : D'après l'expérience du Canada, les soumissionnaires proposent parfois des tarifs pour une ou plusieurs catégories de personnel au moment de déposer une soumission, qu'ils refusent de respecter par la suite, parce que ces tarifs ne leur permettent pas de recouvrer leurs propres coûts ou de réaliser un profit. Cela annule les avantages que le Canada aurait pu retirer de ce contrat. Si l'entrepreneur refuse ou n'est pas en mesure de fournir une ressource ayant les qualifications décrites dans le contrat et dans les délais prescrits (ou propose plutôt de fournir quelqu'un appartenant à une catégorie différente pour un tarif différent), que le Canada résilie le contrat en entier ou non, le Canada peut imposer des sanctions ou prendre d'autres mesures conformément à la Politique sur le rendement des fournisseurs de TPSGC (ou l'équivalent) actuellement en vigueur. Ces mesures peuvent comprendre l'exclusion de l'entrepreneur de tout projet de soumission ultérieur prévoyant une évaluation de telle sorte que l'entrepreneur se voit imposer des conditions qu'il devra respecter pour continuer à faire affaire avec le Canada, ou exclure complètement du processus de soumission à l'avenir.

(vii) Objet des estimations : Toutes les estimations reproduites dans ce contrat le sont uniquement pour répondre aux besoins administratifs du Canada et ne constituent pas des engagements de sa part pour ce qui est de l'acquisition de ces biens ou de ces services dans les montants indiqués. Les engagements pour ce qui est de l'acquisition de biens ou de services dans les montants indiqués sont décrits ailleurs dans le contrat.

(b) Limitation des dépenses

- (i) La responsabilité totale du Canada envers l'entrepreneur dans le cadre du contrat ne doit pas dépasser la somme indiquée à la première page du contrat. Les droits de douane sont compris, mais la TPS ou la TVH est en sus, le cas échéant. Les engagements relatifs à l'acquisition de biens ou de services aux montants indiqués sont décrits ailleurs dans le contrat.
- (ii) Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de tout changement aux dessins, ou de toute modification ou interprétation des spécifications, ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces changements aux dessins, modifications ou interprétations n'aient été approuvés, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux. L'entrepreneur n'est pas tenu d'exécuter des travaux ou de fournir des services qui entraîneraient une augmentation de la responsabilité totale du Canada à moins que l'augmentation n'ait été autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur doit informer, par écrit, l'autorité contractante:
 - (A) lorsque 75 p. 100 de la somme est engagée, ou
 - (B) 4 mois avant la date d'expiration du contrat, ou
 - (C) dès que l'entrepreneur juge que les fonds du contrat sont insuffisants pour l'achèvement des travaux,selon la première de ces conditions à se présenter.
- (iii) Lorsqu'il informe l'autorité contractante que les fonds du contrat sont insuffisants, l'entrepreneur doit lui fournir par écrit une estimation des fonds additionnels requis. La

présentation de cette information par l'entrepreneur n'augmente pas automatiquement la responsabilité du Canada à son égard.

- (c) **Modalités de paiement du taux quotidien ferme pour les AT avec un prix maximum :** Pour l'ensemble des autorisations de tâches émises en vertu du contrat et qui comprennent un prix maximum :

- (i) Le Canada paiera l'entrepreneur pas plus d'une fois par mois selon la base de paiement. L'entrepreneur doit présenter des feuilles de présence pour chaque ressource, affichant le nombre de jours et d'heures de travail effectué afin de justifier les montants réclamés sur la facture.
- (ii) Une fois que le Canada aura payé le prix maximum d'AT, il n'aura plus à verser d'autres montants, mais l'entrepreneur doit achever le travail décrit dans l'AT et correspondant au prix maximum d'AT. Si le travail décrit dans l'AT est terminé plus tôt que prévu, et que la durée des travaux (appuyée par les feuilles de présence) aux taux énoncés dans le contrat représente moins que le prix maximum d'AT, le Canada n'est tenu de payer que pour le temps passé à la réalisation des travaux liés à l'AT.

- (d) **Vérification du temps**
Le Canada pourra vérifier le temps imputé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur, avant ou après le versement du paiement à ce dernier. Dans le cas où l'on effectue la vérification après le paiement, l'entrepreneur s'engage à rembourser le trop-payé, dès que le Canada lui en fera la demande.

- (e) **Crédits de paiement**

- (i) Si l'entrepreneur ne peut fournir, dans le délai prescrit par le contrat, une ressource qui possède toutes les qualifications demandées, l'entrepreneur doit verser au Canada un montant égal au taux quotidien (pour une journée de travail de 7,5 heures) de la ressource demandée pour chaque journée (ou portion de journée) de retard à fournir la ressource, jusqu'à un maximum de 10 jours.
- (ii) **Mesures correctives :** Si, conformément à cet article, les crédits sont applicables durant deux (2) mois consécutifs ou trois (3) mois sur une période de douze (12) mois, l'entrepreneur doit présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qu'il prendra pour éviter que le problème se reproduise. L'entrepreneur aura cinq (5) jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et vingt (20) jours ouvrables pour corriger la source du problème.
- (iii) **Résiliation pour non-respect du niveau de disponibilité minimum :** En plus de tous ses autres droits dans le cadre du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour manquement, conformément aux conditions générales, en donnant à l'entrepreneur un avis écrit de trois (3) mois lui faisant part de son intention, si une des conditions suivantes s'applique :
 - (A) le montant total de crédits pour tout cycle mensuel de facturation atteint un niveau de 10 % de la facture mensuelle;
 - (B) les mesures correctives demandées ci-dessus à l'entrepreneur n'ont pas été prises.
- (iv) **Crédits s'appliquant pendant toute la durée du contrat :** Les parties conviennent que les crédits sont appliqués tout au long du contrat, y compris durant la mise en œuvre.
- (v) **Crédits représentant des dommages-intérêts :** Les parties conviennent que les crédits sont des dommages-intérêts et qu'ils représentent la

meilleure estimation préalable de la perte pour le Canada dans l'éventualité du manquement applicable. Les crédits ne visent pas à constituer une pénalité, et ne doivent pas être considérés comme constituant une pénalité.

- (vi) **Droit du Canada d'obtenir le paiement :** Les parties conviennent que ces crédits représentent une dette déterminée. Afin d'obtenir le paiement des crédits, le Canada est autorisé en tout temps à retenir, à recouvrer ou à déduire tout montant dû et impayé de toute somme due à l'entrepreneur par le Canada de temps à autre.
 - (vii) **Droits et recours du Canada non limités :** Les parties conviennent que rien dans le présent article ne limite les droits ou les recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu du présent contrat (y compris le droit de résilier le contrat pour manquement) ou de la loi en général.
 - (viii) **Droits de vérification :** Le calcul de l'entrepreneur relatif aux crédits dans le cadre du contrat peut être vérifié par le service de vérification du gouvernement, à la discrétion de l'autorité contractante, avant ou après que le paiement soit fait à l'entrepreneur. L'entrepreneur doit coopérer entièrement avec le Canada au cours de la réalisation de toute vérification en permettant au Canada d'accéder à tous les documents et systèmes que le Canada juge nécessaires pour s'assurer que tous les crédits ont été correctement imputés au Canada dans les factures de l'entrepreneur. Si une vérification démontre que des factures passées contiennent des erreurs de calcul des crédits, l'entrepreneur doit payer au Canada le montant, tel que déterminé par la vérification, qui aurait dû être crédité au Canada, additionné des intérêts, à compter de la date à laquelle le Canada a versé le paiement excédentaire jusqu'à la date du remboursement (le taux d'intérêt correspond au taux officiel d'escompte par année de la Banque du Canada en vigueur à la date à laquelle le crédit était d'abord dû au Canada, plus 1,25 % par année). Si, à la suite de la réalisation d'une vérification, le Canada détermine que les documents ou les systèmes de l'entrepreneur servant à déterminer, calculer ou enregistrer les crédits ne sont pas adéquats, l'entrepreneur doit mettre en œuvre toutes les mesures supplémentaires exigées par l'autorité contractante.
- (f) **Protection des prix - meilleur client**
- (i) Autant qu'il sache, les prix que l'entrepreneur réclame au Canada dans le cadre de ce contrat ne sont pas plus élevés que le prix le plus bas qu'il offre à ses autres clients (incluant d'autres entités du gouvernement canadien) pour une qualité et une quantité similaires de biens et de services fournis durant l'année précédant l'attribution de ce contrat.
 - (ii) L'entrepreneur convient également que s'il réduit le prix demandé à ses autres clients pour une qualité et une quantité similaires de biens et de services, il en fera de même pour le reste des livrables de ce contrat (avec un avis à l'autorité contractante).
 - (iii) En tout temps durant une période de six (6) années commençant à la dernière des dates suivantes : la date du paiement final en vertu du présent contrat ou la date du règlement de toute plainte ou de tout litige, le Canada a le droit de vérifier les registres de l'entrepreneur afin de s'assurer qu'il bénéficie ou a bénéficié de ces prix. Le Canada donnera un avis de deux semaines au minimum avant la vérification.
 - (iv) Durant cette vérification, l'entrepreneur doit présenter des factures et des contrats portant sur des biens et des services similaires (qualité et quantité similaires) qui ont été fournis à d'autres clients durant l'année précédant l'attribution de ce contrat jusqu'à la fin de ce contrat. Si l'entrepreneur est tenu par la loi ou par contrat de ne divulguer aucun renseignement personnel d'un autre client, il peut rayer toute information sur les factures ou les contrats qui dévoilerait l'identité du client (comme son nom et son

adresse), du moment que l'entrepreneur fournit, en plus des factures et des contrats, une attestation de son agent financier supérieur décrivant le profil du client (p. ex., s'il s'agit d'un client du secteur public ou du secteur privé, ainsi que la taille et son entreprise et l'emplacement de ses services).

- (v) Afin de déterminer si les biens et les services fournis à l'autre client étaient d'une qualité similaire, les modalités du contrat en question seront évaluées afin de déterminer si elles auraient pu potentiellement avoir des répercussions sur les prix.
- (vi) Si la vérification du Canada démontre que l'entrepreneur a offert de meilleurs prix pour une qualité et une quantité similaires de biens et de services fournis durant l'année précédant l'attribution de ce contrat, ou que l'entrepreneur a livré d'autres biens et services dans le cadre de ce contrat sans en changer le prix après qu'il ait réduit le prix pour un autre client, l'entrepreneur devra verser au Canada la différence entre le montant facturé au Canada et celui facturé à l'autre client, jusqu'à concurrence de 25 % de la valeur de ce contrat.
- (vii) Le Canada reconnaît que cet engagement ne s'applique pas aux prix facturés par les entreprises affiliées de l'entrepreneur.

(g) Aucune obligation de payer pour des travaux non effectués en raison de la fermeture des bureaux du gouvernement

- (i) Dans le cas où l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou agents offrent des services dans les locaux du gouvernement en vertu de ce contrat et que ces locaux deviennent inaccessibles en raison d'une évacuation ou de la fermeture des bureaux du gouvernement, et que par conséquent les travaux ne peuvent être effectués, le Canada ne pourra être tenu responsable de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués sans la fermeture.
- (ii) Dans le cas où l'entrepreneur, ses employés, ses sous-traitants ou agents ne peuvent, en raison d'une grève, entrer dans les locaux durant une certaine période, et que par conséquent les travaux ne peuvent être effectués, le Canada ne pourra être tenu responsable de payer l'entrepreneur pour les travaux qui auraient pu être effectués sans cette grève.

7.9 Instructions relatives à la facturation

- (a) L'entrepreneur doit présenter ses factures conformément à l'information exigée dans les Conditions générales.
- (b) La facture de l'entrepreneur inclura un article pour chaque sous-paragraphe des dispositions de la Base de paiement.
- (c) En présentant des factures, l'entrepreneur atteste que les produits et services ont été livrés et que tous les frais sont conformes aux dispositions de la base de paiement de ce contrat, comprenant des frais pour des travaux effectués par des sous-traitants.
- (d) L'entrepreneur doit fournir au responsable technique la version originale de chaque facture et une copie à l'autorité contractante.

7.10 Attestations

- (a) Le respect des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission est une condition du contrat ou de l'AT et pourra faire l'objet d'une vérification par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses

déclarations, qu'elles aient été faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément à la disposition du contrat en la matière.

7.11 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

7.12 Matériel protégé par le droit d'auteur

- (a) Dans cette section, le terme « matériel » désigne tout élément créé par l'entrepreneur dans le cadre des travaux prévus au contrat, qui doit être livré au Canada et pour lequel il existe un droit d'auteur, sauf les codes logiciels et tous les manuels ou les guides à l'intention des utilisateurs finaux ou des techniciens, qui portent sur ces codes. Le terme « matériel » ne comprend pas les éléments qui ont été créés par l'entrepreneur avant la date du contrat.
- (b) Le Canada est titulaire du droit d'auteur sur le matériel, et l'entrepreneur doit apposer sur le matériel le symbole du droit d'auteur ou l'un ou l'autre des avis qui suivent : © Sa Majesté la Reine du chef du Canada (année) ou © Her Majesty the Queen in right of Canada (year).
- (c) L'entrepreneur ne doit pas utiliser, copier, divulguer ou publier quelque matériel que ce soit, sauf si cela est nécessaire à l'exécution du contrat. L'entrepreneur doit signer l'acte de transfert et les autres documents relatifs au droit d'auteur sur le matériel qui sont exigés par le Canada.
- (d) L'entrepreneur doit fournir, à la demande du Canada, une renonciation écrite permanente aux droits moraux, dans une forme acceptable pour le Canada, de la part de chaque auteur qui a contribué à la création du matériel. Si l'entrepreneur est l'auteur du matériel, il renonce définitivement à ses droits moraux relativement au matériel.

7.13 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste :

- (a) les articles de la présente convention, ainsi que les différentes clauses du guide des CCUA qui sont intégrées par renvoi dans ce contrat;
- (b) les conditions générales supplémentaires 4006 (2010-08-16);
- (c) les conditions générales supplémentaires 4002 (2010-08-16);
- (d) les conditions générales 2035 (2012-11-19);
- (e) l'Annexe B, Énoncé des travaux, y compris les appendices dans leur ordre d'apparition;
- (f) l'Annexe A, Base de paiement;
- (g) l'Annexe C, Liste de vérification des exigences relatives à la sécurité;
- (h) les autorisations de tâches et les attestations signées;
- (i) l'arrangement en matière d'approvisionnement numéro EN578-055605/xxx/EL (l'arrangement en matière d'approvisionnement);

- (j) la soumission de l'entrepreneur datée du _____ (à remplir au moment de l'attribution du contrat).

7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

- (a) Clause du guide des CCUA A2000C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur canadien)

7.14 Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

- (a) Clause du guide des CCUA A2001C (2006-06-16) Ressortissants étrangers (entrepreneur étranger)

Remarque à l'intention des soumissionnaires : La clause applicable (c.-à-d. Ressortissants étrangers [entrepreneur canadien] ou Ressortissants étrangers [entrepreneur étranger]) sera choisie au moment de l'attribution du contrat.

7.15 Exigences en matière d'assurances

- (a) Il appartient à l'entrepreneur de déterminer s'il doit contracter ou non une assurance afin d'assurer sa propre protection ou pour s'acquitter de ses obligations en vertu du contrat. Une telle assurance doit être contractée et maintenue par l'entrepreneur, à ses propres frais.
- (b) Les dispositions qui suivent sur les assurances ne limitent en rien les assurances exigées par les administrations fédérales, provinciales ou municipales.
- (c) TPSGC se réserve le droit de demander en tout temps une preuve satisfaisant aux exigences relatives à l'assurance, tel qu'il a été stipulé aux présentes.
- (d) La preuve d'assurance, si la demande en est faite, doit être fournie comme suit :
- (A) Les certificats d'assurance signés par le souscripteur de l'assureur et comprenant des détails raisonnables quant à l'assurance, aux exclusions, aux franchises et aux conditions qui s'appliquent à de telles polices et confirmant que l'assurance est en vigueur et satisfait à ces exigences;
- (B) Une copie certifiée conforme de la police.
- (e) **Assurance commerciale de responsabilité civile :** L'entrepreneur doit contracter et maintenir pendant toute la durée du contrat une police commerciale d'assurance responsabilité civile d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature. Toutefois, la limite de responsabilité **NE DOIT EN AUCUN CAS ÊTRE INFÉRIEURE à deux millions de dollars** par accident ou par incident et suivant le total annuel.
- (f) **Les avenants de l'assurance commerciale de responsabilité civile :** Les conditions de la police d'assurance commerciale de responsabilité civile de l'entrepreneur doivent comprendre les avenants suivants :
- (i) Avenant relatif à l'assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de la propre négligence de l'entrepreneur dans l'exécution d'un contrat;

-
- (ii) Avenant relatif à l'avis d'annulation : L'assureur s'engage à aviser par écrit l'autorité contractante de l'annulation de la police au plus tard trente (30) jours suivant son annulation;
 - (iii) Avenant de responsabilité réciproque : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, elle doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux;
 - (iv) Avenant de responsabilité conjointe et solidaire : La police doit couvrir la responsabilité découlant de la négligence de l'entrepreneur assuré ou de tout assuré, ou de la négligence conjointe des parties assurées.
 - (v) Avenant de responsabilité contractuelle : La police doit, sur une base générale ou par renvoi spécifique aux paliers d'une OC ou d'un AMA couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions d'assurance contractuelle;
 - (vi) Avenant de responsabilité conditionnelle de l'employeur : Pour protéger l'entrepreneur contre les responsabilités découlant de la gestion et de l'administration des droits contractuels et en vertu de la loi de ses employés;
 - (vii) Paiements médicaux volontaires de 5 000 \$ par personne et de 25 000 \$ par accident : Pour assurer le paiement, sans contestation, des dépenses engagées dans les cas de blessures accidentelles mineures;
 - (viii) Formule étendue des produits et travaux terminés (24 mois) : L'avenant devrait notamment comprendre les activités liées au service, à l'assemblage et aux réparations ainsi que le matériel, les pièces et l'équipement fournis en liaison avec les travaux exécutés par l'entrepreneur ou en son nom;
 - (ix) Avenant relatif aux entrepreneurs indépendants (s'il y a lieu) : À moins qu'ils ne soient assurés ailleurs et que la preuve est obtenue par l'entrepreneur tous les sous-traitants sont inclus comme assurés dans la police;
 - (x) Avenant pour véhicule n'appartenant pas à l'assuré : Pour protéger l'entrepreneur contre les responsabilités découlant de l'utilisation de véhicules appartenant à d'autres parties, y compris le Canada.
- (g) Assurance contre les erreurs et les omissions
- L'entrepreneur doit contracter et maintenir pendant toute la durée du contrat une assurance contre les erreurs et les omissions d'un montant équivalent à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature. Toutefois, la limite de responsabilité **NE DOIT EN AUCUN CAS ÊTRE INFÉRIEURE à 2 00 000 \$** par sinistre et suivant le total annuel, y compris les frais de défense. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations et que la durée du contrat dépasse la période d'assurance, en cas d'annulation ou de non-renouvellement de la police, un avenant relatif à la prolongation de la période du rapport sur les réclamations, pour une période minimale de douze (12) mois, doit être fourni par l'entrepreneur.
- (h) Les avenants de l'assurance contre les erreurs et les omissions
- La police d'assurance de l'entrepreneur doit comprendre les avenants suivants:
- (i) Avenant relatif à l'avis d'annulation : L'assureur s'engage à aviser par écrit l'autorité contractante de l'annulation de la police au plus tard trente (30) jours suivant son annulation.

7.16 Limitation de la responsabilité - gestion de l'information ou technologie de l'information

- (a) Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Dans cet article, chaque fois qu'il est fait mention de dommages causés par l'entrepreneur, cela renvoie également aux dommages causés par ses employés, ainsi que par ses sous-traitants, ses mandataires, ses représentants, ou leurs employés. Cet article s'applique, que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite. L'entrepreneur n'est pas responsable envers le Canada en ce qui concerne le rendement ou l'inexécution du contrat, sauf dans les cas précisés dans cet article et dans tout autre article du contrat préétablissant des dommages-intérêts. L'entrepreneur est uniquement responsable des dommages indirects, particuliers ou consécutifs, dans la mesure décrite dans cet article, même si l'entrepreneur a été avisé de la possibilité de ces dommages.
- (b) **Responsabilité de la première partie :**
- (i) L'entrepreneur est entièrement responsable envers le Canada de tous les dommages, y compris les dommages indirects, particuliers et consécutifs, causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - (A) toute violation des droits de propriété intellectuelle dans la mesure où l'entrepreneur viole l'article des conditions générales intitulé « Atteinte aux droits de propriété intellectuelle et redevances »;
 - (B) toute blessure physique, y compris la mort.
 - (ii) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur qui touchent des biens personnels matériels ou des biens immobiliers qui sont la propriété du Canada, en sa possession, ou qui sont occupés par le Canada.
 - (iii) Chaque partie est responsable de tous les dommages directs causés par son manquement à l'obligation de confidentialité en vertu du contrat. Chaque partie est aussi responsable de tous les dommages indirects, particuliers ou consécutifs relatifs à sa divulgation non autorisée des secrets industriels de l'autre partie (ou des secrets industriels d'un tiers fournis par une partie à une autre, en vertu du contrat) qui concernent la technologie de l'information.
 - (iv) L'entrepreneur est responsable de tous les dommages directs qui se rapportent à une charge ou à une réclamation liée à toute portion des travaux pour lesquels le Canada a effectué un paiement. Cela ne s'applique pas aux charges ou réclamations relatives aux droits de propriété intellectuelle, lesquelles sont traitées à l'alinéa (i)(A) susmentionné.
 - (v) L'entrepreneur est aussi responsable envers le Canada de tous les autres dommages directs qui ont été causés par l'exécution ou l'inexécution du contrat par l'entrepreneur et qui se rapportent à :
 - (A) tout manquement aux obligations en matière de garantie en vertu du contrat, jusqu'à concurrence du coût total payé par le Canada (y compris toute taxe applicable) pour les biens et les services touchés par le manquement;
 - (B) tout autre dommage direct, y compris tous les coûts directs identifiables engagés par le Canada pour faire appel à un autre entrepreneur pour effectuer les travaux lorsque le contrat est résilié en partie ou en totalité par le Canada pour manquement, jusqu'à concurrence d'un maximum global pour ce sous-alinéa (B) du montant le plus élevé entre 0,75 fois le coût total estimatif (le montant indiqué à la première page du contrat dans la case intitulée « Coût total estimatif » ou le montant indiqué sur chaque commande subséquente, bon de commande ou tout

autre document utilisé pour commander des biens ou des services), ou
1 000 000,00 \$.

En aucun cas, la responsabilité totale de l'entrepreneur aux termes de l'alinéa (v) ne dépassera le montant le plus élevé entre le coût total estimatif (comme défini plus haut) du contrat ou 1 000 000 \$, selon le montant le plus élevé.

- (vi) Si les dossiers ou les données du Canada sont endommagés à la suite d'une négligence ou d'un acte délibéré de l'entrepreneur, la seule responsabilité de l'entrepreneur consiste à rétablir à ses frais les dossiers et les données du Canada en utilisant la copie de sauvegarde la plus récente conservée par le Canada. Ce dernier doit s'assurer de sauvegarder adéquatement ses documents et données.

(c) **Réclamations de tiers :**

- (i) Que la réclamation soit faite au Canada ou à l'entrepreneur, chaque partie convient qu'elle est responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers relativement au contrat, tel que stipulé dans un accord de règlement ou ultimement déterminé par une cour compétente, si la cour détermine que les parties sont conjointement et solidairement responsables ou qu'une seule partie est uniquement et directement responsable envers le tiers. Le montant de la responsabilité sera celui précisé dans l'accord de règlement ou déterminé par la cour comme ayant été la portion des dommages que la partie a causés au tiers. Aucun accord de règlement ne lie une partie, sauf si ses représentants autorisés l'ont approuvé par écrit.
- (ii) Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le montant ultimement déterminé par une cour compétente comme étant la portion de l'entrepreneur des dommages qu'il a lui-même causés au tiers. Toutefois, malgré l'alinéa (i), en ce qui concerne les dommages-intérêts spéciaux, indirects ou consécutifs subis par des tiers et couverts par le présent article, l'entrepreneur est uniquement responsable de rembourser au Canada sa portion des dommages que le Canada doit payer à un tiers sur ordre d'une cour, en raison d'une responsabilité conjointe et solidaire relativement à la violation des droits de propriété intellectuelle; de blessures physiques à un tiers, y compris la mort; des dommages touchant les biens personnels matériels ou immobiliers d'un tiers; toute charge ou toute réclamation sur toute portion des travaux; ou du manquement à l'obligation de confidentialité.
- (iii) Les parties sont uniquement responsables l'une devant l'autre des dommages causés à des tiers dans la mesure décrite dans ce paragraphe (c).

7.17 Entrepreneur - coentreprise

- (a) L'entrepreneur déclare et certifie que le nom de la coentreprise est _____ et que cette dernière est constituée des membres suivants : *[énumérer les membres de la coentreprise nommés dans la soumission de l'entrepreneur]*
- (b) En ce qui a trait aux rapports entre les membres de cette coentreprise, chacun d'eux adopte les conventions, fait les déclarations et offre les garanties suivantes (le cas échéant) :
- (iv) _____ a été nommé comme « membre représentant » de la coentreprise et est pleinement habilité à intervenir à titre de mandataire de chacun des membres de cette coentreprise pour ce qui est de toutes les questions se rapportant au présent contrat;
- (v) en signifiant les avis et préavis au membre représentant, le Canada sera réputé les avoir signifiés également à tous les membres de cette coentreprise;

- (vi) toutes les sommes versées par le Canada au membre représentant en vertu du contrat seront réputées l'avoir été à tous les membres de la coentreprise.
- (c) Tous les membres de la coentreprise acceptent que le Canada puisse, à sa discrétion, résilier le contrat en cas de différend entre les membres lorsque, de l'avis du Canada, ce différend influe de quelque façon que ce soit sur l'exécution des travaux.
- (d) Tous les membres de la coentreprise sont conjointement et individuellement ou solidairement responsables de l'exécution de ce contrat.
- (e) L'entrepreneur reconnaît que toute modification dans la composition des membres de la coentreprise (c.-à-d. une modification du nombre de membres ou la substitution d'une autre entité légale à un membre existant) constitue une cession et est assujettie aux dispositions des conditions générales.
- (f) L'entrepreneur reconnaît que, le cas échéant, toutes les exigences contractuelles relatives aux marchandises contrôlées et à la sécurité s'appliquent à chaque membre de la coentreprise.

Remarque à l'intention des soumissionnaires : L'article ci-dessus sera supprimé si le soumissionnaire auquel le contrat est attribué n'est pas constitué en coentreprise. Si l'entrepreneur est une coentreprise, cet article sera complété à l'aide de l'information contenue dans sa soumission.

7.18 Services professionnels - général

- (a) L'entrepreneur doit fournir sur demande des services professionnels, conformément au présent contrat. Toutes les ressources fournies par l'entrepreneur doivent satisfaire aux qualifications énoncées dans le contrat (notamment celles relatives à l'expérience, aux titres professionnels, aux études, aux aptitudes linguistiques et aux attestations de sécurité) et doivent avoir les compétences nécessaires pour offrir les services requis selon les échéances précisées dans le contrat.
- (b) Si l'entrepreneur ne livre pas les produits livrables ou n'effectue pas les tâches décrites dans le contrat dans les délais prescrits, en plus de ne pas se conformer à tout autre droit ou recours dont le Canada peut se prévaloir en vertu du contrat ou de la loi, le Canada peut informer l'entrepreneur du manquement et peut exiger que ce dernier fournisse au responsable technique, dans les dix (10) jours ouvrables, un plan écrit décrivant les mesures que l'entrepreneur entend prendre pour remédier au problème. L'entrepreneur doit préparer le plan et le mettre en œuvre à ses propres frais.
- (c) L'article 8 des conditions générales 2035 a été supprimé et remplacé par ce qui suit :
- (i) Si une personne en particulier est désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, l'entrepreneur doit fournir les services de celle-ci dans les dix (10) jours ouvrables suivant l'attribution du contrat ou l'attribution de l'AT (selon le premier document qui contient les directives pour que cette personne puisse commencer les travaux) à moins qu'il n'en soit empêché en raison de la maladie, du décès, d'un congé prolongé (y compris un congé parental ou un congé d'invalidité), de la retraite, de la démission ou du congédiement justifié de cette personne.
- (ii) Si l'entrepreneur ne peut fournir les services d'une personne en particulier désignée dans le contrat pour exécuter les travaux, il doit, dans les cinq (5) jours ouvrables suivant le départ de la ressource existante (ou si le Canada en a demandé le remplacement, dans les dix [10] jours ouvrables suivant la remise d'un avis à cet effet) fournir à l'autorité contractante ce qui suit :
- (A) le nom, les qualifications et l'expérience d'un remplaçant proposé disponible immédiatement;

- (B) la preuve que le remplaçant proposé possède la cote de sécurité exigée accordée par le Canada, s'il y a lieu.

Les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent correspondre à la note obtenue par la ressource originale ou la dépasser.

- (iii) Si le Canada constate qu'une personne désignée dans le contrat pour fournir les services n'a pas été mise à disposition ou ne réalise pas les travaux, l'autorité contractante peut choisir :
- (A) de revendiquer les droits du Canada ou d'exercer un recours en vertu du contrat ou de la loi, y compris de résilier le contrat pour manquement;
 - (B) d'exiger que l'entrepreneur propose un remplaçant acceptable pour le Canada, que le responsable technique devra évaluer. Les qualifications et l'expérience du remplaçant doivent correspondre à la note obtenue par la ressource originale ou la dépasser.
- (iv) L'entrepreneur ne doit jamais permettre que les travaux soient exécutés par des remplaçants non autorisés. L'autorité contractante peut ordonner qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux. Dans ce cas, l'entrepreneur doit alors se conformer sans délai à cet ordre et retenir les services d'un autre remplaçant conformément au paragraphe 2. Le fait que l'autorité contractante n'ordonne pas qu'un remplaçant cesse d'exécuter les travaux n'a pas pour effet de relever l'entrepreneur de son obligation de satisfaire aux exigences du contrat.
- (v) Les obligations énoncées dans le présent article s'appliquent en dépit des changements que le Canada pourrait avoir apportés au contexte opérationnel du client.

7.19 Préservation des supports électroniques

- (a) L'entrepreneur doit soumettre à la détection électronique, à l'aide d'un progiciel mis à jour à intervalles réguliers, l'ensemble des supports électroniques utilisés dans l'exécution des travaux pour les virus électroniques et les autres codes visant à causer des défauts, avant de s'en servir sur l'équipement du Canada. Il devra informer aussitôt le Canada si un support électronique utilisé dans le cadre des travaux renferme des virus informatiques ou d'autres codes visant à causer des défauts.
- (b) Si, pendant le transport entre l'établissement de l'entrepreneur et le point de livraison précisé ou pendant qu'ils se trouvaient sous la garde de ce dernier, des renseignements et/ou des documents électroniques sont endommagés ou perdus, l'entrepreneur devra les remplacer à ses frais.

7.20 Déclarations garanties

Dans sa soumission, l'entrepreneur a fait des déclarations à propos de l'expérience et de l'expertise des ressources qu'il propose, ce qui a donné lieu à l'attribution du contrat et d'AT. L'entrepreneur déclare et certifie que toutes ces attestations sont véridiques et reconnaît que le Canada s'est fondé sur ces attestations pour lui attribuer ce contrat et lui assigner des travaux par l'intermédiaire des AT. De plus, l'entrepreneur déclare et certifie qu'il a et qu'il aura pendant la durée du contrat, ainsi que tout le personnel et les sous-traitants qui effectueront les travaux, les compétences, l'expérience et l'expertise nécessaires pour mener à bien les travaux conformément au contrat et qu'il a (ainsi que le personnel et les sous-traitants) déjà rendu de pareils services à d'autres clients.

7.21 Accès aux biens et aux installations du Canada

Les installations, le matériel, la documentation et le personnel du Canada ne sont pas automatiquement à la disposition de l'entrepreneur. Si l'entrepreneur doit y avoir accès, il doit le signaler au responsable technique. Sauf lorsque précisé dans le contrat, le Canada n'a aucune obligation envers l'entrepreneur de lui fournir l'accès. Si le Canada choisit, à sa discrétion, de mettre ses installations, son matériel, sa documentation et son personnel à la disposition de l'entrepreneur pour effectuer les travaux, le Canada peut exiger un rajustement de la base de paiement, et des exigences supplémentaires en matière de sécurité peuvent s'appliquer.

7.22 Responsabilités relatives au protocole d'identification

L'entrepreneur doit s'assurer que chacun de ses agents, représentants ou sous-traitants (appelés ci-après représentants de l'entrepreneur) respectent les exigences d'auto-identification suivantes :

- (a) Les représentants de l'entrepreneur qui assistent à une réunion du gouvernement du Canada à l'intérieur ou à l'extérieur de bureaux du Canada doivent indiquer si un particulier n'est pas un employé permanent de l'entrepreneur avant le début de la réunion pour s'assurer que chaque participant à la réunion est au courant de sa situation.
- (b) Pendant l'exécution de tout travail sur un site du gouvernement du Canada, chaque représentant de l'entrepreneur doit être clairement identifié comme tel, et ce en tout temps.
- (c) Si un représentant de l'entrepreneur doit utiliser le système de courriel du gouvernement du Canada dans le cadre de l'exécution des travaux, il doit clairement s'identifier comme étant un agent ou un sous-traitant de l'entrepreneur dans le bloc de signature de tous les messages électroniques qu'il enverra ainsi que dans la section « Propriété ». De plus, ce protocole d'identification doit être utilisé pour toute autre correspondance, communication et documentation.
- (d) Si le Canada détermine que l'entrepreneur a contrevenu à n'importe laquelle de ses obligations en vertu du présent article, l'entrepreneur doit, à la réception d'un avis écrit du Canada, présenter un plan d'action écrit décrivant les mesures qui seront prises pour éviter que le problème se produise de nouveau. L'entrepreneur aura cinq jours ouvrables pour présenter le plan d'action au client et à l'autorité contractante, et vingt jours ouvrables pour corriger la source du problème.
- (e) En plus de tous ses autres droits en vertu du contrat, le Canada peut résilier le contrat pour défaut si l'entrepreneur ne respecte pas les mesures correctives décrites ci-dessus.

7.23 Services de transition à la fin du contrat

L'entrepreneur convient que durant la période menant à la fin du contrat et pendant les trois (3) mois subséquents, il déploiera tous les efforts nécessaires pour aider le Canada lors de la transition entre ce contrat et le nouveau contrat conclu avec le nouvel entrepreneur. L'entrepreneur convient qu'il n'y aura aucuns frais pour ces services.

7.24 Résiliation pour raisons de commodité

En ce qui concerne l'article 30 des conditions générales 2035, le cas échéant, ou l'article 32 des conditions générales 2030, le cas échéant, le paragraphe 4 est remplacé par les paragraphes 4, 5 et 6 suivants :

- 4. Le total des sommes auxquelles l'entrepreneur a droit en vertu du présent article ainsi que tout montant versé, dû ou qui sera dû, ne doit pas dépasser le prix contractuel.

5. Si l'autorité contractante résilie le contrat en totalité et si les articles de l'accord comprennent une garantie des travaux minimums, le montant total à verser à l'entrepreneur en vertu du contrat ne doit pas dépasser le plus élevé des deux montants suivants :

(a) le montant total auquel a droit l'entrepreneur selon le présent article, en plus des montants qui lui ont été versés, des montants qui lui seront dus en plus des montants qui devront lui être payés en vertu de la garantie de revenu minimum, ou les montants qui lui sont dus à la date de la résiliation;

(b) le montant total payable selon la garantie de revenu minimum, moins les montants qui ont été versés, qui sont dus ou qui seront dus à l'entrepreneur à la date de la résiliation.

6. Sauf dans la mesure prévue par le présent article, l'entrepreneur n'aura aucun recours, notamment en ce qui a trait à l'obtention de dommages-intérêts, de compensation, de perte de profit, d'indemnité découlant de tout avis de résiliation donné par le Canada en vertu du présent article. L'entrepreneur convient de rembourser immédiatement le Canada tout paiement anticipé non liquidé à la date de la résiliation.

7.25 Manipulation de renseignements personnels

- (a) L'entrepreneur reconnaît que le Canada est tenu de protéger les renseignements personnels en vertu de la *Loi sur la protection des renseignements personnels* (L.R.C. (1985), ch. P-21). L'entrepreneur se conformera aux exigences établies par l'autorité contractante qui sont raisonnablement requises pour permettre au Canada de remplir ses obligations en vertu de cette loi. L'entrepreneur doit maintenir la confidentialité de toute information personnelle qu'il aura recueillie, créée ou traitée en vertu du contrat et ne doit en aucun cas utiliser, copier, divulguer, éliminer ou détruire ces renseignements personnels d'une autre manière que celle prévue dans cette clause et dans les dispositions contractuelles régissant leur livraison.
- (b) Tous les renseignements personnels appartiennent au Canada, et l'entrepreneur ne détient aucun droit à leur égard. L'entrepreneur doit, à la fin ou en cas de résiliation du contrat, ou à une date antérieure si le Canada l'exige, remettre au Canada tous les renseignements personnels sous toutes leurs formes, y compris les documents de travail, les notes, les notes de service, les rapports, les données sous forme lisible par machine ou autrement, ainsi que la documentation qui aura été rédigée ou obtenue en vertu du contrat. Après remise des renseignements personnels au Canada, l'entrepreneur n'aura aucun droit de conserver des renseignements sous quelque forme que ce soit et doit veiller à ce qu'aucune trace des renseignements personnels ne reste en sa possession.

ANNEXE A**BASE DE PAIEMENT****1. Services professionnels**

Conformément aux dispositions du contrat, on paiera l'entrepreneur en fonction des taux quotidiens fermes tout compris pour les travaux exécutés dans le cadre du présent contrat (TPS/TVH en sus).

VOLET 1

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)		
Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel	3	
Analyste de système	3	
Architecte WEB	3	
Architecte d'affaires	3	
Architecte de la GI	3	
Architecte de la technologie	3	
Architecte-conseil de l'organisation	3	
Rédacteur technique	3	

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)		
Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel	3	
Analyste de système	3	
Architecte WEB	3	
Architecte d'affaires	3	
Architecte de la GI	3	
Architecte de la technologie	3	
Architecte-conseil de l'organisation	3	
Rédacteur technique	3	

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)		
Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel	3	
Analyste de système	3	
Architecte WEB	3	
Architecte d'affaires	3	

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

Architecte de la GI	3	
Architecte de la technologie	3	
Architecte-conseil de l'organisation	3	
Rédacteur technique	3	

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel	3	
Analyste de système	3	
Architecte WEB	3	
Architecte d'affaires	3	
Architecte de la GI	3	
Architecte de la technologie	3	
Architecte-conseil de l'organisation	3	
Rédacteur technique	3	

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel	3	
Analyste de système	3	
Architecte WEB	3	
Architecte d'affaires	3	
Architecte de la GI	3	
Architecte de la technologie	3	
Architecte-conseil de l'organisation	3	
Rédacteur technique	3	

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel	3	
Analyste de système	3	
Architecte WEB	3	
Architecte d'affaires	3	
Architecte de la GI	3	
Architecte de la technologie	3	
Architecte-conseil de l'organisation	3	
Rédacteur technique	3	

VOLET 2

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)		
Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	3	
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	2	
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	2	
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	2	
Analyste fonctionnel PGI	2	
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	3	

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)		
Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	3	
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	2	
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	2	
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	2	
Analyste fonctionnel PGI	2	
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	3	

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)		
Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	3	
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	2	
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	2	
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	2	
Analyste fonctionnel PGI	2	
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	3	

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	3	
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	2	
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	2	
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	2	
Analyste fonctionnel PGI	2	
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	3	

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	3	
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	2	
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	2	
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	2	
Analyste fonctionnel PGI	2	
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	3	

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel (SAP)	3	
Analyste fonctionnel PGI (gestionnaire de solution)	2	
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	2	
Analyste - Programmeur PGI (Advanced Business Application Programming)	2	
Analyste fonctionnel PGI	2	
Analyste - Programmeur PGI (sécurité de SAP)	3	

VOLET 3**PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)**

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Gestionnaire de projet	3	
Gestionnaire de projet	2	
Coordonnateur de projet	3	

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Gestionnaire de projet	3	
Gestionnaire de projet	2	
Coordonnateur de projet	3	

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Gestionnaire de projet	3	
Gestionnaire de projet	2	
Coordonnateur de projet	3	

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Gestionnaire de projet	3	
Gestionnaire de projet	2	
Coordonnateur de projet	3	

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Gestionnaire de projet	3	
Gestionnaire de projet	2	
Coordonnateur de projet	3	

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Gestionnaire de projet	3	
Gestionnaire de projet	2	
Coordonnateur de projet	3	

VOLET 4**PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)**

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Spécialiste, service de dépannage	1	
Spécialiste, service de dépannage	2	
Spécialiste, soutien des opérations	1	
Spécialiste, soutien des opérations	2	
Analyste de réseau	2	

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Spécialiste, service de dépannage	1	
Spécialiste, service de dépannage	2	
Spécialiste, soutien des opérations	1	
Spécialiste, soutien des opérations	2	
Analyste de réseau	2	

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Spécialiste, service de dépannage	1	
Spécialiste, service de dépannage	2	
Spécialiste, soutien des opérations	1	
Spécialiste, soutien des opérations	2	
Analyste de réseau	2	

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Spécialiste, service de dépannage	1	
Spécialiste, service de dépannage	2	
Spécialiste, soutien des opérations	1	
Spécialiste, soutien des opérations	2	
Analyste de réseau	2	

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Spécialiste, service de dépannage	1	
Spécialiste, service de dépannage	2	
Spécialiste, soutien des opérations	1	
Spécialiste, soutien des opérations	2	
Analyste de réseau	2	

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Spécialiste, service de dépannage	1	
Spécialiste, service de dépannage	2	
Spécialiste, soutien des opérations	1	
Spécialiste, soutien des opérations	2	
Analyste de réseau	2	

VOLET 5**PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)**

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Analyste des activités	3	
Conseiller d'affaires	3	
Conseiller en RO	3	
Conseiller en gestion du changement	3	

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Analyste des activités	3	
Conseiller d'affaires	3	
Conseiller en RO	3	
Conseiller en gestion du changement	3	

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Analyste des activités	3	
Conseiller d'affaires	3	
Conseiller en RO	3	
Conseiller en gestion du changement	3	

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Analyste des activités	3	
Conseiller d'affaires	3	
Conseiller en RO	3	
Conseiller en gestion du changement	3	

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Client Ref. No. - N° de réf. du client

47060-136911

Amd. No. - N° de la modif.

File No. - N° du dossier

615el47060-136911

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Analyste des activités	3	
Conseiller d'affaires	3	
Conseiller en RO	3	
Conseiller en gestion du changement	3	

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Analyste des activités	3	
Conseiller d'affaires	3	
Conseiller en RO	3	
Conseiller en gestion du changement	3	

VOLET 6

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)		
Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte de la GI	3	
Administrateur de bases de données	3	
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	3	
Architecte de la technologie (services de terminal)	2	
Architecte de la technologie (intégrateur)	3	
Architecte de la technologie (génie)	2	
Architecte de la technologie (génie)	3	
Testeur	2	
Testeur	3	
Architecte d'application et de logiciel	3	

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)		
Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte de la GI	3	
Administrateur de bases de données	3	
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	3	
Architecte de la technologie (services de terminal)	2	
Architecte de la technologie (intégrateur)	3	
Architecte de la technologie (génie)	2	
Architecte de la technologie (génie)	3	
Testeur	2	
Testeur	3	
Architecte d'application et de logiciel	3	

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)		
Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte de la GI	3	
Administrateur de bases de données	3	
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	3	
Architecte de la technologie (services de terminal)	2	
Architecte de la technologie (intégrateur)	3	

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

47060-136911

File No. - N° du dossier

615el47060-136911

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

Architecte de la technologie (génie)	2	
Architecte de la technologie (génie)	3	
Testeur	2	
Testeur	3	
Architecte d'application et de logiciel	3	

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte de la GI	3	
Administrateur de bases de données	3	
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	3	
Architecte de la technologie (services de terminal)	2	
Architecte de la technologie (intégrateur)	3	
Architecte de la technologie (génie)	2	
Architecte de la technologie (génie)	3	
Testeur	2	
Testeur	3	
Architecte d'application et de logiciel	3	

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte de la GI	3	
Administrateur de bases de données	3	
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	3	
Architecte de la technologie (services de terminal)	2	
Architecte de la technologie (intégrateur)	3	
Architecte de la technologie (génie)	2	
Architecte de la technologie (génie)	3	
Testeur	2	
Testeur	3	
Architecte d'application et de logiciel	3	

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte de la GI	3	
Administrateur de bases de données	3	
Modélisateur de données / Modélisateur en GI	3	
Architecte de la technologie (services de terminal)	2	
Architecte de la technologie (intégrateur)	3	
Architecte de la technologie (génie)	2	
Architecte de la technologie (génie)	3	
Testeur	2	
Testeur	3	
Architecte d'application et de logiciel	3	

VOLET 7

PÉRIODE INITIALE DU CONTRAT (2 ANS)		
Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel	3	
Programmeur / Analyste (Java)	2	
Programmeur / Analyste (Java)	3	
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	3	
Analyste de système	2	
Analyste de système	3	
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	3	

PÉRIODE D'OPTION 1 (1 AN)		
Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel	3	
Programmeur / Analyste (Java)	2	
Programmeur / Analyste (Java)	3	
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	3	
Analyste de système	2	
Analyste de système	3	
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	3	

PÉRIODE D'OPTION 2 (1 AN)		
Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel	3	
Programmeur / Analyste (Java)	2	
Programmeur / Analyste (Java)	3	
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	3	
Analyste de système	2	
Analyste de système	3	
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	3	

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Client Ref. No. - N° de réf. du client

47060-136911

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

File No. - N° du dossier

615el47060-136911

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

PÉRIODE D'OPTION 3 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel	3	
Programmeur / Analyste (Java)	2	
Programmeur / Analyste (Java)	3	
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	3	
Analyste de système	2	
Analyste de système	3	
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	3	

PÉRIODE D'OPTION 4 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel	3	
Programmeur / Analyste (Java)	2	
Programmeur / Analyste (Java)	3	
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	3	
Analyste de système	2	
Analyste de système	3	
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	3	

PÉRIODE D'OPTION 5 (1 AN)

Catégorie de personnel	Niveau	Taux quotidien ferme
Architecte d'application et de logiciel	3	
Programmeur / Analyste (Java)	2	
Programmeur / Analyste (Java)	3	
Programmeur / Analyste (Common Business Oriented Language)	3	
Analyste de système	2	
Analyste de système	3	
Analyste de système (Common Business Oriented Language)	3	

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

47060-136911

File No. - N° du dossier

615el47060-136911

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

ANNEXE B

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

(Voir ci-joint)

Solicitation No. - N° de l'invitation

47060-136911/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

615el

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

47060-136911

615el47060-136911

ANNEXE C

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

(Voir ci-joint)

PIÈCE JOINTE B

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES SOUMISSIONS

VOLET 1 : ARCHITECTURE DE PROJET

1.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE OBLIGATOIRES

		RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE
N ^o DE L'ÉLÉMENT	EXIGENCE OBLIGATOIRE	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)
O1	<p>Le soumissionnaire doit s'être vu octroyer au moins cinq contrats de services professionnels en informatique*, dont trois pour un client gouvernemental**. Chacun de ces contrats doit avoir eu une valeur contractuelle minimale de 1 M\$ et avoir été octroyé au cours des cinq dernières années.</p> <p>Le soumissionnaire doit présenter, pour chaque contrat, ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) factures (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) montrant que le soumissionnaire a fourni et facturé à un client (avec lequel il n'a pas de lien de dépendance) de tels services de l'ordre de 1 M\$; 2) le nom, le numéro de téléphone et, si elle est disponible, l'adresse de courriel d'une personne-ressource du client qui a reçu chaque facture présentée conformément au paragraphe 1) ci-dessus, afin que le Canada puisse vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire. <p>Les définitions suivantes s'appliquent à l'évaluation des soumissions.</p> <p>*Les services professionnels en informatique sont des services professionnels fournis par le soumissionnaire à l'appui d'un projet ou contrat de technologie de l'information (TI) ou de gestion de l'information (GI).</p> <p>**Un client gouvernemental est un client d'un gouvernement fédéral, provincial ou territorial ou d'une administration municipale du Canada; il s'agit également d'un ministère, d'un établissement public, d'un organisme, d'une société d'État ou de toute entité d'État décrite dans la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.</p>	

O2	<p>Le soumissionnaire doit avoir démontré une expérience contractuelle de fourniture dans toutes les catégories de ressources suivantes, pendant le nombre minimal requis de jours facturables par catégorie, dans la même période de 36 mois au cours des cinq dernières années. Les services fournis doivent l'avoir été dans le cadre de cinq contrats, tout au plus.</p> <p>* Les soumissionnaires doivent remplir l'appendice A et l'appendice B de la pièce jointe B pour chaque catégorie de ressources.</p> <table> <tr> <th>#</th><th>Catégorie de ressources</th><th>Nombre minimal de jours facturables par catégorie</th></tr> <tr> <td>1</td><td>Architecte d'application et de logiciel (niveau 3)</td><td>2640</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Analyste de système (niveau 3)</td><td>1320</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Architecte Web (niveau 3)</td><td>1854</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Architecte d'affaires (niveau 3)</td><td>786</td></tr> <tr> <td>5</td><td>Architecte de la GI (niveau 3)</td><td>786</td></tr> <tr> <td>6</td><td>Architecte de la technologie (niveau 3)</td><td>786</td></tr> <tr> <td>7</td><td>Architecte-conseil de l'organisation (niveau 3)</td><td>1320</td></tr> <tr> <td>8</td><td>Rédacteur technique (niveau 3)</td><td>534</td></tr> </table> <p>Le soumissionnaire doit démontrer que toutes les ressources fournies ont achevé, pour chaque catégorie de ressources, au moins 50 % des tâches propres à la catégorie, lesquelles sont exposées en détail dans la section 5.3 de l'annexe B (Énoncé des travaux (EDT)).</p>	#	Catégorie de ressources	Nombre minimal de jours facturables par catégorie	1	Architecte d'application et de logiciel (niveau 3)	2640	2	Analyste de système (niveau 3)	1320	3	Architecte Web (niveau 3)	1854	4	Architecte d'affaires (niveau 3)	786	5	Architecte de la GI (niveau 3)	786	6	Architecte de la technologie (niveau 3)	786	7	Architecte-conseil de l'organisation (niveau 3)	1320	8	Rédacteur technique (niveau 3)	534	
#	Catégorie de ressources	Nombre minimal de jours facturables par catégorie																											
1	Architecte d'application et de logiciel (niveau 3)	2640																											
2	Analyste de système (niveau 3)	1320																											
3	Architecte Web (niveau 3)	1854																											
4	Architecte d'affaires (niveau 3)	786																											
5	Architecte de la GI (niveau 3)	786																											
6	Architecte de la technologie (niveau 3)	786																											
7	Architecte-conseil de l'organisation (niveau 3)	1320																											
8	Rédacteur technique (niveau 3)	534																											

2.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE COTÉES

			RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE																																																													
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAX DE PTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)																																																												
C1	<p>Le soumissionnaire devrait démontrer son expérience de jours facturables supérieurs au minimum de jours facturables par catégorie à l'exigence O2.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="5">EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION</th></tr> <tr> <th colspan="5">JOURS FACTURABLES</th></tr> <tr> <th>Catégorie</th><th>(A) Total du soumissionnaire</th><th>(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2</th><th>(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2</th><th>(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100</th></tr> <tr> <td></td><td>App A et p.j. B</td><td></td><td>(C) = (A) - (B)</td><td>(D) = (C) / (B) * 100</td></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Architecte de la technologie (niveau 3)</td><td>1 500</td><td>1 000</td><td>500</td><td>50</td></tr> <tr> <td>Analyste de systèmes (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Rédacteur technique (niveau 3)</td><td>1 000</td><td>400</td><td>600</td><td>150</td></tr> <tr> <td>Analyste des activités (niveau 3)</td><td>1 200</td><td>1 000</td><td>200</td><td>20</td></tr> <tr> <td>Administrateur de projets (niveau 3)</td><td>900</td><td>400</td><td>500</td><td>125</td></tr> <tr> <td>Coordonnateur de projet (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Gestionnaire de projet (niveau 3)</td><td>2 200</td><td>1 000</td><td>1 200</td><td>120</td></tr> <tr> <td colspan="4">COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7</td><td>95</td></tr> </tbody> </table>	EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION					JOURS FACTURABLES					Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100		App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100	Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50	Analyste de systèmes (niveau 3)	800	400	400	100	Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150	Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20	Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125	Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100	Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120	COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95	100	<p>Le « total de jours facturables » du soumissionnaire qui est fourni en réponse au critère O2 servira à évaluer ce critère.</p> <p>Le soumissionnaire se verra décerner des points tel qu'il est montré dans l'exemple de scénario d'évaluation du côté gauche.</p> <p>Dans cet exemple, le soumissionnaire recevrait 95 points sur une possibilité de 100 points.</p>	
EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION																																																																
JOURS FACTURABLES																																																																
Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100																																																												
	App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100																																																												
Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50																																																												
Analyste de systèmes (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150																																																												
Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20																																																												
Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125																																																												
Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120																																																												
COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95																																																												
	MAXIMUM DE POINTS DISPONIBLES	100																																																														
	MINIMUM DE POINTS REQUIS	60																																																														
	NOTE TECHNIQUE TOTALE DÉCERNÉS																																																															
POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE RECEVABLE, LE SOUMISSIONNAIRE DOIT OBTENIR UN MINIMUM DE 60 POINTS.																																																																

VOLET 2 : SAP

1.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE OBLIGATOIRES

		RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE
N ^O DE L'ÉLÉMENT	EXIGENCE OBLIGATOIRE	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)
O1	<p>Le soumissionnaire doit s'être vu octroyer au moins cinq contrats de services professionnels en informatique*, dont trois pour un client gouvernemental**. Chacun de ces contrats doit avoir eu une valeur contractuelle minimale de 1 M\$ et avoir été octroyé au cours des cinq dernières années.</p> <p>Le soumissionnaire doit présenter, pour chaque contrat, ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) factures (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) montrant que le soumissionnaire a fourni et facturé à un client (avec lequel il n'a pas de lien de dépendance) de tels services de l'ordre de 1 M\$; 2) le nom, le numéro de téléphone et, si elle est disponible, l'adresse de courriel d'une personne ressource du client qui a reçu chaque facture présentée conformément au paragraphe 1) ci-dessus, afin que le Canada puisse vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire. <p>Les définitions suivantes s'appliquent à l'évaluation des soumissions.</p> <p>*Les services professionnels en informatique sont des services professionnels fournis par le soumissionnaire à l'appui d'un projet ou contrat de technologie de l'information ou de gestion de l'information.</p> <p>**Un client gouvernemental est un client d'un gouvernement fédéral, provincial ou territorial ou d'une administration municipale du Canada; il s'agit également d'un ministère, d'un établissement public, d'un organisme, d'une société d'État ou de toute entité décrite dans la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.</p>	

O2	<p>Le soumissionnaire doit avoir démontré une expérience contractuelle de fourniture dans toutes les catégories de ressources suivantes, pendant le nombre minimal requis de jours facturables par catégorie, dans la même période de 36 mois au cours des cinq dernières années. Les services fournis doivent l'avoir été dans le cadre de cinq contrats, tout au plus.</p> <p>* Les soumissionnaires doivent remplir l'appendice A et l'appendice B de la pièce jointe B pour chaque catégorie de ressources.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>#</th><th>Catégorie de ressources</th><th>Minimum de jours facturables par catégorie</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Architecte d'application et de logiciel (niveau 3)</td><td>786</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Analyste fonctionnel PGI (analyste de Solution Manager) (niveau 2)</td><td>251</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) (niveau 2)</td><td>251</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Analyste-programmeur PGI (ABAP) (niveau 2)</td><td>251</td></tr> <tr> <td>5</td><td>Analyste fonctionnel PGI (niveau 2)</td><td>1854</td></tr> <tr> <td>6</td><td>Analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) (niveau 3)</td><td>251</td></tr> </tbody> </table> <p>Toutes les ressources fournies ont achevé, pour chaque catégorie de ressources, au moins 50 % des tâches propres à la catégorie, lesquelles sont exposées en détail dans la section 5.3 de l'annexe B (EDT).</p>	#	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables par catégorie	1	Architecte d'application et de logiciel (niveau 3)	786	2	Analyste fonctionnel PGI (analyste de Solution Manager) (niveau 2)	251	3	Analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) (niveau 2)	251	4	Analyste-programmeur PGI (ABAP) (niveau 2)	251	5	Analyste fonctionnel PGI (niveau 2)	1854	6	Analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) (niveau 3)	251	
#	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables par catégorie																					
1	Architecte d'application et de logiciel (niveau 3)	786																					
2	Analyste fonctionnel PGI (analyste de Solution Manager) (niveau 2)	251																					
3	Analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) (niveau 2)	251																					
4	Analyste-programmeur PGI (ABAP) (niveau 2)	251																					
5	Analyste fonctionnel PGI (niveau 2)	1854																					
6	Analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) (niveau 3)	251																					

2.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE COTÉES

			RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE																																																													
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAX DE PTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)																																																												
C1	<p>Le soumissionnaire devrait démontrer son expérience de jours facturables supérieurs au minimum de jours facturables par catégorie à l'exigence O2.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="5">EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION</th></tr> <tr> <th colspan="5">JOURS FACTURABLES</th></tr> <tr> <th>Catégorie</th><th>(A) Total du soumissionnaire</th><th>(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2</th><th>(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2</th><th>(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100</th></tr> <tr> <td></td><td>App A et p.j. B</td><td></td><td>(C) = (A) - (B)</td><td>(D) = (C) / (B) * 100</td></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Architecte de la technologie (niveau 3)</td><td>1 500</td><td>1 000</td><td>500</td><td>50</td></tr> <tr> <td>Analyste de systèmes (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Rédacteur technique (niveau 3)</td><td>1 000</td><td>400</td><td>600</td><td>150</td></tr> <tr> <td>Analyste des activités (niveau 3)</td><td>1 200</td><td>1 000</td><td>200</td><td>20</td></tr> <tr> <td>Administrateur de projets (niveau 3)</td><td>900</td><td>400</td><td>500</td><td>125</td></tr> <tr> <td>Coordonnateur de projet (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Gestionnaire de projet (niveau 3)</td><td>2 200</td><td>1 000</td><td>1 200</td><td>120</td></tr> <tr> <td colspan="4">COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7</td><td>95</td></tr> </tbody> </table>	EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION					JOURS FACTURABLES					Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100		App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100	Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50	Analyste de systèmes (niveau 3)	800	400	400	100	Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150	Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20	Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125	Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100	Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120	COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95	100	<p>Le « total de jours facturables » du soumissionnaire qui est fourni en réponse au critère O2 servira à évaluer ce critère.</p> <p>Le soumissionnaire se verra décerner des points tel qu'il est montré dans l'exemple de scénario d'évaluation du côté gauche.</p> <p>Dans cet exemple, le soumissionnaire recevrait 95 points sur une possibilité de 100 points.</p>	
EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION																																																																
JOURS FACTURABLES																																																																
Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100																																																												
	App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100																																																												
Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50																																																												
Analyste de systèmes (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150																																																												
Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20																																																												
Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125																																																												
Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120																																																												
COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95																																																												
	MAXIMUM DE POINTS DISPONIBLES	100																																																														
	MINIMUM DE POINTS REQUIS	60																																																														
	NOTE TECHNIQUE TOTALE DÉCERNÉS																																																															

POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE RECEVABLE, LE SOUMISSIONNAIRE DOIT OBTENIR UN MINIMUM DE 60 POINTS.

VOLET 3 : GESTION DE PROJET

1.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE OBLIGATOIRES

		RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE
N ^O DE L'ÉLÉMENT	EXIGENCE OBLIGATOIRE	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)
O1	<p>Le soumissionnaire doit s'être vu octroyer au moins cinq contrats de services professionnels en informatique*, dont trois pour un client gouvernemental**. Chacun de ces contrats doit avoir eu une valeur contractuelle minimale de 1 M\$ et avoir été octroyé au cours des cinq dernières années.</p> <p>Le soumissionnaire doit présenter, pour chaque contrat, ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) factures (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) montrant que le soumissionnaire a fourni et facturé à un client (avec lequel il n'a pas de lien de dépendance) de tels services de l'ordre de 1 M\$; 2) le nom, le numéro de téléphone et, si elle est disponible, l'adresse de courriel d'une personne ressource du client qui a reçu chaque facture présentée conformément au paragraphe 1) ci-dessus, afin que le Canada puisse vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire. <p>Les définitions suivantes s'appliquent à l'évaluation des soumissions.</p> <p>*Les services professionnels en informatique sont des services professionnels fournis par le soumissionnaire à l'appui d'un projet ou contrat de technologie de l'information ou de gestion de l'information.</p> <p>**Un client gouvernemental est un client d'un gouvernement fédéral, provincial ou territorial ou d'une administration municipale du Canada; il s'agit également d'un ministère, d'un établissement public, d'un organisme, d'une société d'État ou de toute entité décrite dans la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.</p>	

O2	<p>Le soumissionnaire doit avoir démontré une expérience contractuelle de fourniture dans toutes les catégories de ressources suivantes, pendant le nombre minimal requis de jours facturables par catégorie, dans la même période de 36 mois au cours des cinq dernières années. Les services fournis doivent l'avoir été dans le cadre de cinq contrats, tout au plus.</p> <p>* Les soumissionnaires doivent remplir l'appendice A et l'appendice B de la pièce jointe B pour chaque catégorie de ressources.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>#</th><th>Catégorie de ressources</th><th>Minimum de jours facturables par catégorie</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Coordonnateur de projet (niveau 3)</td><td>534</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Gestionnaire de projet (niveau 3)</td><td>1320</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Gestionnaire de projet (niveau 2)</td><td>534</td></tr> </tbody> </table> <p>Toutes les ressources fournies ont achevé, pour chaque catégorie de ressources, au moins 50 % des tâches propres à la catégorie, lesquelles sont exposées en détail dans la section 5.3 de l'annexe B (EDT).</p>	#	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables par catégorie	1	Coordonnateur de projet (niveau 3)	534	2	Gestionnaire de projet (niveau 3)	1320	3	Gestionnaire de projet (niveau 2)	534	
#	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables par catégorie												
1	Coordonnateur de projet (niveau 3)	534												
2	Gestionnaire de projet (niveau 3)	1320												
3	Gestionnaire de projet (niveau 2)	534												

2.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE COTÉES

			RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE																																																													
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAX DE PTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)																																																												
C1	<p>Le soumissionnaire devrait démontrer son expérience de jours facturables supérieurs au minimum de jours facturables par catégorie à l'exigence O2.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="5">EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION</th></tr> <tr> <th colspan="5">JOURS FACTURABLES</th></tr> <tr> <th>Catégorie</th><th>(A) Total du soumissionnaire</th><th>(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2</th><th>(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2</th><th>(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100</th></tr> <tr> <td></td><td>App A et p.j. B</td><td></td><td>(C) = (A) - (B)</td><td>(D) = (C) / (B) * 100</td></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Architecte de la technologie (niveau 3)</td><td>1 500</td><td>1 000</td><td>500</td><td>50</td></tr> <tr> <td>Analyste de systèmes (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Rédacteur technique (niveau 3)</td><td>1 000</td><td>400</td><td>600</td><td>150</td></tr> <tr> <td>Analyste des activités (niveau 3)</td><td>1 200</td><td>1 000</td><td>200</td><td>20</td></tr> <tr> <td>Administrateur de projets (niveau 3)</td><td>900</td><td>400</td><td>500</td><td>125</td></tr> <tr> <td>Coordonnateur de projet (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Gestionnaire de projet (niveau 3)</td><td>2 200</td><td>1 000</td><td>1 200</td><td>120</td></tr> <tr> <td colspan="4">COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7</td><td>95</td></tr> </tbody> </table>	EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION					JOURS FACTURABLES					Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100		App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100	Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50	Analyste de systèmes (niveau 3)	800	400	400	100	Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150	Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20	Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125	Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100	Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120	COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95	100	<p>Le « total de jours facturables » du soumissionnaire qui est fourni en réponse au critère O2 servira à évaluer ce critère.</p> <p>Le soumissionnaire se verra décerner des points tel qu'il est montré dans l'exemple de scénario d'évaluation du côté gauche.</p> <p>Dans cet exemple, le soumissionnaire recevrait 95 points sur une possibilité de 100 points.</p>	
EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION																																																																
JOURS FACTURABLES																																																																
Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100																																																												
	App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100																																																												
Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50																																																												
Analyste de systèmes (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150																																																												
Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20																																																												
Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125																																																												
Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120																																																												
COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95																																																												
	MAXIMUM DE POINTS DISPONIBLES	100																																																														
	MINIMUM DE POINTS REQUIS	60																																																														
	NOTE TECHNIQUE TOTALE DÉCERNÉS																																																															
POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE RECEVABLE, LE SOUMISSIONNAIRE DOIT OBTENIR UN MINIMUM DE 60 POINTS.																																																																

VOLET 4 : RÉSEAU

1.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE OBLIGATOIRES

		RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE
N ^O DE L'ÉLÉMENT	EXIGENCE OBLIGATOIRE	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)
O1	<p>Le soumissionnaire doit s'être vu octroyer au moins cinq contrats de services professionnels en informatique*, dont trois pour un client gouvernemental**. Chacun de ces contrats doit avoir eu une valeur contractuelle minimale de 1 M\$ et avoir été octroyé au cours des cinq dernières années.</p> <p>Le soumissionnaire doit présenter, pour chaque contrat, ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) factures (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) montrant que le soumissionnaire a fourni et facturé à un client (avec lequel il n'a pas de lien de dépendance) de tels services de l'ordre de 1 M\$; 2) le nom, le numéro de téléphone et, si elle est disponible, l'adresse de courriel d'une personne ressource du client qui a reçu chaque facture présentée conformément au paragraphe 1) ci-dessus, afin que le Canada puisse vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire. <p>Les définitions suivantes s'appliquent à l'évaluation des soumissions.</p> <p>*Les services professionnels en informatique sont des services professionnels fournis par le soumissionnaire à l'appui d'un projet ou contrat de technologie de l'information ou de gestion de l'information.</p> <p>**Un client gouvernemental est un client d'un gouvernement fédéral, provincial ou territorial ou d'une administration municipale du Canada; il s'agit également d'un ministère, d'un établissement public, d'un organisme, d'une société d'État ou de toute entité décrite dans la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.</p>	

O2	<p>Le soumissionnaire doit avoir démontré une expérience contractuelle de fourniture dans toutes les catégories de ressources suivantes, pendant le nombre minimal requis de jours facturables par catégorie, dans la même période de 36 mois au cours des cinq dernières années. Les services fournis doivent l'avoir été dans le cadre de cinq contrats, tout au plus.</p> <p>* Les soumissionnaires doivent remplir l'appendice A et l'appendice B de la pièce jointe B pour chaque catégorie de ressources.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>#</th><th>Catégorie de ressources</th><th>Minimum de jours facturables par catégorie</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Spécialiste, service de dépannage (niveau 1)</td><td>534</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Spécialiste, service de dépannage (niveau 2)</td><td>251</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Spécialiste, soutien des opérations (niveau 1)</td><td>251</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Spécialiste, soutien des opérations (niveau 2)</td><td>534</td></tr> <tr> <td>5</td><td>Analyste de réseau (niveau 2)</td><td>251</td></tr> </tbody> </table> <p>Toutes les ressources fournies ont achevé, pour chaque catégorie de ressources, au moins 50 % des tâches propres à la catégorie, lesquelles sont exposées en détail dans la section 5.3 de l'annexe B (EDT).</p>	#	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables par catégorie	1	Spécialiste, service de dépannage (niveau 1)	534	2	Spécialiste, service de dépannage (niveau 2)	251	3	Spécialiste, soutien des opérations (niveau 1)	251	4	Spécialiste, soutien des opérations (niveau 2)	534	5	Analyste de réseau (niveau 2)	251	
#	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables par catégorie																		
1	Spécialiste, service de dépannage (niveau 1)	534																		
2	Spécialiste, service de dépannage (niveau 2)	251																		
3	Spécialiste, soutien des opérations (niveau 1)	251																		
4	Spécialiste, soutien des opérations (niveau 2)	534																		
5	Analyste de réseau (niveau 2)	251																		

2.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE COTÉES

			RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE																																																													
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAX DE PTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)																																																												
C1	<p>Le soumissionnaire devrait démontrer son expérience de jours facturables supérieurs au minimum de jours facturables par catégorie à l'exigence O2.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="5">EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION</th></tr> <tr> <th colspan="5">JOURS FACTURABLES</th></tr> <tr> <th>Catégorie</th><th>(A) Total du soumissionnaire</th><th>(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2</th><th>(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2</th><th>(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100</th></tr> <tr> <td></td><td>App A et p.j. B</td><td></td><td>(C) = (A) - (B)</td><td>(D) = (C) / (B) * 100</td></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Architecte de la technologie (niveau 3)</td><td>1 500</td><td>1 000</td><td>500</td><td>50</td></tr> <tr> <td>Analyste de systèmes (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Rédacteur technique (niveau 3)</td><td>1 000</td><td>400</td><td>600</td><td>150</td></tr> <tr> <td>Analyste des activités (niveau 3)</td><td>1 200</td><td>1 000</td><td>200</td><td>20</td></tr> <tr> <td>Administrateur de projets (niveau 3)</td><td>900</td><td>400</td><td>500</td><td>125</td></tr> <tr> <td>Coordonnateur de projet (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Gestionnaire de projet (niveau 3)</td><td>2 200</td><td>1 000</td><td>1 200</td><td>120</td></tr> <tr> <td colspan="4">COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7</td><td>95</td></tr> </tbody> </table>	EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION					JOURS FACTURABLES					Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100		App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100	Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50	Analyste de systèmes (niveau 3)	800	400	400	100	Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150	Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20	Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125	Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100	Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120	COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95	100	<p>Le « total de jours facturables » du soumissionnaire qui est fourni en réponse au critère O2 servira à évaluer ce critère.</p> <p>Le soumissionnaire se verra décerner des points tel qu'il est montré dans l'exemple de scénario d'évaluation du côté gauche.</p> <p>Dans cet exemple, le soumissionnaire recevrait 95 points sur une possibilité de 100 points.</p>	
EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION																																																																
JOURS FACTURABLES																																																																
Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100																																																												
	App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100																																																												
Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50																																																												
Analyste de systèmes (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150																																																												
Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20																																																												
Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125																																																												
Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120																																																												
COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95																																																												
	MAXIMUM DE POINTS DISPONIBLES	100																																																														
	MINIMUM DE POINTS REQUIS	60																																																														
	NOTE TECHNIQUE TOTALE DÉCERNÉS																																																															
POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE RECEVABLE, LE SOUMISSIONNAIRE DOIT OBTENIR UN MINIMUM DE 60 POINTS.																																																																

VOLET 5 : ACTIVITÉS

1.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE OBLIGATOIRES

		RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE
N ^O DE L'ÉLÉMENT	EXIGENCE OBLIGATOIRE	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)
O1	<p>Le soumissionnaire doit s'être vu octroyer au moins cinq contrats de services professionnels en informatique*, dont trois pour un client gouvernemental**. Chacun de ces contrats doit avoir eu une valeur contractuelle minimale de 1 M\$ et avoir été octroyé</p> <p>Le soumissionnaire doit présenter, pour chaque contrat, ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) factures (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) montrant que le soumissionnaire a fourni et facturé à un client (avec lequel il n'a pas de lien de dépendance) de tels services de l'ordre de 1 M\$; 2) le nom, le numéro de téléphone et, si elle est disponible, l'adresse de courriel d'une personne ressource du client qui a reçu chaque facture présentée conformément au paragraphe 1) ci-dessus, afin que le Canada puisse vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire. <p>Les définitions suivantes s'appliquent à l'évaluation des soumissions.</p> <p>*Les services professionnels en informatique sont des services professionnels fournis par le soumissionnaire à l'appui d'un projet ou contrat de technologie de l'information ou de gestion de l'information.</p> <p>**Un client gouvernemental est un client d'un gouvernement fédéral, provincial ou territorial ou d'une administration municipale du Canada; il s'agit également d'un ministère, d'un établissement public, d'un organisme, d'une société d'État ou de toute entité décrite dans la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.</p>	

O2	<p>Le soumissionnaire doit avoir démontré une expérience contractuelle de fourniture dans toutes les catégories de ressources suivantes, pendant le nombre minimal requis de jours facturables par catégorie, dans la même période de 36 mois au cours des cinq dernières années. Les services fournis doivent l'avoir été dans le cadre de cinq contrats, tout au plus.</p> <p>* Les soumissionnaires doivent remplir l'appendice A et l'appendice B de la pièce jointe B pour chaque catégorie de ressources.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>#</th><th>Catégorie de ressources</th><th>Minimum de jours facturables par catégorie</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Analyste des activités (niveau 3)</td><td>251</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Conseiller d'affaires (niveau 3)</td><td>251</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Conseiller en RO (niveau 3)</td><td>251</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Conseiller en gestion du changement (niveau 3)</td><td>1069</td></tr> </tbody> </table> <p>Toutes les ressources fournies ont achevé, pour chaque catégorie de ressources, au moins 50 % des tâches propres à la catégorie, lesquelles sont exposées en détail dans la section 5.3 de l'annexe B (EDT).</p>	#	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables par catégorie	1	Analyste des activités (niveau 3)	251	2	Conseiller d'affaires (niveau 3)	251	3	Conseiller en RO (niveau 3)	251	4	Conseiller en gestion du changement (niveau 3)	1069	
#	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables par catégorie															
1	Analyste des activités (niveau 3)	251															
2	Conseiller d'affaires (niveau 3)	251															
3	Conseiller en RO (niveau 3)	251															
4	Conseiller en gestion du changement (niveau 3)	1069															

2.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE COTÉES

			RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE																																																													
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAX DE PTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)																																																												
C1	<p>Le soumissionnaire devrait démontrer son expérience de jours facturables supérieurs au minimum de jours facturables par catégorie à l'exigence O2.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="5">EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION</th></tr> <tr> <th colspan="5">JOURS FACTURABLES</th></tr> <tr> <th>Catégorie</th><th>(A) Total du soumissionnaire</th><th>(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2</th><th>(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2</th><th>(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100</th></tr> <tr> <td></td><td>App A et p.j. B</td><td></td><td>(C) = (A) - (B)</td><td>(D) = (C) / (B) * 100</td></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Architecte de la technologie (niveau 3)</td><td>1 500</td><td>1 000</td><td>500</td><td>50</td></tr> <tr> <td>Analyste de systèmes (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Rédacteur technique (niveau 3)</td><td>1 000</td><td>400</td><td>600</td><td>150</td></tr> <tr> <td>Analyste des activités (niveau 3)</td><td>1 200</td><td>1 000</td><td>200</td><td>20</td></tr> <tr> <td>Administrateur de projets (niveau 3)</td><td>900</td><td>400</td><td>500</td><td>125</td></tr> <tr> <td>Coordonnateur de projet (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Gestionnaire de projet (niveau 3)</td><td>2 200</td><td>1 000</td><td>1 200</td><td>120</td></tr> <tr> <td colspan="4">COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7</td><td>95</td></tr> </tbody> </table>	EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION					JOURS FACTURABLES					Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100		App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100	Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50	Analyste de systèmes (niveau 3)	800	400	400	100	Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150	Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20	Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125	Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100	Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120	COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95	100	<p>Le « total de jours facturables » du soumissionnaire qui est fourni en réponse au critère O2 servira à évaluer ce critère.</p> <p>Le soumissionnaire se verra décerner des points tel qu'il est montré dans l'exemple de scénario d'évaluation du côté gauche.</p> <p>Dans cet exemple, le soumissionnaire recevrait 95 points sur une possibilité de 100 points.</p>	
EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION																																																																
JOURS FACTURABLES																																																																
Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100																																																												
	App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100																																																												
Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50																																																												
Analyste de systèmes (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150																																																												
Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20																																																												
Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125																																																												
Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120																																																												
COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95																																																												
	MAXIMUM DE POINTS DISPONIBLES	100																																																														
	MINIMUM DE POINTS REQUIS	60																																																														
	NOTE TECHNIQUE TOTALE DÉCERNÉS																																																															
POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE RECEVABLE, LE SOUMISSIONNAIRE DOIT OBTENIR UN MINIMUM DE 60 POINTS.																																																																

VOLET 6 : INFRASTRUCTURE

1.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE OBLIGATOIRES

		RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE
N ^O DE L'ÉLÉMENT	EXIGENCE OBLIGATOIRE	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)
O1	<p>Le soumissionnaire doit s'être vu octroyer au moins cinq contrats de services professionnels en informatique*, dont trois pour un client gouvernemental**. Chacun de ces contrats doit avoir eu une valeur contractuelle minimale de 1 M\$ et avoir été octroyé au cours des cinq dernières années.</p> <p>Le soumissionnaire doit présenter, pour chaque contrat, ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) factures (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) montrant que le soumissionnaire a fourni et facturé à un client (avec lequel il n'a pas de lien de dépendance) de tels services de l'ordre de 1 M\$; 2) le nom, le numéro de téléphone et, si elle est disponible, l'adresse de courriel d'une personne ressource du client qui a reçu chaque facture présentée conformément au paragraphe 1) ci-dessus, afin que le Canada puisse vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire. <p>Les définitions suivantes s'appliquent à l'évaluation des soumissions.</p> <p>*Les services professionnels en informatique sont des services professionnels fournis par le soumissionnaire à l'appui d'un projet ou contrat de technologie de l'information ou de gestion de l'information.</p> <p>**Un client gouvernemental est un client d'un gouvernement fédéral, provincial ou territorial ou d'une administration municipale du Canada; il s'agit également d'un ministère, d'un établissement public, d'un organisme, d'une société d'État ou de toute entité décrite dans la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.</p>	

O2	<p>Le soumissionnaire doit avoir démontré une expérience contractuelle de fourniture dans toutes les catégories de ressources suivantes, pendant le nombre minimal requis de jours facturables par catégorie, dans la même période de 36 mois au cours des cinq dernières années. Les services fournis doivent l'avoir été dans le cadre de cinq contrats, tout au plus.</p> <p>* Les soumissionnaires doivent remplir l'appendice A et l'appendice B de la pièce jointe B pour chaque catégorie de ressources.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>#</th><th>Catégorie de ressources</th><th>Minimum de jours facturables par catégorie</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Architecte de la GI (niveau 3)</td><td>251</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Administrateur de base de données (niveau 3)</td><td>1069</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Modélisateur de données / Modélisateur en GI (niveau 3)</td><td>251</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Architecte de la technologie (services de terminal) (niveau 2)</td><td>126</td></tr> <tr> <td>5</td><td>Architecte de la technologie (intégreteur) (niveau 3)</td><td>251</td></tr> <tr> <td>6</td><td>Architecte de la technologie (génie) (niveau 2)</td><td>786</td></tr> <tr> <td>7</td><td>Architecte de la technologie (génie) (niveau 3)</td><td>126</td></tr> <tr> <td>8</td><td>Testeur (niveau 2)</td><td>1320</td></tr> <tr> <td>9</td><td>Testeur (niveau 3)</td><td>786</td></tr> <tr> <td>10</td><td>Architecte d'applications et de logiciels (niveau 3)</td><td>660</td></tr> </tbody> </table> <p>Toutes les ressources fournies ont achevé, pour chaque catégorie de ressources, au moins 50 % des tâches pour chaque catégorie énumérée dans la section 5.3 de l'annexe B (EDT).</p>	#	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables par catégorie	1	Architecte de la GI (niveau 3)	251	2	Administrateur de base de données (niveau 3)	1069	3	Modélisateur de données / Modélisateur en GI (niveau 3)	251	4	Architecte de la technologie (services de terminal) (niveau 2)	126	5	Architecte de la technologie (intégreteur) (niveau 3)	251	6	Architecte de la technologie (génie) (niveau 2)	786	7	Architecte de la technologie (génie) (niveau 3)	126	8	Testeur (niveau 2)	1320	9	Testeur (niveau 3)	786	10	Architecte d'applications et de logiciels (niveau 3)	660	
#	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables par catégorie																																	
1	Architecte de la GI (niveau 3)	251																																	
2	Administrateur de base de données (niveau 3)	1069																																	
3	Modélisateur de données / Modélisateur en GI (niveau 3)	251																																	
4	Architecte de la technologie (services de terminal) (niveau 2)	126																																	
5	Architecte de la technologie (intégreteur) (niveau 3)	251																																	
6	Architecte de la technologie (génie) (niveau 2)	786																																	
7	Architecte de la technologie (génie) (niveau 3)	126																																	
8	Testeur (niveau 2)	1320																																	
9	Testeur (niveau 3)	786																																	
10	Architecte d'applications et de logiciels (niveau 3)	660																																	

2.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE COTÉES

			RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE																																																													
N ^O DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAX DE PTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)																																																												
C1	<p>Le soumissionnaire devrait démontrer son expérience de jours facturables supérieurs au minimum de jours facturables par catégorie à l'exigence O2.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="5">EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION</th></tr> <tr> <th colspan="5">JOURS FACTURABLES</th></tr> <tr> <th>Catégorie</th><th>(A) Total du soumissionnaire</th><th>(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2</th><th>(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2</th><th>(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100</th></tr> <tr> <td></td><td>App A et p.j. B</td><td></td><td>(C) = (A) - (B)</td><td>(D) = (C) / (B) * 100</td></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Architecte de la technologie (niveau 3)</td><td>1 500</td><td>1 000</td><td>500</td><td>50</td></tr> <tr> <td>Analyste de systèmes (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Rédacteur technique (niveau 3)</td><td>1 000</td><td>400</td><td>600</td><td>150</td></tr> <tr> <td>Analyste des activités (niveau 3)</td><td>1 200</td><td>1 000</td><td>200</td><td>20</td></tr> <tr> <td>Administrateur de projets (niveau 3)</td><td>900</td><td>400</td><td>500</td><td>125</td></tr> <tr> <td>Coordonnateur de projet (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Gestionnaire de projet (niveau 3)</td><td>2 200</td><td>1 000</td><td>1 200</td><td>120</td></tr> <tr> <td colspan="4">COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7</td><td>95</td></tr> </tbody> </table>	EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION					JOURS FACTURABLES					Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100		App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100	Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50	Analyste de systèmes (niveau 3)	800	400	400	100	Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150	Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20	Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125	Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100	Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120	COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95	100	<p>Le « total de jours facturables » du soumissionnaire qui est fourni en réponse au critère O2 servira à évaluer ce critère.</p> <p>Le soumissionnaire se verra décerner des points tel qu'il est montré dans l'exemple de scénario d'évaluation du côté gauche.</p> <p>Dans cet exemple, le soumissionnaire recevrait 95 points sur une possibilité de 100 points.</p>	
EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION																																																																
JOURS FACTURABLES																																																																
Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100																																																												
	App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100																																																												
Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50																																																												
Analyste de systèmes (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150																																																												
Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20																																																												
Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125																																																												
Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120																																																												
COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95																																																												
	MAXIMUM DE POINTS DISPONIBLES	100																																																														
	MINIMUM DE POINTS REQUIS	60																																																														
	NOTE TECHNIQUE TOTALE DÉCERNÉS																																																															
POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE RECEVABLE, LE SOUMISSIONNAIRE DOIT OBTENIR UN MINIMUM DE 60 POINTS.																																																																

VOLET 7 : SERVICES D'ENTREPRISE ET COMMUNS

3.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE OBLIGATOIRES

		RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE
N ^O DE L'ÉLÉMENT	EXIGENCE OBLIGATOIRE	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)
O1	<p>Le soumissionnaire doit s'être vu octroyer au moins cinq contrats de services professionnels en informatique*, dont trois pour un client gouvernemental**. Chacun de ces contrats doit avoir eu une valeur contractuelle minimale de 1 M\$ et avoir été octroyé au cours des cinq dernières années.</p> <p>Le soumissionnaire doit présenter, pour chaque contrat, ce qui suit :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) factures (mentionnant un numéro de série de contrat ou un autre identificateur unique de contrat) montrant que le soumissionnaire a fourni et facturé à un client (avec lequel il n'a pas de lien de dépendance) de tels services de l'ordre de 1 M\$; 2) le nom, le numéro de téléphone et, si elle est disponible, l'adresse de courriel d'une personne ressource du client qui a reçu chaque facture présentée conformément au paragraphe 1) ci-dessus, afin que le Canada puisse vérifier tout renseignement fourni par le soumissionnaire. <p>Les définitions suivantes s'appliquent à l'évaluation des soumissions.</p> <p>*Les services professionnels en informatique sont des services professionnels fournis par le soumissionnaire à l'appui d'un projet ou contrat de technologie de l'information ou de gestion de l'information.</p> <p>**Un client gouvernemental est un client d'un gouvernement fédéral, provincial ou territorial ou d'une administration municipale du Canada; il s'agit également d'un ministère, d'un établissement public, d'un organisme, d'une société d'État ou de toute entité décrite dans la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.</p>	

O2	<p>Le soumissionnaire doit avoir démontré une expérience contractuelle de fourniture dans toutes les catégories de ressources suivantes, pendant le nombre minimal requis de jours facturables par catégorie, dans la même période de 36 mois au cours des cinq dernières années. Les services fournis doivent l'avoir été dans le cadre de cinq contrats, tout au plus.</p> <p>* Les soumissionnaires doivent remplir l'appendice A et l'appendice B de la pièce jointe B pour chaque catégorie de ressources.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th>#</th><th>Catégorie de ressources</th><th>Minimum de jours facturables par catégorie</th></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>1</td><td>Architecte d'applications et de logiciels (niveau 3)</td><td>1 854</td></tr> <tr> <td>2</td><td>Programmeur-analyste (JAVA) (niveau 3)</td><td>1 320</td></tr> <tr> <td>3</td><td>Programmeur-analyste (JAVA) (niveau 2)</td><td>5 280</td></tr> <tr> <td>4</td><td>Programmeur-analyste (COBOL) (niveau 3)</td><td>3 960</td></tr> <tr> <td>5</td><td>Analyste de systèmes (niveau 3)</td><td>1 320</td></tr> <tr> <td>6</td><td>Analyste de systèmes (niveau 2)</td><td>2 389</td></tr> <tr> <td>7</td><td>Analyste de systèmes (COBOL) (niveau 3)</td><td>1 320</td></tr> </tbody> </table> <p>Toutes les ressources fournies ont achevé, pour chaque catégorie de ressources, au moins 50 % des tâches propres à la catégorie, lesquelles sont exposées en détail dans la section 5.3 de l'annexe B (EDT).</p>	#	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables par catégorie	1	Architecte d'applications et de logiciels (niveau 3)	1 854	2	Programmeur-analyste (JAVA) (niveau 3)	1 320	3	Programmeur-analyste (JAVA) (niveau 2)	5 280	4	Programmeur-analyste (COBOL) (niveau 3)	3 960	5	Analyste de systèmes (niveau 3)	1 320	6	Analyste de systèmes (niveau 2)	2 389	7	Analyste de systèmes (COBOL) (niveau 3)	1 320	
#	Catégorie de ressources	Minimum de jours facturables par catégorie																								
1	Architecte d'applications et de logiciels (niveau 3)	1 854																								
2	Programmeur-analyste (JAVA) (niveau 3)	1 320																								
3	Programmeur-analyste (JAVA) (niveau 2)	5 280																								
4	Programmeur-analyste (COBOL) (niveau 3)	3 960																								
5	Analyste de systèmes (niveau 3)	1 320																								
6	Analyste de systèmes (niveau 2)	2 389																								
7	Analyste de systèmes (COBOL) (niveau 3)	1 320																								

4.0 EXIGENCES D'ENTREPRISE COTÉES

			RÉPONSE DU SOUMISSIONNAIRE																																																													
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAX DE PTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (LES SOUMISSIONNAIRES DOIVENT INSÉRER LES DONNÉES)																																																												
C1	<p>Le soumissionnaire devrait démontrer son expérience de jours facturables supérieurs au minimum de jours facturables par catégorie à l'exigence O2.</p> <table border="1"> <thead> <tr> <th colspan="5">EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION</th></tr> <tr> <th colspan="5">JOURS FACTURABLES</th></tr> <tr> <th>Catégorie</th><th>(A) Total du soumissionnaire</th><th>(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2</th><th>(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2</th><th>(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100</th></tr> <tr> <td></td><td>App A et p.j. B</td><td></td><td>(C) = (A) - (B)</td><td>(D) = (C) / (B) * 100</td></tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Architecte de la technologie (niveau 3)</td><td>1 500</td><td>1 000</td><td>500</td><td>50</td></tr> <tr> <td>Analyste de système (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Rédacteur technique (niveau 3)</td><td>1 000</td><td>400</td><td>600</td><td>150</td></tr> <tr> <td>Analyste des activités (niveau 3)</td><td>1 200</td><td>1 000</td><td>200</td><td>20</td></tr> <tr> <td>Administrateur de projets (niveau 3)</td><td>900</td><td>400</td><td>500</td><td>125</td></tr> <tr> <td>Coordonnateur de projet (niveau 3)</td><td>800</td><td>400</td><td>400</td><td>100</td></tr> <tr> <td>Gestionnaire de projet (niveau 3)</td><td>2 200</td><td>1 000</td><td>1 200</td><td>120</td></tr> <tr> <td colspan="4">COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7</td><td>95</td></tr> </tbody> </table>	EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION					JOURS FACTURABLES					Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100		App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100	Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50	Analyste de système (niveau 3)	800	400	400	100	Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150	Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20	Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125	Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100	Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120	COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95	100	<p>Le « total de jours facturables » du soumissionnaire qui est fourni en réponse au critère O2 servira à évaluer ce critère.</p> <p>Le soumissionnaire se verra décerner des points tel qu'il est montré dans l'exemple de scénario d'évaluation du côté gauche.</p> <p>Dans cet exemple, le soumissionnaire recevrait 95 points sur une possibilité de 100 points.</p>	
EXEMPLE DE SCÉNARIO D'ÉVALUATION																																																																
JOURS FACTURABLES																																																																
Catégorie	(A) Total du soumissionnaire	(B) Minimum de jours facturables indiqué à l'exigence O2	(C) Jours facturables supérieurs à la valeur indiquée à l'exigence O2	(D) Augmentation du pourcentage du soumissionnaire jusqu'à un maximum de 100																																																												
	App A et p.j. B		(C) = (A) - (B)	(D) = (C) / (B) * 100																																																												
Architecte de la technologie (niveau 3)	1 500	1 000	500	50																																																												
Analyste de système (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Rédacteur technique (niveau 3)	1 000	400	600	150																																																												
Analyste des activités (niveau 3)	1 200	1 000	200	20																																																												
Administrateur de projets (niveau 3)	900	400	500	125																																																												
Coordonnateur de projet (niveau 3)	800	400	400	100																																																												
Gestionnaire de projet (niveau 3)	2 200	1 000	1 200	120																																																												
COTE DU SOUMISSIONNAIRE = SOMME DE (D) POUR LES 7 CATÉGORIES / 7				95																																																												
	MAXIMUM DE POINTS DISPONIBLES	100																																																														
	MINIMUM DE POINTS REQUIS	60																																																														
	NOTE TECHNIQUE TOTALE DÉCERNÉS																																																															
POUR QUE SA SOUMISSION SOIT JUGÉE RECEVABLE, LE SOUMISSIONNAIRE DOIT OBTENIR UN MINIMUM DE 60 POINTS.																																																																

APPENDICE A DE LA PIÈCE JOINTE B

TABLEAU DE RÉPONSE SUR LES JOURS FACTURABLES DE LA DEMANDE DE PROPOSITIONS

En fournissant une réponse, le soumissionnaire atteste que les jours facturables mentionnés ont eu lieu au cours de la période de facturation indiquée ci-dessus pour toutes les catégories de ressources énumérées.

Nom du soumissionnaire : _____

Période de facturation (36 mois consécutifs) du ____/____/____ au ____/____/____
(JJ-MM-AAAA) (JJ-MM-AAAA)

VOLET 1 – ARCHITECTURE DE PROJET

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NOMBRE DE JOURS FACTURABLES					Total
	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	
Architecte d'application et de logiciel (niveau 3)						
Analyste de système (niveau 3)						
Architecte Web(niveau 3)						
Architecte d'affaires (niveau 3)						
Architecte de la GI (niveau 3)						
Architecte de la technologie (niveau 3)						
Architecte-conseil de l'organisation (niveau 3)						
Rédacteur technique (niveau 3)						

Nom du soumissionnaire : _____

Période de facturation (36 mois consécutifs) du ____/____/____ au ____/____/____
(JJ-MM-AAAA) (JJ-MM-AAAA)

VOLET 2 – SAP

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NOMBRE DE JOURS FACTURABLES					Total
	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	
Architecte d'application et de logiciel (niveau 3)						
Analyste fonctionnel PGI (analyste de Solution Manager) (niveau 2)						
Analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) (niveau 2)						
Programmeur-analyste PGI (ABAP) (niveau 2)						
Analyste fonctionnel PGI (niveau 2)						
Analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) (niveau 3)						

Nom du soumissionnaire : _____

Période de facturation (36 mois consécutifs) du ____/____/____ au ____/____/____
(JJ-MM-AAAA) (JJ-MM-AAAA)

VOLET 3 – GESTION DE PROJET

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NOMBRE DE JOURS FACTURABLES					Total
	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	
Coordonnateur de projet (niveau 3)						
Gestionnaire de projet (niveau 3)						
Gestionnaire de projet (niveau 2)						

Nom du soumissionnaire : _____

Période de facturation (36 mois consécutifs) du ____/____/____ au ____/____/____
(JJ-MM-AAAA) (JJ-MM-AAAA)

VOLET 4 – RÉSEAU

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NOMBRE DE JOURS FACTURABLES					Total
	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	
Spécialiste, service de dépannage (niveau 1)						
Spécialiste, service de dépannage (niveau 2)						
Spécialiste, soutien des opérations (niveau 1)						
Spécialiste, soutien des opérations (niveau 2)						
Analyste de réseau (niveau 2)						

Nom du soumissionnaire : _____

Période de facturation (36 mois consécutifs) du ____/____/____ au ____/____/____
(JJ-MM-AAAA) (JJ-MM-AAAA)

VOLET 5 – ACTIVITÉS

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NOMBRE DE JOURS FACTURABLES					Total
	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	
Analyste des activités (niveau 3)						
Conseiller d'affaires (niveau 3)						
Conseiller en RO (niveau 3)						
Conseiller en gestion du changement (niveau 3)						

Nom du soumissionnaire : _____

Période de facturation (36 mois consécutifs) du ____/____/____ au ____/____/____
(JJ-MM-AAAA) (JJ-MM-AAAA)

VOLET 6 – INFRASTRUCTURE

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NOMBRE DE JOURS FACTURABLES					Total
	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	
Architecte de la GI (niveau 3)						
Administrateur de base de données (niveau 3)						
Modélisateur de données / Modélisateur en GI (niveau 3)						
Architecte de la technologie (virtualisation) (niveau 2)						
Architecte de la technologie (intégrateur) (niveau 3)						
Architecte de la technologie (génie) (niveau 2)						
Architecte de la technologie (génie) (niveau 3)						

Nom du soumissionnaire : _____

Période de facturation (36 mois consécutifs) du ____/____/____ au ____/____/____
(JJ-MM-AAAA) (JJ-MM-AAAA)

VOLET 7 – SERVICES D'ENTREPRISE ET COMMUNS

CATÉGORIE DE RESSOURCES	NOMBRE DE JOURS FACTURABLES					Total
	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	Renvoi au n° de référence de contrat	
Architecte d'applications et de logiciels (niveau 3)						
Programmeur-analyste (JAVA) (niveau 3)						
Programmeur-analyste (JAVA) (niveau 2)						
Programmeur-analyste (COBOL) (niveau 3)						
Analyste de systèmes (JAVA) (niveau 3)						
Analyste de systèmes (niveau 2)						
Analyste de systèmes (COBOL) (niveau 3)						
Testeur (niveau 2)						
Testeur (niveau 3)						

APPENDICE B DE LA PIÈCE JOINTE B

FORMULAIRE DE RÉFÉRENCE DES RESSOURCES

Afin de respecter l'exigence 1.0 O2 de la pièce jointe B pour chaque volet, le doit avoir démontré une expérience contractuelle de fourniture dans toutes les catégories de ressources décrites à l'exigence O2 pour chaque volet, et ce, dans la même période de 36 mois au cours des cinq dernières années. Les services fournis doivent l'avoir été dans le cadre de cinq contrats, tout au plus. Toutes les ressources fournies doivent avoir achevé au moins 50 % des tâches exposées en détail dans la section 5.3 de l'annexe B (EDT), pour la catégorie de ressources dans laquelle elles ont été fournies.

Nom du soumissionnaire : _____

N° de référence du contrat du soumissionnaire : _____

SECTION 1 : RENSEIGNEMENTS SUR LE CLIENT

Client gouvernemental (Oui ou Non)

Nom de l'organisation cliente

Adresse

Nom du client de référence

Téléphone

Télécopieur

Courriel

SECTION 2 : RENSEIGNEMENTS SUR LE CONTRAT

Valeur du contrat

Date d'octroi

Date d'expiration

Titre et description du contrat :

SECTION 3 : DÉTAILS CONCERNANT LES RESSOURCES

Catégorie de personnel et niveau

Tâches exécutées dans le cadre du contrat et renvoi à chaque tâche précise associée à l'EDT

ANNEXE B

ÉNONCÉ DES TRAVAUX

1.0 TITRE

- 1.1 Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) – Chaîne d'approvisionnement des services de TI

2.0 CONTEXTE

- 2.1 L'ASFC est responsable de fournir des services frontaliers intégrés qui soutiennent les priorités en matière de sécurité nationale et de sûreté publique et qui facilitent la libre circulation des personnes et des marchandises, y compris les animaux et les végétaux qui répondent à toutes les exigences prévues par les lois qu'elle administre. Dans le cadre de ce mandat, l'ASFC rend possible une gestion efficace et efficiente de la frontière par la conception, l'élaboration, la mise en œuvre, la prestation et l'application de solutions scientifiques et de technologies novatrices visant à aborder les grands problèmes auxquels la gestion de la frontière d'aujourd'hui et de l'avenir fait face.

- 2.2 L'ASFC assure une gestion efficace de la frontière canadienne par l'élaboration, l'application et la surveillance stratégiques des services de technologie de l'information (TI) et de gestion de l'information (GI). Les services de TI intégrés sont administrés dans l'ensemble du Canada, y compris à l'Administration centrale et dans sept emplacements régionaux : l'Atlantique, le Québec, la région du Grand Toronto, le Nord de l'Ontario, le Sud de l'Ontario, les Prairies et le Pacifique.

Afin de gérer de façon optimale les programmes, la maturité organisationnelle et l'excellence opérationnelle, la Direction générale de l'information, des sciences et de la technologie (DGIST) de l'ASFC assure une expertise technique afin de faire avancer la gestion de l'information; met en place l'architecture d'entreprise ainsi que l'infrastructure et les solutions de la TI et assure la gestion de la planification et du portefeuille. Entre autres facettes, la DGIST assure un leadership technologique relatif à un portefeuille durable d'applications opérationnelles à l'appui des priorités stratégiques de l'ASFC. Elle veille à la livraison efficace des produits, applications et services technologiques de manière à répondre aux besoins opérationnels, et ce, tout en garantissant l'intégrité et la disponibilité de toute l'infrastructure technologique.

- 2.3 Le 4 février 2011, le premier ministre du Canada et le président des États-Unis ont rendu publique une déclaration appelée « Par-delà la frontière : une vision commune de la sécurité du périmètre et de la compétitivité économique », aussi appelée la « déclaration ». Cette déclaration établissait un nouveau partenariat à long terme qui s'articule autour d'une approche de la sécurité et de la compétitivité économique qui repose sur le périmètre commun. Cela signifie que nous allons travailler ensemble, non seulement à la frontière, mais également « par-delà la frontière » afin de renforcer notre sécurité et d'accélérer la circulation légitime des personnes, des biens et des services. Pour atteindre ce but, les dirigeants ont demandé que soit élaboré un plan d'action commun.

- 2.4 L'ASFC entend combler un besoin de services de soutien de spécialiste professionnel en informatique et des produits livrables qui y sont associés; ces services et produits livrables, tels qu'ils sont énumérés dans la section 6.0 ci-dessous, sont collectivement appelés « services ». Les services soutiendront les projets et les initiatives de programme qui se rapportent à la déclaration, incluant ceux qui sont énumérés dans la section 5.0 ci-dessous.

3.0 OBJECTIF

- 3.1 L'entrepreneur doit fournir les services à l'appui des exigences opérationnelles et technologiques de l'ASFC dans le cadre du mandat de celle-ci, et ce, en veillant à maintenir les exigences opérationnelles et que les ressources et les ensembles de compétences disponibles soient complétés. Des avancées techniques sont nécessaires à la gestion d'activités comme l'évaluation des risques et le renseignement, les programmes de confiance, les points d'entrée, les enquêtes criminelles et l'exécution en matière d'immigration, les échanges et les recours. En conséquence, l'ASFC a besoin des services pour jusqu'à concurrence de sept volets de travail à divers niveaux afin de compléter la capacité interne.
- 3.2 Les services sont nécessaires pour soutenir les priorités stratégiques et les exigences technologiques de l'ASFC et pour assurer une évolution positive de la gestion efficace de la frontière. L'ASFC étant une organisation multidisciplinaire, les changements technologiques ont de fortes répercussions sur ses programmes, ses projets et ses autres opérations. L'entrepreneur doit être outillé de manière à assurer une expertise technique à l'appui non seulement des initiatives actuelles, mais aussi des entreprises et des transitions futures.

4.0 ENVIRONNEMENT OPÉRATIONNEL ET TECHNIQUE

4.1 Environnement opérationnel

- 4.1.1 Les heures de travail normales de l'ASFC sont du lundi au vendredi, de 7 h à 18 h, heure de l'Est (journée de travail normale).
- 4.1.2 L'entrepreneur doit fournir les services dans la journée normale de travail de l'ASFC, telle qu'elle est indiquée ci-dessus, devant à l'occasion fournir les services à l'extérieur de la journée normale de travail, tel qu'il est précisé dans toute autorisation de tâche (AT) résultante.
- 4.1.3 **Travaux effectués à l'extérieur des heures d'une journée normale de travail**
- a) Tous les membres du personnel proposés doivent être prêts à travailler à l'extérieur des heures normales de bureau pour la durée du contrat.
 - b) Le responsable technique avisera l'entrepreneur dès que possible de toute heure supplémentaire exigée. Toutes les heures supplémentaires doivent être approuvées au préalable par l'autorité technique.
 - c) Les taux quotidiens versés en contrepartie de travaux effectués à l'extérieur des heures d'une journée normale de travail seront les mêmes que les taux quotidiens indiqués à l'annexe A.

- d) Dans certaines circonstances particulières, les ressources de l'entrepreneur doivent être prêtes (sur demande) à être rappelées au travail, à l'extérieur de la journée normale de travail, au taux quotidien normal, selon ce qui est établi dans le contrat.
- e) L'autorité technique avisera l'entrepreneur dès que possible de toute exigence de travail sur demande et de sa durée. Tous les travaux sur demande doivent être approuvés au préalable par l'autorité technique.
- f) Les taux quotidiens versés pour les heures réelles de travaux sur demande effectués seront les mêmes que les taux quotidiens indiqués à l'annexe A. L'entrepreneur ne sera pas payé pour les heures réelles de période d'attente de travail sur demande (temps d'attente), mais on lui paiera l'équivalent d'un taux initial minimal de 3 heures pour des travaux sur demande approuvés par l'autorité technique.

4.2 Environnement technique

- 4.2.1 L'entrepreneur fournira les services conformément aux logiciels d'exploitation bureautique standards de l'ASFC, qui consistent actuellement en la suite Microsoft Office (y compris Word, Excel et PowerPoint).
- 4.2.2 Tous les produits livrables fournis par l'entrepreneur seront intégrés à l'environnement technique et opérationnel de l'ASFC, selon les précisions de cette dernière.
- 4.2.3 L'environnement technique de l'ASFC consiste en plusieurs technologies qui comprennent, sans toutefois s'y limiter, les suivantes.
 - JAVA sur le système d'exploitation IBM Z, sur le serveur SUN Solaris ou sur Microsoft Server
 - COBOL sur le système d'exploitation IBM Z Mainframe
 - DB2 and Sybase RDBMS/ IBM DB2 on z/OS (version 8 or more), Sybase on RDMS
 - IBM Rational Software Architect
 - WebSphere
 - IBM Websphere Application Server sur zOS (version 6 ou plus récente)
 - IBM Websphere Test Environment (version 6 ou plus récente)
 - IBM Websphere MQ sur zOS (version 6 ou plus récente)
 - CVS NT
 - Module d'extension d'IBM pour HTTP
 - HTTPS (SSL)
 - Wily Introscope
 - Oracle WebLogic
 - Fichiers de stratégie JAVA
 - ACSII à EBCDIC (pages de codes)
 - CA Siteminder
 - CTG (CICS Transaction Gateway)
 - Microsoft C++
 - Services Web RESTFUL
 - Échange de données informatisé (EDI) – MQ Series
 - SAP ECC 6.0
 - SAP Convergent Invoicing
 - SAP NetWeaver Portal

- Financial Sector Collection and Disbursement
- Public Sector Records Management
- Public Sector Collection Disbursement (PSCD)
- External Community Members
- Debt Recovery Management
- SAP Convergent Invoicing
- Debt Recovery Management
- Business Rule Framework (BRF) and SAP NetWeaver Business
- Management SAP NetWeaver BRM pour ABAP
- Rules Financial Accounting (FI)
- Controlling (CO)
- Sales and Distribution (SD)
- Smart Form
- JavaScript
- XML
- Suite Microsoft Office
- ADOBE Acrobat Professionnal
- Solution Manager
- Utilisateur de CRM (marketing, ventes et service, traitement en centre des interactions)
- Property Tax
- FSCM (Biller Direct, Dispute et Credit Management)
- TPOS – Taxpayer Online Services
- ERP 6.0 + current enhancement package
- Impromptu
- Oracle
- Visio
- PBWin
- Oracle CASE
- Rational Rose
- RUP
- IBM DB2
- Outil de modélisation de données ERWin
- Sécurité et authentification renforcées à deux facteurs
- Plate-forme STS de Microsoft fondée sur des extensions Citrix
- Pilotes logiciels de carte à puce
- Migrations vers EDS (Entrust Desktop Security) d'Entrust et ESP (Entrust Service Provider)
- Latence
- Migration de cartes, certificats
- Utilisation de cartes à l'aide de vieilles et nouvelles versions de logiciels
- Authentification aux fins d'accès des applications
- Fonctions de chiffrement et de déchiffrement
- Client ICA
- Menu « démarrage » du poste de travail
- Bureau virtuel
- Environnement virtuel
- Chaînes virtuelles en série
- Appareils et périphériques branchés localement, y compris les pilotes
- Magasins CAPI et cache distante
- DNS et routage réseau

- Accès à distance protégé
- Active Directory et Objet Stratégie de groupe
- Oracle Solaris
- Microsoft PowerPoint, Visio, Word, Excel, Internet Explorer, Windows 2000 et XP, plate-forme Microsoft Terminal Services, extensions Citrix
- HP Quick Test Professional
- HP Quality Center
- Formats de message Edifact des É.-U. et de l'ONU pour l'IPV qui se rapportent à l'industrie du transport aérien
- HTML
- IBM DB2
- J2EE
- Java
- Microsoft Access
- Microsoft SQL
- Message Queue (anciennement MQ Series)
- Développement d'applications de la plate-forme mobile sur .NET
- Netron/CAP
- Formats DP (dossier partager) qui se rapportent à l'industrie du transport aérien
- PowerBuilder Rational Rose
- RSA (Rational Software Architect)
- XML
- WSAD (WebSphere Studio Application Development)
- MIL-STD-498
- Systèmes de traitement des transactions
- Systèmes d'évaluation des risques
- Systèmes de portail
- Services Web

4.2.4 L'environnement technique futur de l'ASFC peut comprendre les autres technologies suivantes.

- a) Web Access Manager (WAM) et les technologies intégrées connexes
- b) Java sur UNIX avec Servlets; Oracle Portal sur UNIX avec des portlets conformes JSR168
- c) COBOL sur le système d'exploitation IMB Z Mainframe
- d) Produits logiciels commerciaux personnalisés d'acquisition de données pour des éléments comme la traduction de données et la qualité des données
- e) Produits logiciels commerciaux de soutien à la clientèle
- f) Divers autres produits commerciaux comme le moteur des règles administratives, la reconnaissance vocale intégrée et la technologie du transpondeur.

5.0 PORTÉE DES TRAVAUX

5.1 L'entrepreneur doit, « au fur et à mesure des besoins » et tel qu'il est décrit dans tout formulaire d'AT entièrement exécuté, fournir les services à la satisfaction de l'ASFC.

On peut faire appel aux ressources pour exécuter n'importe quelle combinaison des tâches indiquées dans la section 5.3 ci-dessous.

Les services offerts par l'entrepreneur à l'appui des initiatives de programme et des projets relatifs à la déclaration comprendront un soutien technologique visant à maintenir les exigences opérationnelles, les activités de gestion des ressources humaines, les affaires corporatives, les activités relatives à la fonction de contrôleur, les programmes de l'ASFC et le développement de projet.

L'entrepreneur doit stocker dans le référentiel d'ASFC tous les documents techniques et de recherche recueillis ou produits au cours de la prestation des services.

- 5.2 Les principales initiatives de programme à soutenir comprennent, sans toutefois s'y limiter, Manifeste électronique, Par-delà la frontière, la Modernisation des opérations postales, la Gestion des cotisations et des recettes de l'ASFC (GCRA), les Mesures de réforme du système de protection des réfugiés, le Grand livre des comptes clients et le Guichet unique avec les AMG.

En plus de ces initiatives de programme, d'autres initiatives de programme pouvant être en lien avec la déclaration, comprennent, sans toutefois s'y limiter :

- ▷ Administration et gestion de base de données et de données
- ▷ Recherche et développement liés au nouveau matériel et aux nouveaux logiciels informatiques
- ▷ Gestion des lancements et du changement pour les applications et l'infrastructure de la TI
- ▷ Soutien de bureau client
- ▷ Soutien de la production
- ▷ Maintenance et amélioration de système
- ▷ Essai d'application et de système
- ▷ Initiatives de programme relatives à l'informatique
- ▷ Initiatives de programmes relatives au renseignement d'entreprise
- ▷ Initiatives de programme relatives à l'entrepôt de données
- ▷ Conception et mise en œuvre de solutions
- ▷ Intégration, développement, maintenance et mise en œuvre de systèmes
- ▷ Intégration des affaires électroniques et solutions de portails électroniques
- ▷ Architecture d'entreprise, d'activités, de solutions, d'information et de sécurité
- ▷ Gestion de l'information et des documents
- ▷ Gestion de la qualité
- ▷ Changement et gestion de l'infrastructure
- ▷ Gestion de la configuration
- ▷ Déploiement et gestion de site
- ▷ Services de réseau local et développement de réseaux sécurisés
- ▷ Gestion des systèmes existants
- ▷ Gestion et réalisation de projets
- ▷ Gestion de la capacité
- ▷ Initiatives de transmission de données « juste à temps »
- ▷ Correctifs à la suite de pannes de système
- ▷ Initiative de capacité à l'échelle de l'entreprise

Les projets de l'ASFC qui peuvent soutenir la déclaration comprennent, sans toutefois s'y limiter, les suivants.

Initiative du guichet unique	Abbotsford-Huntingdon (AH)	Déplacement du port d'entrée temporaire de Cornwall	Évaluation des tarifs et des risques liés à la taxe de vente harmonisée (TVH)
Information préalable sur les voyageurs/Dossier du passager (IPV/DP)	Projet des petits ports du Manitoba	Projet de mise en œuvre du programme national de ciblage (PMOPNC)	Planification des quarts
Manifeste électronique	Pacific Highway	Reprise du centre de données (RCD)	Armement
Initiative de modernisation des opérations postales	Beaver Creek	Préalables en matière de TI	Gestion des cotisations et des recettes de l'ASFC (GCRA)
Projet de biométrie pour les résidents temporaires (PBRT)	Lacolle	Système de gestion d'incidents et de déclaration (SGID)	Par-delà la frontière
Mesures de réforme du système de protection des réfugiés	Rigaud	Suivi de la correspondance	
Contrôle frontalier automatisé (CFA)	Prescott	Système de gestion du contenu des recours (SGCR)	
Communications sécurisées	Grand livre des comptes clients (GLCC)	Projet de transition sécurisée des systèmes	
Remplacement des postes de déclaration pour voyageurs dignes de confiance	Jumelage des agents	Programme de gestion de l'information	
Kingsgate	Analyse du risque professionnel 3	Système de gestion de l'information environnementale (SGIE)	

5.2 Au moment de fournir les ressources, l'entrepreneur doit fournir ce qui suit :

- a) une seule ressource destinée à travailler de façon indépendante;
- b) une seule ressource faisant partie ou dirigeant une équipe;
- c) un groupe de ressources agissant à titre d'équipe;
- d) un groupe de ressources destinées à compléter une équipe;
- e) de multiples ressources offrant toute combinaison des éléments ci-dessus.

5.3 Catégories de ressources et tâches

VOLET 1 – Architecture de projet

5.3.1 L'architecte d'applications et de systèmes – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.1.1 Développer des architectures techniques, des cadres et des stratégies pour une organisation ou pour une zone d'application majeure dans le but de répondre aux exigences opérationnelles et des applications.
- 5.3.1.2 Analyser et évaluer les solutions technologiques de rechange afin de résoudre les problèmes opérationnels.
- 5.3.1.3 Veiller à l'intégration de toutes les facettes des solutions technologiques.
- 5.3.1.4 Analyser les exigences fonctionnelles afin de déterminer les flux de l'information, des procédures et des décisions.
- 5.3.1.5 Évaluer les procédures et méthodes existantes, cerner et décrire le contenu, la structure et les sous-systèmes d'applications des bases de données et développer un dictionnaire de données.
- 5.3.1.6 Définir et décrire les interfaces entre les opérations manuelles et automatisées au sein des sous-systèmes d'applications, les interfaces avec les systèmes externes et les interfaces entre les systèmes nouveaux et existants.
- 5.3.1.7 Définir les sources d'entrée et de sortie, y compris un plan détaillé pour la phase de conception technique, et obtenir l'approbation de la proposition de système.
- 5.3.1.8 Effectuer une analyse visant à définir la fonctionnalité du système à l'aide du Unified Modeling Language (UML).
- 5.3.1.9 Analyser et soutenir le développement dans une fonctionnalité intégrée axée sur l'exécution de l'évaluation des risques et sur l'adhésion à cette dernière.
- 5.3.1.10 Interagir avec l'autre équipe et coordonner les activités avec celle-ci afin de veiller à l'obtention réussie des résultats attendus.
- 5.3.1.11 Diriger et animer des séances sur l'architecture et la conception des applications conjointes.

5.3.2 L'analyste de système – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.2.1 Élaborer des documents relatifs aux exigences, à la faisabilité, au coût, à la conception et aux spécifications des systèmes.
- 5.3.2.2 Mettre en œuvre des systèmes à l'appui des projets, des services, des organisations ou des activités.

- 5.3.2.3 Traduire les exigences opérationnelles en conception et spécifications de systèmes.
- 5.3.2.4 Analyser et recommander des solutions de rechange et des options pour les solutions.
- 5.3.2.5 Élaborer les spécifications techniques relatives au développement, à la conception et à la mise en œuvre des systèmes.

5.3.3 L'architecte Web (chercheur de produits conviviaux) – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.3.1 Effectuer un essai unitaire du code avant de le lancer aux fins d'essai d'intégration.
- 5.3.3.2 Surveiller la nécessité de changements architecturaux à mesure que le projet évolue.
- 5.3.3.3 Élaborer des plans d'essai pour tester le système.
- 5.3.3.4 S'assurer que les fonctionnalités ont été mises en œuvre conformément aux spécifications.
- 5.3.3.5 Élaborer un plan d'après-mise en œuvre pour surveiller et suivre la stabilité de l'architecture.
- 5.3.3.6 Conception expérimentale
- 5.3.3.7 Responsable de la collecte, de l'examen, de la réduction, de la manipulation et de l'interprétation de données quantitatives dans le but d'en découvrir les causes, les modèles, la relation et les tendances sous-jacentes.
- 5.3.3.8 Établir les profils d'utilisateur; tenir compte des besoins, des buts, des valeurs, des attentes et des habitudes des utilisateurs et former des groupes d'utilisateurs bien cernés.
- 5.3.3.9 Effectuer une analyse du public; cela comprendrait une compréhension du groupe d'utilisateurs qui est visé par la conception. Cela inclurait les publics, les données démographiques, l'emplacement physique, la quantité de temps dont on dispose pour visionner la conception et l'intérêt à l'égard du sujet.
- 5.3.3.10 Effectuer une analyse des tâches : ce qu'un utilisateur doit faire sur le plan des actions et/ou des processus cognitifs pour réaliser une tâche.
- 5.3.3.11 Préparer des scénarios axés sur des profils et des personas d'utilisateurs et y inclure des descriptions de tâches d'utilisateur courantes.

5.3.4 L'architecte d'affaires – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.4.1 Élaborer des politiques et des règles qui permettent à une organisation de s'acquitter de son mandat et de ses responsabilités fonctionnelles et qui gouvernent les capacités actuelles et prévues de l'organisation sur le plan des ordinateurs, des données, des renseignements, des ressources humaines, des installations de communications, des logiciels et des responsabilités de gestion.
- 5.3.4.2 Élaborer les spécifications visant à expliquer où, comment et pourquoi les diverses composantes organisationnelles

s'agencent comme elles le font et en quoi elles soutiennent le mandat de l'organisation.

5.3.5 L'architecte de la gestion de l'information – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.5.1 Analyser les capacités et les exigences actuelles, développer des cadres modifiés et recommander des secteurs en vue d'améliorer les capacités et l'intégration.
- 5.3.5.2 Élaborer et consigner des énoncés des exigences détaillés.
- 5.3.5.3 Évaluer les procédures et méthodes existantes, cerner et décrire le contenu, la structure et les sous-systèmes d'applications des bases de données et développer un dictionnaire de données
- 5.3.5.4 Définir et décrire les interfaces entre les opérations manuelles et automatisées au sein des sous-systèmes d'applications, les interfaces avec les systèmes externes et les interfaces entre les systèmes nouveaux et existants.
- 5.3.5.5 Développer la version prototype des solutions éventuelles, présenter des renseignements sur les compromis et recommander des lignes de conduite.
- 5.3.5.6 Effectuer la modélisation de l'information à l'appui de la mise en œuvre de la restructuration des activités.
- 5.3.5.7 Prodiquer des conseils au moment de développer et d'intégrer des modèles de processus et d'information entre les processus opérationnels afin d'éliminer la redondance de l'information et des processus.
- 5.3.5.8 Prodiquer des conseils au moment de définir de nouvelles exigences et possibilités quant à l'application de solutions efficaces et efficaces.
- 5.3.5.9 Déterminer et présenter les coûts préliminaires des options éventuelles.

5.3.6 L'architecte de la technologie – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.6.1 Développer des architectures techniques, des cadres et des stratégies pour une organisation ou pour une zone d'application majeure dans le but de répondre aux exigences opérationnelles et des applications.
- 5.3.6.2 Veiller à l'intégration de toutes les facettes des solutions technologiques.
- 5.3.6.3 Surveiller les tendances de l'industrie afin de s'assurer que les solutions s'agencent avec les orientations technologiques du gouvernement et de l'industrie.
- 5.3.6.4 Effectuer l'analyse des répercussions des changements technologiques.
- 5.3.6.5 Offrir un soutien aux équipes de soutien des applications et de soutien technique afin d'assurer la bonne application de l'infrastructure existante.

- 5.3.6.6 Offrir un encadrement, un mentorat et un enseignement à l'organisation relativement à l'exécution de n'importe laquelle des tâches ci-dessus.

5.3.7 L'architecte-conseil de l'organisation – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.7.1 Évaluer l'architecture opérationnelle et des technologies de l'information et des communications (TIC) de l'entreprise, déterminer son uniformité et son intégration aux stratégies opérationnelles et des TIC de l'organisation, évaluer le degré de son harmonisation avec le Programme de facilitation de la transformation opérationnelle (PFTO) et le Programme d'architecture fédérée (PAF) de la Direction du dirigeant principal de l'information du Conseil du Trésor et recommander des changements à l'architecture opérationnelle et des TIC afin qu'elle s'harmonise avantage avec ces facteurs externes.
- 5.3.7.2 Évaluer la faisabilité d'une migration de l'état actuel vers l'architecture opérationnelle et les technologies habilitantes ciblées et déterminer les risques associés à la migration vers l'architecture opérationnelle et les technologies ciblées, en plus de formuler des recommandations en vue d'atténuer les risques.
- 5.3.7.3 Déterminer les tendances opérationnelles et technologiques qui créent des possibilités d'amélioration opérationnelle, donner des conseils aux cadres supérieurs opérationnels et des TIC sur les tendances et les technologies émergentes liées aux TIC ainsi que sur leur incidence sur les architectures et les stratégies opérationnelles liées aux TIC de l'organisation et du gouvernement, modéliser des scénarios de simulation et recommander des changements appropriés à l'architecture et à l'infrastructure des TIC existantes, de même que des solutions, des méthodologies et des stratégies de rechange.
- 5.3.7.4 Produire un plan d'évolution architecturale, recommander la hiérarchisation des initiatives d'évolution architecturale et élaborer et mettre en œuvre un plan d'évolution architecturale.
- 5.3.7.5 Gérer l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'amélioration de l'architecture.
- 5.3.7.6 Offrir un encadrement, un mentorat et un enseignement à l'organisation relativement à l'exécution de n'importe laquelle des tâches ci-dessus.

5.3.8 Le rédacteur technique sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.8.1 Planification, recherche et rédaction d'artefacts architecturaux techniques et de spécifications
- 5.3.8.2 Analyser le matériel, comme les notes et les dessins, et rédiger des artefacts architecturaux et d'autres documents

- afin d'expliquer clairement et brièvement l'état final de l'architecture.
- 5.3.8.3 Modifier, valider et compiler les documents techniques comme les publications techniques en général et les listes et dessins de données de système.
- 5.3.8.4 Donner son aide pendant les réunions et participer à celles-ci; cela comprend la rédaction des procès-verbaux des réunions.
- 5.3.8.5 Examiner les documents, les dessins et les données connexes par souci de conformité aux normes établies.

5.3.9 L'architecte Web (concepteur de produits conviviaux) – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.9.1 Effectuer la modélisation architecturale afin de veiller à l'uniformité de la conception par rapport aux travaux existants.
- 5.3.9.2 Développer le code en fonction des documents relatifs à la conception et aux exigences.
- 5.3.9.3 S'assurer que les fonctionnalités ont été mises en œuvre conformément aux spécifications.
- 5.3.9.4 Créer des pages Web, y compris des conceptions multimédias.
- 5.3.9.5 Établir des organigrammes illustrant la navigation et le contenu de base.
- 5.3.9.6 Établir des schémas unifilaires ou fonctionnels illustrant la priorité de l'information, les liens et l'espace nécessaire.
- 5.3.9.7 Établir des diagrammes de contenu montrant le lien interactif entre les pages.
- 5.3.9.8 Développer des prototypes interactifs montrant la forme et la fonctionnalité de base aux fins d'essais de convivialité et de présentations.
- 5.3.9.9 Concevoir et réaliser une analyse et un schéma expérimental des besoins des utilisateurs.
- 5.3.9.10 Analyse de recherche en matière de définition de problèmes

VOLET 2 – SAP

5.3.10 L'architecte d'application et de système – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.10.1 Créer, définir ou choisir les cadres SAP pour les projets.
- 5.3.10.2 Décrire des façons standards de se livrer au développement d'applications SAP à l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).
- 5.3.10.3 Reconnaître la réutilisation éventuelle à l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) ou dans les applications SAP de l'ASFC en observant et en comprenant l'environnement global des systèmes.
- 5.3.10.4 Créer la conception des composantes.
- 5.3.10.5 Posséder une connaissance d'autres applications utilisées à l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC).

- 5.3.10.6 Aider l'équipe de projet de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à atteindre les buts des projets.
- 5.3.10.7 Contribuer à la détermination et à la planification des activités.
- 5.3.10.8 Déterminer précocement les problèmes qui peuvent avoir une incidence sur l'atteinte des objectifs de l'ASFC.
- 5.3.10.9 Déterminer les problèmes liés à l'intégration des efforts parmi les consultations en mise en œuvre de SAP ERP 6.0 et l'équipe de l'ASFC et contribuer à résoudre ces problèmes.
- 5.3.10.10 Déterminer et surveiller les problèmes liés à la conception et au format des modules SAP ERP 6.0 et contribuer à résoudre ces problèmes
- 5.3.10.11 Donner des conseils et une orientation sur les activités connexes relatives à la vision et à la documentation architecturales.
- 5.3.10.12 Effectuer l'examen officiel d'assurance de la qualité des travaux entrepris par l'équipe sur une base continue.
- 5.3.10.13 Transférer les connaissances de l'équipe de projet de l'ASFC à l'aide de séances de formation et de démonstration individuelles et de groupe, d'instructions écrites et de documents.
- 5.3.10.14 Offrir une formation ponctuelle « juste à temps » aux membres de l'équipe de projet de l'ASFC, au besoin.
- 5.3.10.15 Rendre compte des progrès, des problèmes et de la qualité à l'autorité de projet en ce qui concerne la fonctionnalité des modules de SAP ERP 6.0.

5.3.11 L'analyste fonctionnel PGI (Solution Manager) – niveau 2 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.11.1 Prodiguier des conseils d'ordre fonctionnel et technique à l'équipe de développement de Solution Manager.
- 5.3.11.2 Aider l'équipe de projet de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à atteindre les buts des projets, tels que la mise en œuvre de ChaRM, de Service Desk et de Security Optimization Self-Service.
- 5.3.11.3 Contribuer à la détermination et à la planification des activités de configuration et de développement.
- 5.3.11.4 Déterminer précocement les problèmes qui peuvent avoir une incidence sur l'atteinte des objectifs de l'ASFC.
- 5.3.11.5 Déterminer et surveiller les problèmes liés à la fonctionnalité du module Solution Manager de SAP et contribuer à résoudre ces problèmes.
- 5.3.11.6 Donner des conseils et une orientation sur les activités de formation et de documentation liées aux projets (c.-à-d. la formation de l'utilisateur final).
- 5.3.11.7 Effectuer un examen d'assurance de la qualité des travaux exécutés par l'équipe de développement de Solution Manager sur une base continue.
- 5.3.11.8 Transférer les connaissances fonctionnelles et techniques à l'équipe de projet de l'ASFC par l'intermédiaire de ce qui suit :

- des séances organisées de formation et de démonstration individuelles et de groupe en salle de classe;
 - des séances de formation et de démonstration non organisées (ponctuelles) sous forme d'observation au poste de travail des ressources de l'équipe de projet, au besoin;
 - des instructions écrites et des documents.
- 5.3.11.9 Rendre compte des progrès, des problèmes et de la qualité à l'autorité de projet en ce qui concerne la fonctionnalité du module Solution Manager de SAP.

5.3.12 L'analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) – niveau 2 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.12.1 Contribuer à la conception, au développement et à la mise en œuvre de rôles, de contrôles, de solutions, de processus et de politiques relatifs à la sécurité de l'entreprise.
- 5.3.12.2 Collaborer avec les clients du GLCC (p. ex. la fonction de contrôleur) pour recueillir les exigences d'accès et de restriction des systèmes en ce qui concerne les systèmes et les applications de SAP et autres, et ce, dans le but de répondre aux exigences relatives à la création et au changement d'emplois.
- 5.3.12.3 Préparer les documents pertinents pour la formation et offrir des séances de formation en salle de classe aux membres de l'équipe interne et transmettre aux membres de l'équipe les renseignements nécessaires afin d'exécuter des activités de soutien au sein des applications SAP attribuées.
- 5.3.12.4 Dépanner et résoudre les questions liées à la sécurité concernant les systèmes et les applications attribués, en veillant à la conformité aux politiques, aux processus et aux normes du gouvernement du Canada, de l'ASFC et de SAP.
- 5.3.12.5 Concevoir et établir des rôles de sécurité SAP pour les utilisateurs interactifs et non interactifs dans l'ensemble de l'entreprise en fonction d'exigences opérationnelles complexes, des politiques et des normes de société et des exigences réglementaires.
- 5.3.12.6 Collaborer avec les clients du GLCC (p. ex. la fonction de contrôleur) afin de veiller à ce que tous les rôles de sécurité, qu'ils soient nouveaux ou modifiés, soient efficacement testés et validés comme répondant aux exigences précisées par les clients avant d'en permettre l'utilisation dans l'environnement de production.
- 5.3.12.7 Contribuer à la définition et à la mise en œuvre de paramètres de configuration sécurisée de SAP et d'autres systèmes; surveiller le système afin de s'assurer que les paramètres imposent aux utilisateurs les limites définies dans les exigences précisées par les clients.
- 5.3.12.8 Contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de politiques, de normes, de lignes directrices et de

- processus globaux relatifs à la sécurité à l'échelle de l'entreprise.
- 5.3.12.9 Utiliser les outils SAP afin de déterminer efficacement les problèmes éventuels liés à la séparation des tâches qui se rapportent aux rôles de sécurité, collaborer avec les équipes des processus opérationnels (p. ex. les Recouvrements de l'ARC) afin d'aborder efficacement les rôles au besoin de manière à garantir l'observation.
 - 5.3.12.10 Contribuer à la conception et à la mise en œuvre de contrôles efficaces de sécurité des systèmes et des applications afin d'atténuer les risques relevés, en surveillant l'efficacité des contrôles existants, et recommander des changements aux contrôles, au besoin.
 - 5.3.12.11 Configurer et utiliser les outils sous licence de l'ASFC afin de relever efficacement les vulnérabilités en matière de sécurité qui sont liées ou non à SAP ainsi que les niveaux de risque associés, et recommander des solutions en fonction des constatations et de l'environnement associé.
 - 5.3.12.12 Contribuer à l'exécution et à la description des évaluations des risques à l'échelle de l'entreprise.
 - 5.3.12.13 Collaborer avec l'équipe opérationnelle du GLCC afin de déterminer l'incidence des règlements nouveaux ou modifiés sur l'environnement actuel et recommander des changements afin de garantir la conformité.
 - 5.3.12.14 Soutenir les activités de surveillance de la sécurité par l'exécution et l'analyse de rapports définis, et en fonction des résultats, à la suite de processus internes, et collaborer avec les équipes appropriées afin de veiller à ce que les mesures qui s'imposent soient prises.
 - 5.3.12.15 Créer et tenir à jour des règles relatives aux outils de GRSA (gestion des renseignements de sécurité et des activités) afin de garantir l'envoi d'avis appropriés aux équipes de la sécurité et du soutien en ce qui concerne les incidents compromettant la sécurité.
 - 5.3.12.16 Contribuer à l'élaboration et à la tenue à jour d'un programme de sensibilisation à la sécurité à l'échelle de l'entreprise.
 - 5.3.12.17 Coordonner et diriger des séances de collecte de renseignements et de résolution des problèmes avec les membres de l'équipe interne ainsi que d'autres équipes des systèmes de la TI existants et les clients du GLCC (p. ex. la fonction de contrôleur).
 - 5.3.12.18 Contribuer à l'élaboration et à la description des processus de l'équipe interne.
 - 5.3.12.19 Évaluer et recommander des solutions logicielles qui seraient utiles pour l'ASFC.
 - 5.3.12.20 Exécuter d'autres tâches liées à la sécurité de l'information telles qu'elles sont demandées et attribuées par l'autorité de projet.

5.3.13 L'analyste-programmeur PGI (ABAP) – niveau 2 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.13.1 Effectuer le réglage du code ABAP (rapports, transactions, fonctions).

- 5.3.13.2 Offrir des conseils techniques et un encadrement aux autres programmeurs.
- 5.3.13.3 Déterminer précocement les problèmes qui peuvent avoir une incidence sur l'atteinte des objectifs de l'Agence.
- 5.3.13.4 Donner des conseils et une orientation sur les activités connexes relatives à la formation et à la documentation;
- 5.3.13.5 Fournir des rapports d'étape
- 5.3.13.6 Effectuer des démonstrations et des révisions structurées du code.
- 5.3.13.7 Effectuer le transfert des connaissances techniques à l'équipe de projet de l'ASFC par des séances de formation et de démonstration individuelles et de groupe ainsi que des instructions écrites et des documents.
- 5.3.13.8 Effectuer l'examen officiel d'assurance de la qualité des travaux entrepris par l'équipe sur une base continue.
- 5.3.13.9 Effectuer les essais unitaires et d'intégration.
- 5.3.13.10 Effectuer la conversion et le chargement des données.
- 5.3.13.11 Aider l'équipe de projet de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à atteindre les buts des projets.
- 5.3.13.12 Contribuer à la détermination et à la planification des activités.
- 5.3.13.13 Contribuer à l'analyse des répercussions et collaborer avec une équipe de pairs en vue de déterminer, d'analyser et de résoudre les problèmes de rendement.
- 5.3.13.14 Documents de soutien et de procédure

5.3.14 L'analyste fonctionnel PGI – niveau 2 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.14.1 Prodiguer des conseils d'ordre fonctionnel et technique.
- 5.3.14.2 Aider l'équipe de projet de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) à atteindre les buts des projets.
- 5.3.14.3 Contribuer à la détermination et à la planification des activités.
- 5.3.14.4 Déterminer précocement les problèmes qui peuvent avoir une incidence sur l'atteinte des objectifs de l'ASFC.
- 5.3.14.5 Déterminer les problèmes liés à l'intégration des efforts parmi les consultations en mise en œuvre de SAP ERP 6.0 et l'équipe de l'ASFC et contribuer à résoudre ces problèmes.
- 5.3.14.6 Déterminer et surveiller les problèmes liés à la fonctionnalité des modules SAP ERP 6.0 et contribuer à résoudre ces problèmes.
- 5.3.14.7 Donner des conseils et une orientation sur les activités connexes relatives à la formation et à la documentation.
- 5.3.14.8 Effectuer l'examen officiel d'assurance de la qualité des travaux entrepris par l'équipe sur une base continue.
- 5.3.14.9 Transférer les connaissances fonctionnelles et techniques à l'équipe de projet de l'ASFC au moyen de séances de formation et de démonstration individuelles et de groupe, d'instructions écrites et de documents.
- 5.3.14.10 Offrir une formation ponctuelle « juste à temps » aux membres de l'équipe de projet de l'ASFC, au besoin;

- 5.3.14.11 Rendre compte des progrès, des problèmes et de la qualité à l'autorité de projet en ce qui concerne la fonctionnalité des modules ERP 6.0 de SAP.
- 5.3.14.12 Configurer la fonctionnalité de SAP afin de répondre aux exigences opérationnelles.

5.3.15 L'analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.15.1 Effectuer la conception technique, l'élaboration, l'essai, la mise en œuvre, le soutien et la documentation des rôles et des objets de sécurité dans un environnement ECC 6.0 de SAP (y compris les rôles ABAP, Portal et Java).
- 5.3.15.2 Effectuer une mise en œuvre appropriée et opportune des contrôles de sécurité, y compris la création et la mise en œuvre de profils de sécurité destinés aux utilisateurs et aux processus désignés qui se rapportent aux ajouts, aux suppressions et aux changements de sécurité.
- 5.3.15.3 Mettre en œuvre et tenir à jour les profils de sécurité ainsi que les groupes et objets liés aux rôles et aux pouvoirs.
- 5.3.15.4 Diriger une équipe de consultants et être en mesure de collaborer avec nos clients.
- 5.3.15.5 Concevoir des stratégies visant à faire en sorte qu'il n'y ait pas de séparation des tâches dans le parc d'utilisateur.
- 5.3.15.6 Élaborer et communiquer des politiques et des procédures relatives à la conception et au remaniement SAP, aux logiciels de gouvernance, de gestion du risque et de conformité (GGC) et les intégrer aux procédures existantes.
- 5.3.15.7 Concevoir des contrôles automatisés et des contrôles atténuants manuels de SAP destinés aux environnements de SAP.
- 5.3.15.8 Élaborer et déployer des plans de communication, de déploiement et de formation destinés à la mise en œuvre des logiciels de gouvernance, de gestion du risque et de conformité (GGC).
- 5.3.15.9 Faire participer les chefs d'équipe au processus de sécurité et concevoir des structures de rôle propres au processus.
- 5.3.15.10 Concevoir les rôles d'emploi appropriés, étant mis en correspondance avec des rôles et des procédures en particulier dans le but d'inclure la fonctionnalité de travail entre plusieurs équipes.
- 5.3.15.11 Concevoir et élaborer des rôles SAP et des postes mixtes sans séparation des tâches.
- 5.3.15.12 Envisager, concevoir et mettre en œuvre une stratégie d'essais unitaires et d'intégration pour les rôles de SAP, les postes et les postes qui en sont issus en fonction des restrictions organisationnelles et des critères d'acceptation de conception.
- 5.3.15.13 Concevoir et élaborer une stratégie de transfert et d'après-mise en œuvre relative à la sécurité SAP.
- 5.3.15.14 Concevoir et élaborer des rôles de soutien postproduction destinés aux environnements de SAP.

VOLET 3 – Gestion de projet

5.3.16 Le gestionnaire de projet – niveau 2 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.16.1 Collaborer avec plusieurs gestionnaires de projet, chacun étant responsable d'un élément du projet et de son équipe de projet associée.
- 5.3.16.2 Gérer le projet au cours du développement, de la mise en œuvre et du lancement des opérations en veillant à ce que les ressources soient mises à disposition et que le projet est développé et est entièrement opérationnel conformément aux paramètres de temps, de coût et de rendement déjà convenus;
- 5.3.16.3 Formuler les énoncés de problèmes; établir les procédures relatives au développement et à la mise en œuvre d'éléments de projet importants, nouveaux ou modifiés afin de résoudre ces problèmes, en plus d'en obtenir l'approbation;
- 5.3.16.4 Définir et décrire les objectifs du projet; déterminer les exigences budgétaires, la composition, les rôles, les responsabilités et le mandat de l'équipe de projet;
- 5.3.16.5 Rendre compte de l'état d'achèvement du projet de façon continue et à des moments prévus dans le cycle de vie;
- 5.3.16.6 Se réunir à des conférences avec les intervenants et d'autres gestionnaires de projet et énoncer les problèmes de façon à ce qu'ils puissent être résolus.
- 5.3.16.7 Préparer des plans, des graphiques, des tableaux et des diagrammes visant à faciliter l'analyse ou l'affichage des problèmes; travailler au moyen de divers outils de gestion de projet.
- 5.3.16.8 Examiner et commenter tous les éléments livrables de projet, de l'achèvement du lancement à la mise en œuvre;
- 5.3.16.9 Formuler la portée, le contexte et les exigences opérationnelles, en collaborant avec les dirigeants ministériels et les principaux clients;
- 5.3.16.10 Réaliser, animer et diriger les réunions de l'équipe matricielle¹.
- 5.3.16.11 S'assurer que les produits livrables sont achevés en temps opportun.

5.3.17 Le gestionnaire de projet – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.17.1 Gérer plusieurs gestionnaires de projet, chacun étant responsable d'un élément du projet et de son équipe de projet associée.
- 5.3.17.2 Gérer le projet au cours du développement, de la mise en œuvre et du lancement des opérations en veillant à ce que

¹ Équipe matricielle – Une équipe matricielle est définie comme une équipe composée d'experts en la matière opérationnels et de la TI qui agit à titre d'équipe de projet et qui rend compte des tâches liées au projet au gestionnaire d'équipe.

- les ressources soient mises à disposition et que le projet est développé et est entièrement opérationnel conformément aux paramètres de temps, de coût et de rendement déjà convenus.
- 5.3.17.3 Formuler les énoncés de problèmes; établir les procédures relatives au développement et à la mise en œuvre d'éléments de projet importants, nouveaux ou modifiés afin de résoudre ces problèmes, en plus d'en obtenir l'approbation.
 - 5.3.17.4 Définir et décrire les objectifs du projet; déterminer les exigences budgétaires, la composition, les rôles, les responsabilités et le mandat de l'équipe de projet.
 - 5.3.17.5 Rendre compte de l'état d'achèvement du projet de façon continue et à des moments prévus dans le cycle de vie.
 - 5.3.17.6 Se réunir à des conférences avec les intervenants et d'autres gestionnaires de projet et énoncer les problèmes de façon à ce qu'ils puissent être résolus.
 - 5.3.17.7 Préparer des plans, des graphiques, des tableaux et des diagrammes visant à faciliter l'analyse ou l'affichage des problèmes; travailler au moyen de divers outils de gestion de projet.
 - 5.3.17.8 Examiner et commenter tous les éléments livrables de projet, de l'achèvement du lancement à la mise en œuvre.
 - 5.3.17.9 Formuler la portée, le contexte et les exigences opérationnelles, en collaborant avec les dirigeants ministériels et les principaux clients.
 - 5.3.17.10 Réaliser, animer et diriger les réunions de l'équipe matricielle;
 - 5.3.17.11 S'assurer que les produits livrables sont achevés en temps opportun.
 - 5.3.17.12 Approbation de projet

5.3.18 Le coordonnateur de projet – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.18.1 Aider les professionnels de gestion de projet et de traitement de données, les utilisateurs techniques et les utilisateurs finaux à exécuter les tâches liées à la coordination et à la synchronisation de projet.
- 5.3.18.2 Offrir un soutien d'ordre administratif et technique de nature administrative, au besoin, à une équipe de projet.
- 5.3.18.3 Contribuer à exécuter des tâches comme la tenue des documents de projet et des bibliothèques d'applications et de systèmes.
- 5.3.18.4 Agir à titre de premier ou seul point de contact dans une situation de « ligne de dépannage » en acceptant les appels entrants, en journalisant les appels, en tentant de résoudre les problèmes simples et en suivant les procédures établies dans le cas des problèmes plus complexes.
- 5.3.18.5 Faire le suivi des demandes de modification de projet.
- 5.3.18.6 Tenir et mettre à jour les renseignements pertinents sur le projet dans des fichiers manuels et/ou électroniques; les renseignements sur le projet (cela peut comprendre des évaluations de la menace et des risques (EMR, entre

- autres) pourraient inclure des éléments comme le calendrier des activités de projet, les rapports d'étape, la correspondance, la tenue de la boîte de courriels et la continuité des évaluations de la menace et des risques (EMR).
- 5.3.18.7 Utiliser des outils informatiques, des aide-mémoire, des langages d'écriture de systèmes sur des ordinateurs personnels, des mini-ordinateurs ou des ordinateurs centraux afin d'exécuter les tâches.
 - 5.3.18.8 Communiquer avec les professionnels de gestion de projet et de traitement de données, les utilisateurs techniques et les utilisateurs finaux à propos de questions administratives liées au projet.

VOLET 4 – Réseau

5.3.19 Le spécialiste, service de dépannage – niveau 1 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.19.1 Résoudre les problèmes techniques des clients qui sont liés à l'environnement de bureau réparti des façons suivantes.
- 5.3.19.2 Offrir un soutien téléphonique de niveau 1.
- 5.3.19.3 Utiliser des logiciels d'accès à distance pour accéder aux postes de travail des clients afin de résoudre les incidents.
- 5.3.19.4 Servir les clients qui se présentent sans rendez-vous.
- 5.3.19.5 Consigner les renseignements sur les incidents et leur résolution à l'aide des logiciels de bureautique du service de dépannage.
- 5.3.19.6 Travailler à de petits projets.
- 5.3.19.7 Configurer et régler les BlackBerry.
- 5.3.19.8 Configurer et régler l'ordinateur portable à accès à distance protégé (ADP).

5.3.20 Le spécialiste, service de dépannage – niveau 2 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.20.1 Résoudre les problèmes techniques des clients qui sont liés à l'environnement de bureau réparti des façons suivantes, en offrant un soutien téléphonique de niveau 1 et 2.
- 5.3.20.2 Utiliser des logiciels d'accès à distance pour accéder aux postes de travail des clients afin de résoudre les incidents.
- 5.3.20.3 Consigner les renseignements sur les incidents à l'aide des logiciels de gestion du service de dépannage.
- 5.3.20.4 Surveiller la qualité des appels de niveau 1.
- 5.3.20.5 Travailler à de grands projets.
- 5.3.20.6 Présenter des rapports sur les statistiques du service de dépannage à l'intention du chef d'équipe et de la direction.
- 5.3.20.7 Élaborer et décrire des procédures destinées au service de dépannage.
- 5.3.20.8 Effectuer l'administration de la sécurité relative à l'accès au réseau, au besoin.

- 5.3.20.9 Offrir un mentorat et un enseignement aux techniciens de niveau 1.

5.3.21 Le spécialiste, soutien des opérations – niveau 1 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.21.1 Offrir un soutien technique côté client pour les problèmes matériels et logiciels dans un environnement informatique réparti fondé sur Windows.
- 5.3.21.2 Consigner les renseignements sur les incidents à l'aide des logiciels de gestion du service de dépannage.
- 5.3.21.3 Mettre et tenir à jour l'inventaire de matériel et de logiciels et surveiller la performance et l'utilisation des composantes de système.
- 5.3.21.4 Prodiguier des conseils techniques aux collègues et aux clients, y compris une orientation en matière d'approvisionnement.
- 5.3.21.5 Préparer les lignes directrices, les procédures, les rapports et les documents locaux.
- 5.3.21.6 S'assurer que les politiques, les normes et les procédures de sécurité sont respectées et comprises;
- 5.3.21.7 Évaluer l'incidence des changements matériels et logiciels sur l'environnement informatique.

5.3.22 Le spécialiste, soutien des opérations – niveau 2 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.22.1 Installer et configurer le matériel et les logiciels dans un environnement informatique réparti fondé sur Windows.
- 5.3.22.2 Dépanner et résoudre les problèmes techniques dans l'environnement informatique réparti.
- 5.3.22.3 Évaluer l'incidence des changements matériels et logiciels sur l'environnement informatique.
- 5.3.22.4 Déterminer les exigences en matière d'approvisionnement en TI.
- 5.3.22.5 Planifier et coordonner l'installation, la configuration et la maintenance continue de l'environnement informatique réparti et mettre en œuvre des mises à niveau de l'infrastructure afin de veiller à la conformité aux politiques et aux normes de la TI de l'Agence, et participer à ces tâches.
- 5.3.22.6 Diriger des équipes de projet et planifier et coordonner la mise en œuvre de projets nationaux à l'échelle locale et régionale, en plus d'offrir un soutien aux entrepreneurs qui participent à la prestation de services de la TI (p. ex. essais et installation d'équipement).
- 5.3.22.7 Préparer et examiner les lignes directrices, les procédures, les rapports et les documents locaux.
- 5.3.22.8 Surveiller les opérations et l'utilisation des systèmes et cerner des occasions d'améliorer la prestation du soutien et de l'assistance techniques à la communauté de clients.

5.3.23 L'analyste de réseau – niveau 2 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.23.1 Dépanner et résoudre les problèmes liés au réseau physique.
- 5.3.23.2 Assurer un soutien opérationnel, un soutien à l'infrastructure et une gestion pour les composantes du réseau local, l'aiguillage des groupes de travail, le câblage, etc.
- 5.3.23.3 Installation de matériel et de logiciels sur les serveurs – changements de système d'exploitation, correctifs, mises à jour et mises à niveau des logiciels antivirus.
- 5.3.23.4 Administration de la sécurité, gestion des comptes et accès
- 5.3.23.5 Sauvegarde et restauration de fichiers
- 5.3.23.6 Documentation technique
- 5.3.23.7 Planification de la continuité, gestion de la capacité, procédures normales d'exploitation (PNE)

VOLET 5 – Activités

5.3.24 L'analyste des activités – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.24.1 Élaborer et décrire des énoncés des exigences pour les solutions de rechange envisagées.
- 5.3.24.2 Effectuer des analyses opérationnelles des exigences fonctionnelles afin de déterminer les renseignements, les procédures et les flux décisionnels.
- 5.3.24.3 Évaluer les procédures et les méthodes existantes, déterminer et décrire les éléments comme le contenu, la structure et les sous-systèmes d'applications des bases de données.
- 5.3.24.4 Développer un dictionnaire de données.
- 5.3.24.5 Définir et décrire les interfaces entre les opérations manuelles et automatisées au sein des sous-systèmes d'applications, les interfaces avec les systèmes externes et les interfaces entre les systèmes nouveaux et existants.
- 5.3.24.6 Déterminer les processus opérationnels candidats pour le remaniement, développer la version prototype de solutions éventuelles, fournir des renseignements sur les compromis et suggérer une ligne de conduite recommandée.
- 5.3.24.7 Déterminer les modifications aux processus automatisés.
- 5.3.24.7 Établir les critères des essais d'acceptation avec les clients.
- 5.3.24.8 Soutenir et employer les méthodes ministérielles choisies.

5.3.25 Le conseiller d'affaires – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.25.1 Analyser, évaluer et élaborer des processus opérationnels (financiers, opérationnels, systèmes, etc.)

- 5.3.25.2 Déterminer les possibilités d'affaires organisationnelles et liées aux projets en vue d'améliorer et de rationaliser les processus opérationnels.
- 5.3.25.3 Déterminer et évaluer les paramètres et les facteurs critiques de succès ainsi que les mesures du rendement.
- 5.3.25.4 Aider les autres intervenants à élaborer et mettre en œuvre des processus et des programmes d'amélioration opérationnelle.

5.3.26 Le conseiller en RO – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.26.1 Examiner les méthodes de travail et la structure organisationnelle existantes.
- 5.3.26.2 Analyser les exigences opérationnelles et fonctionnelles afin de déterminer les flux de l'information, des procédures et des décisions.
- 5.3.26.3 Déterminer les processus candidats pour le remaniement, développer la version prototype de solutions éventuelles, fournir des renseignements sur les compromis et suggérer une ligne de conduite recommandée.
- 5.3.26.4 Déterminer les modifications aux processus automatisés.
- 5.3.26.5 Prodiguier des conseils éclairés au moment de définir de nouvelles exigences et possibilités quant à l'application de solutions efficaces et efficaces; déterminer et présenter les coûts préliminaires des options éventuelles.
- 5.3.26.6 Prodiguier des conseils éclairés au moment d'élaborer et d'intégrer des modèles de processus et d'information reliant les processus afin d'éliminer la redondance de l'information et des processus.
- 5.3.26.7 Déterminer et recommander de nouveaux processus et de nouvelles structures organisationnelles.
- 5.3.26.8 Prodiguier des conseils éclairés sur la mise en œuvre de nouveaux processus et de changements organisationnels et contribuer à la mise en œuvre.
- 5.3.26.9 Établir les flux des travaux.
- 5.3.26.10 Utiliser des outils logiciels opérationnels, organisationnels et de flux des travaux.

5.3.27 Le conseiller en gestion du changement – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.27.1 Analyser et élaborer les « facteurs critiques de succès ».
- 5.3.27.2 Analyse et établissement de schéma d'exigences architecturales, élaboration de processus, description des processus et formation
- 5.3.27.3 Responsable de diriger d'autres membres du personnel fonctionnel dans le but de définir une stratégie et des processus opérationnels à l'appui des activités de transformation et de gestion du changement.
- 5.3.27.4 Participer à des activités d'analyse de l'incidence du changement et de gestion du changement.
- 5.3.27.5 Participer à la réorganisation (redéfinition des tâches et restructuration organisationnelle).

- 5.3.27.6 Coordonner la création des séances de formation et en assurer la coordination avec les autres intervenants.
- 5.3.27.7 Créer des présentations et les présenter à divers intervenants, et animer des réunions et des discussions.

VOLET 6 – Infrastructure

5.3.28 L'architecte en gestion de l'information – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.28.1 Analyser les capacités et les exigences actuelles, développer des cadres modifiés et recommander des secteurs en vue d'améliorer les capacités et l'intégration.
- 5.3.28.2 Élaborer et consigner des énoncés des exigences détaillés.
- 5.3.28.3 Évaluer les procédures et méthodes existantes, cerner et décrire le contenu, la structure et les sous-systèmes d'applications des bases de données et développer un dictionnaire de données.
- 5.3.28.4 Définir et décrire les interfaces entre les opérations manuelles et automatisées au sein des sous-systèmes d'applications, les interfaces avec les systèmes externes et les interfaces entre les systèmes nouveaux et existants.
- 5.3.28.5 Développer la version prototype des solutions éventuelles, présenter des renseignements sur les compromis et recommander des lignes de conduite.
- 5.3.28.6 Effectuer la modélisation de l'information à l'appui de la mise en œuvre de la restructuration des activités.
- 5.3.28.7 Effectuer l'analyse coûts-avantages de la mise en œuvre des nouveaux processus et des nouvelles solutions.
- 5.3.28.8 Prodiquer des conseils au moment de développer et d'intégrer des modèles de processus et d'information entre les processus opérationnels afin d'éliminer la redondance de l'information et des processus.
- 5.3.28.9 Prodiquer des conseils au moment de définir de nouvelles exigences et possibilités quant à l'application de solutions efficaces et efficaces. Déterminer et présenter les coûts préliminaires des options éventuelles.

5.3.29 L'administrateur de base de données – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.29.1 Définir de nouvelles structures de base de données.
- 5.3.29.2 Définir la stratégie de conversion de base de données.
- 5.3.29.3 Désigner les conversions de données à volume élevé et disponibilité continue.
- 5.3.29.4 Personnaliser les routines de conversion de base de données.
- 5.3.29.5 Générer de nouvelles bases de données avec les clients.
- 5.3.29.6 Collaborer étroitement avec les utilisateurs afin de tenir à jour et protéger la base de données.
- 5.3.29.7 Déterminer les améliorations requises aux bases de données existantes en déterminant les exigences en

- information des utilisateurs ainsi que les exigences fonctionnelles et relatives à la performance du système.
- 5.3.29.8 Élaborer et mettre en œuvre des procédures qui garantiront l'exactitude, l'intégralité et le caractère opportun des données stockées dans la base de données.
 - 5.3.29.9 Servir de médiateur et résoudre les conflits relatifs aux besoins de données des utilisateurs.
 - 5.3.29.10 Élaborer et mettre en œuvre des procédures de sécurité relatives à la base de données, y compris la gestion des accès et des comptes d'utilisateur.
 - 5.3.29.11 Conseiller les programmeurs, les analystes et les utilisateurs sur l'utilisation efficace des données.
 - 5.3.29.12 Maintenir le contrôle de la configuration de la base de données.
 - 5.3.29.13 Effectuer et coordonner la mise à jour de la conception de base de données.
 - 5.3.29.14 Contrôler et coordonner les changements à la base de données, y compris la suppression de registres, les changements aux registres existants et les ajouts à la base de données.
 - 5.3.29.15 Élaborer et coordonner des procédures relatives à la sauvegarde, à la reprise après sinistre et à la protection antivirus.
 - 5.3.29.16 Participer aux phases d'essai des différents produits livrables.
 - 5.3.29.17 Participer aux révisions structurées et aux examens des bases de données.
 - 5.3.29.18 Préparer des documents sur diverses composantes de base de données relatives aux initiatives de l'Agence des services frontaliers du Canada.

5.3.30 Le modélisateur de données / modélisateur en GI – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.30.1 L'architecte de données a la responsabilité stratégique et tactique d'élaborer et de tenir à jour les modèles d'architecture et de données pour les initiatives corporatives et propres à des projets en particulier. Cette responsabilité comprend la détermination des données les plus utiles pour le Ministère, l'intégration de ces données et le développement de modèles de données de base connexes. Les modèles de données qui en découleront seront fondés sur les principes et les règles régissant la conception de l'architecture et de la modélisation de données.
- 5.3.30.2 Concevoir, développer et tenir à jour les modèles de données logiques, les diagrammes de rapport entre entités, les modèles d'information du secteur opérationnel (MISO) et les définitions des métadonnées.
- 5.3.30.3 Analyser les changements proposés dans le contexte du modèle de données logiques.
- 5.3.30.4 Offrir aux membres de l'équipe une expertise technique en matière d'utilisation et d'optimisation des techniques de modélisation des données.

- 5.3.30.5 Offrir une assistance, des conseils et une orientation techniques en matière d'analyse et de modélisation de données aux membres de l'équipe.
- 5.3.30.6 Offrir une assistance à l'équipe de projet et aux utilisateurs opérationnels en ce qui concerne les problèmes liés aux données et les conceptions de l'analyse de données.
- 5.3.30.7 Participer à l'élaboration de politiques et de procédures relatives à la modélisation de données et aux métadonnées.
- 5.3.30.8 Participer à l'analyse des données à la suite de l'ajout et de la mise à jour d'exigences.
- 5.3.30.9 Apporter les changements approuvés aux modèles de données logiques.
- 5.3.30.10 Se conformer aux architectures de données, aux stratégies et aux cadres corporatifs, y compris les activités liées aux entrepôts de données d'entreprise.
- 5.3.30.11 Analyser et évaluer des solutions de rechange en matière d'architecture de données afin de résoudre les problèmes opérationnels et de répondre aux exigences opérationnelles en vue d'une intégration dans l'architecture de données corporative.
- 5.3.30.12 Examiner les stratégies et les orientations corporatives relatives à l'architecture, les exigences en matière de données et les besoins en renseignements opérationnels, et concevoir des structures de données visant à les prendre en charge.
- 5.3.30.13 Accroître l'efficacité de la modélisation en recommandant des façons de mieux utiliser les référentiels actuels de métadonnées.
- 5.3.30.14 Se conformer aux orientations relatives aux métadonnées du référentiel corporatif.
- 5.3.30.15 Fournir un apport au peaufinage des architectures de données.
- 5.3.30.16 Participer au peaufinage de l'architecture de données.
- 5.3.30.17 Définir les stratégies d'accès.
- 5.3.30.18 Concevoir les plans et les horaires de travail, les surveiller et en rendre compte.
- 5.3.30.19 Collaborer étroitement avec les développeurs de la suite COGNOS afin de veiller à ce que les versions fonctionnelles des prototypes soient prêtes à être démontrées aux clients et examinées par les clients.
- 5.3.30.20 Participer à des ateliers informels sur les pratiques et les normes de modélisation des données et sur la façon d'effectuer l'intégration avec les autres bases de données sources.
- 5.3.30.21 Analyser les exigences en matière de métadonnées afin de déterminer les composantes communes et réutilisables et les changements qui doivent y être apportés afin de répondre aux exigences des utilisateurs.
- 5.3.30.22 Analyser des systèmes source dans les bases de données existantes et nouvelles visant à déterminer les éléments de données à utiliser dans les entrepôts de données afin de répondre aux besoins en renseignement
- 5.3.30.23 Concevoir, développer et tenir à jour des modèles logiques destinés aux entrepôts de données atomiques, y compris les magasins de données multidimensionnelles pour les

systèmes d'établissement de rapports, les rapports volumétriques et la mise en correspondance de la source à la cible.

5.3.31 L'architecte de la technologie – Services Terminal Server – niveau 2 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.31.1 Développer des architectures techniques, des cadres, des stratégies et des processus de migration relatifs à la plate-forme Services Terminal Server (STS) à l'aide d'extensions Citrix, pour une organisation ou pour une zone d'application majeure, afin de répondre aux exigences opérationnelles et des applications.
- 5.3.31.2 Déterminer les politiques et les exigences qui dégagent une solution en particulier pour la plate-forme STS de Microsoft à l'aide d'extensions Citrix, y compris la conception et l'essai de modèles de mise en œuvre pour la gestion des raccourcis.
- 5.3.31.3 Garantir l'intégration de tous les aspects des solutions technologiques dans un environnement de production mixte (un environnement où l'on trouve à la fois une plate-forme standard de Microsoft Windows et la plate-forme STS de Microsoft et où l'on utilise des approches et des configurations fondées sur les extensions Citrix) afin d'assurer l'automatisation de bureau (traitement de texte (p. ex. Microsoft Word), feuille de calcul (p. ex. Microsoft Excel)).
- 5.3.31.4 Surveiller les tendances de l'industrie en matière de STS de Microsoft à l'aide d'extensions Citrix afin de veiller à ce que les solutions s'agencent avec les orientations technologiques du gouvernement et de l'industrie.
- 5.3.31.5 Fournir des renseignements, une orientation et un soutien relatifs aux technologies émergentes pour la plate-forme STS de Microsoft à l'aide d'extensions Citrix.
- 5.3.31.6 Effectuer l'analyse des répercussions des changements technologiques, y compris la gestion de la capacité, la conception et la coordination en vue de l'harmonisation d'un environnement de production mixte pour la plate-forme STS de Microsoft à l'aide d'extensions Citrix, et ce, afin d'assurer l'automatisation de bureau et une sécurité renforcée à deux facteurs.
- 5.3.31.7 Offrir un soutien aux équipes de soutien des applications et/ou de soutien technique afin d'assurer la bonne application de l'infrastructure existante, y compris la configuration et la mise en œuvre de technologies (comme les appareils et les périphériques branchés localement, y compris les pilotes et les magasins CAPI ainsi qu'une authentification renforcée à deux facteurs) pour la plate-forme STS de Microsoft à l'aide d'extensions Citrix.
- 5.3.31.8 Examiner la conception des applications et des programmes ou la conception de l'infrastructure technique pour la plate-forme STS de Microsoft à l'aide d'extensions Citrix afin de veiller à la conformité aux normes et de recommander des améliorations à la performance, y compris des configurations de la disponibilité du service.

- 5.3.31.9 Soutenir l'évaluation et la configuration des appareils légers.

5.3.32 L'architecte de la technologie – intégrateur – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.32.1 Développer des architectures techniques, des cadres et des stratégies pour une infrastructure zOS, pour une organisation ou pour une zone d'application majeure, afin de répondre aux exigences opérationnelles et des applications.
- 5.3.32.2 Déterminer les politiques et les exigences qui dégagent une solution en particulier pour une infrastructure zOS.
- 5.3.32.3 Garantir l'intégration de tous les aspects des solutions technologiques dans une infrastructure zOS.
- 5.3.32.4 Surveiller les tendances de l'industrie relativement à une infrastructure zOS afin de veiller à ce que solutions s'agencent avec les orientations technologiques du gouvernement et de l'industrie.
- 5.3.32.5 Fournir des renseignements, une orientation et un soutien relatifs aux technologies émergentes pour une infrastructure zOS.
- 5.3.32.6 Effectuer l'analyse des répercussions des changements technologiques, y compris la gestion de la capacité, la conception et la coordination en vue de l'harmonisation d'un environnement de production mixte pour une infrastructure zOS.
- 5.3.32.7 Offrir un soutien aux équipes de soutien des applications et/ou de soutien technique afin d'assurer la bonne application de l'infrastructure existante, y compris la configuration et la mise en œuvre de technologies dans une infrastructure zOS.
- 5.3.32.8 Examiner la conception des applications et des programmes ou la conception de l'infrastructure technique pour une infrastructure zOS afin de veiller à la conformité aux normes et de recommander des améliorations à la performance, y compris des configurations de la disponibilité du service.

5.3.33 L'architecte de la technologie – ingénieur – niveau 2 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.33.1 Développer des architectures techniques, des cadres et des stratégies pour une organisation ou pour une zone d'application majeure dans le but de répondre aux exigences opérationnelles et des applications, y compris la rédaction et la tenue des documents de spécifications techniques.
- 5.3.33.2 Déterminer les politiques et les exigences qui dégagent une solution en particulier au cours de l'analyse du coût, des avantages et de l'incidence des technologies.
- 5.3.33.3 Veiller à l'intégration de toutes les facettes des solutions technologiques, y compris les projets de connectivité interne et/ou externe.

- 5.3.33.4 Effectuer l'analyse des répercussions des changements technologiques, y compris l'apport de connaissances techniques en matière d'infrastructure à l'appui de l'achat de matériel et de logiciels.
- 5.3.33.5 Offrir un soutien aux équipes de soutien des applications et/ou de soutien technique en décrivant les exigences et les conceptions opérationnelles afin d'assurer la bonne application de l'infrastructure existante.
- 5.3.33.6 Examiner la conception des applications et des programmes ou la conception de l'infrastructure technique afin de veiller à la conformité aux normes et de recommander des améliorations à la performance.

5.3.34 L'architecte de la technologie – ingénieur – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.34.1 Développer des architectures techniques, des cadres et des stratégies de mise en œuvre pour une organisation ou pour une zone d'application majeure dans le but de répondre aux exigences opérationnelles et des applications, y compris un modèle de lancement de technologies et d'applications pour l'infrastructure zOS.
- 5.3.34.2 Déterminer les politiques et les exigences qui dégagent une solution en particulier pour une infrastructure zOS.
- 5.3.34.3 Veiller à l'intégration de toutes les facettes des solutions technologiques y compris les projets de connectivité interne et/ou externe.
- 5.3.34.4 Effectuer l'analyse des répercussions des changements technologiques sur les stratégies de mise en œuvre et les modèles de lancement pour une infrastructure zOS;
- 5.3.34.5 Offrir un soutien, y compris la conception, la documentation et le dépannage d'infrastructures, aux équipes de soutien des applications et/ou de soutien technique afin d'assurer la bonne application des systèmes JAVA existants d'IBM.
- 5.3.34.6 Examiner la conception des applications et des programmes ou la conception de l'infrastructure technique afin de veiller à la conformité aux normes et de recommander des améliorations à la performance, y compris les exigences en matière de capacité dans une infrastructure zOS.

5.3.35 Le testeur – niveau 2 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.35.1 Planification des essais, coordination et essais
- 5.3.35.2 Supervision des essais conformément au plan
- 5.3.35.3 Gestion et surveillance des plans d'essai à tous les niveaux d'essai
- 5.3.35.4 Gestion des révisions structurées et des examens relatifs aux essais et à l'état de préparation à la mise en œuvre
- 5.3.35.5 Établissement de rapports d'étape
- 5.3.35.6 Développement de scénarios de test et de scripts de test

- 5.3.35.7 Établissement et tenue de bibliothèques de codes de source destinée à un environnement à plates-formes et à systèmes d'exploitation multiples.
- 5.3.35.8 Établir des procédures d'essai des logiciels pour les essais unitaires, les essais d'intégration et les essais de régression, en mettant l'accent sur l'automatisation des procédures d'essai.
- 5.3.35.9 Établir et exécuter des procédures d'essai de l'« interopérabilité » afin de veiller à l'interaction et à la coexistence de divers éléments logiciels, que l'on propose de distribuer dans l'infrastructure commune, qui sont conformes aux normes ministérielles appropriées (p. ex. performance, comptabilité, etc.) et qui n'ont aucun effet nuisible prévu sur l'infrastructure partagée.
- 5.3.35.10 Établir une capacité de validation et de vérification qui suppose la conformité fonctionnelle et de performance.
- 5.3.35.11 Coordonner les essais des répercussions (estimations) du nouveau développement, des rapports de problèmes et des modifications de plate-forme en vue des nouveaux lancements.

5.3.36 Le testeur – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.36.1 Planification et coordination des essais et applications d'essai
- 5.3.36.2 Supervision des essais conformément au plan
- 5.3.36.3 Gestion et surveillance des plans d'essai à tous les niveaux d'essai
- 5.3.36.4 Gestion des révisions structurées et des examens relatifs aux essais et à l'état de préparation à la mise en œuvre
- 5.3.36.5 Établissement de rapports d'étape
- 5.3.36.6 Développement de scénarios de test et de scripts de test.
- 5.3.36.7 Établissement et tenue de bibliothèques de codes de source destinée à un environnement à plates-formes et à systèmes d'exploitation multiples;
- 5.3.36.8 Établir des procédures d'essai des logiciels pour les essais unitaires, les essais d'intégration et les essais de régression, en mettant l'accent sur l'automatisation des procédures d'essai.
- 5.3.36.9 Établir et exécuter des procédures d'essai de l'« interopérabilité » afin de veiller à l'interaction et à la coexistence de divers éléments logiciels, que l'on propose de distribuer dans l'infrastructure commune, qui sont conformes aux normes ministérielles appropriées (p. ex. performance, comptabilité, etc.) et qui n'ont aucun effet nuisible prévu sur l'infrastructure partagée.
- 5.3.36.10 Établir une capacité de validation et de vérification qui suppose la conformité fonctionnelle et de performance;
- 5.3.36.11 Se familiariser avec les projets en examinant les systèmes d'application et la documentation, tels que les chartes de projet, les plans, les modèles, les prototypes, les cas d'utilisation opérationnelle (CUO) et les cas d'utilisation des systèmes (CUS).
- 5.3.36.12 Participer à des ateliers et à des réunions avec les clients.

- 5.3.36.13 Offrir un encadrement et un mentorat aux équipes d'essai ou aux développeurs relativement aux méthodes d'essai, aux pratiques exemplaires et aux outils d'essai.

5.3.37 L'architecte d'applications et de systèmes – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.37.1 Développer des architectures techniques, des cadres et des stratégies pour une organisation ou pour une zone d'application majeure dans le but de répondre aux exigences opérationnelles et des applications.
- 5.3.37.2 Déterminer les politiques et les exigences qui dégagent une solution en particulier.
- 5.3.37.3 Analyser et évaluer les solutions technologiques de rechange afin de résoudre les problèmes opérationnels.
- 5.3.37.4 Veiller à l'intégration de toutes les facettes des solutions technologiques.
- 5.3.37.5 Analyser les exigences fonctionnelles afin de déterminer les flux de l'information, des procédures et des décisions.
- 5.3.37.6 Évaluer les procédures et méthodes existantes, cerner et décrire le contenu, la structure et les sous-systèmes d'applications des bases de données et développer un dictionnaire de données.
- 5.3.37.7 Définir et décrire les interfaces entre les opérations manuelles et automatisées au sein des sous-systèmes d'applications, les interfaces avec les systèmes externes et les interfaces entre les systèmes nouveaux et existants.
- 5.3.37.8 Définir les sources d'entrée et de sortie, y compris un plan détaillé pour la phase de conception technique, et obtenir l'approbation de la proposition de système.
- 5.3.37.9 Déterminer et décrire les normes propres aux systèmes relatives à la programmation, à la documentation et aux essais, englobant les bibliothèques de programmes, les dictionnaires de données, les conventions d'appellation, etc.

VOLET 7 – Services communs

5.3.38 L'architecte d'applications et de systèmes – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.38.1 Développer des architectures techniques, des cadres et des stratégies pour une organisation ou pour une zone d'application majeure dans le but de répondre aux exigences opérationnelles et des applications.
- 5.3.38.2 Déterminer les politiques et les exigences qui dégagent une solution en particulier.
- 5.3.38.3 Analyser et évaluer les solutions technologiques de rechange afin de résoudre les problèmes opérationnels.
- 5.3.38.4 Veiller à l'intégration de toutes les facettes des solutions technologiques;
- 5.3.38.5 Analyser les exigences fonctionnelles afin de déterminer les flux de l'information, des procédures et des décisions.

- 5.3.38.6 Évaluer les procédures et méthodes existantes, cerner et décrire le contenu, la structure et les sous-systèmes d'applications des bases de données et développer un dictionnaire de données.
- 5.3.38.7 Définir et décrire les interfaces entre les opérations manuelles et automatisées au sein des sous-systèmes d'applications, les interfaces avec les systèmes externes et les interfaces entre les systèmes nouveaux et existants.
- 5.3.38.8 Définir les sources d'entrée et de sortie, y compris un plan détaillé pour la phase de conception technique, et obtenir l'approbation de la proposition de système.
- 5.3.38.9 Déterminer et décrire les normes propres aux systèmes relatives à la programmation, à la documentation et aux essais, englobant les bibliothèques de programmes, les dictionnaires de données, les conventions d'appellation, etc.

5.3.39 Le programmeur-analyste – JAVA – niveau 2 & 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.39.1 Créer et modifier le code et les logiciels.
- 5.3.39.2 Créer et modifier les écrans et les rapports.
- 5.3.39.3 Recueillir et analyser des données en vue de mener des études visant à établir la faisabilité technique et économique des systèmes informatiques proposés et à élaborer de spécifications relatives à la conception fonctionnelle et de système.
- 5.3.39.4 Concevoir des méthodes et des procédures destinées aux petits systèmes informatiques et aux sous-systèmes de systèmes plus grands.
- 5.3.39.5 Développer, essayer et mettre en œuvre de petits systèmes informatiques et des sous-systèmes de systèmes plus grands.
- 5.3.39.6 Produire des formulaires, des manuels, des programmes, des fichiers de données et des procédures pour les systèmes et/ou les applications.

5.3.40 Le programmeur-analyste – COBOL – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.40.1 Créer et modifier le code et les logiciels.
- 5.3.40.2 Créer et modifier les écrans et les rapports;
- 5.3.40.3 Recueillir et analyser des données en vue de mener des études visant à établir la faisabilité technique et économique des systèmes informatiques proposés et à élaborer des spécifications relatives à la conception fonctionnelle et de système.
- 5.3.40.4 Concevoir des méthodes et des procédures destinées aux petits systèmes informatiques et aux sous-systèmes de systèmes plus grands.
- 5.3.40.5 Développer, essayer et mettre en œuvre de petits systèmes informatiques et des sous-systèmes de systèmes plus grands.

- 5.3.40.6 Produire des formulaires, des manuels, des programmes, des fichiers de données et des procédures pour les systèmes et/ou les applications.
- 5.3.40.7 Élaborer des plans visant la migration des données d'une plate-forme COBOL/OS2 à une plate-forme JAVA/OS2 et/ou une application commerciale, et mettre la migration en œuvre.

5.3.41 L'analyste de système – générique – niveau 2 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.41.1 Élaborer des documents relatifs aux exigences, à la faisabilité, au coût, à la conception et aux spécifications des systèmes.
- 5.3.41.2 Mettre en œuvre des systèmes à l'appui des projets, des services, des organisations ou des activités.
- 5.3.41.3 Traduire les exigences opérationnelles en conception et spécifications de systèmes.
- 5.3.41.4 Analyser et recommander des solutions de rechange et des options pour les solutions.
- 5.3.41.5 Élaborer des spécifications techniques relatives au développement, à la conception et à la mise en œuvre des systèmes.
- 5.3.41.6 Préparer des comptes rendus et des présentations à l'intention de publics techniques et de direction.

5.3.42 L'analyste de système – générique – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.42.1 Élaborer des documents relatifs aux exigences, à la faisabilité, au coût, à la conception et aux spécifications des systèmes.
- 5.3.42.2 Mettre en œuvre des systèmes à l'appui des projets, des services, des organisations ou des activités.
- 5.3.42.3 Traduire les exigences opérationnelles en conception et spécifications de systèmes.
- 5.3.42.4 Analyser et recommander des solutions de rechange et des options pour les solutions.
- 5.3.42.5 Élaborer des spécifications techniques relatives au développement, à la conception et à la mise en œuvre des systèmes.
- 5.3.42.6 Offrir un mentorat et un enseignement aux équipes de développement, aux clients et aux collègues.
- 5.3.42.7 Préparer des comptes rendus et des présentations, les publier et les présenter à des publics techniques et de direction.

5.3.43 L'analyste de système – COBOL – niveau 3 sera responsable d'exécuter les tâches suivantes, sans toutefois s'y limiter.

- 5.3.43.1 Élaborer des documents relatifs aux exigences, à la faisabilité, au coût, à la conception et aux spécifications des systèmes.

- 5.3.43.2 Mettre en œuvre des systèmes à l'appui des projets, des services, des organisations ou des activités.
- 5.3.43.3 Traduire les exigences opérationnelles en conception et spécifications de systèmes.
- 5.3.43.4 Analyser et recommander des solutions de rechange et des options pour les solutions.
- 5.3.43.5 Élaborer des spécifications techniques relatives au développement, à la conception et à la mise en œuvre des systèmes.
- 5.3.43.6 Offrir un mentorat et un enseignement aux équipes de développement, aux clients et aux collègues.
- 5.3.43.7 Préparer des comptes rendus et des présentations, les publier et les présenter à des publics techniques et de direction.
- 5.3.43.8 Élaborer des plans visant la migration des données d'une plate-forme COBOL/OS2 à une plate-forme JAVA/OS2 et/ou une application commerciale, et mettre la migration en œuvre.

6.0 PRODUITS LIVRABLES

- 6.1 Les produits livrables seront précisés dans les AT délivrées dans le cadre du contrat, tel qu'il est précisé à l'appendice A de l'annexe B, à l'article 1. L'entrepreneur doit s'assurer que tous les produits livrables présentés sont conformes aux instructions émises par le responsable technique, telles qu'elles sont précisées dans l'AT. La portée des travaux annexée à chaque AT déterminera le ou les produits livrables en particulier, les tâches et d'autres secteurs à prendre en considération, p. ex. la langue des produits livrables qui doivent être mis en œuvre par l'entrepreneur au cours de la prestation de services.

- 6.1.1 Les produits livrables peuvent comprendre, mais ne s'y limiteront pas, les suivants :

- les plans de projet;
- les documents d'analyse;
- les études des exigences;
- les cas d'utilisation;
- les protocoles de test et les scripts de test;
- la variance de l'architecture;
- les modèles de contexte opérationnel comme les modèles des cas d'utilisation opérationnelle (CUO);
- l'analyse préliminaire des options (APO);
- la conception logique de système (CLS);
- le document de conception technique (DCT);
- la documentation sur la consultation;
- le contenu technique des plans de projet initiaux (PPI);
- la stratégie de développement;
- les modèles de contexte;
- le plan d'engagement de convivialité;
- l'évaluation de la valeur de la convivialité et des risques;
- le modèle des utilisateurs fonctionnels;
- les facteurs critiques de succès;
- la documentation conforme à l'ensemble de pratiques exemplaires, de normes et de méthodes de l'ASFC;
- l'élaboration de documents et de procédures techniques;

- l'analyse des environnements actuels et les recommandations visant à accroître et à optimiser le rendement;
- la surveillance de l'usage des requêtes et la recommandation de façons de modifier les tableaux en vue d'accroître le rendement (p. ex. ajouter des indices joindre des tableaux, ajouter des clés étrangères, etc.)
- les rapports financiers et d'établissement des coûts;

6.1.2 Des ressources seront nécessaires afin de produire les produits livrables dans divers formats. Cela comprend, sans toutefois s'y limiter, les formats suivants :

- Microsoft Word
- Microsoft Excel
- Microsoft PowerPoint
- Adobe Acrobat

6.2 L'entrepreneur doit présenter tous les produits livrables au responsable technique conformément aux délais établis dans chaque AT. Tous les produits livrables de type texte devront être livrés sous forme de copie papier et de copie électronique ou selon les spécifications de l'ASFC. Tous les produits livrables doivent être exacts, véridiques et conformes aux spécifications exigées dans le contrat.

7.0 ACHATS ET SERVICES ÉCOLOGIQUES

7.1 L'entrepreneur doit s'assurer, dans la mesure du possible, que tout le matériel utilisé et toutes les méthodes de travail employées par l'entrepreneur et par le personnel et les ressources qu'il déploie seront conformes à la Stratégie en matière d'achats écologiques de l'ASFC et du gouvernement du Canada.

APPENDICE A DE L'ANNEXE B

PROCÉDURE D'ATTRIBUTION DE TÂCHES

1. Préparation d'une autorisation de tâche (AT)

Lorsqu'une tâche particulière doit être effectuée et qu'une AT doit être fournie à l'entrepreneur conformément à la méthodologie d'attribution énoncée dans l'article du contrat intitulé « Autorisation de tâche », un formulaire d'AT, qui figure à l'Appendice B de l'Annexe B, sera préparé par le responsable technique, puis envoyé à l'entrepreneur. Le formulaire d'AT contiendra les renseignements suivants, s'il y a lieu :

- (i) un numéro de tâche;
- (ii) la date à laquelle le responsable technique doit recevoir l'offre de prix de l'entrepreneur;
- (iii) les catégories de ressources et le nombre de ressources nécessaires;
- (iv) un énoncé des travaux détaillé concernant la tâche visée qui décrit les travaux à effectuer et les produits livrables (tels que des rapports), y compris le format et les supports requis;
- (v) les dates de début et de fin à respecter (le cas échéant);
- (vi) un calendrier des dates butoir pour les principaux travaux, les produits livrables et les paiements (le cas échéant);
- (vii) le nombre de jours-personnes requis;
- (viii) les activités devant éventuellement avoir lieu sur place pour l'exécution des travaux dans un endroit donné;
- (ix) une description des exigences en matière de déplacement, y compris le contenu et le format des rapports de déplacement requis, le cas échéant;
- (x) le niveau de l'attestation de sécurité nécessaire des employés de l'entrepreneur;
- (xi) le profil linguistique nécessaire des employés de l'entrepreneur;
- (xii) les sources de financement par rapport auxquelles le suivi des tâches sera effectué;
- (xiii) le montant maximum de l'AT à verser à l'entrepreneur pour l'exécution de la tâche, indiquant comment le montant final à verser sera calculé; lorsque l'AT n'indique pas la façon dont le montant final payable sera déterminé, le montant payable est le montant, jusqu'à concurrence du montant maximum, pour les heures réellement travaillées sur le projet que l'entrepreneur justifie en présentant les feuilles de présence remplies au moment de l'exécution des travaux par les employés individuels pour justifier les frais;
- (xiv) toute autre contrainte qui pourrait avoir des répercussions sur l'exécution de la tâche.

2. Offre de prix de l'entrepreneur pour l'AT

- 2.1 Lorsqu'une tâche est requise, un « énoncé de tâche » préliminaire est préparé par le responsable technique et envoyé à l'entrepreneur. À la réception de l'énoncé de tâche, l'entrepreneur doit présenter une soumission à l'autorité déterminée dans l'AT contenant de l'information détaillée sur les coûts et le temps requis pour exécuter la tâche. Les taux applicables aux ressources embauchées dans le cadre d'un autre contrat ne doivent pas être fournis aux fins d'évaluation. L'offre de prix de l'entrepreneur doit être préparée selon les taux stipulés dans le contrat. L'entrepreneur ne sera pas payé pour avoir présenté une offre de prix ou pour avoir fourni d'autres renseignements requis pour préparer ou établir une AT. Il doit fournir toute information demandée par le Canada et liée à la préparation d'une AT dans un délai de deux jours ouvrables suivant la demande.
- 2.2 L'entrepreneur doit fournir un curriculum vitae ainsi que les renseignements relatifs à l'attestation de sécurité demandée pour chaque ressource proposée et doit remplir les tableaux de réponse à l'Appendice C de la présente Annexe B qui portent sur les catégories de

ressources indiquées dans l'AT. Les curriculum vitæ devraient montrer que chaque personne proposée répond aux exigences décrites en matière de qualification (y compris les exigences en matière d'études, d'expérience de travail et d'accréditation professionnelle). Quant aux curriculum vitæ et aux ressources :

- (A) Les ressources proposées peuvent être des employés de l'entrepreneur ou d'un sous-traitant, ou il peut s'agir d'entrepreneurs indépendants auxquels l'entrepreneur attribuerait un contrat de sous-traitance pour une partie du travail (se reporter à l'Appendice D de l'Annexe A, Attestations). En ce qui concerne les exigences liées à un diplôme, à un titre ou à un certificat en particulier, le Canada ne tiendra compte que des programmes ayant été réussis par la ressource au moment de la publication de l'« énoncé des tâches » provisoire.
 - (B) En ce qui concerne les exigences relatives aux titres professionnels ou à l'appartenance à un organisme, la ressource doit détenir le titre exigé au moment de la présentation de l'offre de prix et doit demeurer, le cas échéant, un membre en règle de l'organisme professionnel en question pendant la durée du contrat.
 - (C) En ce qui concerne l'expérience de travail, le Canada ne tiendra pas compte de l'expérience acquise dans le cadre d'un programme de formation, sauf s'il s'agit d'expérience acquise dans le cadre d'un programme coopératif officiel dans un établissement postsecondaire.
 - (D) En ce qui concerne les exigences qui portent sur un nombre précis d'années d'expérience (p. ex. deux ans), le Canada ne tiendra pas compte de cette expérience si le curriculum vitæ ne donne pas les dates précises de l'expérience alléguée (c.-à-d. la date de début et la date de fin). Le Canada n'évaluera que la période au cours de laquelle la ressource a réellement travaillé au projet ou aux projets (de la date de début indiquée par la ressource jusqu'à la date de fin, plutôt qu'à partir de la date de début et de fin générale d'un projet ou d'un groupe de projets auxquels la ressource a participé).
 - (E) Pour que l'expérience de travail soit prise en compte, le curriculum vitæ ne doit pas seulement indiquer le titre du poste occupé par la personne, mais doit également démontrer que cette personne a acquis l'expérience nécessaire en présentant en détail les responsabilités et les tâches effectuées dans l'exercice de ses fonctions. Le fait d'énumérer simplement l'expérience en ne fournissant aucune donnée à l'appui pour décrire les responsabilités et les tâches ainsi que leur pertinence par rapport aux exigences, ou le fait de réutiliser les mêmes expressions que le formulaire d'AT, ne sera pas considéré comme la « preuve » d'une expérience aux fins de cette évaluation. L'entrepreneur devrait fournir des détails complets concernant le lieu, les dates, le mois et l'année, et la façon dont les activités ou responsabilités ont été accomplies et dont les qualifications et l'expérience citées ont été obtenues. Si la ressource proposée a travaillé en même temps sur plusieurs projets, on ne tiendra compte que d'un de ces projets lors de l'évaluation de l'expérience.
- 2.3 L'offre de prix doit être signée et envoyée au responsable technique dans le délai de réponse précisé dans le formulaire d'AT. L'entrepreneur disposera d'un délai d'au moins 48 heures pour présenter son offre de prix.
- 2.4 En ce qui concerne la prestation de services, l'entrepreneur peut être tenu, dans le cadre de l'AT, de présenter au responsable technique un plan de prestation de services dans les dix (10) jours ouvrables suivant la publication d'une AT par l'Agence des services frontaliers du Canada. Ce plan doit préciser la structure de l'équipe, le calendrier détaillé des travaux, les mécanismes d'assurance de la qualité et tout autre renseignement figurant dans l'AT requis pour présenter la stratégie que compte utiliser l'entrepreneur pour satisfaire aux exigences énoncées dans le formulaire d'AT autorisé par le responsable technique.

- 2.5 Pour chaque ressource proposée, l'entrepreneur doit soumettre avec son offre :
- (i) le niveau de la cote de sécurité accordée ou approuvée par la DSIC de TPSGC;
 - (ii) un formulaire TBS 330-23 – Formulaire de vérification de sécurité, de consentement et d'autorisation du personnel (<http://www.tbs-sct.gc.ca/tbsf-fsct/330-23-fra.pdf>) rempli et signé.

L'ASFC procédera à une évaluation de la cote de fiabilité du personnel, qui pourrait comprendre une vérification du crédit, pour la ressource proposée. Si une ressource ne réussit pas l'évaluation, l'offre de l'entrepreneur sera jugée non recevable.

3. Évaluation

- 3.1 On évaluera les qualifications et l'expérience des ressources proposées par rapport aux exigences établies dans le formulaire d'AT afin de déterminer si ces ressources satisfont aux critères obligatoires et cotés indiqués dans l'Appendice C de l'Annexe B.
- 3.2 Si on demande des vérifications des références, le Canada effectuera ces vérifications par courriel (sauf si la personne citée en référence ne peut être jointe que par téléphone). Pour que le soumissionnaire respecte les critères techniques obligatoires et que des points lui soient attribués pour un de ces critères, la personne devra répondre à la demande de vérification des références par courriel dans les cinq jours ouvrables qui suivent. Le troisième jour ouvrable après l'envoi du courriel, si le Canada n'a pas reçu de réponse, il en avisera le soumissionnaire par courriel afin qu'il puisse rappeler à la personne en question qu'il faut répondre au Canada dans le délai de cinq jours prescrit. En cas de contradiction entre l'information donnée par la personne citée en référence et celle fournie par le soumissionnaire, l'information donnée par la personne citée en référence sera vérifiée. On considérera que le critère technique obligatoire n'est pas respecté et aucun point ne sera attribué pour ce critère si le client cité en référence n'est pas un client du soumissionnaire lui-même (p. ex. le client ne peut pas être le client d'une société affiliée du soumissionnaire). De plus, le critère technique obligatoire ne sera pas respecté et aucun point ne sera attribué pour ce critère si le client est lui-même une société affiliée ou une autre entité qui a un lien de dépendance avec le soumissionnaire. Les références du Canada seront acceptées.
- 3.3 Pendant l'évaluation des ressources proposées, si les références de deux ressources ou plus nécessaires dans le cadre de l'AT ne fournissent pas de réponse ou ne justifient pas les qualifications exigées pour la prestation des services requis, l'autorité contractante peut déclarer l'offre de prix irrecevable.
- 3.4 Seules les offres qui respectent tous les critères obligatoires seront évaluées dans le cadre des critères cotés. Chaque ressource proposée doit obtenir la note minimale requise dans le cadre des critères cotés liés à la catégorie de ressources pertinente. Si la note minimale des ressources proposées est inférieure à la note requise, l'offre de prix de l'entrepreneur sera jugée irrecevable.
- 3.5 Les procédures concernant les exigences en matière de sécurité sont décrites dans l'article 7.5 du contrat.

4 Acceptation

- 4.1 Dès que l'offre de prix aura été acceptée par le responsable technique, le formulaire d'AT sera signé par le Canada et envoyé à l'entrepreneur, qui devra le signer. Tous les formulaires d'AT d'une valeur estimative de (montant à déterminer) ou moins seront approuvés et signés par le responsable technique, qui enverra un exemplaire de l'AT signée à l'autorité contractante. Tous les formulaires d'AT d'une valeur estimative supérieure à (montant à déterminer) seront signés par le responsable technique et l'autorité contractante.

- 4.2 Le formulaire d'AT doit être dûment signé par le Canada avant le début des travaux. L'entrepreneur ne doit commencer les travaux qu'après avoir reçu un formulaire d'AT (l'autorisation de tâche) dûment signé. Tous les travaux réalisés par l'entrepreneur sans formulaire d'AT le seront à ses risques.

APPENDICE B DE L'ANNEXE B
FORMULAIRE D'AUTORISATION DE TÂCHE
(VOIR LE DOCUMENT CI-JOINT)

APPENDICE C DE L'ANNEXE B

CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET TABLEAUX DE RÉPONSE

(À REMPLIR UNE FOIS LE CONTRAT ATTRIBUÉ)

(VOIR LE DOCUMENT CI-JOINT)

APPENDICE D DE L'ANNEXE B
ATTESTATIONS À L'ÉTAPE DE L'AUTORISATION DE TÂCHE

Les attestations ci-après doivent être utilisées, le cas échéant. Si c'est le cas, elles doivent être signées et jointes au formulaire d'autorisation de tâche (AT) au moment de la présentation de la soumission au Canada.

1. ATTESTATION D'ÉTUDE ET D'EXPÉRIENCE

L'entrepreneur atteste par les présentes que toutes les déclarations relatives aux études et à l'expérience des personnes proposées pour l'exécution des travaux sont exactes et véridiques, et il est conscient du fait que Travaux publics et Services gouvernementaux Canada se réserve le droit de vérifier toute information fournie à cet égard, et que toute déclaration non véridique pourrait entraîner le rejet de la proposition présentée en réponse à l'AT, ou l'application de toute autre mesure que le ministre pourra juger utile.

Nom en lettres moulées de la personne autorisée et signature

Date

2. ATTESTATION DE LA DISPONIBILITÉ ET SITUATION DU PERSONNEL

DISPONIBILITÉ DU PERSONNEL

L'entrepreneur atteste que, s'il est autorisé à fournir des services dans le cadre d'une AT découlant du présent contrat, les personnes proposées dans la proposition en réponse à l'AT pourront commencer le travail dans un délai raisonnable suivant la date d'acceptation de l'AT, ou dans le délai précisé dans l'AT, et qu'elles demeureront disponibles pour réaliser le travail requis.

Nom en lettres moulées de la personne autorisée et signature

Date

3. SITUATION DU PERSONNEL

Si l'entrepreneur propose, pour exécuter les travaux, une personne dont il n'est pas l'employeur, il atteste par les présentes, que cette personne (ou son employeur) lui a remis une autorisation écrite lui permettant d'offrir ses services pour l'exécution des travaux requis et de présenter son curriculum vitae à l'autorité contractante. En outre, l'entrepreneur atteste par les présentes que la personne proposée est au courant qu'elle pourrait être appelée à effectuer des heures de travail supplémentaires et qu'elle est disposée à le faire.

Nom en lettres moulées de la personne autorisée et signature

Date

4. ATTESTATION LINGUISTIQUE – ANGLAIS OU FRANÇAIS OU BILINGUE

La langue de travail et de correspondance du contrat est l'anglais ou le français ou les deux; s'il existe une exigence linguistique précise pour une tâche donnée, elle sera précisée dans la demande d'autorisation de tâche. Les options sont les suivantes :

L'entrepreneur atteste que les ressources proposées en réponse à la présente AT :

[*Option 1 – unilingue anglophone*] parlent anglais couramment. La personne proposée doit être en mesure de communiquer en anglais tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

[*Option 2 – unilingue francophone*] parlent français couramment. La personne proposée doit être en mesure de communiquer en français tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

[*Option 3 – bilingue*] maîtrisent les deux langues officielles du Canada (français et anglais). La personne proposée doit être en mesure de communiquer en anglais et en français tant à l'oral qu'à l'écrit, sans aide, et en faisant peu d'erreurs.

Nom en lettres moulées de la personne autorisée et signature

Date



To: - A:		Contact - Personne-ressource		Standing offer No. - N° d'offre permanente		Validity Period - Période de validité (D/M/Y J/M/A)		Order No. N° de la demande		
Vendor No. - N° du fournisseur		Tel. No. - N° du Tél.		Fax. No. - N° de télécop.		Amendment Date/ Time Date de la modification/ Temps		From - De: To - À:		
Tel. No. - N° du Tél.		Fax. No. - N° de télécop.		Inc./Dec. - Aug./Dim.		Previous Value - Valeur précédente		Order date Date de la demande (D/M/Y J/M/A)		
Tel. No. - N° du Tél.		Fax. No. - N° de télécop.		Revised value - Montant révisé		Date required Demandé pour le (D/M/Y J/M/A)				
Item No. Article n°	Description			U of I U de D	Quantity Quantité	Unit Price Prix unitaire	Ext. Price Prix prévu			
00010	<p>Category/Catégorie: Resource/Ressource: Level of Security/Niveau de sécurité: Security File Number/Numéro de dossier de sécurité: Work Location/Endroit de travail: Language Requirements/Exigences de langue: Other Conditions/Constraints/Autre conditions/constraints: Financial Coding/Code financier:</p> <p>Please refer to the Statement of Work attached./ Veuillez référer à l'Énoncé des travaux ci-joint.</p>									
Delivery Address - Adresse de livraison (UNLESS SPECIFIED DIFFERENTLY ABOVE - SAUF INDICATION CONTRAIRE)				Invoicing address - Adresse de facturation Invoices - Original and two copies are to be made out and sent to Factures - Remplir et envoyer l'original et deux copies à				FOB - FAB		Amount - Montant CAD
								Terms of payment - Modalités de paiement		T. taxes - T. taxes CAD
								Net 30 days		T. Amount - Montant T. CAD
<p>Your proposal is accepted</p> <p>to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price or prices set out therefor.</p> <p>Nous acceptons votre proposition</p> <p>de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans les présentes, et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés dans les présentes, et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqués(s).</p>										



Government of Canada
Gouvernement du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EN578-055605-B

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

SECURITY REQUIREMENTS CHECK LIST (SRCL)

LISTE DE VÉRIFICATION DES EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ (LVERS)

PART A - CONTRACT INFORMATION / PARTIE A - INFORMATION CONTRACTUELLE			
1. Originating Government Department or Organization / Ministère ou organisme gouvernemental d'origine		Public Works and Government Services Canada	2. Branch or Directorate / Direction générale ou Direction Acquisitions
3. a) Subcontract Number / Numéro du contrat de sous-traitance		3. b) Name and Address of Subcontractor / Nom et adresse du sous-traitant	
4. Brief Description of Work / Brève description du travail Standing Offer for the provision of Task Based Informatics Professional Services to the Government of Canada			
5. a) Will the supplier require access to Controlled Goods? Le fournisseur aura-t-il accès à des marchandises contrôlées?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
5. b) Will the supplier require access to unclassified military technical data subject to the provisions of the Technical Data Control Regulations? Le fournisseur aura-t-il accès à des données techniques militaires non classifiées qui sont assujetties aux dispositions du Règlement sur le contrôle des données techniques?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. Indicate the type of access required / Indiquer le type d'accès requis			
6. a) Will the supplier and its employees require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets? Le fournisseur ainsi que les employés auront-ils accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? (Specify the level of access using the chart in Question 7. c) (Préciser le niveau d'accès en utilisant le tableau qui se trouve à la question 7. c)		<input type="checkbox"/> No Non <input checked="" type="checkbox"/> Yes Oui	
6. b) Will the supplier and its employees (e.g. cleaners, maintenance personnel) require access to restricted access areas? No access to PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets is permitted. Le fournisseur et ses employés (p. ex. nettoyeurs, personnel d'entretien) auront-ils accès à des zones d'accès restreintes? L'accès à des renseignements ou à des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS n'est pas autorisé.		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
6. c) Is this a commercial courier or delivery requirement with no overnight storage? S'agit-il d'un contrat de messagerie ou de livraison commerciale sans entreposage de nuit?		<input checked="" type="checkbox"/> No Non <input type="checkbox"/> Yes Oui	
7. a) Indicate the type of information that the supplier will be required to access / Indiquer le type d'information auquel le fournisseur devra avoir accès			
Canada <input checked="" type="checkbox"/>		NATO / OTAN <input type="checkbox"/>	Foreign / Étranger <input type="checkbox"/>
7. b) Release restrictions / Restrictions relatives à la diffusion			
No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input checked="" type="checkbox"/>		All NATO countries Tous les pays de l'OTAN <input type="checkbox"/>	No release restrictions Aucune restriction relative à la diffusion <input type="checkbox"/>
Not releasable À ne pas diffuser <input type="checkbox"/>			
Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>		Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>	Restricted to: / Limité à: <input type="checkbox"/>
Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:		Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:	Specify country(ies): / Préciser le(s) pays:
7. c) Level of information / Niveau d'information			
PROTECTED A PROTÉGÉ A <input checked="" type="checkbox"/>		NATO UNCLASSIFIED <input type="checkbox"/>	PROTECTED A PROTÉGÉ A <input type="checkbox"/>
PROTECTED B PROTÉGÉ B <input checked="" type="checkbox"/>		NATO NON CLASSIFIÉ <input type="checkbox"/>	PROTECTED B PROTÉGÉ B <input type="checkbox"/>
PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>		NATO RESTRICTED <input type="checkbox"/>	PROTECTED C PROTÉGÉ C <input type="checkbox"/>
CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input checked="" type="checkbox"/>		NATO DIFFUSION RESTREINTE <input type="checkbox"/>	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>
SECRET SECRET <input checked="" type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIAL <input type="checkbox"/>	SECRET SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>		NATO CONFIDENTIEL <input type="checkbox"/>	TOP SECRET TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>
TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>		NATO SECRET <input type="checkbox"/>	TOP SECRET (SIGINT) TRÈS SECRET (SIGINT) <input type="checkbox"/>
		NATO SECRET <input type="checkbox"/>	
		COSMIC TOP SECRET <input type="checkbox"/>	
		COSMIC TRÈS SECRET <input type="checkbox"/>	



PART A (continued) / PARTIE A (suite)

8. Will the supplier require access to PROTECTED and/or CLASSIFIED COMSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens COMSEC désignés PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, indicate the level of sensitivity:
Dans l'affirmative, indiquer le niveau de sensibilité :

9. Will the supplier require access to extremely sensitive INFOSEC information or assets?
Le fournisseur aura-t-il accès à des renseignements ou à des biens INFOSEC de nature extrêmement délicate? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

Short Title(s) of material / Titre(s) abrégé(s) du matériel :
Document Number / Numéro du document :

PART B - PERSONNEL (SUPPLIER) / PARTIE B - PERSONNEL (FOURNISSEUR)

10. a) Personnel security screening level required / Niveau de contrôle de la sécurité du personnel requis

<input checked="" type="checkbox"/> RELIABILITY STATUS COTE DE FIABILITÉ	<input checked="" type="checkbox"/> CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	<input checked="" type="checkbox"/> SECRET SECRET	<input type="checkbox"/> TOP SECRET TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> TOP SECRET- SIGINT TRÈS SECRET - SIGINT	<input type="checkbox"/> NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	<input type="checkbox"/> NATO SECRET NATO SECRET	<input type="checkbox"/> COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET
<input type="checkbox"/> SITE ACCESS ACCÈS AUX EMPLACEMENTS			

Special comments:

Commentaires spéciaux :

NOTE: If multiple levels of screening are identified, a Security Classification Guide must be provided.

REMARQUE : Si plusieurs niveaux de contrôle de sécurité sont requis, un guide de classification de la sécurité doit être fourni.

10. b) May unscreened personnel be used for portions of the work?
Du personnel sans autorisation sécuritaire peut-il se voir confier des parties du travail? ☒ No ☐ Yes
Non Oui
If Yes, will unscreened personnel be escorted?
Dans l'affirmative, le personnel en question sera-t-il escorté? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PART C - SAFEGUARDS (SUPPLIER) / PARTIE C - MESURES DE PROTECTION (FOURNISSEUR)

INFORMATION / ASSETS / RENSEIGNEMENTS / BIENS

11. a) Will the supplier be required to receive and store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or assets on its site or premises?
Le fournisseur sera-t-il tenu de recevoir et d'entreposer sur place des renseignements ou des biens PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. b) Will the supplier be required to safeguard COMSEC information or assets?
Le fournisseur sera-t-il tenu de protéger des renseignements ou des biens COMSEC? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

PRODUCTION

11. c) Will the production (manufacture, and/or repair and/or modification) of PROTECTED and/or CLASSIFIED material or equipment occur at the supplier's site or premises?
Les installations du fournisseur serviront-elles à la production (fabrication et/ou réparation et/ou modification) de matériel PROTÉGÉ et/ou CLASSIFIÉ? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

INFORMATION TECHNOLOGY (IT) MEDIA / SUPPORT RELATIF À LA TECHNOLOGIE DE L'INFORMATION (TI)

11. d) Will the supplier be required to use its IT systems to electronically process, produce or store PROTECTED and/or CLASSIFIED information or data?
Le fournisseur sera-t-il tenu d'utiliser ses propres systèmes informatiques pour traiter, produire ou stocker électroniquement des renseignements ou des données PROTÉGÉS et/ou CLASSIFIÉS? ☒ No ☐ Yes
Non Oui

11. e) Will there be an electronic link between the supplier's IT systems and the government department or agency?
Disposera-t-on d'un lien électronique entre le système informatique du fournisseur et celui du ministère ou de l'agence gouvernementale? ☒ No ☐ Yes
Non Oui



PART C - (continued) / PARTIE C - (suite)

For users completing the form **manually** use the summary chart below to indicate the category(ies) and level(s) of safeguarding required at the supplier's site(s) or premises.

Les utilisateurs qui remplissent le formulaire **manuellement** doivent utiliser le tableau récapitulatif ci-dessous pour indiquer, pour chaque catégorie, les niveaux de sauvegarde requis aux installations du fournisseur.

For users completing the form **online** (via the Internet), the summary chart is automatically populated by your responses to previous questions.

Dans le cas des utilisateurs qui remplissent le formulaire **en ligne** (par Internet), les réponses aux questions précédentes sont automatiquement saisies dans le tableau récapitulatif.

SUMMARY CHART / TABLEAU RÉCAPITULATIF

Category Catégorie	PROTECTED PROTÉGÉ			CLASSIFIED CLASSIFIÉ			NATO				COMSEC					
	A	B	C	CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET	NATO RESTRICTED NATO DIFFUSION RESTREINTE	NATO CONFIDENTIAL NATO CONFIDENTIEL	NATO SECRET	COSMIC TOP SECRET COSMIC TRÈS SECRET	PROTECTED PROTÉGÉ			CONFIDENTIAL CONFIDENTIEL	SECRET	TOP SECRET TRÈS SECRET
											A	B	C			
Information / Assets Renseignements / Biens Production																
IT Media / Support TI																
IT Link / Lien électronique																

12. a) Is the description of the work contained within this SRCL PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La description du travail visé par la présente LVERS est-elle de nature PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification".

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire.

12. b) Will the documentation attached to this SRCL be PROTECTED and/or CLASSIFIED?

La documentation associée à la présente LVERS sera-t-elle PROTÉGÉE et/ou CLASSIFIÉE?

☒ No ☐ Yes
Non Oui

If Yes, classify this form by annotating the top and bottom in the area entitled "Security Classification" and indicate with attachments (e.g. SECRET with Attachments).

Dans l'affirmative, classifiez le présent formulaire en indiquant le niveau de sécurité dans la case intitulée « Classification de sécurité » au haut et au bas du formulaire et indiquer qu'il y a des pièces jointes (p. ex. SECRET avec des pièces jointes).



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Contract Number / Numéro du contrat

EN578-055805-B

Security Classification / Classification de sécurité
UNCLASSIFIED

PART D - AUTHORIZATION / PARTIE D - AUTORISATION

13. Organization Project Authority / Chargé de projet de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Benoit, Réal

Title - Titre

Manager, Supply

Signature

Réal Benoit

Telephone No. - N° de téléphone
819 956-2153

Facsimile No. - N° de télécopieur
819 956-7827

E-mail address - Adresse courriel
real.benoit@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Date
2011/10/08

14. Organization Security Authority / Responsable de la sécurité de l'organisme

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Charron, Annick

Title - Titre

SO

Signature

Annick Charron

Telephone No. - N° de téléphone
819-956-0815

Facsimile No. - N° de télécopieur
819-934-1449

E-mail address - Adresse courriel
annick.charron@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Date
Nov 9, 2011

15. Are there additional instructions (e.g. Security Guide, Security Classification Guide) attached?

Des instructions supplémentaires (p. ex. Guide de sécurité, Guide de classification de la sécurité) sont-elles jointes?

☐ No ☐ Yes
☐ Non ☐ Oui

16. Procurement Officer / Agent d'approvisionnement

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

Title - Titre

Signature

Telephone No. - N° de téléphone

Facsimile No. - N° de télécopieur

E-mail address - Adresse courriel

Date

17. Contracting Security Authority / Autorité contractante en matière de sécurité

Name (print) - Nom (en lettres moulées)

JACQUES SAUMUR

Title - Titre

CONTRACT SECURITY
OFFICER

Signature

Jacques Saumur

Telephone No. - N° de téléphone
613-948-1732

Facsimile No. - N° de télécopieur
613-954-4171

E-mail address - Adresse courriel
JACQUES.SAUMUR@

Date
16-NOV.-2011

TPSGC-PWgSC.GC.CA

APPENDICE C DE L'ANNEXE B

TABLEAUX DE CRITÈRES D'ÉVALUATION DES RESSOURCES ET DE RÉPONSES

VOLET 1 – ARCHITECTURE DE PROJET

Critères obligatoires applicables à l'architecte d'application et de logiciel – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
		EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, en conception de systèmes à disponibilité élevée* visant la reprise après sinistre**.</p> <p>*Le système à disponibilité élevée est défini comme un système qui est disponible tous les jours 24 heures sur 24 dont les seules pannes sont des pannes prévues.</p> <p>**La reprise après sinistre est définie comme les activités de rétablissement après une panne, un sinistre en raison d'une panne ou le rétablissement d'un service de rechange, au besoin; le plus rapidement que possible.</p>		

O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des sept dernières années, de la fourniture d'une analyse en vue de définir la fonctionnalité du système à l'aide du Unified Modeling Language (UML).		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des sept dernières années, de l'analyse et de l'appui du développement d'une Inscription intégrée en matière d'exécution de la loi* ou d'une Fonctionnalité d'évaluation des risques** .</p> <p>*L'Inscription intégrée en matière d'exécution de la loi est définie comme le répertoire de tous les renseignements liés à l'exécution. Cela comprend les dossiers de saisies et d'autres mesures d'exécution de la loi, les avis de surveillance, le renseignement et d'autres cas et renseignements d'enquêtes provenant de sources externes en ce qui concerne l'exécution de la loi.</p> <p>La **Fonctionnalité d'évaluation des renseignements est définie comme l'analyse des renseignements disponibles afin de déterminer les risques associés à un voyageur ou à une marchandise commerciale.</p>		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des sept dernières années, du travail sur des projets qui exigent une interaction et une coordination avec d'autres équipes afin d'obtenir les résultats voulus.		

Critères cotés applicables à l'architecte d'application et de logiciel – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère O3, de l'analyse et de l'appui du développement d'une Inscription intégrée en matière d'exécution de la loi* et d'une Fonctionnalité d'évaluation des risques**.</p> <p>*L'Inscription intégrée en matière d'exécution de la loi est définie comme le répertoire de tous les renseignements liés à l'exécution. Cela comprend les dossiers de saisies et d'autres mesures d'exécution de la loi, les avis de surveillance, le renseignement et d'autres cas et renseignements d'enquêtes provenant de sources externes en ce qui</p>	20	<p>3 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 10 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 15 points</p> <p>Plus de 6 ans = 20 points</p>		

	concerne l'exécution de la loi. **La Fonctionnalité d'évaluation des renseignements est définie comme l'analyse des renseignements disponibles afin de déterminer les risques associés à un voyageur ou à une marchandise commerciale. Il n'est pas nécessaire que l'expérience supplémentaire ait été acquise au cours des sept dernières années.				
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la conception de systèmes complexes* dans un environnement réparti géographiquement qui comporte également des sous-systèmes de bases de données partagées. *Les systèmes complexes sont définis comme un groupe de systèmes qui interagissent les uns avec les autres, qui sont interdépendants et qui doivent offrir un accès et une	10	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 7 points		

	réponse immédiate (en temps réel) aux utilisateurs qui effectuent des tâches urgentes lorsque l'exactitude des données est critique.		Plus de 5 ans = 10 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'utilisation du logiciel Rational Rose d'IBM et du Processus rationnel unifié (PRU).	10	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 7 points Plus de 5 ans = 10 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la détermination et du développement des architectures, des cadres et des stratégies d'application en vue de répondre aux exigences opérationnelles et d'application d'une	20	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 5 points		

	organisation ou d'une zone d'application.		Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 10 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 15 points Plus de 5 ans = 20 points		
C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'exécution de toutes les tâches décrites à l'article 5.3.1 de l'annexe A (EDT) pour un ministère ou un organisme fédéral.	5	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 2 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 3 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 4 points Plus de 5 ans = 5 points		

C6	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée a suivi une formation ou est accréditée ou les deux relativement au Open Group Architecture Framework (TOGAF)* .</p> <p>Afin d'obtenir des points, une copie du certificat doit être jointe au CV de la ressource proposée.</p> <p>*Le Open Group Architecture Framework (TOGAF) est défini comme les méthodes et les outils permettant l'acceptation, la production, l'utilisation et l'entretien de l'architecture d'affaires. Il est fondé sur un modèle de processus itératif appuyé par les pratiques exemplaires et un ensemble de biens d'architecture réutilisables existant.</p>	10	<p>Formation liée uniquement au TOGAF = 5 points</p> <p>Copie de l'accréditation relative au TOGAF jointe = 10 points</p>		
	TOTAL	75			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE AFIN D'ÊTRE RECEVABLE	45			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'analyste de système – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT		CRITÈRES OBLIGATOIRES		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
				EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1		L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des sept dernières années, de la fourniture d'une analyse en vue de définir la fonctionnalité du système à l'aide du Unified Modeling Language (UML).			
O2		L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des sept dernières années, à s'assurer que les solutions structurées sont harmonisées, fonctionnelles et complètes selon tous les points de vue principaux* de l'entreprise, des renseignements, de l'application et de la technologie. *La perspective principale est définie en fonction de chaque projet. Quels sont les problèmes opérationnels importants que vous tentez de régler? Quels sont les objectifs principaux en matière de rendement? Quels sont les objectifs importants? etc.			

Critères cotés applicables à l'analyste de système – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience relative aux principes d'intégration de systèmes.	30	5 points par année, jusqu'à concurrence de 30 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la conception de systèmes complexes* dans un environnement réparti géographiquement qui comporte également des sous-systèmes de bases de données partagées. *Les systèmes complexes sont définis comme un groupe de systèmes qui interagissent les uns avec les autres, qui sont interdépendants et qui doivent offrir un accès et une réponse immédiate (en temps réel) aux utilisateurs qui effectuent des tâches urgentes lorsque l'exactitude des données est	20	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 2 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 10 points Plus de 5 ans, mais moins de		

	critique.			6 ans = 15 points Plus de 6 ans = 20 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la fourniture de conseils et d'orientation de façon continue tout au long du cycle de vie du projet.	20		1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 2 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 10 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 15 points Plus de 6 ans = 20 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée a suivi une formation ou est accréditée ou les deux relativement au Open Group Architecture Framework (TOGAF)*.	10		Formation liée uniquement au TOGAF = 5 points Copie de l'accréditation relative au		

	Afin d'obtenir des points, une copie du certificat doit être jointe au CV de la ressource proposée.		TOGAF jointe = 10 points		
C5	<p>*Le Open Group Architecture Framework (TOGAF) est défini comme les méthodes et les outils permettant l'acceptation, la production, l'utilisation et l'entretien de l'architecture d'affaires. Il est fondé sur un modèle de processus itératif appuyé par les pratiques exemplaires et un ensemble de biens d'architecture réutilisables existant.</p> <p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'exécution toutes les tâches décrites à l'article 5.3.2 de l'annexe A (EDT) pour un ministère ou un organisme fédéral.</p>	5	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 3 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 4 points</p> <p>Plus de 5 ans =</p>		

C6			5 points		
	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de travail sur des projets qui exigent une interaction et une coordination avec d'autres équipes afin d'obtenir les résultats voulus.	15	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 3 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 10 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 15 points</p>		

	TOTAL	100			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE AFIN D'ÊTRE RECEVABLE	60			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'architecte Web (chercheur de produits conviviaux) – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de quatre ans, au cours des dix dernières années, à concevoir, à diriger, à coordonner et à mener des essais de convivialité.			
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de quatre ans, au cours des dix dernières années, de la conception et de la réalisation des activités suivantes : i) analyse des besoins des utilisateurs; ii) analyse des tâches; iii) établissement de profil ou de persona des utilisateurs.			
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale			

	de quatre ans, au cours des dix dernières années, de la rédaction de rapports sur les essais de convivialité : i) cerner les problèmes et leur nature; ii) établir leur priorité en fonction de la gravité; iii) formuler des recommandations quant à ce qui doit être réparé.		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de quatre ans, au cours des dix dernières années, de la présentation des résultats de recherche et des hypothèses ou de la fourniture de formation aux divers intervenants des différents niveaux de l'organisation.		

Critères cotés applicables à l'architecte Web – niveau 3

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience au cours des dix dernières années de la réalisation	30	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 4 ans = 1 point		

	de recherches relatives aux problèmes dans le domaine des facteurs humains ou de la convivialité.		<p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 10 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 15 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 20 points</p> <p>Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 25 points</p> <p>Plus de 9 ans = 30 points</p>		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, au cours des dix dernières années, de la conception, de la direction, de la coordination et de la réalisation de recherches techniques, y compris au moins l'une des activités suivantes :	30	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 4 ans = 1 point</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 10 points</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> i) des groupes de discussion; ii) des entrevues; iii) des sondages; iv) une recherche expérimentale. 		<p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 15 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 20 points</p> <p>Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 25 points</p> <p>Plus de 9 ans = 30 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience au cours des dix dernières années de la collaboration avec les concepteurs et les développeurs de la convivialité ou de l'interface utilisateur (IU).</p>	30	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 4 ans = 1 point</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 10 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 15 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 20 points</p>		

				Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 25 points Plus de 9 ans = 30 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience au cours des dix dernières années de la découverte des aspects du modèle de l'utilisateur et de leur relation à l'interface utilisateur et le processus opérationnel.	30	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 4 ans = 1 point Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 10 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 15 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 20 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 25 points Plus de 9 ans = 30 points			

	TOTAL	120			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	72			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'architecte d'affaires – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans du travail relativement à l'architecture d'affaires ou à l'analyse opérationnelle.			
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la détermination, de l'analyse et de la validation des services et des processus en vue de favoriser les initiatives de transformation opérationnelle. Cela doit comprendre les éléments suivants : i) l'élaboration de modèles; ii) l'animation de réunions ou d'ateliers en			

	vue de recueillir, d'analyser et de valider les constatations; iii) la communication des constatations aux intervenants et aux cadres supérieurs* . *Les cadres supérieurs sont équivalents à un niveau de directeur ou à un niveau supérieur.		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des dix dernières années, de la prestation de conseils à l'appui des initiatives en matière d'améliorations opérationnelles ou de technologie de l'information. Cela doit comprendre les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> i) l'examen et l'analyse de l'élaboration et de l'intégration des modèles de processus opérationnels et d'information; ii) l'offre d'une aide et d'une orientation dans le cadre de l'élaboration de l'amélioration des processus opérationnels en vue d'éliminer la redondance des renseignements et des processus. 		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de deux ans, au cours des cinq dernières années, de l'élaboration d'analyses de l'incidence des changements et d'activités de gestion du changement.		

Critères cotés applicables à l'architecte d'affaires – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, au cours des cinq dernières années, de l'utilisation du modèle de référence stratégique du gouvernement du Canada (MRSGC) dans le cadre du Programme de transformation opérationnelle (PTO) aux fins des initiatives de transformation opérationnelle d'un secteur public (gouvernement fédéral, provincial, territorial ou municipal, ou une société d'État). À des fins d'information	20	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 5 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 10 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 15 points Plus de 4 ans = 20 points		

	uniquement, veuillez consulter le lien suivant pour obtenir des renseignements au sujet du MRSGC : http://www.tbs-sct.gc.ca/cio-dpi/webapps/architecture/p-gi/p-gi03-fra.asp				
	et du PTO http://www.collectionscanada.gc.ca/archivesweb/* http://http://www.tbs-sct.gc.ca/btep-ptol/index_e.asp				
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère O3, de la prestation de conseils à l'appui des initiatives en matière d'améliorations opérationnelles ou de technologie de l'information. Cela doit comprendre les éléments suivants : i) l'examen et l'analyse de l'élaboration et de	20	3 ans ou moins = 0 point Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 10 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 15 points Plus de 6 ans = 20 points		

	<p>l'intégration des modèles de processus opérationnels et d'information;</p> <p>ii) l'offre d'une aide et d'une orientation dans le cadre de l'élaboration de l'amélioration des processus opérationnels en vue d'éliminer la redondance des renseignements et des processus.</p> <p>Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des dix dernières années.</p>				
C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, à déterminer, de l'analyse et de la validation des services et des processus en vue de favoriser les initiatives de</p>	20	<p>5 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 10 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 15 points</p> <p>Plus de 7 ans = 20 points</p>		

	<p>transformation opérationnelle. Cela comprend tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'élaboration de modèles; • l'animation de réunions ou d'ateliers en vue de recueillir, d'analyser et de valider les constatations; • la communication des constatations aux intervenants et aux cadres supérieurs*. <p>*Les cadres supérieurs sont définis comme équivalents à un niveau de directeur ou à un niveau supérieur.</p> <p>Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des dix dernières années.</p>				
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de	20	2 ans ou moins = 0 point Plus de 2 ans, mais		

	l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, de l'élaboration d'analyses de l'incidence des changements et d'activités de gestion du changement. Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des cinq dernières années.		moins de 3 ans = 5 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 10 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 15 points Plus de 5 ans = 20 points		
C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'analyse et de l'élaboration de facteurs de succès critiques à la réussite opérationnelle.	15	1 projet = 5 points 2 projets = 10 points Plus de 3 projets = 15 points		
C6	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée a suivi une formation ou est accréditée ou les deux relativement au Open Group Architecture Framework (TOGAF)*.	10	Formation liée uniquement au TOGAF = 5 points Copie de l'accréditation relative au TOGAF jointe = 10 points		

	<p>Afin d'obtenir des points, une copie du certificat doit être jointe au CV de la ressource proposée.</p> <p>*Le Open Group Architecture Framework (TOGAF) est défini comme les méthodes et les outils permettant l'acceptation, la production, l'utilisation et l'entretien de l'architecture d'affaires. Il est fondé sur un modèle de processus itératif appuyé par les pratiques exemplaires et un ensemble de biens d'architecture réutilisables existants.</p>					
--	---	--	--	--	--	--

	TOTAL	105			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	63			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'architecte de la gestion de l'information – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du travail dans un environnement opérationnel et d'élaboration de gestion de l'information (GI) / technologie de l'information (TI).			
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans du travail dans un environnement opérationnel et d'élaboration du contenu.			

Critères obligatoires applicables à l'architecte de la gestion de l'information – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de travail avec des bases de données, des entrepôts de données et l'établissement de rapports sur les bases de données.	10	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 8 points Plus de 4 ans = 10 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'élaboration de stratégies et de procédures en vue de réaliser la migration	10	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point Plus de 2 ans, mais moins de		

	des bases de données et l'intégration à l'égard des tiers.		3 ans = 2 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 6 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 8 points Plus de 6 ans = 10 points			
	TOTAL	20				
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	12				
	POINTS OBTENUS					

Critères obligatoires applicables à l'architecte de la technologie – niveau 3

CRITÈRES OBLIGATOIRES		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT		EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, à élaborer des architectures, des cadres et des stratégies techniques, soit pour une organisation soit pour une zone d'application en vue de répondre aux exigences opérationnelles et d'application.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de l'analyse et de l'évaluation de solutions technologiques de rechange en vue de régler les problèmes opérationnels.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de la fourniture des analyses de l'incidence des changements technologiques aux termes techniques et non techniques.		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de l'intégration d'une solution technologique.		

Critères obligatoires applicables à l'architecte de la technologie – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'élaboration d'architectures, de cadres et de stratégies techniques aux fins des systèmes complexes** de la technologie de l'information*. *La technologie de l'information est définie comme un champ d'études qui traite de la création et d'architecture de logiciels qui prennent en charge directement la prestation de services informatiques.	20	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 3 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 5 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 10 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 15 points Plus de 9 ans = 20 points		

	<p>**Les systèmes complexes sont définis comme un groupe de systèmes qui interagissent les uns avec les autres, qui sont interdépendants et qui doivent offrir un accès et une réponse immédiate (en temps réel) aux utilisateurs qui effectuent des tâches urgentes lorsque l'exactitude des données est critique.</p>				
C2	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience au cours des dix dernières années de l'analyse et de l'évaluation de solutions technologiques de rechange aux fins de l'ordinateur central et d'une plate-forme répartie.</p>	20	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 3 ans = 1 point</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 2 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 3 points</p> <p>Plus de 6 ans,</p>		

				mais moins de 7 ans = 5 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 10 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 15 points Plus de 9 ans = 20 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'examen de la conception de l'infrastructure technique afin d'assurer le respect des normes prescrites et de recommander des améliorations en matière de rendement aux fins de la technologie de l'information* des systèmes complexes**.	20	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 3 ans = 1 point Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 2 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 3 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 5 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 10 points			

*La technologie de l'information est

	<p>définie comme un champ d'études qui traite de la création et d'architecture de logiciels qui prennent en charge directement la prestation de services informatiques.</p> <p>** Les systèmes complexes sont définis comme un groupe de systèmes qui interagissent les uns avec les autres, qui sont interdépendants et qui doivent offrir un accès et une réponse immédiate (en temps réel) aux utilisateurs qui effectuent des tâches urgentes lorsque l'exactitude des données est critique.</p>			<p>Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 10 points</p> <p>Plus de 9 ans = 20 points</p>		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience au cours des	15	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 5 points</p>			

	dix dernières années de l'utilisation de méthodes d'élaboration itératives (c.-à-d. le Processus rationnel unifié (PRU) dans le cadre de projets de la TI.		Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 10 points Plus de 3 ans = 15 points		
C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'exécution de toutes les tâches décrites à l'article 5.3.6 de l'annexe A (EDT) au cours des dix dernières années, à titre d'architecte de la technologie (ou un titre équivalent) pour un ministère ou organisme fédéral.	5	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 3 ans = 1 point Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 2 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 3 points Plus de 5 ans = 5 points		
C6	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée a suivi une formation ou est	10	Formation liée uniquement au TOGAF = 5 points		

	<p>accréditée ou les deux relativement au Open Group Architecture Framework (TOGAF)*.</p> <p>Afin d'obtenir des points, une copie du certificat doit être jointe au CV de la ressource proposée.</p> <p>*Le Open Group Architecture Framework (TOGAF) est défini comme les méthodes et les outils permettant l'acceptation, la production, l'utilisation et l'entretien d'une architecture d'affaires. Il est fondé sur un modèle de processus itératif appuyé par les pratiques exemplaires et un ensemble de biens d'architecture réutilisables existant.</p>		<p>Copie de l'accréditation relative au TOGAF jointe = 10 points</p>		
--	---	--	--	--	--

	TOTAL	90			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	54			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'architecte-conseil de l'organisation – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans du travail relativement à l'architecture d'affaires ou à l'analyse opérationnelle.			
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la détermination, de l'analyse et de la validation des services et des processus en vue de favoriser les initiatives de transformation. Cela doit comprendre les éléments suivants :			

	<p>i) l'élaboration de modèles; ii) l'animation de réunions ou d'ateliers en vue de recueillir, d'analyser et de valider les constatations; iii) la communication des constatations aux intervenants et aux cadres supérieurs*.</p> <p>*Les cadres supérieurs sont définis comme équivalents à un niveau de directeur ou à un niveau supérieur.</p>		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de l'élaboration de cadres, de pratiques et de procédures liés à l'architecture.		

Critères obligatoires applicables à l'architecte-conseil de l'organisation – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, au cours des dix dernières années, de	20	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 5 points		

	<p>l'utilisation du modèle de référence stratégique du gouvernement du Canada (MRSGC) dans le cadre du Programme de transformation opérationnelle (PTO) aux fins des initiatives de transformation opérationnelle d'un secteur public (gouvernement fédéral, provincial, territorial ou municipal, ou une société d'État).</p> <p>À des fins d'information uniquement, veuillez consulter le lien suivant pour obtenir des renseignements au sujet du MRSGC :</p> <p>http://www.tbs-sct.gc.ca/cio-dpi/webapps/architecture/p-gi/p-gi03-fra.asp</p> <p>et du PTO :</p> <p>http://www.collectionscanada.gc.ca/archivesweb/ http://http://www.tbs-sct.gc.ca/btep-ptoi/index_e.asp</p>			<p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 10 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 15 points</p> <p>Plus de 4 ans = 20 points</p>	
--	---	--	--	--	--

C2	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, de la détermination, de l'analyse et de la validation des services et des processus en vue de favoriser les initiatives de transformation. Cela comprend tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'élaboration de modèles; • l'animation de réunions ou d'ateliers en vue de recueillir, d'analyser et de valider les constatations; • la communication des constatations aux intervenants et aux cadres supérieurs*. <p>*Les cadres supérieurs sont définis comme équivalents à un niveau de directeur ou à un niveau supérieur.</p> <p>Il n'est pas nécessaire</p>	20	<p>5 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 5 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 10 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 15 points</p> <p>Plus de 8 ans = 20 points</p>		
-----------	---	----	---	--	--

	que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des dix dernières années.				
C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère O3, de l'élaboration de cadres, de pratiques et de procédures liés à l'architecture.</p> <p>Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des dix dernières années.</p>	20	<p>5 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 5 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 10 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 15 points</p> <p>Plus de 8 ans = 20 points</p>		
C4	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'exécution de toutes les tâches décrites à l'article 5.3.7 de l'annexe A (EDT) au cours des dix dernières années.</p>	20	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points</p> <p>Plus de 4 ans,</p>		

			mais moins de 5 ans = 10 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 15 points Plus de 6 ans = 20 points			
	TOTAL	80				
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUSSION SOIT RECEVABLE	48				
	POINTS OBTENUS					

Critères obligatoires applicables à l'architecte de la technologie – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans du travail à titre de rédacteur technique (ou titre équivalent) dans un environnement de technologie de l'information*.		

	*La technologie de l'information est définie comme un champ d'études qui traite de la création et d'architecture de logiciels qui prennent en charge directement la prestation de services informatiques.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience minimale d'un an de la planification, de la recherche et de la rédaction d'artefacts et de spécifications liés à l'architecture.		

Critères obligatoires applicables à l'architecte de la technologie – niveau 3

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, du travail à titre de rédacteur technique (ou titre équivalent) dans un environnement de technologie de l'information*.	15	3 ans ou moins = 0 point Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 10 points Plus de 5 ans = 15 points		

	*La technologie de l'information est définie comme un champ d'études qui traite de la création et d'architecture de logiciels qui prennent en charge directement la prestation de services informatiques.				
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, de la planification, de la recherche et de la rédaction d'artefacts et de spécifications liés à l'architecture.	15	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 10 points Plus de 5 ans = 15 points		

	TOTAL	30			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	18			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'architecte Web (concepteur de produits conviviaux) – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de quatre ans, au cours des dix dernières années, de la création de conceptions d'interface utilisateur d'applications Web en fonction des cas d'utilisation opérationnelle ou d'analyse des tâches.			
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de quatre ans, au cours des dix dernières années, de la conception de prototypes d'interface utilisateur (IU) à basse et à haute fidélités restructurés de façon itérative en fonction des mises à l'essai et de la rétroaction.			

O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de quatre ans, au cours des dix dernières années, de la conception de l'interface utilisateur (IU) des applications Web.	
-----------	--	--

Critères obligatoires applicables à l'architecte Web (concepteur de produits conviviaux) – niveau 3

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de la création de conceptions d'interface utilisateur d'applications Web en fonction des cas d'utilisation opérationnelle ou d'analyse des tâches. Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été	25	4 ans ou moins = 0 point Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 10 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 15 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 20 points		

	acquise au cours des huit dernières années.		Plus de 8 ans = 25 points		
C2	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, de la conception de prototypes d'interface utilisateur (IU) à basse et à haute fidélités restructurés de façon itérative en fonction des mises à l'essai et de la rétroaction.</p> <p>Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des huit dernières années.</p>	25	<p>4 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 10 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 15 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 20 points</p> <p>Plus de 8 ans = 25 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, au cours des dix dernières années, de la consignment de conceptions d'interface utilisateur ou les</p>	30	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 4 ans = 3 points</p>		

	spécifications en matière d'interaction sous forme de documents de normes ou de lignes directrices, de guides stylistiques ou de documents de conception détaillés.		<p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 10 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 15 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 20 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 25 points</p> <p>Plus de 8 ans = 30 points</p>		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience au cours des dix dernières années de la découverte des aspects du modèle de l'utilisateur et de leur relation à l'interface utilisateur et le processus opérationnel.	30	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 4 ans = 3 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 10 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de</p>		

			6 ans = 15 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 20 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 25 points Plus de 8 ans = 30 points			
	TOTAL	110				
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	66				
	POINTS OBTENUS					

VOLET 2 – SAP

Critères obligatoires applicables à l'architecte d'applications et de logiciels – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
		EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, de la conception de solutions de SAP.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de sept ans, au cours des dix dernières années, de l'élaboration de documents de spécifications d'un système aux fins de la mise en œuvre des modules SAP.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des dix dernières années, de l'intégration des modules à un système SAP existant.		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la conception de solutions SAP concernant l'élaboration de grands projets de technologie de l'information (TI)* dans un grand environnement		

	de la technologie de l'information (TI)**.		
	<p>*L'élaboration de grands projets de technologie de l'information (TI) est définie comme un projet ayant une valeur supérieure à un million de dollars.</p> <p>**Un grand environnement de la technologie de l'information (TI) est défini comme un organisme qui compte 100 professionnels de la TI ou plus.</p>		
O5	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de deux ans, au cours des dix dernières années, de l'élaboration de documents de spécifications d'un système aux fins d'un système financier.		

Critères cotés applicables à l'architecte d'applications et de logiciels – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de la conception de solutions SAP.	10	<p>Plus de 10 ans, mais moins de 12 ans = 5 points</p> <p>Plus de 12 ans, mais moins de 14 ans = 7 points</p> <p>Plus de 14 ans =</p>		

C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la mise en œuvre de SAP Business Partner.	5	10 points 1 an ou moins = 2 points Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans = 5 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la mise en œuvre des solutions de gestion des recettes à l'aide de SAP.	10	1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points Plus de 2 ans, mais moins de 4 ans = 5 points Plus de 4 ans, mais moins de 6 ans = 7 points Plus de 6 ans = 10 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'intégration de modules	5	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 3 ans = 3 points		

	SAP supplémentaires dans un environnement qui avait déjà le SAP — Module de la comptabilité financière (FI).		Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 4 points Plus de 5 ans = 5 points		
C5	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource possède de l'expérience dans le cadre d'un rôle principal en ce qui concerne la conception et l'élaboration de solutions logiciels SAP aux fins des applications de traitement d'opérations critiques à la mission, à disponibilité élevée* et à volume élevé**.</p> <p>*La disponibilité élevée est définie comme un système qui doit fonctionner de façon fiable tous les jours 24 heures sur 24, 365 jours par année, et une mise en œuvre connexe qui permet d'assurer la continuité opérationnelle minimale de 99 % par année.</p> <p>**Le volume élevé est</p>	10	<p>1 an ou moins = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 4 ans = 5 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 6 ans = 7 points</p> <p>Plus de 6 ans = 10 points</p>		

	défini comme un système qui prend en charge plus de 100 utilisateurs dans des emplacements multiples et traite au moins 200 000 opérations par jour.				
C6	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la mise en œuvre du module Public Sector Collections and Disbursement SAP.	10	1 an ou moins = 3 points Plus de 1 an = 6 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 8 points Plus de 3 ans = 10 points		
C7	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère O3, de l'intégration des modules dans un environnement SAP existant.	5	3 ans ou moins = 0 point Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 3 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 4 points Plus de 5 ans = 5 points		

	TOTAL	55			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	33			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'analyste fonctionnel PGI (Solution Manager) – niveau 2

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
		EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de l'utilisation de SAP Solution Manager.			
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de quatre ans, au cours des dix dernières années, de la mise en œuvre du Change Request Management (ChaRM) de SAP dans le cadre du SAP Solution Manager.			

O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de un an, au cours des quatre dernières années, de la mise en œuvre des rapports dans le SAP Solution Manager (p. ex., Security Optimization Self-Service, EarlyWatch Alerts, CA Wiley Infrastructure).		
-----------	---	--	--

Critères cotés applicables à l'analyste fonctionnel PGI (Solution Manager) – niveau 2

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de l'utilisation de SAP Solution Manager.	3	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 1 point Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 2 points Plus de 9 ans = 3 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource	3	4 ans ou moins =		

	proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, de la mise en œuvre de SAP Change Request Management (ChaRM) dans SAP Solution Manager.		0 point Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 1 point Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 2 points Plus de 8 ans = 3 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la mise en œuvre du processus SAP Test Management.	3	6 mois ou moins = 0 point Plus de 6 mois, mais jusqu'à 1 an = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans = 3 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la mise en œuvre de la cyanotypie dans le cadre de SAP Solution Manager.	3	6 mois ou moins = 0 point Plus de 6 mois, mais jusqu'à 1 an = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points		

C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la mise en œuvre du poste de service dans le cadre de SAP Solution Manager.	3	Plus de 2 ans = 3 points 6 mois ou moins = 0 point Plus de 6 mois, mais jusqu'à 1 an = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans = 3 points		
	TOTAL	15			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	9			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) – niveau 2

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
		EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des sept dernières années, de l'élaboration et de la tenue à jour des fonctions de sécurité SAP.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de quatre ans, au cours des huit dernières années, de l'utilisation de l'autorisation de sécurité SAP.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des six dernières années, de l'analyse et de la mise en œuvre de la tâche de mise à niveau de la sécurité et de l'autorisation dans le système SAP 4.X à la version ECC6.0 ou plus récente.		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de quatre ans, au cours des huit dernières années, de l'analyse et de l'application de Online SAP Support Notes (OSS Notes) à la sécurité SAP.		

Critères obligatoires applicables à l'analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) – niveau 2

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR			
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de l'élaboration et de la tenue à jour des fonctions de sécurité SAP.	8	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 2 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 6 points Plus de 8 ans = 8 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de	6	1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 3 ans =		

	l'importation des utilisateurs des systèmes existants au SAP.		2 points Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 3 points Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans = 6 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, de l'analyse et de l'application de Online SAP Support Notes (OSS Notes) liées à sécurité SAP.	6	4 ans ou moins = 0 point Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 3 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 4 points Plus de 6 ans, mais moins de 8 ans = 5 points Plus de 9 ans = 6 points		
	TOTAL	20			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	12			

	POINTS OBTENUS				
--	----------------	--	--	--	--

Critères obligatoires applicables à l'analyste-programmeur PGI (ABAP) – niveau 2

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de l'utilisation de techniques de programmation axées sur l'objet de l'Advanced Business Application Programming (ABAP).			
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des dix dernières années, du développement d'un code ABAP aux fins du SAP – Module de la comptabilité financière (FI).			
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des dix dernières années, de l'analyse et de l'application de Online SAP Support Notes (OSS Notes) aux problèmes liés au code d'ABAP du SAP.			

O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est un conseiller accrédité de SAP aux fins de l'ABAP.</p> <p>Afin d'être recevable relativement au critère obligatoire O4, un certificat doit être fourni.</p>		
-----------	--	--	--

Critères cotés applicables à l'analyste-programmeur PGI (ABAP) – niveau 2

	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR
--	----------------------------------

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la planification et de l'élaboration des interfaces d'entrée et de sortie du SAP.	5	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans = 5 points</p>		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'élaboration des SmartForm du SAP.	5	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans = 5 points</p>		

C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'utilisation de l'outil de mise au point disponible dans le SAP.	5	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans = 5 points</p>		
C4	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience relative au test unitaire* dans un environnement SAP.</p> <p>*Le test unitaire est défini comme une la mise à l'essai d'une composante de développement de façon indépendante.</p>	5	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans = 5 points</p>		

C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience relative à la version ECC6.0 ou plus récente du SAP.	5	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans = 5 points		
	TOTAL	25			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	15			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'analyste fonctionnel PGI – niveau 2

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR
--	--	----------------------------------

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la conception de solutions de SAP.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la rédaction de spécifications de conception fonctionnelle pour un système financier du SAP.		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la conception de solutions SAP concernant l'élaboration de grands projets de la TI* dans un grand environnement de la technologie de l'information (TI)**.</p> <p>*L'élaboration de grands projets de la TI est définie comme ayant une valeur supérieure à un million de dollars.</p> <p>**Un grand environnement de la technologie de l'information (TI) est défini comme un organisme qui compte 100 professionnels de la TI ou plus.</p>		

O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des huit dernières années, de l'élaboration de documents de spécifications d'un système aux fins du SAP — Module de la comptabilité financière (FI) dans le cadre de l'élaboration des comptes des clients.		
-----------	--	--	--

Critères cotés applicables à l’analyste fonctionnel PGI – niveau 2

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR
--	--	--	----------------------------------

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de la conception de solutions SAP.	6	<p>5 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 3 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 4 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 5 points</p> <p>Plus de 8 ans = 6 points</p>		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, de l'élaboration de documents de spécifications d'un système aux fins du SAP — Module de la comptabilité financière (FI) dans le cadre de l'élaboration des comptes des clients.	5	<p>3 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 3 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 4 points</p> <p>Plus de 7 ans = 5 points</p>		

C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'élaboration de documents aux fins du module Public Sector Collections and Disbursement SAP (PSCD), y compris les spécifications de mise en œuvre des comptes clients (les comptes clients sont un module dans le SAP).	6	1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points Plus de 5 ans = 6 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'élaboration des Business Blueprints (cyanotypes opérationnelles) du SAP aux fins des solutions de gestion des recettes.	5	1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points Plus de 4 ans = 5 points		
	TOTAL	22			

	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUSSION SOIT RECEVABLE	13			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR			
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV		
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de sept ans, au cours des dix dernières années, de l'élaboration et de la tenue à jour des fonctions de sécurité SAP.				
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de l'utilisation de l'autorisation de sécurité SAP.				
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des sept dernières années, de l'analyse et de l'application de Online SAP Support Notes (OSS Notes) à sécurité SAP.				

O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de sept ans, au cours des dix dernières années, du travail dans le cadre d'un projet visant à concevoir la sécurité aux fins de la mise en œuvre d'une nouvelle application ou de la modification d'une application existante qui exigerait des modifications de la sécurité.		
O5	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la résolution des incidents en matière de sécurité liés à l'accès aux fonctions et au rendement de ces dernières.		

Critères cotés applicables à l'analyste-programmeur PGI (sécurité SAP) – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR			
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de	6	7 ans ou moins = 0 point Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans =		

	l'élaboration et de la tenue à jour des fonctions de sécurité SAP		2 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 3 points Plus de 9 ans, mais moins de 10 ans = 4 points Plus de 10 ans = 6 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, de l'analyse et de l'application de Online SAP Support Notes (OSS Notes).	6	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 8 ans = 2 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 3 points Plus de 9 ans, mais moins de 10 ans = 4 points Plus de 10 ans = 6 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience relative à la fonction du SAP intitulée Central User	5	1 mois ou moins = 0 point Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 3 points		

	Administration (CUA).		Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 4 points Plus de 2 ans = 5 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'utilisation de Computer Aided Test Tool (CATT) ou le Extended Computer Aided Test Tool (eCATT).	5	1 mois ou moins = 0 point Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 3 points Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 4 points Plus de 2 ans = 5 points		
	TOTAL	22			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	13			
	POINTS OBTENUS				

VOLET 3 – GESTION DE PROJET

Critères obligatoires applicables au questionnaire de projet – niveau 2

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
		EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de l'exécution des tâches décrites à l'article 5.3.14 de l'annexe A (EDT) dans un grand environnement de la technologie de l'information (TI)*.</p> <p>*Un grand environnement de la technologie de l'information (TI) est défini comme un environnement qui compte 100 membres de projet ou plus et des projets évalués à 5 millions de dollars ou plus.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de deux ans, au cours des cinq dernières années, de l'élaboration ou de la mise en œuvre des processus de gestion du changement à l'appui de l'exécution de projets liés aux systèmes de la technologie de l'information (TI).</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de</p>		

	deux ans, au cours des cinq dernières années, de l'élaboration ou de la mise en œuvre des processus de gestion des versions à l'appui de l'exécution de projets liés aux systèmes de la technologie de l'information (TI).		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de deux ans, au cours des cinq dernières années, de l'élaboration ou de la mise en œuvre des processus de gestion des risques et des enjeux à l'appui de l'exécution de projets liés aux systèmes de la technologie de l'information (TI).		

Critères cotés applicables au questionnaire de projet – niveau 2

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de l'exécution des tâches décrites à l'article 5.3.14 de l'annexe A (EDT) dans un grand environnement de la technologie de l'information	20	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 4 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 8 points		

	(TI)*. *Un grand environnement de la technologie de l'information (TI) est défini comme un environnement qui compte 100 membres de projet ou plus et des projets évalués à 5 millions de dollars ou plus. Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des dix dernières années.		Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 12 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 16 points Plus de 9 ans, mais moins de 10 ans = 20 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, de l'élaboration ou de la mise en œuvre des processus de gestion du changement à l'appui de l'exécution de projets liés aux systèmes de la technologie de l'information (TI). Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des cinq dernières années.	20	2 ans ou moins = 0 point Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 8 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 12 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 16 points Plus de 6 ans,		

			mais moins de 7 ans = 20 points		
C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, de l'élaboration ou de la mise en œuvre des processus de gestion des versions à l'appui de l'exécution de projets liés aux systèmes de la technologie de l'information (TI).</p> <p>Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des cinq dernières années.</p>	20	<p>2 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 8 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 12 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 16 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 20 points</p>		
C4	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, de l'élaboration ou de la mise en œuvre des processus de gestion des risques et des enjeux à l'appui de l'exécution de projets liés</p>	20	<p>2 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 8 points</p>		

	aux systèmes de la technologie de l'information (TI). Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des cinq dernières années.		Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 12 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 16 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 20 points		
	TOTAL	80			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	48			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables au gestionnaire de projet – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, de l'exécution des tâches décrites à		

	l'article 5.3.15 de l'annexe A (EDT) dans un grand environnement de la technologie de l'information (TI)*.		
	*Un grand environnement de la technologie de l'information (TI) est défini comme un environnement qui compte 100 membres de projet ou plus et des projets évalués à 5 millions de dollars ou plus.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de l'élaboration ou de la mise en œuvre des processus de gestion du changement à l'appui de l'exécution de projets liés aux systèmes de la technologie de l'information.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de l'élaboration ou de la mise en œuvre des processus de gestion des versions à l'appui de l'exécution de projets liés aux systèmes de la technologie de l'information.		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de l'élaboration ou de la mise en œuvre des processus de gestion des risques et des enjeux à l'appui de l'exécution de projets liés aux systèmes de la technologie de l'information.		

Critères cotés applicables au gestionnaire de projet – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de l'exécution des tâches décrites à l'article 5.3.16 de l'annexe A (EDT) dans un grand environnement de la technologie de l'information (TI)*.</p> <p>*Un grand environnement de la technologie de l'information (TI) est défini comme un environnement qui compte 100 membres de projet ou plus et des projets évalués à 5 millions de dollars ou plus.</p> <p>Il n'est pas nécessaire</p>	20	<p>10 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 10 ans, mais moins de 11 ans = 4 points</p> <p>Plus de 11 ans, mais moins de 12 ans = 8 points</p> <p>Plus de 12 ans, mais moins de 13 ans = 12 points</p> <p>Plus de 13 ans, mais moins de 14 ans = 16 points</p> <p>Plus de 14 ans = 20 points</p>		

	que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des quinze dernières années.				
C2	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, de l'élaboration ou de la mise en œuvre des processus de gestion du changement à l'appui de l'exécution de projets liés aux systèmes de la technologie de l'information.</p> <p>Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des dix dernières années.</p>	20	<p>5 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 4 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 8 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 12 points</p> <p>Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 16 points</p> <p>Plus de 9 ans = 20 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, de l'élaboration ou de la mise en œuvre des processus de gestion des versions à l'appui de</p>	20	<p>5 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 4 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 8 points</p>		

	l'exécution de projets liés aux systèmes de la technologie de l'information. Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des dix dernières années.		Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 12 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 16 points Plus de 9 ans = 20 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, de l'élaboration ou de la mise en œuvre des processus de gestion des risques et des enjeux à l'appui de l'exécution de projets liés aux systèmes de la technologie de l'information. Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des dix dernières années.	20	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 4 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 8 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 12 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 16 points Plus de 9 ans = 20 points		
	TOTAL	80			

	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUSSION SOIT RECEVABLE	48			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables au coordonnateur de projet – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
01	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des dix dernières années, de la gestion, de la tenue à jour et du suivi du cycle de vie de documents de la documentation.			

Critères cotés applicables au coordonnateur de projet – niveau 3

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de la gestion, de la tenue à jour et du suivi du cycle de vie de documents de la documentation. Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des dix dernières années.	30	3 ans ou moins = 0 point Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 20 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 25 points Plus de 5 ans = 30 points		
C2	Le soumissionnaire devrait démontrer que la ressource proposée a obtenu un diplôme pour avoir suivi des études postsecondaires* dans un établissement reconnu** dans un domaine connexe de GI/ITI***. *Des études postsecondaires	25	Voici la façon dont les points sont attribués relativement à la preuve des études : Aucun diplôme n'est fourni = 0 point		

	<p>sont définies comme un niveau de scolarité qui est offert par des académies, des universités, des collèges, des séminaires, des instituts de technologie, et de certaines autres institutions de niveau collégial comme des écoles de formation professionnelle, des écoles de métiers et des collèges carrières. Les grades universitaires, les diplômes et les certificats dans les domaines de la science, de la technologie, d'génie, de mathématiques et gestion des affaires, lesquels comprennent des cours liés à la GI/TI ou à la gestion de projets dans le cadre des programmes de formation sont acceptés.</p> <p>**Un établissement reconnu est défini comme un établissement reconnu par le ministère de l'Éducation d'une province canadienne ou, en ce qui concerne les grades obtenus à l'étranger, il doit être reconnu par l'un des organismes d'évaluation des diplômes énumérés dans le site Web www.CICIC.CA.</p> <p>***Un domaine connexe de GI/TI est défini comme suit :</p>		<p>Copie d'un diplôme d'études collégiales est fournie = 15 points</p> <p>Copie d'un diplôme d'études universitaires est fournie = 25 points</p>		
--	--	--	--	--	--

	<p>1) un champ d'études traitant du matériel électronique qui appuie directement la prestation de services informatiques;</p> <p>2) un champ d'études traitant de la création et de l'architecture de logicielles qui appuient directement la prestation de services informatiques;</p> <p>3) un champ d'études qui traite de l'élaboration de solutions d'architecture d'infrastructure qui appuient la prestation de services informatiques.</p>				
C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la tenue à jour* d'un bureau de projet ou d'une organisation.</p> <p>*La tenue à jour est définie comme la tenue de tous les documents et de toute la correspondance liés au projet, ainsi que des matériaux afin d'assurer l'ordre et la tenue à jour.</p>	10	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 5 ans = 10 points</p>		

C4	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée est accréditée relativement à la l'Information Technology Infrastructure Library (ITIL)*.</p> <p>Afin d'obtenir des points, l'entrepreneur doit fournir une copie du certificat.</p> <p>* L'Information Technology Infrastructure Library (ITIL) est définie comme l'accent mis sur la gestion des services de TI afin d'offrir et de gérer des services de TI efficaces.</p>	10	<p>Aucune copie du certificat n'a été jointe = 0 point</p> <p>Certificat de l'ITIL a été joint = 10 points</p>		
C5	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'utilisation de la suite Microsoft Office (Microsoft Project, Microsoft Word, Microsoft Excel, Microsoft PowerPoint), Visio et Adobe Acrobat Professional.</p>	10	<p>6 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 7 ans = 5 points</p> <p>Plus de 7 ans = 10 points</p>		
C6	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la consignment de notes de réunions et du suivi des demandes de modification dans le cadre de projets dans un secteur de programme de soutien.</p>	10	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 5 ans = 10 points</p>		

	TOTAL	95			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	57			
	POINTS OBTENUS				

VOLET 4 – RÉSEAU

Critères obligatoires applicables au spécialiste, service de dépannage – niveau 1

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
		EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (ENTREPRENEURS À INSÉRER DES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de deux ans, de l'exécution, de la gestion et de la tenue à jour des renseignements sur les incidents à l'aide de logiciels de gestion de service de dépannage dans une organisation de taille moyenne.* *Une organisation de taille moyenne est définie comme une organisation qui compte 500 employés ou plus.			
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est accréditée			

	relativement à la l'Information Technology Infrastructure Library (ITIL) Essentials*. Pour que la soumission soit recevable, une copie du certificat doit être jointe au CV de la ressource proposée.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de deux ans de la fourniture de soutien directement à l'utilisateur client par téléphone aux fins de l'infrastructure de GI/TI d'une organisation de taille moyenne*. *Une organisation de taille moyenne est définie comme une organisation qui compte 500 employés ou plus.		

Critères cotés applicables au spécialiste, service de dépannage – niveau 1

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR			
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1,	15	2 ans ou moins = 0 point Plus de 2 ans, mais moins de 4 ans = 10 points		

	de l'exécution, de la gestion et de la tenue à jour des renseignements sur les incidents à l'aide de logiciels de gestion de service de dépannage dans une organisation de taille moyenne*. *Une organisation de taille moyenne est définie comme une organisation qui compte 500 employés ou plus.		Plus de 4 ans = 15 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, à fournir un soutien directement à l'utilisateur client par téléphone aux fins de l'infrastructure de GI/TI d'une organisation de taille moyenne*. *Une organisation de taille moyenne est définie comme une organisation qui compte 500 employés ou plus.	15	3 ans ou moins = 0 point Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 10 points Plus de 4 ans = 15 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée	15	6 mois ou moins = 0 point Plus de 6 ans,		

	possède de l'expérience de l'utilisation d'un outil de prise de contrôle à distance d'un ordinateur de bureau, comme l'outil Tivoli Remote Control.		mais moins de 2 ans = 5 points Plus de 2 ans, mais moins de 4 ans = 10 points Plus de 4 ans = 15 points		
	TOTAL	45			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	32			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables au spécialiste, service de dépannage – niveau 2

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de six ans de la fourniture de soutien technique, de l'analyse et de la résolution des problèmes à l'aide d'ordinateurs et de logiciels dans une organisation de taille moyenne*.			

	*Une organisation de taille moyenne est définie comme une organisation qui compte 500 employés ou plus.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est accréditée relativement à la l'Information Technology Infrastructure Library (ITIL) Essentials*. Pour que la soumission soit recevable, une copie du certificat doit être jointe au CV de la ressource proposée.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'élaboration et de la mise en œuvre des manuels et des documents de procédures aux fins d'utilisation par le service de dépannage.		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de six ans de la formation et de l'encadrement à l'intention du personnel subalterne du service de dépannage.		

Critères cotés applicables au spécialiste, service de dépannage – niveau 2

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV

				DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	
C1	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de la fourniture de soutien technique, de l'analyse et de la résolution des problèmes à l'aide d'ordinateurs et de logiciels dans une organisation de taille moyenne*.</p> <p>*Une organisation de taille moyenne est définie comme une organisation qui compte 500 employés ou plus.</p>	15	<p>6 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 10 points</p> <p>Plus de 7 ans = 15 points</p>		
C2	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'administration de réseaux ainsi que de la création et de la gestion de comptes dans un environnement Microsoft.</p>	15	<p>6 mois ou moins = 0 point</p> <p>De 6 mois à 1 an = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 3 ans = 3 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 4 points</p>		

					Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 5 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 10 points Plus de 7 ans = 15 points	
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, à former et à encadrer le personnel subalterne du service de dépannage.	15		Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 10 points Plus de 7 ans = 15 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la collaboration avec un organisme du gouvernement fédéral	5		6 mois ou moins = 0 point Plus de 6 mois, mais jusqu'à 1 an = 2 points Plus de 1 an = 5 points		

	TOTAL	50			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	35			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables au spécialiste, soutien des opérations – niveau 1

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
		EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans de la fourniture de soutien technique au client relativement au matériel et aux logiciels dans un environnement de systèmes d'exploitation Windows pour une organisation de taille moyenne*. *Une organisation de taille moyenne est définie comme une organisation qui compte 500 employés ou plus.			
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est accréditée relativement à la l'Information Technology			

	Infrastructure Library (ITIL) Essentials*. Pour que la soumission soit recevable, une copie du certificat doit être jointe au CV de la ressource proposée.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de deux ans de l'utilisation d'un outil logiciel de gestion, comme Remedy.		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de deux ans de la fourniture de conseils techniques à des collègues et à des clients.		

Critères cotés applicables au spécialiste, soutien des opérations – niveau 1

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de la fourniture de soutien technique au client	15	3 ans ou moins = 0 point Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 10 points Plus de 5 ans =		

	relativement au matériel et aux logiciels dans un environnement de systèmes d'exploitation Windows pour une organisation de taille moyenne* . *Une organisation de taille moyenne est définie comme une organisation qui compte 500 employés ou plus.		15 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, de l'utilisation d'un outil logiciel de gestion, comme Remedy.	15	3 ans ou moins = 0 point Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 10 points Plus de 5 ans = 15 points		
	TOTAL	30			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	21			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables au spécialiste, soutien des opérations – niveau 2

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de six ans de l'installation et de la configuration des logiciels et du matériel dans un environnement informatique réparti Windows.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est accréditée relativement à la l'Information Technology Infrastructure Library (ITIL) Essentials* . Pour que la soumission soit recevable, une copie du certificat doit être jointe au CV de la ressource proposée.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de six ans de l'évaluation de l'incidence des modifications apportées au matériel et aux logiciels d'un ordinateur de bureau ou dans un environnement informatique d'un serveur.		

<p>O4</p>	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de six ans de la recherche de pannes et de la résolution de problèmes techniques, ainsi que de la fourniture de conseils à d'autres membres du personnel de la TI et aux clients relativement à l'exploitation et à la maintenance de l'environnement informatique.</p>		
------------------	--	--	--

Critères cotés applicables au spécialiste, soutien des opérations – niveau 2

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de l'installation et de la configuration de logiciels et du matériel dans un environnement informatique réparti Windows.	15	6 ans ou moins = 0 point Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 10 points Plus de 7 ans = 15 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, de l'évaluation de l'incidence des modifications apportées au matériel et aux logiciels d'un ordinateur de bureau ou dans un	15	6 ans ou moins = 0 point Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 10 points Plus de 7 ans = 15 points		

	environnement informatique d'un serveur.				
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, de la recherche de pannes et de la fourniture de conseils à d'autres membres du personnel de la TI et aux clients relativement à l'exploitation et à la maintenance de l'environnement informatique.	15	6 ans ou moins = 0 point Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 10 points Plus de 7 ans = 15 points		
	TOTAL	45			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	32			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'analyste de réseau – niveau 2

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de six ans relative à la connexion liée à la communication de données physiques dans une organisation de taille moyenne*.</p> <p>*Une organisation de taille moyenne est définie comme une organisation qui compte 500 employés ou plus.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée est accréditée relativement à la l'Information Technology Infrastructure Library (ITIL) Essentials*.</p> <p>Pour que la soumission soit recevable, une copie du certificat doit être jointe au CV de la ressource proposée.</p>		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de six ans de la recherche de pannes et de la résolution des problèmes physiques liés au réseau à la fois dans un environnement Ethernet</p>		

	de câble à fibres optiques.		
--	-----------------------------	--	--

Critères obligatoires applicables à l'analyste de réseau – niveau 2

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR			
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, relative à la connexion liée à la communication de données physiques dans une organisation de taille moyenne* . *Une organisation de taille moyenne est définie comme une organisation qui compte 500 employés ou plus.	15	6 ans ou moins = 0 point Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 10 points Plus de 7 ans = 15 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée	15	6 ans ou moins = 0 point		

	possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, de la recherche de pannes et de la résolution des problèmes physiques liés au réseau à la fois dans un environnement Ethernet de câble à fibres optiques.		Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 10 points Plus de 7 ans = 15 points		
	TOTAL	30			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	21			
	POINTS OBTENUS				

VOLET 5 – ACTIVITÉS

Critères obligatoires applicables à l'analyste des activités – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
		EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans de la réalisation d'analyses opérationnelles des besoins fonctionnels en vue de déterminer les flux d'information, de procédures et de décisions.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de deux ans de l'élaboration de cas d'utilisation à l'aide de la méthode Processus rationnel unifié (PRU) aux fins d'établissement d'un modèle de fonctionnement et de définition des exigences opérationnelles.		

O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de la contribution à l'élaboration de chartes de projet, de plans, de calendrier et d'estimations et du respect des contraintes établies dans le cadre des plans.		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans de l'élaboration de processus d'analyse et de spécifications fonctionnelles à l'appui de l'élaboration de processus opérationnels automatisés.		
O5	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans de l'analyse de données qui donne lieu à l'élaboration de modèles de données, de dictionnaires de données et de schémas.		

Critères cotés applicables à l'analyste des activités – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)
				INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV

C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de l'élaboration d'analyses opérationnelles des besoins fonctionnels en vue de déterminer les flux d'information, de procédures et de décisions.	10	10 ans ou moins = 0 point Plus de 10 ans, mais moins de 11 ans = 4 points Plus de 11 ans, mais moins de 12 ans = 6 points Plus de 12 ans, mais moins de 13 ans = 8 points Plus de 13 ans = 10 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, de l'élaboration de processus d'analyse et de spécifications fonctionnelles à l'appui de l'élaboration de processus opérationnels automatisés.	10	3 ans ou moins = 0 point Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 4 points Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 6 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 8 points Plus de 9 ans = 10 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource	10	3 ans ou moins =		

	proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O5, de l'analyse de données qui donne lieu à l'élaboration de modèles de données, de dictionnaires de données et de schémas.		0 point Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 4 points Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 6 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 8 points Plus de 9 ans = 10 points		
--	---	--	---	--	--

C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience du respect des objectifs, des statuts et des enjeux et de leur présentation aux cadres et aux cadres supérieurs.	10	<p>6 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 2 ans = 1 point</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 4 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 6 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 8 points</p> <p>Plus de 9 ans = 10 points</p>		
-----------	---	----	---	--	--

C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la réalisation d'entrevues et de la présentation d'ateliers tant avec les communautés opérationnelles que les communautés techniques.	10	6 mois ou moins = 0 point Plus de 6 ans, mais moins de 2 ans = 1 point Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 2 points Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 4 points Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 6 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 8 points Plus de 9 ans = 10 points		
	TOTAL	50			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	30			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'analyste des activités – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans, de la fourniture de services de consultation aux entreprises à l'appui des initiatives en matière d'améliorations opérationnelles ou de technologie de l'information.</p> <p>Cela comprend les tâches suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. l'examen et l'analyse des processus opérationnels; 2. la définition des facteurs de succès et des mesures du rendement; 3. l'offre d'une aide à mettre en œuvre les processus et les programmes d'amélioration opérationnelle. 		
O2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de la réalisation d'analyses opérationnelles, ou de la gestion de l'information ou de l'exécution de concepts, de pratiques et</p>		

	de méthodes liés à la technologie de l'information.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de la réalisation d'entrevues et de la présentation d'ateliers, ainsi que des réunions avec les cadres, les membres du personnel opérationnel et des clients finaux.		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans de la conception, de la collecte des exigences, ou de la consignment ou de la mise en œuvre de portails Web ou de systèmes automatisés importants* dans un environnement d'entreprise.</p> <p>*Des systèmes automatisés importants sont définis comme ceux ayant un budget supérieur à un million de dollars et dont la durée est d'au moins un an.</p>		
O5	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de la consignment des besoins opérationnels dans le cadre de la rédaction d'analyse de rentabilisation.		

Critères cotés applicables au conseiller d'affaires – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR			
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2 de la réalisation d'analyses opérationnelles, ou de la gestion de l'information ou de l'exécution de concepts, de pratiques et de méthodes liés à la technologie de l'information.	10	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 6 points Plus de 9 ans, mais moins de 11 ans = 8 points Plus de 11 ans = 10 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, de la réalisation d'entrevues et de la présentation d'ateliers, ainsi que des	10	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans, mais moins de		

	réunions avec les cadres, les membres du personnel opérationnel et des clients finaux.		9 ans = 6 points Plus de 9 ans, mais moins de 11 ans = 8 points Plus de 11 ans = 10 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, de la conception, de la collecte des exigences, ou de la mise en œuvre de portails Web ou de systèmes automatisés importants* dans un environnement d'entreprise. *Des systèmes automatisés importants sont définis comme ceux ayant un budget supérieur à un million de dollars et dont la durée est d'au moins un an.	10	3 ans ou moins = 0 point Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 4 points Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 6 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 8 points Plus de 9 ans = 10 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'élaboration ou de l'examen de stratégies de mise à l'essai	15	1 ou 2 projets = 5 points 3 ou 4 projets = 10 points		

	et d'approches relatives aux portails et aux systèmes d'information Web dans un environnement d'entreprise à l'appui du personnel opérationnel ou du grand public.		Plus de 5 projets = 15 points		
C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée est accréditée à titre d'Analyste d'affaires professionnel (CBAP) ou de Conseiller en management certifié (CMC). Afin d'obtenir des points, une copie du certificat doit fournie.	5	Certificat de CMC ou de CBAP inclus = 5 points		
C6	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience relativement à un secteur public (gouvernement fédéral, provincial, territorial ou municipal, ou une société d'État).	5	Aucune expérience relativement à un secteur public = 0 point A une expérience relativement à un secteur public = 5 points		

	TOTAL	55			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	33			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables au conseiller en RO – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans relative à des projets de GI/TI ou de transformation opérationnelle ayant un budget général de 10 millions de dollars ou plus.			
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de la tenue de séances de collecte d'exigences du projet avec des intervenants de multiples entreprises et de GI/TI et de la consignation de l'état actuel et du résultat final des			

	processus opérationnels et les systèmes d'information de soutien.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, à élaborer et à consigner les améliorations apportées aux processus opérationnels et aux systèmes de soutien.		

Critères cotés applicables au conseiller en RO – niveau 3

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DI POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, relative à des projets de GI/TTI ou de transformation opérationnelle ayant un budget général de 10 millions de dollars ou plus.	10	10 ans ou moins = 0 point Plus de 10 ans, mais moins de 11 ans = 4 points Plus de 11 ans, mais moins de 12 ans = 6 points Plus de 12 ans, mais moins de		

			13 ans = 8 points Plus de 13 ans = 10 points			
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, de la tenue de séances de collecte d'exigences du projet avec des intervenants de multiples entreprises et de GI/TI et de la consignation de l'état actuel et du résultat final des processus opérationnels et les systèmes d'information à l'appui.	10	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 6 points Plus de 9 ans, mais moins de 11 ans = 8 points Plus de 11 ans = 10 points			
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, de l'élaboration et de la consignation d'améliorations apportées aux processus opérationnels et aux systèmes de soutien.	10	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 6 points Plus de 9 ans, mais moins de			

			11 ans = 8 points Plus de 11 ans = 10 points			
	TOTAL		30			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE		18			
	POINTS OBTENUS					

Critères obligatoires applicables conseiller en gestion du changement – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
		EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	NSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
01	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans relative à des projets de GI/TI ou de transformation opérationnelle ayant un budget général de 10 millions de dollars ou plus.			
02	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de l'élaboration de plans			

	et de stratégies de gestion du changement.		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de l'évaluation de l'incidence de la transformation opérationnelle et des changements dans des grandes entreprises*.</p> <p>*Une grande entreprise est définie comme une entreprise qui compte 3 000 employés ou plus.</p>		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de l'élaboration de nouvelles politiques et procédures opérationnelles à l'appui de la transformation et des modifications opérationnelles.</p>		
O5	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de l'élaboration de nouveaux documents de communication à l'appui de la transformation et des modifications opérationnelles.</p>		

Critères cotés applicables conseiller en gestion du changement – niveau 3

	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR
--	----------------------------------

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, relative à des projets de GI/TI ou de transformation opérationnelle ayant un budget général de 10 millions de dollars ou plus.	10	10 ans ou moins = 0 point Plus de 10 ans, mais moins de 11 ans = 4 points Plus de 11 ans, mais moins de 12 ans = 6 points Plus de 12 ans, mais moins de 13 ans = 8 points Plus de 13 ans = 10 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, de l'élaboration de plans et de stratégies en matière de gestion du changement.	10	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 6 points Plus de 9 ans,		

C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, de l'évaluation de l'incidence de la transformation opérationnelle et des changements dans des grandes entreprises*. *Une grande entreprise est définie comme une entreprise qui compte 3 000 employés ou plus.	10	mais moins de 11 ans = 8 points Plus de 11 ans = 10 points 5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 10 points Plus de 9 ans, mais moins de 11 ans = 8 points Plus de 11 ans = 10 points			
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, de l'élaboration de nouvelles politiques et procédures opérationnelles à l'appui de la transformation et des modifications opérationnelles.	10	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 6 points Plus de 9 ans, mais moins de			

C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O5, de l'élaboration de documents de communication à l'appui de la transformation et des modifications opérationnelles.	10	11 ans = 8 points Plus de 11 ans = 10 points 5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 6 points Plus de 9 ans, mais moins de 11 ans = 8 points Plus de 11 ans = 10 points						
C6	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la réalisation d'entrevues et de la présentation d'ateliers visant à recueillir des renseignements avec les communautés opérationnelles et les communautés techniques en vue d'appuyer l'initiative de projet.	10	1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 4 points						

			Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 6 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 8 points Plus de 9 ans = 10 points			
C7	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience relativement à un secteur public (gouvernement fédéral, provincial, territorial ou municipal, ou une société d'État).	5	Expérience relative au secteur privé = 5 points			

C8	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'analyse et de l'élaboration de la conception des exigences liées à l'architecture. Cela comprend l'interaction et la collaboration avec les architectes d'applications, de technologie ou d'affaires en vue d'élaborer des conceptions et des processus en matière de convivialité et des schémas du processus à l'appui des besoins opérationnels.</p>	10	<p>1 an ou moins = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 5 ans = 4 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 7 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 8 points</p> <p>Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 9 points</p> <p>Plus de 9 ans = 10 points</p>		
----	--	----	---	--	--

	TOTAL	75				
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUSSION SOIT RECEVABLE	45				
	POINTS OBTENUS					

VOLET 6 – INFRASTRUCTURE

Critères obligatoires applicables à l'architecte de la GI – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
		EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des quinze dernières années, à démontrer des connaissances des technologies et des principes dans le cadre de l'architecture des données.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du travail à titre de membre d'une équipe d'architecture des données.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la participation à l'élaboration de la modélisation de données, ainsi que de politiques et de procédures relatives aux données.		

Critères cotés applicables à l'architecte de la GI – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
			CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'examen de stratégies et de directives en matière d'architecture opérationnelle et de l'élaboration de domaines relatifs aux données à l'appui des stratégies et des directives.	10	1 an ou moins = 1 point		
			Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points		
			Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points		
			Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 6 points		
			Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 8 points		
			Plus de 5 ans = 10 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience relative au mentorat, à l'encadrement et à la fourniture de conseils aux	10	1 an ou moins = 1 point		
			Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points		

	modélisateurs de données et aux spécialistes en données techniques.		Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 6 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 8 points Plus de 5 ans = 10 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience relative à la conception et à la mise en œuvre du traitement transactionnel en direct (TTED).	10	1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 6 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans =		

				7 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 8 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 9 points Plus de 8 ans = 10 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'identification et du traitement d'enjeux liés à la qualité et à l'intégrité des données en vue d'augmenter continuellement la valeur des renseignements à la disposition des utilisateurs fonctionnels.	10		1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 6 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 7 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans =		

				8 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 9 points Plus de 8 ans = 10 points		
C5	L'entrepreneur devrait posséder une expérience de la détermination de la façon dont les besoins opérationnels changeants touchent les systèmes existants et à formuler des recommandations sur l'évolution de l'architecture des bases de données.	10		1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 6 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 7 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans =		

				8 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 9 points Plus de 8 ans = 10 points		
	TOTAL		50			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUSSION SOIT RECEVABLE		30			
	POINTS OBTENUS					

Critères obligatoires applicables à l'administrateur de base de données (ABD) – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT		CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
			EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la surveillance du rendement et du peaufinage des bases de données DB2 dans l'environnement Multiple Virtual Storage (MVS) ou Z Operating System (zOS).			

O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la conception, de la mise en œuvre et du soutien des bases de données DB2 dans l'environnement Multiple Virtual Storage (MVS) ou Z Operating System (zOS).		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du travail sur les bases de données DB2 dans l'environnement Z Operating System (zOS) ou Multiple Virtual Storage (MVS) dans le cadre d'un grand projet*.</p> <p>*Un grand projet est défini comme un projet visant une base de données comptant 15 gigaoctets ou plus dans un environnement de traitement transactionnel en direct (TTED).</p>		

Critères cotés applicables à l'administrateur de base de données (ABD) – niveau 3

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience relativement au système de gestion de bases de données (SGDB) DB2 dans	10	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point		

	l'environnement Multiple Virtual Storage (MVS) ou Z Operating System (zOS).			Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 2 points		
				Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 3 points		
				Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 4 points		
				Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 5 points		
				Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 6 points		
				Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 7 points		
				Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 8 points		
				Plus de 9 ans, mais moins de 10 ans = 9 points		
				Plus de 10 ans = 10 points		
				1 an ou moins = 1 point		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée	10				

	possède de l'expérience de la conception et de la mise en œuvre des stratégies de sauvegarde et de récupération des bases de données DB2 dans l'environnement Multiple Virtual Storage (MVS) ou Z Operating System (zOS).		Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 6 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 8 points Plus de 5 ans = 10 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'utilisation d'au moins deux logiciels d'outils d'génie pour les DB2 dans l'environnement Z Operating System (zOS) ou Multiple Virtual Storage (MVS).	10	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 6 points Plus de 4 ans, mais moins de		

				5 ans = 8 points Plus de 5 ans = 10 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource possède de l'expérience de la programmation et du peaufinage du langage SQL.	10		Moins de 3 mois = 1 point Plus de 3 mois, mais jusqu'à 6 mois = 2 points Plus de 6 mois, mais jusqu'à 9 mois = 3 points Plus de 9 mois, mais jusqu'à 12 mois = 4 points Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 6 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 8 points Plus de 3 ans = 10 points		
C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource possède de l'expérience relative au mentorat, à l'encadrement et à la fourniture de conseils aux administrateurs de bases de	10		1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points		

	données.		<p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 6 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 6 ans = 8 points</p> <p>Plus de 6 ans = 10 points</p>		
C6	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la mise en œuvre des bases de données à disponibilité élevée.</p> <p>*Des bases de données à disponibilité élevée sont définies comme des bases de données qui sont disponibles 99,5 % du temps durant les heures d'exploitations, soit 24 heures sur 24.</p>	10	<p>1 an ou moins = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 6 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 8 points</p> <p>Plus de 5 ans = 10 points</p>		

	TOTAL	60			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	36			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables au modélisateur de données/ modélisateur en GI – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de l'appui de l'élaboration d'applications soit en créant des modèles de données et des objets connexes, soit en analysant les besoins opérationnels.			
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la consignation des cadres de processus et de gestion de modélisation des données aux fins des bases de données de service à niveau élevé* qui visent des objectifs de données multiples.			

	Un service de niveau élevé est défini comme un service disponible (temps de disponibilité) tous les jours 24 heures sur 24, à l'exception uniquement des pannes prévues.		
--	--	--	--

Critères cotés applicables au modélisateur de données/ modélisateur en GI – niveau 3

RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR			
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience à l'égard des clients opérationnels en vue de déterminer les besoins relatifs au soutien d'une décision.	10	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)
			INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
			1 an ou moins = 0 point
			Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points
			Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points
			Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points
			Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 6 points
			Plus de 5 ans, mais moins de

				6 ans = 7 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 8 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 9 points Plus de 8 ans = 10 points Les marges ne sont pas identiques passant de C1 à C2		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience relative aux techniques de modélisation multidimensionnelle.	5		2 ans ou moins = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points Plus de 4 ans = 5 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience relative au mentorat, à l'encadrement et à la fourniture de conseils aux	10		1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à		

	modélisateurs de données.		<p>2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 6 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 8 points</p> <p>Plus de 6 ans = 10 points</p>		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la préparation de documents d'analyse qui mettent en évidence les exigences relatives aux bases de données en fonction des besoins opérationnels du client.	10	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de</p>		

				<p>5 ans = 6 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 7 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 8 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 9 points</p> <p>Plus de 8 ans = 10 points</p>		
C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'appui de l'élaboration d'applications en élaborant des modèles de données logiques.	15		<p>1 an ou moins = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 6 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 8 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de</p>		

			6 ans = 10 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 12 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 14 points Plus de 8 ans = 15 points			
	TOTAL		50			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	30				
	POINTS OBTENUS					

Critères obligatoires applicables à l'architecte de la technologie (Services Terminal Server) – niveau 2

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du travail sur des projets d'infrastructure de la TI**		

	<p>dans un grand environnement de TI***.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>**Le projet d'infrastructure de la TI est défini comme un projet dont les cycles de vie se rapportent à la mise en œuvre de matériel et de solutions logicielles.</p> <p>*** Un grand environnement de la TI est défini comme un projet comptant 100 membres du personnel ou plus ou ayant une valeur de 5 millions de dollars ou plus.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la description du projet; • les produits livrés par la ressource proposée pour les projets. 		
O2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de trois ans, au cours des cinq dernières années, de la conception et de la mise à l'essai d'un processus de migration lié aux applications aux fins d'utilisation dans le cadre de l'environnement d'élaboration, de mise à l'essai et de production à l'aide de la plate-forme Services Terminal Server (STS) de Microsoft à l'aide d'extensions Citrix.</p>		

	<p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la façon dont la ressource proposée a conçu et mis à l'essai le processus de migration aux fins de la TSP; • les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte dans le cadre de la conception et de la mise à l'essai du processus de migration; • la ou les technologies utilisées par la ressource proposée pour concevoir et mettre à l'essai le processus de migration aux fins de la TSP. 		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de trois ans, au cours des cinq dernières années, de la recherche de pannes relativement aux applications à l'aide du processus de migration décrit au critère O2 (ci-dessus) aux fins d'une Microsoft TSP à l'aide d'extensions Citrix.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou</p>		

	<p>étude.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la façon dont la ressource proposée a recherché les pannes relativement aux applications aux fins d'une TSP; • la ou les technologies utilisées par la ressource proposée pour rechercher les pannes. 		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de trois ans, au cours des cinq dernières années, de la conception, de la mise à l'essai et de la recherche de pannes des mises à niveau de logiciel aux fins d'une Microsoft TSP à l'aide d'extensions Citrix au moyen du processus de migration décrit au critère O2 (ci-dessus).</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la façon dont la ressource proposée a conçu, mis à l'essai et recherché les pannes des mises à niveau des logiciels 		

	<p>aux fins de la TSP;</p> <ul style="list-style-type: none"> les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte dans le cadre de la conception, de la mise à l'essai et de la recherche des pannes des mises à niveau des logiciels aux fins de la TSP; la ou les technologies utilisées par la ressource proposée pour concevoir, pour mettre à l'essai et pour rechercher les pannes des mises à niveau des logiciels aux fins de la TSP. 		
O5	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de trois ans, au cours des cinq dernières années, de la résolution de problèmes dans un environnement de production mixte** afin d'offrir une sécurité renforcée à deux facteurs*** pour une Microsoft TSP à l'aide d'extensions Citrix.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>**Un environnement de production mixte défini comme une Microsoft Windows standard et une Microsoft TSP à l'aide d'extensions Citrix.</p> <p>***Une sécurité renforcée à deux facteurs est définie comme une approche visant à identifier un utilisateur, ce qui exige la présentation de deux des trois facteurs</p>		

	<p>d'authentification suivants :</p> <p>a) un élément connu par l'utilisateur;</p> <p>b) un élément appartenant à l'utilisateur;</p> <p>c) une caractéristique de l'utilisateur.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre le fait que la ressource proposée a réglé quatre des sept problèmes suivants, a) localement dans un ordinateur de bureau; b) aux fins d'une TSP; et c) entre l'ordinateur de bureau local et une TSP :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. des pilotes pour les cartes à puce; 2. la latence; 3. la migration Entrust, Entrust Desktop Security (EDS) et Entrust Service Provider (ESP); 4. la migration des cartes, certificats; 5. l'usage des cartes à l'aide des anciennes et nouvelles versions de logiciel; 6. l'authentification de l'accès aux applications; 7. les fonctions de chiffrement et de déchiffrement; 		
--	---	--	--

Critères cotés applicables à l'architecte de la technologie (Services Terminal Server) – niveau 2

	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR
--	----------------------------------

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* de l'évaluation et de la configuration d'appareils légers.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une description des appareils légers; • les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte pour évaluer et configurer les appareils légers; • la ou les technologies utilisées par la ressource proposée pour évaluer et configurer les appareils légers. 	10	<p>1 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 2 points</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 4 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 6 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 8 points</p> <p>Plus de 4 ans = 10 points</p>		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée	10	3 ans ou moins =		

	<p>possède de l'expérience pratique de travail* supplémentaire, en sus du critère obligatoire O5, de la résolution de problèmes dans un environnement de production mixte** afin d'offrir une sécurité renforcée à deux facteurs*** pour une Microsoft TSP à l'aide d'extensions Citrix.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>**Un environnement de production mixte défini comme une Microsoft Windows standard et une Microsoft TSP à l'aide d'extensions Citrix.</p> <p>***Une sécurité renforcée à deux facteurs est définie comme une approche visant à identifier un utilisateur, ce qui exige la présentation de deux des trois facteurs d'authentification suivants :</p> <p>a) un élément connu par l'utilisateur;</p> <p>b) un élément appartenant à l'utilisateur;</p> <p>c) une caractéristique de</p>			<p>0 point</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points</p> <p>Plus de 4 ans = 10 points</p>	
--	---	--	--	--	--

	l'utilisateur.				
	<p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre le fait que la ressource proposée a réglé quatre des sept problèmes suivants, a) localement dans un ordinateur de bureau; b) aux fins d'une TSP; et c) entre l'ordinateur de bureau local et une TSP :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. des pilotes pour les cartes à puce; 2. la latence; 3. la migration Entrust, Entrust Desktop Security (EDS) et Entrust Service Provider (ESP); 4. la migration des cartes, certificats; 5. l'usage des cartes à l'aide des anciennes et nouvelles versions de logiciel; 6. l'authentification de l'accès aux applications; 7. les fonctions de chiffrement et de déchiffrement; <p>Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des cinq dernières années.</p>				

C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* de la recherche de pannes et de l'élaboration d'une ou de stratégies de mise à l'essai en vue de régler des problèmes de rendement aux fins d'une Microsoft TSP à l'aide d'extensions Citrix.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Une description des problèmes de rendement à l'égard desquels la ressource proposée devait rechercher des pannes et élaborer une ou des stratégies de mise à l'essai; • la ou les technologies utilisées par la ressource proposée pour rechercher les pannes relatives aux problèmes de rendement; • les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte pour 	10	<p>1 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 2 points</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 4 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 6 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 8 points</p> <p>Plus de 4 ans = 10 points</p>		
-----------	--	----	--	--	--

	élaborer la ou les stratégies de mise à l'essai.				
C4	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* de la conception et de la mise à l'essai de la publication de l'application** avec les modèles de mise en œuvre suivants aux fins d'une Microsoft TSP à l'aide d'extensions Citrix :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le client Independent Computing Architecture (ICA); • le menu « Démarrer » au poste de travail; • l'ordinateur de bureau virtuel. <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>** La publication de l'application signifie la façon dont une ou plusieurs applications peuvent être présentées à l'utilisateur final dans un ordinateur de bureau à distance, mais exécutées localement dans un serveur afin de réduire le besoin de largeur de bande du réseau.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail</p>	10	<p>1 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 2 points</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 4 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 6 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 8 points</p> <p>Plus de 4 ans = 10 points</p>		

	démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :				
	<ul style="list-style-type: none"> • Une brève description de la publication de l'application en fonction des modèles de mise en œuvre; • ce que la ressource proposée a conçu et a mis à l'essai aux fins de la publication de l'application en fonction des modèles de mise en œuvre; • les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte dans le cadre de la conception et de la mise à l'essai aux fins de la publication de l'application en fonction des modèles de mise en œuvre. 				
C5	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* de la configuration et de la mise en œuvre des technologies suivantes aux fins d'une Microsoft TSP à l'aide d'extensions Citrix :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. des appareils avec connexion locale et des périphériques, y compris des pilotes; 2. des mémoires et des mémoires à distance d'interface de programmation d'application commune 	28	Pour chaque technologie : Jusqu'à 1 an = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points		

	<p>(IPAC);</p> <ol style="list-style-type: none"> des voies en série virtuelles; le système des noms de domaine (SND) et acheminement; l'authentification renforcée à deux facteurs** l'accès à distance sécurisé; Active Directory et objet de stratégie de groupe; <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>***Une sécurité renforcée à deux facteurs est définie comme une approche visant à identifier un utilisateur, ce qui exige la présentation de deux des trois facteurs d'authentification suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> un élément connu par l'utilisateur; un élément appartenant à l'utilisateur; une caractéristique de l'utilisateur. <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la</p>			<p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points</p> <p>Par exemple :</p> <p>3 ans d'expérience à mettre en œuvre des voies en série virtuelles et 4 ans à régler l'accès à distance sécurisé donneraient 7 points.</p>		
--	--	--	--	---	--	--

	ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> la façon dont la ressource proposée a configuré et mis en œuvre chaque technologie; la ou les technologies utilisées par la ressource proposée pour configurer et mettre en œuvre chaque technologie; les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte pour configurer et mettre en œuvre chaque technologie. 				
C6	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* de la recherche de panes relativement aux configurations suivantes de la disponibilité des services aux fins d'une Microsoft TSP à l'aide d'extensions Citrix :</p> <ul style="list-style-type: none"> l'élimination du point de panne unique; la gestion de la charge de travail. <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple</p>	10	1 mois ou moins = 0 point Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 2 points Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 4 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 6 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 8 points		

	observation ou étude. De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">• les éléments qui ont fait l'objet de la recherche des pannes effectuée par la ressource proposée pour chacune des configurations;• les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte pour rechercher les pannes relativement aux configurations.		Plus de 4 ans = 10 points		
	TOTAL	78			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	47			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'architecte de la technologie (intégrateur) – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV

		(L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, du travail sur des projets d'infrastructure de la TI** dans un grand environnement de TI***.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>**Le projet d'infrastructure de la TI est défini comme un projet dont les cycles de vie se rapportent à la mise en œuvre de matériel et de solutions logicielles.</p> <p>*** Un grand environnement de la TI est défini comme un projet comptant 100 membres du personnel ou plus ou ayant une valeur de 5 millions de dollars ou plus.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la description du projet; • les produits livrés par la ressource proposée pour les projets. 		
O2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, relative au génie** et</p>		

	<p>à la recherche des pannes liées au déplacement des applications Web dans le cadre de l'un des scénarios suivants :</p> <p>Scénario 1 – Le transfert des codes d'application d'un environnement de développement et de mise à l'essai à un autre (p. ex. d'un environnement d'essai unitaire à un environnement d'acceptation de l'utilisateur)</p> <ul style="list-style-type: none"> • Scénario 2 – Le transfert des codes d'application d'une version de serveur d'applications à une autre version ou à une nouvelle version du serveur d'applications (p. ex. de IBM WAS à Oracle WebLogic ou de IBM WAS v5.1 à IBM WAS v6) • Scénario 3 – Le transfert du code d'application d'une plateforme à une autre (p. ex., de IBM zOS à Oracle Solaris) <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>** Le génie est définie comme la combinaison du matériel et des logicielles pour mettre en œuvre des applications informatiques intégrées en vue de respecter la disponibilité, le caractère récupérable, la gestion, l'échelle, le rendement et la vitesse de traitement et la sécurité requis.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les éléments dont la ressource proposée a 		
--	--	--	--

	<p>tenu compte aux fins du génie relative au déplacement du code d'application;</p> <ul style="list-style-type: none"> • les éléments qui ont fait l'objet de la recherche des pannes dans le cadre du déplacement des codes; • la ou les technologies utilisées par la ressource proposée pour déplacer le code pertinent au scénario indiqué. 		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de trois ans, au cours des cinq dernières années, relative au génie** et à la recherche des pannes à l'appui des composantes suivantes de l'infrastructure des systèmes IBM JAVA :</p> <ul style="list-style-type: none"> • IBM Rational Software Architect; • IBM Websphere Application Server sur zOS (version 6 ou plus récente); • IBM Websphere Test Environment (version 6 ou plus récente); • IBM Websphere MQ sur zOS (version 6 ou plus récente); • IBM DB2 sur zOS (version 8 ou plus récente). <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>** Le génie est définie comme la combinaison du matériel et des logicielles pour mettre en œuvre des applications informatiques intégrées en vue de respecter la disponibilité, le caractère</p>		

	<p>recupérable, la gestion, l'échelle, le rendement et la vitesse de traitement et la sécurité requis.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les éléments visés par le génie de la ressource proposée à l'appui de l'infrastructure des systèmes IBM JAVA; • les éléments visés par la recherche des pannes effectuée par la ressource proposée à l'appui de l'infrastructure des systèmes IBM JAVA; 		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, de la recherche de pannes relatives aux applications dans une infrastructure de zOS.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la façon dont la ressource proposée a recherché les pannes relatives aux applications dans une infrastructure de zOS; • la ou les technologies utilisées par la ressource proposée pour rechercher les 		

	pannes.		
O5	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, de la résolution de problèmes relatifs aux applications dans une infrastructure de zOS.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre la façon dont la ressource proposée a réglé sept des dix des problèmes suivants, ainsi les mesures qu'elle a prise pour les régler :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la latence; 2. la configuration; 3. les produits commerciaux; 4. la capacité (unité centrale, mémoire); 5. l'authentification de l'accès aux applications; 6. les fonctions de chiffrement et de déchiffrement; 7. la base de données; 8. l'application; 9. l'intégration; 10. l'emballage. 		
O6	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de		

	<p>travail* relative au génie** et à la recherche des pannes, au cours des dix dernières années, avec la connexion interne et externe, ce qui comprend les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élément 1 – d'interne à externe, non gouvernemental (interface commerciale ou publique) • Élément 2 – d'interne à externe, gouvernement (fédéral, provincial ou municipal) • Élément 3 – d'interne à externe (d'un système à un autre système, d'un point à un autre point) <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>** Le génie est définie comme la combinaison du matériel et des logicielles pour mettre en œuvre des applications informatiques intégrées en vue de respecter la disponibilité, le caractère récupérable, la gestion, l'échelle, le rendement et la vitesse de traitement et la sécurité requis.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'entité ou les entités visées par le génie de la ressource proposée qui ont fait l'objet d'une connexion; • la ou les technologies utilisées par la ressource proposée pour connecter l'entité 		
--	---	--	--

	<p>ou les entités, conformément à ce qui est décrit à la première puce;</p> <ul style="list-style-type: none"> les problèmes à l'égard desquels la ressource proposée a dû rechercher des pannes pendant la connexion de l'entité ou des entités. 		
--	--	--	--

Critères cotés applicables à l'architecte de la technologie (intégrateur) – niveau 3

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, relative au génie** et à la recherche des pannes liées au mouvement des applications Web dans le cadre de l'un des scénarios suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">● Scénario 1 – Le déplacement des codes d'application d'un environnement de développement et de mise à l'essai à un autre (p. ex. d'un environnement d'essai	15	<p>10 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 10 ans, mais moins de 11 ans = 3 points</p> <p>Plus de 11 ans, mais moins de 12 ans = 6 points</p> <p>Plus de 12 ans, mais moins de 13 ans = 9 points</p> <p>Plus de 13 ans, mais moins de 14 ans = 12 points</p>		

	<p>unitaire à un environnement d'acceptation de l'utilisateur)</p> <ul style="list-style-type: none"> Scénario 2 – Le transfert des codes d'application d'une version de serveur d'applications à une autre version ou à une nouvelle version du serveur d'applications (p. ex. de IBM WAS à Oracle WebLogic ou de IBM WAS v5.1 à IBM WAS v6) Scénario 3 – Le transfert du code d'application d'une plateforme à une autre (p. ex., de IBM zOS à Oracle Solaris) <p>* L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>** Le génie est définie comme la combinaison du matériel et des logicielles pour mettre en œuvre des applications informatiques intégrées en vue de respecter la disponibilité, le caractère récupérable, la gestion, l'échelle, le rendement et la vitesse de traitement et la sécurité requis.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique</p>			Plus de 14 ans = 15 points	
--	---	--	--	----------------------------	--

	<p>de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> les éléments dont la ressource proposée a tenu compte aux fins du génie relative au déplacement du code d'application; les éléments qui ont fait l'objet de la recherche des pannes dans le cadre du déplacement des codes; les technologies utilisées par la ressource proposée pour déplacer le code pertinent au scénario indiqué. <p>Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des quinze dernières années.</p>				
C2	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, relative au génie** et à la recherche des pannes à l'appui des composantes suivantes de l'infrastructure des systèmes IBM JAVA :</p>	10	<p>3 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 5 points</p> <p>Plus de 4 ans = 10 points</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> • IBM Rational Software Architect; • IBM Websphere Application Server sur zOS (version 6 ou plus récente); • IBM Websphere Test Environment (version 6 ou plus récent); • IBM Websphere MQ sur zOS (version 6 ou plus récent); • IBM DB2 sur zOS (version 8 ou plus récente). <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>** Le génie est définie comme la combinaison du matériel et des logicielles pour mettre en œuvre des applications informatiques intégrées en vue de respecter la disponibilité, le caractère récupérable, la gestion, l'échelle, le rendement et la vitesse de traitement et la sécurité requis.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments</p>					
--	---	--	--	--	--	--

	<p>suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> les éléments visés par le génie de la ressource proposée à l'appui de l'infrastructure des systèmes IBM JAVA; les éléments visés par la recherche des pannes effectuée par la ressource proposée à l'appui de l'infrastructure des systèmes IBM JAVA; <p>Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des cinq dernières années.</p>				
C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, de la recherche de pannes relatives aux applications dans une infrastructure de zOS.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>Il n'est pas nécessaire que cette</p>	15	<p>10 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 10 ans, mais moins de 11 ans = 3 points</p> <p>Plus de 11 ans, mais moins de 12 ans = 6 points</p> <p>Plus de 12 ans, mais moins de 13 ans = 9 points</p> <p>Plus de 13 ans, mais moins de 14 ans = 12 points</p>		

	expérience supplémentaire ait été acquise au cours des quinze dernières années.		Plus de 14 ans = 15 points		
C4	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* de la recherche de pannes et de l'élaboration de stratégies de mise à l'essai en vue de régler des problèmes de rendement dans une infrastructure zOS.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une description des problèmes de rendement à l'égard desquels la ressource proposée devait rechercher des pannes et le régler; • la ou les technologies utilisées par la ressource proposée pour rechercher 	10	<p>1 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 6 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 7 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> les pannes et pour le régler; les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte pour élaborer les stratégies de mise à l'essai. 		8 ans = 8 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 9 points Plus de 9 ans = 10 points		
C5	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* relativement à certains ou à tous les outils énumérés.</p> <ul style="list-style-type: none"> Concurrent Versions System (CVS) NT Module d'extension IBM pour le protocole de transfert hypertexte (HTTP) Couche de sockets sécurités (SSL) pour le HTTPS Wily Introscope Oracle WebLogic dossiers sur les politiques JAVA code américain normalisé pour l'échange d'information (ASCII) au code EBCDIC (pages de code) CA SiteMinder CICS Transaction Gateway (CTG) 	22	1 outil = 2 points 2 outils = 4 points 3 outils = 6 points 4 outils = 8 points 5 outils = 10 points 6 outils = 12 points 7 outils = 14 points 8 outils = 16 points 9 outils = 18 points 10 outils = 20 points 11 outils = 22 points		

	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Microsoft C++ ▪ RESTFUL Web Services <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Décrire la façon dont la ressource proposée a utilisé les outils dans la mesure où cette utilisation se rapporte au projet sur lequel la ressource proposée travaillait à ce moment-là. 				
C6	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* de la recherche de pannes relativement aux configurations suivantes de la disponibilité des services aux fins d'une infrastructure zOS :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'élimination du point de panne unique; 	10	<p>1 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans,</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> la gestion de la charge de travail. <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> les éléments qui ont fait l'objet de la recherche des pannes effectuée par la ressource proposée pour chacune des configurations; les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte pour rechercher les pannes relativement aux configurations. 		<p>mais moins de 3 ans = 3 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 6 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 7 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 8 points</p> <p>Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 9 points</p> <p>Plus de 9 ans = 10 points</p>	
--	---	--	--	--

	TOTAL	82			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	50			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'architecte de la technologie (génie) – niveau 2

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du travail sur des projets d'infrastructure de la TI** dans un environnement de TI important***.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>**Le projet d'infrastructure de la TI est défini comme un projet dont les cycles de vie se rapportent à la mise en œuvre de matériel et de solutions logicielles liés à l'informatique.</p> <p>*** Un grand environnement de la TI est défini</p>			

	comme un projet comptant 100 membres du personnel ou plus ou ayant une valeur de 5 millions de dollars ou plus. De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :		
O2	<ul style="list-style-type: none"> • la description du projet; • les produits livrés par la ressource proposée pour les projets. <p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, relative au génie** et à la recherche des pannes dans le cadre de projets ayant une connexion interne et externe, ce qui comprend les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Élément 1 – d'interne à externe, non gouvernemental (interface commerciale ou publique) • Élément 2 – d'interne à externe, gouvernement (fédéral, provincial ou municipal) • Élément 3 – d'interne à externe (d'un système à un autre système, d'un point à un autre point) <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>** Le génie est définie comme la combinaison</p>		

	<p>du matériel et des logicielles pour mettre en œuvre des applications informatiques intégrées en vue de respecter la disponibilité, le caractère récupérable, la gestion, l'échelle, le rendement et la vitesse de traitement et la sécurité requis.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les entités (visées par le génie de la ressource proposée) qui ont fait l'objet d'une connexion; • les technologies utilisées par la ressource proposée pour connecter les entités, conformément à ce qui est décrit à la première puce; • les problèmes à l'égard desquels la ressource proposée a dû rechercher des pannes pendant la connexion des entités. 		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de l'analyse et de l'établissement des exigences opérationnelles et des conceptions à niveau élevé** figurant dans les spécifications de mise en œuvre d'une infrastructure physique.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>**Niveau élevé est défini comme général ou</p>		

	<p>qui manque des détails importants.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Où la ressource proposée a-t-elle obtenu les exigences et les conceptions? • Les processus utilisés par la ressource proposée pour analyser et établir les exigences et les conceptions relativement à l'infrastructure. • Les types d'exigences et de conceptions analysés et établis relativement à l'infrastructure. • Le forum utilisé par la ressource proposée pour communiquer l'établissement des exigences et des conceptions. 		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la gestion des risques et des enjeux tout en appuyant cinq ou plus projets concurrents** de développement de la TI***.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>**Concurrent est défini comme des événements qui ont lieu en même temps.</p> <p>***Un projet de développement de la TI est défini comme une initiative financé qui</p>		

	<p>augmente les fonctions d'une fonctionnalité d'un bien de la TI à l'intention des utilisateurs finaux dans un milieu de production. Afin d'être considérée comme un projet, l'initiative doit franchir un certain nombre d'étapes administratives, comme une analyse de rentabilisation, l'approbation du financement et la dotation d'une équipe d'élaboration. Du point de vue de la TI, un projet est exécuté à l'aide d'une méthode qui comprend toutes les étapes du cycle de vie de l'élaboration (le début, l'analyse et la conception, la construction, la transition et la mise en œuvre).</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les risques et les enjeux auxquels la ressource proposée a fait face pendant qu'elle appuyait cinq ou plus de projets de développement de la TI. • la façon dont la ressource proposée a réglé les risques et les enjeux décrits à la première puce; • une brève description des cinq ou plus projets concurrents de développement de la TI que la ressource a appuyé à l'égard desquels des risques et des enjeux sont survenus. 		
--	--	--	--

Critères cotés applicables à l'architecte de la technologie (génie) – niveau 2

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* en sus du critère obligatoire O2 relative au génie** et à la recherche des pannes dans le cadre de projets ayant une connexion interne et externe, ce qui comprend les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">• Élément 1 – d'interne à externe, non gouvernemental (interface commerciale ou publique)• Élément 2 – d'interne à externe, gouvernement (fédéral, provincial ou municipal)• Élément 3 – d'interne à externe (d'un système à un autre système, d'un point à un autre point) <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>** Le génie est définie comme la combinaison du matériel et des logicielles pour mettre en œuvre des</p>	10	<p>5 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 2 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 4 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 6 points</p> <p>Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 8 points</p> <p>Plus de 9 ans = 10 points</p>		

	<p>applications informatiques intégrées en vue de respecter la disponibilité, le caractère récupérable, la gestion, l'échelle, le rendement et la vitesse de traitement et la sécurité requis.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les entités (visées par le génie de la ressource proposée) qui ont fait l'objet d'une connexion; • la ou les technologies utilisées par la ressource proposée pour connecter les entités, conformément à ce qui est décrit à la première puce; • les problèmes à l'égard desquels la ressource proposée a dû rechercher des pannes pendant la connexion des entités. <p>Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des dix dernières années.</p>				
C2	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* en sus du critère obligatoire O3 de l'analyse et de l'établissement des exigences opérationnelles et des</p>	15	<p>5 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 3 points</p>		

	<p>conceptions à niveau élevé** figurant dans le spécifications de mise en œuvre d'une infrastructure physique.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>**Niveau élevé est défini comme général ou qui manque des détails importants.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Où la ressource proposée a-t-elle obtenu les exigences et les conceptions? • Les processus utilisés par la ressource proposée pour analyser et établir les exigences et les conceptions relativement à l'infrastructure. • Les types d'exigences et de conceptions analysés et établis relativement à l'infrastructure. • Le forum utilisé par la ressource proposée pour communiquer l'établissement des exigences et des conceptions. <p>Il n'est pas nécessaire que cette</p>		<p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 6 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 9 points</p> <p>Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 12 points</p> <p>Plus de 9 ans = 15 points</p>	
--	---	--	--	--

	expérience supplémentaire ait été acquise au cours des dix dernières années.				
C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* de la rédaction et de la tenue à jour des documents sur les spécifications techniques relatives au matériel et aux logiciels intégrés dans une structure nouvelle ou qui évolue.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • décrire les documents techniques (y compris le type) que la ressource proposée a rédigés et tenus à jour; • la façon dont la ressource proposée a obtenu les renseignements pour rédiger et tenir à jour les documents techniques; • le public ciblé de chaque document technique rédigé et tenu à jour par la ressource 	15	<p>1 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 3 points</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 6 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 9 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 12 points</p> <p>Plus de 4 ans = 15 points</p>		

	proposée.				
C4	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* de la réalisation d'analyse des coûts-avantages et des incidences relativement à des projets moyens ou grands liés à l'infrastructure de la TI****.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>**Un projet moyen ou grand est défini comme un projet en cours d'élaboration pendant six mois et dont la valeur s'élève à 1 million de dollars ou plus.</p> <p>**Le projet d'infrastructure de la TI est défini comme un projet dont les cycles de vie se rapportent à la mise en œuvre de matériel et de solutions logicielles liés à l'informatique.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une description de la technologie analysée par la ressource proposée, y compris l'incidence 	10	<p>1 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 2 points</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 4 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 6 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 8 points</p> <p>Plus de 4 ans = 10 points</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> sur l'infrastructure; le processus utilisé par la ressource proposée pour effectuer une analyse coûts/avantages; le forum utilisé par la ressource proposée pour communiquer l'analyse. 				
C5	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* relative au génie** dans le cadre d'un projet qui comportait les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> Élément 1 – Traitement transactionnel en direct d'une vitesse de traitement de 50 opérations ou plus par seconde; Élément 2 – Volume de plus d'un million d'opérations par mois. <p>Remarque : chaque projet doit comporter les deux éléments.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>** Le génie est définie comme la combinaison du matériel et des logicielles pour mettre en œuvre des applications informatiques intégrées en vue de respecter la disponibilité, le</p>	5	<p>Pour chaque projet :</p> <p>1 projet = 1 point</p> <p>2 projets = 2 points</p> <p>3 projets = 3 points</p> <p>4 projets = 4 points</p> <p>5 projets = 5 points</p>		

	<p>caractère récupérable, la gestion, l'échelle, le rendement et la vitesse de traitement et la sécurité requis.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants, ainsi que les volumes liés au projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> le type d'opérations en direct traitées; les utilisateurs finaux. 				
C6	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* de la fourniture de renseignements sur l'infrastructure technique à l'appui de l'achat de l'infrastructure ou de matériel et de logicielle technologique dans le cadre des étapes de définition des exigences et d'évaluation.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> le rôle de la ressource proposée; 	10	<p>1 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 2 points</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 4 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 6 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 8 points</p> <p>Plus de 4 ans = 10 points</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> la description du produit acheté; les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte pour évaluer les répercussions sur l'infrastructure. 				
	TOTAL	65			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	39			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables à l'architecte de la technologie (ingénieur) – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, du travail sur des projets d'infrastructure de la TI** dans un grand environnement de TI***.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p>		

	<p>**Le projet d'infrastructure de la TI est défini comme un projet dont les cycles de vie se rapportent à la mise en œuvre de matériel et de solutions logicielles liés à l'informatique.</p> <p>*** Un grand environnement de la TI est défini comme un projet comptant 100 membres du personnel ou plus ou ayant une valeur de 5 millions de dollars ou plus.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la description du projet; • les produits livrés par la ressource proposée pour les projets. 		
O2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, relative au génie** et à la recherche des pannes liées au mouvement des applications Web dans le cadre de l'un des scénarios suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Scénario 1 – Le déplacement des codes d'application d'un environnement de développement et de mise à l'essai à un autre (p. ex. d'un environnement d'essai unitaire à un environnement d'acceptation de l'utilisateur) • Scénario 2 – Le transfert des codes d'application d'une version de serveur d'applications à une autre version ou à une nouvelle version du serveur d'applications (p. ex. de IBM WAS à Oracle WebLogic ou 		

	<p>de IBM WAS v5.1 à IBM WAS v6)</p> <ul style="list-style-type: none"> Scénario 3 – Le transfert du code d'application d'une plateforme à une autre (p. ex., de IBM zOS à Oracle Solaris) <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>** Le génie est définie comme la combinaison du matériel et des logicielles pour mettre en œuvre des applications informatiques intégrées en vue de respecter la disponibilité, le caractère récupérable, la gestion, l'échelle, le rendement et la vitesse de traitement et la sécurité requis.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> les éléments dont la ressource proposée a tenu compte aux fins du génie relative au déplacement du code d'application; les éléments qui ont fait l'objet de la recherche des pannes dans le cadre du déplacement des codes; une description de la ou des technologies utilisées par la ressource proposée pour déplacer le code pertinent au scénario indiqué. 		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, de la conception		

	<p>d'une technologie et d'un modèle de version d'applications et une infrastructure de ZOS connexe comportant les éléments suivants :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. la recherche et le développement; 2. la mise à l'essai; 3. la production; <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une description du modèle conçu par la ressource proposée, y compris les voies d'accès aux fins de la prise en charge; • une brève description de l'environnement (y compris le nombre de laboratoires); • les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte pour concevoir le modèle par rapport à l'infrastructure; • les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte pour faire évoluer le modèle par rapport à l'infrastructure; 		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, de l'élaboration de stratégies de mise en œuvre à l'aide du modèle décrit au O3.</p>		

	<p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • une description de la stratégie de mise en œuvre élaborée par la ressource proposée; • les facteurs dont la ressource a tenu compte pour élaborer une stratégie de mise en œuvre par rapport à une application faisant l'objet d'une migration dans l'infrastructure; • les enjeux auxquels la ressource proposée a fait face dans le cadre de l'élaboration des stratégies de mise en œuvre. 		
--	---	--	--

Critères cotés applicables à l'architecte de la technologie (ingénieur) – niveau 3

RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR					
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail*, en sus du critère obligatoire O2, relative au génie** et à la recherche	15	10 ans ou moins = 0 point Plus de 10 ans, mais moins de		

	des pannes liées au mouvement des applications Web dans le cadre de l'un des scénarios suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Scénario 1 – Le déplacement des codes d'application d'un environnement de développement et de mise à l'essai à un autre (p. ex. d'un environnement d'essai unitaire à un environnement d'acceptation de l'utilisateur) • Scénario 2 – Le transfert des codes d'application d'une version de serveur d'applications à une autre version ou à une nouvelle version du serveur d'applications (p. ex. de IBM WAS à Oracle WebLogic ou de IBM WAS v5.1 à IBM WAS v6) • Scénario 3 – Le transfert du code d'application d'une plateforme à une autre (p. ex., de IBM zOS à Oracle Solaris) en plus de ce qui est requis par le critère obligatoire O2. <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>** Le génie est définie comme la combinaison du matériel et des logicielles pour mettre en œuvre</p>			11 ans = 3 points Plus de 11 ans, mais moins de 12 ans = 6 points Plus de 12 ans, mais moins de 13 ans = 9 points Plus de 13 ans, mais moins de 14 ans = 12 points Plus de 14 ans = 15 points	
--	--	--	--	---	--

	des applications informatiques intégrées en vue de respecter la disponibilité, le caractère récupérable, la gestion, l'échelle, le rendement et la vitesse de traitement et la sécurité requis. De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :				
	<ul style="list-style-type: none"> les éléments dont la ressource proposée a tenu compte aux fins du génie relative au déplacement du code d'application; les éléments qui ont fait l'objet de la recherche des pannes dans le cadre du déplacement des codes; une description de la ou des technologies utilisées par la ressource proposée pour déplacer le code pertinent au scénario indiqué. <p>Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des quinze dernières années.</p>				
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail*	5	Pour chaque projet : 1 projet = 1 point		

	relative au génie** dans le cadre d'un projet qui comportait les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none"> • Élément 1 – Traitement transactionnel en direct d'une vitesse de traitement de 50 opérations ou plus par seconde; • Élément 2 – Volume de plus d'un million d'opérations par mois. Remarque : chaque projet doit comporter les deux éléments. <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>** Le génie est définie comme la combinaison du matériel et des logicielles pour mettre en œuvre des applications informatiques intégrées en vue de respecter la disponibilité, le caractère récupérable, la gestion, l'échelle, le rendement et la vitesse de traitement et la sécurité requis.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants, ainsi que les</p>			2 projets = 2 points 3 projets = 3 points 4 projets = 4 points 5 projets = 5 points	
--	---	--	--	--	--

	<p>volumes liés au projet :</p> <ul style="list-style-type: none"> le type d'opérations en direct traitées; les utilisateurs finaux. 				
C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, de l'élaboration de stratégies de mise en œuvre à l'aide du modèle décrit au critère O3.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> une description de la stratégie de mise en œuvre élaborée par la ressource proposée; les facteurs dont la ressource a tenu compte pour élaborer une stratégie de mise en œuvre par rapport à une application faisant l'objet d'une migration dans l'infrastructure; 	10	<p>10 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 10 ans, mais moins de 11 ans = 2 points</p> <p>Plus de 11 ans, mais moins de 12 ans = 4 points</p> <p>Plus de 12 ans, mais moins de 13 ans = 6 points</p> <p>Plus de 13 ans, mais moins de 14 ans = 8 points</p> <p>Plus de 14 ans = 10 points</p>		

	<ul style="list-style-type: none"> les enjeux auxquels la ressource proposée a fait face dans le cadre de l'élaboration des stratégies de mise en œuvre. <p>Il n'est pas nécessaire que cette expérience supplémentaire ait été acquise au cours des quinze dernières années.</p>				
C4	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* de la conception, de la consignation et de la recherche de pannes relativement aux infrastructures à l'appui des systèmes IBM JAVA.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> une brève description des technologies et des versions IBM utilisées par la ressource proposée dans le cadre de projets; les éléments que la ressource 	10	<p>1 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 6 points</p>		

	proposée a conçus à l'appui des systèmes IBM JAVA; <ul style="list-style-type: none"> les éléments visés par la recherche des pannes effectuée par la ressource proposée à l'appui des systèmes IBM JAVA; 		Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 7 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 8 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 9 points Plus de 9 ans = 10 points		
C5	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience pratique de travail* de l'évaluation des exigences relatives à la capacité des applications dans une infrastructure zOS.</p> <p>*L'expérience pratique de travail est définie comme la participation active à l'exploitation, par opposition à une simple observation ou étude.</p> <p>De plus, afin d'obtenir des points, l'expérience pratique de travail démontrée à l'égard de la ressource proposée doit comprendre tous les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> le processus utilisé par la 	10	1 mois ou moins = 0 point Plus de 1 mois, mais jusqu'à 1 an = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans =		

	ressource proposée pour évaluer les exigences relatives à la capacité; <ul style="list-style-type: none"> les facteurs dont la ressource proposée a tenu compte pour évaluer les exigences relatives à la capacité. 		5 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 6 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 7 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 8 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 9 points Plus de 9 ans = 10 points		
	TOTAL	50			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	30			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables au testeur – niveau 2

CRITÈRES OBLIGATOIRES		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT		EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des six dernières années, du développement de scripts de test automatisés à l'aide de l'outil de test automatisé WinRunner ou HP Quick Test Professional.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de deux ans, au cours des cinq dernières années, du développement et de l'exécution de scénarios de test automatisés et de plans de test à l'aide de Mercury Interactive Corporation Test Director ou de HP Quality Center.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du développement de troupes de test, y compris des stratégies de test, des plans de test, des scénarios de test, des cycles de test, des scripts de test automatisés ainsi que des analyses et des rapports de test.		

Critères cotés applicables au testeur – niveau 2

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, du développement de scripts de test automatisés à l'aide de l'outil de test automatisé WinRunner ou HP Quick Test Professional</p> <p>Il n'est pas nécessaire que l'expérience supplémentaire ait été acquise au cours des six dernières années.</p>	10	<p>3 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 2 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 4 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 6 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 8 points</p> <p>Plus de 7 ans = 10 points</p>		

C2	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, du développement et de l'exécution de scénarios de test automatisés et de plans de test à l'aide de Mercury Interactive Corporation Test Director ou de HP Quality Center.</p> <p>Il n'est pas nécessaire que l'expérience supplémentaire ait été acquise au cours des cinq dernières années.</p>	10	<p>2 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 6 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 8 points</p> <p>Plus de 6 ans = 10 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, en sus du critère obligatoire O3, du développement de troupes de test, y compris des stratégies de test, des plans de test, des scénarios de test, des cycles de test, des scripts de test automatisés ainsi que des analyses et des rapports de test.</p> <p>Il n'est pas nécessaire que</p>	10	<p>5 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 2 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans =</p>		

	l'expérience supplémentaire ait été acquise au cours des dix dernières années.		<p>4 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 6 points</p> <p>Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 8 points</p> <p>Plus de 9 ans = 10 points</p>		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la préparation et de la réalisation de révisions structurées et d'examens qui sont liés aux tests des logiciels intégrés et à l'état de préparation à la mise en œuvre, ainsi que la participation à ces révisions structurées et examens, au cours des dix dernières années.	10	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 6 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 8 points</p>		

C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la réalisation de tests à l'aide de formats de messagerie du langage de balisage extensible (XML).	10	Plus de 5 ans = 10 points 1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points Plus de 4 ans = 5 points Plus de 5 ans = 6 points			
C6	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la réalisation de tests d'applications développées à l'aide de méthodes itératives.	10	Plus de 5 ans = 10 points 1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points Plus de 4 ans = 5 points			

			mais moins de 4 ans = 8 points Plus de 4 ans = 10 points			
C7	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la réalisation de tests d'applications orientées objet en couches.	10	1 an ou moins = 2 points Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 4 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 6 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 8 points Plus de 4 ans = 10 points			
	TOTAL	70				
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	42				
	POINTS OBTENUS					

Critères obligatoires applicables au testeur – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
		EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée a testé une application pendant tout un cycle de vie de développement de logiciel (CVDL).		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans du développement de scripts de test automatisés à l'aide de HP Quick Test Pro ou de Mercury WinRunner.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans du développement de scénarios de test automatisés à l'aide de HP Quality Center ou de Mercury Test Director.		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans du développement de trousseaux de test, y compris des stratégies de test, des plans de test, des scénarios de test, des cycles de test, des scripts de test automatisés ainsi que des analyses et des rapports de test.		
O5	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de deux ans de la réalisation de test sur des applications J2EE développées à l'aide de toutes les		

	plates-formes suivantes : Java, EJB, Servlets et Websphere.		
--	---	--	--

Critères cotés applicables au testeur – niveau 3

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, du développement de scripts de test automatisés à l'aide de HP Quick Test Pro ou de Mercury WinRunner.	10	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 2 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans= 6 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 8 points Plus de 9 ans = 10 points		

C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, du développement de scénarios de test automatisés à l'aide de HP Quality Center ou de Mercury Test Director.	10	<p>5 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 2 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 4 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 6 points</p> <p>Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 8 points</p> <p>Plus de 9 ans = 10 points</p>		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, du développement de trousseaux de test, y compris des stratégies de test, des plans de test, des scénarios de test, des cycles de test, des scripts de test automatisés ainsi que des analyses et des rapports de test.	15	<p>10 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 10 ans, mais moins de 11 ans = 8 points</p> <p>Plus de 11 ans, mais moins de 12 ans = 10 points</p> <p>Plus de 12 ans, mais moins de 13 ans = 12 points</p>		

				Plus de 13 ans, mais moins de 14 ans = 14 points			
				Plus de 14 ans, mais moins de 15 ans			
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, en sus du critère obligatoire O5, de la réalisation de tests sur des applications J2EE développées à l'aide de toutes les plates-formes suivantes : Java, EJB, Servlets et Websphere.	10		Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 6 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 8 points Plus de 4 ans = 10 points			
	TOTAL	45					
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	27					
	POINTS OBTENUS						

Critères obligatoires applicables à l'architecte d'applications et de logiciels – niveau 3

N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
		EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du développement des architectures, des conceptions et des spécifications de système pour des applications à disponibilité élevée* et à volume élevé**.</p> <p>*La disponibilité élevée est définie comme un système qui doit fonctionner de façon fiable tous les jours 24 heures sur 24, 365 jours par année, et une mise en œuvre connexe qui permet d'assurer la continuité opérationnelle minimale de 99,9 % par année.</p> <p>**Le volume élevé est défini comme un système qui prend en charge plus de 100 utilisateurs dans des emplacements multiples et traite au moins 200 000 opérations par jour.</p>		
O2	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des sept dernières années, de l'appui et du soutien à diverses* équipes de développement d'applications simultanément dans une organisation au cours du développement et de l'intégration d'applications à l'aide de Java.</p>		

	* Le terme « diverses » désigne plus de 10 équipes.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des sept dernières années, de l'intégration et du soutien des cadres Java.		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la conception et la mise en œuvre de systèmes de TI fondés sur la technologie Java.		
O5	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, de la conception et du développement de solutions logicielles.		

Critères cotés applicables à l'architecte d'applications et de logiciels – niveau 3

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, du		5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans,		

	<p>développement des architectures, des conceptions et des spécifications de système pour des applications à disponibilité élevée* et à volume élevé**.</p> <p>*La disponibilité élevée est définie comme un système qui doit fonctionner de façon fiable tous les jours 24 heures sur 24, 365 jours par année, et une mise en œuvre connexe qui permet d'assurer la continuité opérationnelle minimale de 99,9 % par année.</p> <p>**Le volume élevé est défini comme un système qui prend en charge plus de 100 utilisateurs dans des emplacements multiples et traite au moins 200 000 opérations par jour.</p> <p>Cette expérience supplémentaire n'a pas à avoir été acquise au cours des dix dernières années.</p>	20	<p>mais moins de 7 ans = 4 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 8 points</p> <p>Plus de 9 ans, mais moins de 11 ans = 12 points</p> <p>Plus de 11 ans, mais moins de 14 ans = 16 points</p> <p>Plus de 14 ans = 20 points</p>	
C2	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la réalisation d'analyses du coût, des avantages et de l'incidence des technologies concernant les outils, les processus, les cadres ou les environnements de développement dans le cadre de projets moyens ou grands*.</p> <p>*Les projets moyens ou grands sont définis comme des projets d'un budget</p>	10	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>1 an, mais jusqu'à 2 ans = 1 point</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de</p>	

	<p>d'au moins 1 million de dollars qui sont en cours de développement depuis au moins six mois.</p> <p>De plus, pour que des points soient décernés, la ressource proposée doit inclure tout ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Description du projet, y compris la technologie ou les technologies analysées et l'incidence sur les outils, les processus, les cadres ou les environnements de développement • Décrire le processus entrepris par la ressource pour présenter une analyse complète de l'incidence. 		<p>4 ans = 5 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 7 points</p> <p>Plus de 5 ans = 10 points</p>		
C3	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la conception, de la mise en œuvre et du soutien relativement à chacune des composantes d'infrastructure de système suivantes.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Environnement de développement intégré JAVA 2. Serveur d'applications JAVA 3. Environnements de test de développement 4. Gestionnaire de Message Queues 5. Système de gestion de base de données relationnelle au niveau de l'entreprise 	15	<p>1 composante = 3 points</p> <p>2 composantes = 6 points</p> <p>3 composantes = 9 points</p> <p>4 composantes = 12 points</p> <p>5 composantes = 15 points</p>		

C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'encadrement et de l'appui d'équipes de développement en dirigeant des revues de code, des examens de conception ou des séances de conception d'application en collaboration.	15	1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 6 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 9 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 12 points Plus de 5 ans = 15 points			
C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée a participé activement au soutien et au dépannage relatifs au transfert d'applications Web entre environnements, versions et plates-formes dans l'un des éléments suivants. Élément 1 – Transférer du code d'application d'un environnement de	30	points pour chaque expérience dans chacun des éléments : 1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points			

	<p>développement et d'essai à un autre (p. ex. d'un environnement d'essai unitaire à un environnement d'acceptation).</p> <p>Élément 2 – Transférer du code d'application d'une version d'un serveur d'applications à une version différente ou plus récente du serveur d'applications (p. ex. IBM WAS à Oracle WebLogic ou d'IBM WAS v7 à IBM WAS v8).</p> <p>Élément 3 – Transférer du code d'application d'une plate-forme à une autre (p. ex. d'IBM zOS à Oracle Solaris).</p> <p>De plus, pour que des points soient décernés, la ressource proposée doit inclure tout ce qui suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Ce qu'a dû faire l'entrepreneur pour assurer un dépannage lié au mouvement de l'application. • Décrire la technologie ou les technologies que l'entrepreneur a utilisées pour assurer la migration du code pertinent par rapport au projet énoncé. • Décrire le processus que l'entrepreneur a entrepris pour assurer la migration du code pertinent par rapport au projet énoncé. 		<p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 5 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 7 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 9 points</p> <p>Plus de 5 ans = 10 points</p>		
--	--	--	---	--	--

	TOTAL	90				
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	54				
	POINTS OBTENUS					

VOLET 7 – SERVICES COMMUNS

Critères obligatoires applicables à l'architecte d'applications et de logiciels – niveau 3

CRITÈRES OBLIGATOIRES		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT		EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, de la conception et du développement de solutions logicielles.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, du développement et de la tenue à jour des conceptions de systèmes logiques* afin de répondre aux exigences opérationnelles. *Une conception de système logique est définie comme un document qui définit l'architecture, les composantes, les modules, les interfaces et les données de système dans une représentation abstraite.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, du développement de solutions logicielles intégrées en combinant les points de vue de plusieurs		

	<p>intervenants.</p> <p>Les intervenants pourraient comprendre les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les clients et architectes d'affaires; – les architectes techniques et les architectes-conseils de l'organisation; – les ingénieurs de l'infrastructure; – les modélisateurs de données et les analystes de base de données; – les développeurs et les testeurs d'applications. <p>L'entrepreneur doit démontrer les processus et la méthodologie employés ainsi que le type de document produit par la ressource proposée.</p>		
O4	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des cinq dernières années, de la conception et du développement de logiciels pour une ou des applications à disponibilité élevée* et à volume élevé**.</p> <p>*La disponibilité élevée est définie comme un système qui doit fonctionner de façon fiable tous les jours 24 heures sur 24, 365 jours par année, et une mise en œuvre connexe qui permet d'assurer la continuité opérationnelle minimale de 99 % par année.</p> <p>**Le volume élevé est défini comme un système qui prend en charge plus de 100 utilisateurs dans des emplacements multiples et traite au moins 200 000 opérations par jour.</p> <p>L'entrepreneur doit donner une courte description</p>		

	des applications avec lesquelles la ressource proposée a travaillé.		
O5	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, de la conception et du développement de logiciels dans un grand* environnement de TI à multiples applications et à multiples couches.</p> <p>*Le terme « grand » désigne un environnement comptant 100 ou plus membres de projets et des projets évalués à 50 millions de dollars ou plus.</p>		
O6	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la conception de systèmes de TI fondés sur la technologie Java.		

Critères cotés applicables à l'architecte d'applications et de logiciels – niveau 3

RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR			INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTREE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)

C1	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de travail de la conception d'application dans le cadre de projets de TI moyens ou grands relatifs à des applications métiers*.</p> <p>*Les projets de TI moyens ou grands relatifs à des applications métiers sont définis comme des systèmes développés pour 50 utilisateurs ou plus.</p>	10	<p>6 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 6 mois, mais jusqu'à 1 an = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 6 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 7 points</p>		
-----------	---	----	---	--	--

				Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 8 points		
				Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 9 points		
				Plus de 9 ans = 10 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la direction de séances de conception d'application en collaboration.	20		1 an ou moins = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 5 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 10 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 15 points Plus de 5 ans =		

			20 points			
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la traduction des exigences opérationnelles par le développement de modèles de systèmes fonctionnels.	20	<p>1 an ou moins = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 3 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 5 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 10 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 15 points</p> <p>Plus de 5 ans = 20 points</p>			
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la conception et du développement de logiciels aux fins de l'intégration multi-entreprises (IME).	10	<p>1 an ou moins = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, =</p>			

				mais moins de 4 ans = 4 points Plus de 4 ans, mais moins de 6 ans = 6 points Plus de 6 ans, mais moins de 8 ans = 8 points Plus de 8 ans = 10 points		
C5	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la conception de systèmes qui présentent les caractéristiques suivantes.</p> <p>a) Ce sont des systèmes à forte concentration de données.</p> <p>Les systèmes à forte concentration de données sont définis comme présentant les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> – le traitement en ligne de plus d'un million d'opérations par année; – une exploitation par plus de 100 utilisateurs concurrents; 	15		<p>Points pour le système à forte concentration de données :</p> <p>6 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 6 mois, mais jusqu'à 1 an = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points</p>		

	<p>– un environnement géographiquement dispersé;</p> <p>– des sous-systèmes de base de données partagés.</p> <p>b) Ils ont une connotation législative.</p>		<p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 6 points</p> <p>Plus de 5 ans = 8 points</p> <p>Points pour la connotation législative</p> <p>6 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 6 mois, mais jusqu'à 1 an = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 3 ans = 2 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 3 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans =</p>		
--	---	--	---	--	--

			5 points Plus de 5 ans = 7 points		
	TOTAL	75			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	45			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables au programmeur-analyste (Java) – niveau 2

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la création et de la modification de code et de logiciels dans un environnement informatique.			
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des sept dernières années, de la programmation			

	dans Java.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de deux ans de la conception et de la création d'applications à l'aide d'IBM Websphere Application Server, exécuté sur l'ordinateur central zOS ou Os/390.		

Critères cotés applicables au programmeur-analyste (Java) – niveau 2

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, de la création et de la modification de code et de logiciels dans un environnement informatique.	40	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 20 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 30 points Plus de 9 ans = 40 points		

C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, de la conception et de la création d'applications à l'aide d'IBM Websphere Application Server, exécuté sur l'ordinateur central zOS ou Os/390.	20	<p>2 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 4 ans = 10 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 6 ans = 15 points</p> <p>Plus de 6 ans = 20 points</p>		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la conception, du développement et de la mise en œuvre de systèmes orientés objet (OO) et d'applications en couches orientées objet (OO) à l'aide d'outils OO comme le Unified Modeling Language (UML) et le Processus rationnel unifié (PRU).	7	<p>6 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 6 mois, mais jusqu'à 1 an = 2 points</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 4 ans = 3 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 4 points</p>		

			Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 5 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 6 points Plus de 7 ans = 7 points			
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'utilisation et du soutien de cadres Web dans Java.	10	6 mois ou moins = 0 point Plus de 6 mois, mais jusqu'à 1 an = 1 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 4 ans = 4 points Plus de 4 ans, mais moins de 6 ans = 8 points Plus de 6 ans =			

			10 points			
C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la création et du développement d'un programme informatique ou de programmes informatiques à l'aide d'applets, de langage de balisage hypertexte (HTML), de servlets et de JavaServer Pages et JavaServer Faces (JSP et JSF).	30	6 mois ou moins = 0 point Plus de 6 mois, mais jusqu'à 1 an = 5 points Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 10 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 15 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 20 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 25 points Plus de 5 ans = 30 points			
C6	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la conception, de la création et du soutien d'une application ou d'applications sur la	10	6 mois ou moins = 0 point Plus de 6 mois, mais jusqu'à			

	plate-forme Java 2, Enterprise Edition (J2EE), à l'aide de JSP, de servlets, d'Enterprise Java Beans (EJB), du langage de balisage extensible (XML) et de services Web.		<p>1 an = 1 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 5 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 7 points</p> <p>Plus de 6 ans = 10 points</p>		
--	---	--	---	--	--

	TOTAL	117			
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	70			
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables au programmeur-analyste (Java) – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR			
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV		
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de sept ans, au cours des quinze dernières années, de la création et de la modification du code et de logiciels dans un environnement informatique.				
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de sept ans, au cours des dix dernières années, de la programmation dans Java.				
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans de la conception et de la création d'applications à l'aide d'IBM Websphere Application Server, exécuté sur l'ordinateur central zOS ou				

	Os/390.		
--	---------	--	--

Critères d'évaluation cotés applicables au programmeur-analyste (Java) – niveau 3

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, du travail avec Java afin de créer et de modifier du code et des logiciels dans un environnement informatique. Cette expérience supplémentaire n'a pas à avoir été acquise au cours des quinze dernières années.	40	7 ans ou moins = 0 point Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 20 points Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 30 points Plus de 9 ans, mais moins de 10 ans = 35 points Plus de 10 ans = 40 points		

C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, de conception et de création d'applications à l'aide d'IBM Websphere Application Server, exécuté sur l'ordinateur central zOS ou Os/390.	20	<p>5 ans ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 10 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 10 ans = 15 points</p> <p>Plus de 10 ans = 20 points</p>		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la conception, du développement et de la mise en œuvre de systèmes orientés objet (OO) et d'applications en couches orientées objet (OO) à l'aide d'outils OO comme le Unified Modeling Language (UML) et le Processus rationnel unifié (PRU)	10	<p>6 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 6 mois, mais jusqu'à 4 ans = 1 point</p> <p>Plus de 4 ans, mais moins de 7 ans = 2 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 3 points</p> <p>Plus de 9 ans, mais moins de 10 ans = 6 points</p> <p>Plus de 10 ans = 10 points</p>		

C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de l'utilisation et du soutien de cadres Web dans Java.	7	6 mois ou moins = 0 point Plus de 6 mois, mais jusqu'à 2 ans = 1 point Plus de 2 ans, mais moins de 4 ans = 2 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 3 points Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 4 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 5 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 6 points Plus de 8 ans = 7 points		
C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la conception et du développement à l'aide d'applets, du langage de balisage hypertexte (HTML), de servlets et de JavaServer Pages et JavaServer Faces (JSP et	30	6 mois ou moins = 0 point Plus de 6 mois, mais jusqu'à 2 ans = 5 points Plus de 2 ans 5 ans = 10 points		

	JSF).			<p>Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 15 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 20 points</p> <p>Plus de 8 ans, mais moins de 10 ans = 25 points</p> <p>Plus de 10 ans = 30 points</p>		
C6	<p>L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la conception, de la création et du soutien d'applications de la plate-forme Java 2, Enterprise Edition. Les technologies utilisées doivent comprendre TOUTES celles qui suivent : JavaServer Pages (JSP), servlets, Enterprise Java Beans (EJB), langage de balisage extensible (XML), services Web.</p>	10		<p>6 mois ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 6 mois, mais jusqu'à 2 ans = 1 point</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 5 ans = 2 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 3 points</p> <p>Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 5 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 7 points</p>		

			Plus de 8 ans = 10 points		
	TOTAL		117		
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE		70		
	POINTS OBTENUS				

Critères obligatoires applicables au programmeur-analyste (COBOL) – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la réalisation d'analyses de systèmes dans le cadre de grands projets* de TI sur ordinateur central dans de grands environnements** de technologie de l'information (TI).</p> <p>*Les grands projets de TI sur ordinateur central sont définis comme les projets d'une valeur de plus de 5 millions de dollars.</p> <p>**Un grand environnement de technologie de l'information (TI) est défini comme un environnement comptant plus de 2 000 utilisateurs ou plus de 1 milliard d'opérations par année.</p>		

O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du codage dans un système à l'aide de COBOL.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du soutien ou du développement d'un système dans un environnement CICS/COBOL exécuté sur un ordinateur central.		

Critères d'évaluation cotés applicables au programmeur-analyste – (COBOL) – niveau 3

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O2, du codage dans un système à l'aide de COBOL. Cette expérience supplémentaire n'a pas à avoir été acquise au cours des dix dernières années.	10	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 2 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 6 points		

				Plus de 8 ans, mais moins de 9 ans = 8 points Plus de 9 ans = 10 points 6 mois ou moins = 0 point Plus de 6 mois, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 4 ans = 4 points Plus de 4 ans, mais moins de 8 ans = 8 points Plus de 8 ans = 10 points			
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience du travail dans le Système intégré de gestion des données (IDMS) ou DB2.	10					
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience du maintien et du développement d'une application logicielle ou d'applications logicielles à l'aide des logiciels Via Soft ou Expiditer.	10					

			6 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 8 points Plus de 5 ans = 10 points			
	TOTAL	30				
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUSSION SOIT RECEVABLE	18				
	POINTS OBTENUS					

Critères obligatoires applicables à l’analyste de système – niveau 2

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du développement de conceptions et de spécifications de systèmes.		

O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de trois ans, au cours des cinq dernières années, du développement de conceptions et de spécifications de systèmes à l'aide du cadre du Processus rationnel unifié (PRU) et du Unified Modeling Language (UML), y compris le scénario-maquette et les cas d'utilisation des systèmes (CUS).		
O3	<p>L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du développement de conceptions et de spécifications de systèmes à l'aide d'applications à disponibilité élevée* et à volume élevé** dans un grand*** environnement d'ordinateur central de la technologie de l'information (TI) à applications multiples et à couches multiples.</p> <p>*La disponibilité élevée est définie comme un système qui doit fonctionner de façon fiable tous les jours 24 heures sur 24, 365 jours par année, et une mise en œuvre connexe qui permet d'assurer la continuité opérationnelle minimale de 99 % par année.</p> <p>**Une application à volume élevé est définie comme un système qui prend en charge plus de 100 utilisateurs dans des emplacements multiples et traite au moins 200 000 opérations par jour.</p> <p>***Le terme « grand » désigne un environnement qui compte 300 ou plus membres de projets et des projets évalués à 50 millions de dollars ou plus.</p>		

Critères cotés applicables à l'analyste de système – niveau 2

RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR					
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O1, du développement des conceptions et de spécifications de systèmes. Cette expérience supplémentaire n'a pas à avoir été acquise au cours des dix dernières années.	20	5 ans ou moins = 0 point		
			Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 5 points		
			Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 10 points		
			Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans= 15 points		
			Plus de 8 ans = 20 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience du développement de conceptions et de spécifications destinées à des systèmes développés à l'aide de DB2.	10	1 an ou moins = 0 point		
			Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points		
			Plus de 2 ans, mais		

			moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 6 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 8 points Plus de 5 ans = 10 points			
C3	L'entrepreneur devrait s'assurer que la ressource proposée possède de l'expérience, au cours des dix dernières années, du développement de conceptions et de spécifications pour des systèmes développés à l'aide d'intergiciels orientés vers les messages de MQ Series.	10	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 6 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 8 points Plus de 5 ans = 10 points			
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède	20	1 an ou moins = 0 point			

	de l'expérience de travail avec des équipes de développement, des clients et des collègues.		<p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 3 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 8 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 12 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 16 points</p> <p>Plus de 9 ans = 20 points</p>		
C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la préparation de comptes rendus et de présentations à l'intention de publics techniques et de direction.	20	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 3 ans = 4 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 8 points</p> <p>Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 12 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 16 points</p>		

C6	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de travail dans le secteur public.	5	Plus de 9 ans = 20 points 1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points Plus de 4 ans = 5 points			
	TOTAL	85				
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	51				
	POINTS OBTENUS					

Critères obligatoires applicables à l'analyste de système – niveau 3

RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉ	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE
		INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV

MENT		(L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, de la direction du développement de conceptions et de spécifications de systèmes.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des quinze dernières années, du développement de conceptions et de spécifications de systèmes.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du développement des conceptions et de spécifications de systèmes à l'aide du cadre du Processus rationnel unifié (PRU) et du Unified Modeling Language (UML), y compris le scénario-maquette et les cas d'utilisation des systèmes (CUS).		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la direction de séances de conception d'application en collaboration.		
O5	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du développement de conceptions et de spécifications de systèmes pour des applications à disponibilité élevée* et à volume élevé** dans un grand*** environnement d'ordinateur central de la technologie		

	de l'information (TI) à applications multiples et à couches multiples.		
	<p>*La disponibilité élevée est définie comme un système qui doit fonctionner de façon fiable tous les jours 24 heures sur 24, 365 jours par année, et une mise en œuvre connexe qui permet d'assurer la continuité opérationnelle minimale de 99 % par année.</p> <p>**Une application à volume élevé est définie comme un système qui prend en charge plus de 100 utilisateurs dans des emplacements multiples et traite au moins 200 000 opérations par jour.</p> <p>***Le terme « grand » est défini comme un environnement qui compte 300 membres de projet ou plus et des projets évalués à 50 millions de dollars ou plus.</p>		

Critères cotés applicables à l'analyste de système – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES) INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du	20	10 ans ou moins = 0 point Plus de 10 ans, mais moins de 12 ans =	

	critère obligatoire O1, de la direction du développement de conceptions et de spécifications de systèmes. Cette expérience supplémentaire n'a pas à avoir été acquise au cours des quinze dernières années.		4 points Plus de 12 ans, mais moins de 13 ans = 8 points Plus de 13 ans, mais moins de 14 ans = 12 points Plus de 14 ans, mais moins de 15 ans = 16 points Plus de 15 ans = 20 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, au cours des dix dernières années, du développement des conceptions et des spécifications destinées à des systèmes développés à l'aide de DB2.	10	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 6 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 8 points Plus de 5 ans = 10 points		
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, au cours des dix dernières années,	10	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points		

	de développement de conceptions et de spécifications pour des systèmes développés à l'aide d'intergiciels orientés vers les messages de MQ Series.		Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 6 points Plus de 4 ans, mais moins de 5 ans = 8 points Plus de 5 ans = 10 points		
C4	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, au cours des dix dernières années, de la fourniture de mentorat et d'un enseignement à des équipes de développement, des clients et des collègues.	20	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 8 points Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 12 points Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 16 points Plus de 9 ans = 20 points		
C5	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience, au cours des dix dernières années, de la préparation, de la publication et de la présentation de comptes rendus et d'exposés	20	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an, mais jusqu'à 3 ans = 4 points Plus de 3 ans, mais moins de 5 ans = 8 points		

	à des publics techniques et de direction.		<p>Plus de 5 ans, mais moins de 7 ans = 12 points</p> <p>Plus de 7 ans, mais moins de 9 ans = 16 points</p> <p>Plus de 9 ans = 20 points</p>			
C6	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience dans le secteur public.	5	<p>1 an ou moins = 0 point</p> <p>Plus de 1 an, mais jusqu'à 2 ans = 2 points</p> <p>Plus de 2 ans, mais moins de 3 ans = 3 points</p> <p>Plus de 3 ans, mais moins de 4 ans = 4 points</p> <p>Plus de 4 ans = 5 points</p>			
	TOTAL	85				
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	51				
	POINTS OBTENUS					

Critères obligatoires applicables à l'analyste de système (COBOL) – niveau 3

		RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR	
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES OBLIGATOIRES	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
O1	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de dix ans, au cours des quinze dernières années, de l'analyse, de la conception et du développement de systèmes d'information.		
O2	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, de la réalisation d'analyses de systèmes dans le cadre de grands projets* de TI sur ordinateur central dans de grands environnements** de technologie de l'information (TI). *Les grands projets de TI sur ordinateur central sont définis comme les projets d'une valeur de plus de 5 millions de dollars. **Un grand environnement de technologie de l'information (TI) est défini comme un environnement comptant plus de 2 000 utilisateurs ou plus de 1 milliard d'opérations par année.		
O3	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de cinq ans, au cours des dix dernières années, du codage à l'aide du langage de programmation		

	COBOL sur l'ordinateur central.		
O4	L'entrepreneur doit démontrer que la ressource proposée possède une expérience minimale de quatre ans dans le Système intégré de gestion des données (IDMS) ou DB2.		

Critères d'évaluation cotés applicables analyste de système (COBOL) – niveau 3

			RÉPONSE DE L'ENTREPRENEUR		
N° DE L'ÉLÉMENT	CRITÈRES COTÉS	MAXIMUM DE POINTS	CRITÈRES D'ÉVALUATION	EXPÉRIENCE DÉMONTRÉE (L'ENTREPRENEUR DOIT INSÉRER LES DONNÉES)	INSÉRER LE N° DE LA PAGE DU CV
C1	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O3, du codage à l'aide du langage de programmation COBOL sur l'ordinateur central. Cette expérience supplémentaire n'a pas à avoir été acquise au cours des quinze dernières années.	10	5 ans ou moins = 0 point Plus de 5 ans, mais moins de 6 ans = 2 points Plus de 6 ans, mais moins de 7 ans = 4 points Plus de 7 ans, mais moins de 8 ans = 6 points Plus de 8 ans, mais		

				moins de 9 ans = 8 points Plus de 9 ans = 10 points		
C2	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience supplémentaire, en sus du critère obligatoire O4, du travail dans le Système intégré de gestion des données (IDMS) ou DB2.	10	4 ans ou moins = 0 point Plus de 4 ans, mais moins de 6 ans = 4 points Plus de 6 ans, mais moins de 8 ans = 8 points Plus de 8 ans = 10 points			
C3	L'entrepreneur devrait démontrer que la ressource proposée possède de l'expérience de la maintenance et du développement d'applications logicielles à l'aide des logiciels Via Soft ou Expiditer.	10	1 an ou moins = 0 point Plus de 1 an = 2 points Plus de 2 ans = 4 points Plus de 3 ans = 6 points Plus de 4 ans = 8 points Plus de 5 ans = 10 points			

	TOTAL	30				
	SEUIL MINIMAL DE LA NOTE POUR QUE LA SOUMISSION SOIT RECEVABLE	18				
	POINTS OBTENUS					